

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15602 - 7 F

SAMEDI 25 MARS 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAIRE COLOMBANI

La fin des contrôles aux frontières

Les accords de Schengen entrent en vigueur dimanche 26 mars. Dans les aéroports, on ne vérifiera plus l'identité des voyageurs venant des pays signataires : France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne et Portugal.

Les bénéfices du tunnel sous la Manche

Eurotunnel a rapporté plus de 6 milliards de francs à ses banquiers, mais rien aux actionnaires, qui devront patienter jusqu'à 2004 pour toucher leurs premiers dividendes. Endetté, l'exploitant du tunnel sur la Manche se prépare à passer quatre années difficiles.

Le sarcome de Kaposi serait d'origine virale

De récentes découvertes, françaises et américaines, laissent à penser qu'un virus serait à l'origine de cette affection cancéreuse touchant fréquemment les malades du sida.



Les Japonais et la mémoire d'Hiroshima

Cinquante ans après le bombardement nucléaire, la ville-symbole nipponne assume enfin son histoire sans censure ni tabous.

La formule 1 à Sao Paulo sans Ayrton Senna

Sao Paulo, qui accueille, dimanche 26 mars, le premier Grand Prix de formule 1 de la saison, n'en finit pas de pleurer la disparition tragique d'Ayrton Senna sur le circuit d'Imola le 1^{er} mai 1994.

Les coulisses de la culture

Une série de manifestations sont organisées samedi 25 et dimanche 26 mars, à Paris et dans l'ensemble des régions de France, pour mieux faire connaître les quelque sept cents métiers de la culture.

Les éditoriaux du « Monde »

Le martyre tchèque ; Le coût de la santé.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Espagne, 160 Ptas ; France, 7 F ; Grèce, 200 Dracmas ; Italie, 2000 Lira ; Luxembourg, 40 FF ; Pays-Bas, 10 Gld ; Portugal, 200 Escudo ; Royaume-Uni, 10 Pounds ; Suède, 100 Krona ; Suisse, 100 Francs ; USA, 1 Dollar ; Japon, 100 Yen.

M 0147 - 0325 - 7,00 F

M. Balladur et M. Chirac s'affrontent sur la maîtrise des dépenses de santé

Les candidats de droite se disputent la faveur du corps médical

ÉDOUARD BALLADUR et Jacques Chirac devaient se rendre, vendredi 24 mars, devant les assises du Centre national des professions de santé pour présenter leurs positions sur l'avenir de la protection sociale et du système de soins. Le premier ministre devait plaider pour la poursuite de la maîtrise des dépenses avec le concours des médecins. Le maire de Paris devait confirmer qu'il rejette toute maîtrise comptable et tout plafonnement des dépenses par rapport à la richesse nationale : une promesse bien reçue par le corps médical, qui craint un rationnement des soins et une baisse de ses revenus. Alors que le déficit de la Sécurité sociale atteindra 110 milliards de francs fin 1995 (dont 60 milliards pour l'assurance-maladie), M. Jospin accuse les deux candidats de droite de refuser une rigoureuse maîtrise des dépenses médicales et d'ouvrir ainsi la voie aux assurances privées.



Lire pages 7 et 20

Les Etats-Unis et la Russie constatent leurs divergences

Les diplomates des deux pays n'ont réussi à s'entendre ni sur l'OTAN ni sur l'Iran

LES RESPONSABLES des diplomatie russe et américaine n'ont pas réussi à aplanir leurs divergences lors de leur rencontre à Genève, mercredi 22 et jeudi 23 mars. Andreï Kozyrev et Warren Christopher sont restés sur leurs positions tant pour ce qui concerne l'élargissement de l'OTAN auquel s'oppose Moscou que sur les relations avec l'Iran auquel la Russie s'apprête à vendre du matériel nucléaire, destiné - affirme-t-elle - à une utilisation civile. Ils ont cependant annoncé la création d'un groupe de travail sur les problèmes liés à la prolifération nucléaire.

« La lune de miel est terminée, mais ce n'est pas encore le divorce (...). Ce que nous voulons éviter, c'est l'impasse », a déclaré le ministre russe des affaires étrangères au cours d'une conférence de presse. La pleine participation de Boris Eltsine au sommet du G 7, le groupe des pays les plus industrialisés, au mois de juin à Halifax, est

un autre sujet de discord ; le président russe voudrait être associé aux discussions sur l'économie, alors qu'il est seulement invité pour la partie politique. MM. Kozyrev et Christopher se retrouveront en avril à New York pour préparer le sommet Eltsine-Clinton qui doit avoir lieu à Moscou à l'occasion du cinquantième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie.

Les entretiens sur la Bosnie semblent, en revanche, avoir permis un rapprochement des points de vue. M. Kozyrev a présenté à son collègue américain le plan russe qui doit être soumis la semaine prochaine au groupe de contact (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne et Russie). Les détails n'ont pas été rendus publics, mais les Etats-Unis seraient prêts à faire un pas en direction des exigences du président serbe Milosevic, qui demande une levée des sanctions avant d'envisager la reconnaissance de la Bosnie (et de la Croatie) ; les sanctions seraient progressivement levées en fonction des assurances serbes concernant l'intégrité territoriale et le respect des Constitutions de la Bosnie et de la Croatie. Les pays du groupe de contact s'efforcent de sauver un fragile cessez-le-feu expirant fin avril.

Lire page 2

Le « modèle néerlandais » sans pilule contraceptive

LA HAYE de notre correspondant

La femme la moins populaire des Pays-Bas ces temps-ci est certainement le ministre de la santé, Els Borst-Eilers. Elle vient de présenter au Parlement un plan d'économies de 3 milliards de florins, soit un peu plus de 9 milliards de francs, dont l'objectif est de ramener de 2,3 à 1,3 % la croissance annuelle du budget de la santé, qui se monte à 59,3 milliards de florins en 1995, soit environ 9 % du PIB. Le projet passe par l'introduction d'un ticket modérateur de 200 florins (630 francs) pour nombre de soins hospitaliers, la réduction des investissements pour les hôpitaux universitaires, la baisse forcée, par voie législative, du prix des médicaments, plus élevé aux Pays-Bas que dans le reste de l'Europe, et le passage au régime du remboursement des médicaments.

Sur ce dernier point, plusieurs commissions d'experts venus de divers horizons du monde médical et paramédical jugeront sur la base de quatre critères du bien-fondé du paiement par la sécurité sociale ou par les assurances privées des traitements médicaux : leur

fonction purement médicale (par opposition au concept de médicament de confort), leur capacité curative, l'adéquation de leur mode de prescription, et la possibilité pour le consommateur de les prendre à sa propre charge. Le processus durera plusieurs années, mais, d'ores et déjà, le ministre de la santé a annoncé que la pilule contraceptive ne sera plus remboursée aux femmes de plus de dix-huit ans.

Or cette mesure a déclenché de vives protestations chez les féministes et les travailleurs sociaux. Les premières s'élèvent contre ce qu'elles considèrent comme un intolérable retour en arrière et ont lancé par voie de presse une pétition nationale. Les sexologues et les démographes tirent la sonnette d'alarme. L'un d'eux, Evert Ketting, affirme même que la suppression du remboursement de la pilule entraînera inévitablement la fin de ce que l'on appelle « le modèle néerlandais ». Car les Pays-Bas, rappelle-t-il, affichent depuis vingt ans le taux le plus bas au monde des avortements : moins de 6 pour mille contre 19,8 pour mille pour la Suède, 29 pour mille pour les Etats-Unis, ou 180 pour

mille dans l'ex-URSS. Dans un article extrêmement critique, le directeur de l'Institut néerlandais pour l'étude des comportements sexuels et sociologiques démontre que le plan Borst poussera « 10 à 20 % des femmes à arrêter la pilule », ce qui débouchera sur « 8 000 à 16 000 grossesses non désirées » : adieu le modèle néerlandais !

Els Borst-Eilers est convaincue que ses compatriotes sont suffisamment responsables pour ne pas laisser une question d'argent influencer leur choix, d'autant, affirme-t-elle, que la pilule sera désormais disponible dans les officines de para-pharmacie, ce qui ramènera les prix de 8 florins par mois actuellement (25 francs) à 6 florins (19 francs). En défendant son plan devant les députés, M^{me} Borst-Eilers a même fait cette déclaration pour le moins étrange : « Mon parti, le D66, a été l'un des acteurs du remboursement par la sécurité sociale de la pilule contraceptive. Le fait que nous soyons à l'origine de son retrait de la liste des traitements remboursés constitue l'ultime apothéose de l'émancipation. »

Alain Franco

Les syndicats, spectateurs engagés

A L'ISSUE de son turbulent congrès de Montpellier, la CFDT apparaît déterminée à « peser » sur l'actuel débat électoral, en faisant entendre ses priorités sur l'emploi, l'exclusion, la réduction de la durée du temps de travail ou la protection sociale. Mais cette campagne présidentielle ne ressemble décidément pas aux précédentes.

Jusqu'alors plus engagés dans les controverses politiques, les confédérations semblent se comporter en spectateurs, se gardant d'entrer sur la scène électorale, hésitant presque à interpeller les candidats, d'abord soucieux de valoriser l'autonomie des « partenaires sociaux » face à l'Etat. Comme si les syndicats, préoc-

cupés de voir que les aspirants à l'Elysée tournent autour de la « fracture sociale » du pays sans apporter de solutions vraiment nouvelles, n'avaient plus guère d'illusions sur la politique ou en jugeaient le voisinage dangereux. Rien à voir avec les cinq précédentes élections présidentielles au suffrage universel direct où, à des

degrés divers, les centrales s'étaient aventurées dans l'arène.

L'exemple de 1981 est à cet égard éloquent. Chaque confédération avait alors joué le rôle qu'on attendait d'elle, entre celles qui, comme la CGT et la CFDT, désireuses d'un changement politique ouvrant la voie à la transformation sociale, laissaient apparaître leurs préférences, et celles qui, comme FO, la CFTC et la CGC, au nom d'une conception stricte de l'indépendance syndicale, refusaient toute consigne de vote. La CGT avait « roulé » pour Georges Marchais, avant de rallier au second tour François Mitterrand. La CFDT avait, implicitement au premier tour et explicitement au second, soutenu le futur élu. FO s'était gardée traditionnellement de toute recommandation, mais André Bergeron, membre du Parti socialiste tendance « SFIO-maintenue », était intervenu dans le débat interne au PS en jugeant que M. Mitterrand avait plus de chances de l'emporter que M. Rocard... Même la CGC avait contribué au basculement des cadres en faveur de M. Mitterrand, en demandant la démission de Raymond Barre et en envisageant même, à l'initiative de Paul Marchelli, de présenter son propre candidat.

Michel Noblecourt

Lire la suite page 20 et nos informations page 9

L'armée turque dans l'ombre de M^{me} Ciller



TANSU CILLER

SOURIRE à l'Occident, coup de poing en Orient. Tansu Ciller, le premier ministre turc, a reçu fort courtoisement, jeudi 23 mars, en compagnie du président de la République, Süleyman Demirel, les ministres des affaires étrangères représentant l'Union européenne. Pendant ce temps, l'opération de grande envergure lancée par l'armée turque, lundi 20 mars, contre les positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak se poursuivait. La « troïka » européenne, formée de l'Allemand Klaus Kinkel, du Français Alain Juppé et de l'Espagnol Javier Solana, a exprimé des critiques non pas sur le principe de l'intervention turque « dans un territoire où ne s'exerce aucune autorité d'Etat », mais sur son caractère massif. Ces reproches, bien qu'enrobés, tranchent avec l'attitude américaine toute de discrétion et de « compréhension ».

C'est que les Européens s'inquiètent de l'évolution de la Turquie, un pays avec lequel ils ont récemment conclu un accord d'union douanière, en surmontant de nombreuses réticences. Les promesses de démocratisation et de plus grande attention portée aux droits de l'homme réitérées par M^{me} Ciller pèsent-elles bien lourd face aux objectifs de l'armée, qui vient de prouver, en Irak, qu'elle fait à peu près ce qu'elle veut ?

Lire page 3

après La Société Bloquée

Michel Crozier

avec Bruno Tilliet

LA CRISE DE L'INTELLIGENCE

Essai sur l'impuissance des élites à se réformer

InterEditions

204 pages, 110 F

BLOCAGE Sept heures de conversations entre le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, et son homologue russe, Andreï Kozyrev, mercredi 22 et jeudi 23 mars à Genève, n'ont pas permis de débloquent les principaux sujets de contentieux entre Moscou et Washington. Les deux hommes doivent se retrouver en avril pour

préparer la rencontre au sommet qui doit réunir le 11 mai à Moscou les présidents Clinton et Eltsine. ● L'élargissement de l'OTAN à certains pays d'Europe centrale et

orientale reste au cœur du différend américano-russe, qui porte aussi sur la livraison par Moscou de réacteurs nucléaires à l'Iran. ● L'AFFAIRE CLAES, qui voit le secrétaire général

de l'OTAN mis en cause dans une vieille affaire de pots-de-vin, affaiblit l'Organisation au moment de la difficile négociation en cours avec la Russie et l'Europe de l'Est.

Moscou et Washington constatent leurs divergences sur l'OTAN

« La lune de miel est terminée, mais ce n'est pas le divorce », déclare Andreï Kozyrev après sa rencontre avec Warren Christopher. A Genève, le ministre russe et le secrétaire d'État américain sont restés divisés sur la question de l'élargissement de l'organisation

GENÈVE
de notre envoyé spécial
Si besoin était, les sept heures d'entretien que le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, et son homologue russe, Andreï Kozyrev, ont eu, mercredi 22 mars, dans la soirée, et jeudi 23 mars à Genève, auront davantage souligné les points de désaccord qu'apportés des solutions aux problèmes en suspens entre les deux pays.

Que ce soit sur l'élargissement de l'OTAN, la vente de centrales nucléaires à l'Iran, une participation plus active de Moscou au prochain sommet du G7 (le groupe dit « des sept pays les plus industrialisés »), voire la Bosnie, chacun a campé sur ses positions tandis que le conflit en Tchétchénie continue de peser sur leurs relations. A en juger par les déclarations des deux ministres à l'issue de leurs conversations, les maigres résultats de cette rencontre tranchent avec l'enthousiasme encore affiché la veille par M. Kozyrev à son arrivée à Genève. Se félicitant de la décision du président Bill Clinton d'avoir accepté l'invitation du pré-

sident Boris Eltsine à se rendre le 9 mai à Moscou pour assister à la célébration de la victoire des Alliés sur le nazisme, le chef de la diplomatie russe n'avait pas hésité à déclarer que les deux pays étaient « en bonne voie de devenir des alliés en temps de paix ».

SOMMET A NEW YORK

Moins de vingt-quatre heures plus tard, M. Kozyrev devait cependant tempérer ses propos en lançant lors de la conférence de presse commune : « La lune de miel est terminée mais ce n'est pas le divorce. Nous sommes devenus plus réalistes et mieux à même de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ce que nous voulons éviter, c'est l'infidélité. » Tout en prenant soin de se ménager mutuellement, cette formule imagée est aussi une manière de reconnaître que la réunion de Genève était loin d'avoir suffi à déblayer le terrain en prévision du sommet de mai prochain à Moscou. D'ailleurs les deux ministres devront encore se retrouver au moins une fois pour parachever les préparatifs

dans le courant du mois d'avril à New York. L'une des principales pierres d'achoppement demeure l'OTAN. La Russie entend accepter son élargissement qu'en contrepartie d'une coopération très étroite et privilégiée avec l'Alliance atlantique. Rappelant que Moscou avait, en principe, décidé de participer à un programme de coopération avec l'OTAN le Partenariat pour la paix, M. Christopher a indiqué que c'était dans ce cadre que devait se poursuivre le dialogue pour déterminer les relations futures entre la Russie et l'OTAN. Autre pomme de discorde : le refus de Moscou de renoncer à son projet de vente de réacteurs nucléaires à Téhéran. Pressé par le Congrès, la Maison Blanche se montre d'autant plus opposée à cette transaction qu'elle craint de voir l'Iran se doter de l'arme atomique alors que Moscou ne semble nullement disposé à céder.

Par souci d'apaisement, les deux hommes ont néanmoins annoncé la création d'un groupe de travail chargé d'étudier les problèmes liés à la prolifération nucléaire. En revanche, aucune entente ne s'est dégagée

entre Russes et Américains sur une participation plus active de Boris Eltsine aux travaux du prochain sommet du G7 qui doit se tenir en juin à Halifax (Canada). M. Kozyrev a fait valoir que le président Eltsine devrait être associé aux discussions économiques car « la Russie est non seulement un pays lourdement endetté mais aussi l'un des principaux créanciers du monde ». Mais M. Christopher s'est refusé à envisager « tout changement majeur du niveau de la participation russe par rapport à l'an dernier » du fait de la situation en Tchétchénie.

Si l'on en croit le New York Times, les Etats-Unis seraient disposés à faire un pas en direction de la position de la Russie : pour isoler les Serbes de Bosnie, et gagner la bonne volonté du président de la république de Serbie, Slobodan Milosevic, Washington n'exigerait plus de ce dernier qu'il reconnaisse formellement les frontières de la Bosnie-Herzégovine et de la Croatie, avant de voir allégées les sanctions pesant contre Belgrade.

Jean-Claude Buhner



Difficile examen d'entrée pour les candidats à l'Alliance atlantique

POUR tenter de calmer l'appétit d'OTAN « des anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale (les PECO), l'Organisation atlantique, à l'initiative des Etats-Unis, avait invité le Partenariat pour la paix — sorte d'accords de coopération lâche avec l'OTAN. Mais à la fin de 1994 l'administration américaine a cédé aux instances des PECO et a mis en route un processus d'adhésion à l'OTAN, provoquant l'embarras de ses alliés ouest-européens et la colère de Moscou.

Au sommet atlantique de décembre, il a été décidé qu'un document serait préparé pour le prochain Conseil atlantique qui exposerait le « comment » et le « pourquoi » de l'élargissement, la question du « faut-il ou ne faut-il pas » étant en principe résolue positivement, celle du « qui » et « quand » étant renvoyée à plus

loin. L'Ukraine, voire les pays baltes qui ont déjà fait acte de candidature, mais qui représentent un sujet particulièrement sensible pour la Russie, étant donné leurs liens séculaires.

La participation à l'OTAN donne des droits : un pays membre faisant l'objet d'une menace extérieure est en droit d'attendre, conformément à l'article 5 de la charte de Washington, l'assistance de ses alliés. Y compris dans les cas « extrêmes », le « parapluie » nucléaire des Etats-Unis. Mais cette participation crée aussi des obligations, comme celle de venir en aide à un allié menacé. Les pays de l'Est ont tendance à ne considérer que le premier aspect ; les tensions entre certains d'entre eux sont encore telles qu'on imagine mal, à court terme, la mise en œuvre de cette solidarité. Les degrés d'intégration dans l'OTAN peuvent aussi être divers ; entre la situation

entre les alliés ; il n'en reste pas moins qu'une reconversion de l'équipement des pays de l'Est ouvrirait un marché considérable aux industries occidentales de l'armement.

« Ni surprise ni veto ». Les dirigeants occidentaux résumant par cette formule leur attitude envers Moscou. L'extension de l'OTAN ne se fera pas secrètement et la Russie

ne sera pas placée devant le fait accompli. En revanche, il ne lui sera reconnu aucun droit de regard ni sur le calendrier ni sur la liste des candidats. Les plus chauds partisans de l'élargissement rappellent le précédent allemand : en 1990, Mikhail Gorbatchev avait mis à la réification des conditions « démocratiques » avant d'accepter finalement que l'Allemagne dans

son ensemble, y compris les territoires de l'ancienne RDA, fasse partie intégrante de l'OTAN. Les plus prudents font remarquer que les Russes disposent de moyens de rétorsion, comme la remise en cause de la réduction des forces classiques en Europe (accords CFE, dont ils ont déjà demandé la révision) ou des mesures de confiance (notification des masses, présence d'ob-

servateurs, etc.). Les Occidentaux essaient de développer une « double stratégie » : extension de l'Organisation atlantique et dialogue avec le Kremlin. Pour le moment, celui-ci fait monter les enchères, en poursuivant son vieux rêve d'une Europe sans l'OTAN ou avec la Russie dans l'OTAN, ce qui revient au même.

Dominique Vernier

L'OTAN gêné par la mise en cause de Willy Claes dans l'affaire Agusta

BRUXELLES

de notre correspondant
Les ambassadeurs à l'OTAN sont dans une situation délicate : habitués à se livrer à des considérations planétaires, ces diplomates doivent se pencher sur le microcosme belge pour essayer de deviner si l'Alliance atlantique pourra conserver son secrétaire général, Willy Claes, déstabilisé par les affaires de pots-de-vin au profit du Parti socialiste flamand. Quand l'affaire Agusta a rebondi en février, les représentants permanents des alliés à Bruxelles avaient « réitéré unanimement leur confiance » à M. Claes. Dans certaines délégations, on précise maintenant qu'il s'agit simplement de « prendre acte » des déclarations de l'intéressé et qu'il n'appartient pas aux alliés d'influer sur le cours d'une affaire à régler entre Belges.

Quoi qu'il en soit, la mise en cause de M. Claes tombe à un très mauvais moment pour une organisation ayant à faire des choix importants. A l'OTAN, le pouvoir de décision appartient au Conseil de l'Atlantique nord, c'est-à-dire aux gouvernements et aux ambassadeurs qui les représentent. Mais le secrétaire général joue un rôle non négligeable. Président du Conseil atlantique, il est chargé de promouvoir et de diriger le processus de consultation. Il peut infliger sur les compromis résultant de la recherche obligatoire du consensus entre alliés. Il doit donner des impulsions et des conseils fondés sur ses contacts personnels avec les alliés et les dirigeants d'autres pays.

UN DÉBUT DE DÉCEPTION

Le premier des dossiers chauds a trait aux relations de l'OTAN avec la Russie. M. Claes a reçu un camouflet le 1^{er} décembre 1994 quand Andreï Kozyrev, accueilli par les alliés au siège de l'OTAN, a refusé à la dernière minute d'approuver le « programme de partenariat individuel » qui devait amorcer une véritable coopération entre l'Alliance et Moscou. Il s'agissait de s'engager au-delà des

discours vagues prononcés dans le cadre du Conseil de coopération nord-atlantique qui rassemble les Seize et leurs anciens ennemis du pacte de Varsovie.

Moscou n'a pas caché la raison de ce refus : les projets d'élargissement de l'Alliance à d'anciens satellites de l'URSS, avec une garantie de sécurité impliquant éventuellement la création de bases militaires. Les Seize rattachent actuellement qu'ils s'en tiennent au très général examen du « comment » et du « pourquoi », renvoyant à plus tard celui du « qui » et du « quand ». Pour faire patienter la Pologne et la Hongrie et les amener à prendre en considération certaines contingences diplomatiques, il faut un secrétaire général influent et crédible.

Un début de déception est déjà perceptible à la « cellule de planification du partenariat » inaugurée en juin 1994 à proximité immédiate du SHAPE, près de Mons, pour une coopération militaire allant au-delà des bonnes paroles. Dans l'esprit de plusieurs pays de l'ancien bloc communiste qui ont envoyé à bas des officiers de liaison, cette présence n'a de sens que si elle constitue une

étape vers l'adhésion. Dans l'immédiat, l'Alliance est confrontée à la perspective de l'« extraction » des contingents de la Forpro ou en Bosnie. Depuis plusieurs semaines, ses militaires travaillent à la planification de cette opération, qui pourrait mobiliser 60 000 hommes pendant trois mois. Déjà fortement représentée dans la Forpro, la France sera de la partie, malgré son absence des structures militaires intégrées de l'OTAN. Elle souhaite que tout se passe sous le contrôle politique du Conseil atlantique, ce qui implique une participation active du secrétaire général.

Celui-ci devra aussi faire preuve de diplomatie à l'égard de l'ONU. En effet, les Américains ne veulent pas entendre parler de « double clé » pour l'« extraction », ayant été échaudés par le mécanisme de coordination mis en œuvre pour les frappes aériennes décidées par le Conseil de sécurité. En même temps que les préparatifs militaires, un débat, à ce stade purement abstrait, mais lourd de conséquences, bat son plein à l'OTAN. Il s'agit du concept de « groupe de forces interarmées multinationales » (GFM) présenté aux alliés par les

Américains. Cette initiative vise à sortir des lourdes procédures des grands commandements régionaux en Europe et à mettre en place des commandements mobiles, prêts à réagir à toute une gamme de menaces. En principe les GFM devraient permettre à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) d'utiliser des moyens de l'OTAN pour des opérations dans lesquelles les Etats-Unis ne souhaiteraient pas s'engager. Mais les Américains veulent que ces GFM demeurent dans les structures intégrées de l'OTAN. Il n'est pas question, disent-ils, que le général Joulwan, commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR : Supreme Allied Commander Europe), soit un simple « magasinier » de l'UEO. Les Français voudraient au contraire que les GFM sortent du commandement intégré. Pour le moment, il y a un blocage. Le secrétaire général est traditionnellement un Européen, alors que le SACEUR est un Américain. Raison de plus pour l'Union européenne, que M. Claes puisse participer à ce débat sans penser à ses ennemis personnels.

Jean de la Guévière

La Bosnie pourrait s'opposer à un nouveau mandat de l'ONU

L'ARMÉE BOSNIAQUE se serait emparée des hauteurs de Stolice, dans la région de Tuzla, où se trouve une importante tour de communications, a déclaré, à Sarajevo, mercredi 23 mars, un porte-parole de l'ONU, le lieutenant-colonel Gary Coward. L'offensive de l'armée bosniaque, déclenchée en début de semaine, contre les positions serbes qui encerclaient la région de Tuzla, au nord-est de la Bosnie, enregistre ainsi sa première victoire. Une victoire significative compte tenu de l'importance stratégique du relais émetteur de Stolice, situé à l'est de Tuzla et contrôlé depuis le début de la guerre par les forces serbes de Bosnie, qui

s'en servent pour les communications entre les différentes régions dont ils se sont emparés.

Le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, menace de lancer une contre-offensive si « la communauté internationale continue de tolérer l'offensive musulmane ». Jeudi, ses milices ont tiré plus de sept cents obus près de Kalesija, au sud-est de Tuzla.

De son côté, le gouvernement bosniaque a menacé à mots couverts de s'opposer au renouvellement du mandat de la Forpro sur son territoire, qui expire le 31 mars, si rien n'est fait d'ici à cette date pour résoudre le conflit en ex-Yugoslavie. Dans une lettre adressée au secrétaire

général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali, le président Alija Izetbegovic demande que le mandat de la Forpro ne soit prorogé que de trente jours, période qui devrait, selon lui, permettre de modifier le mandat actuel des « casques bleus » en Bosnie. Cette requête, qui ressemble fortement à celle de son homologue croate, intervient au moment où d'intenses négociations sont en cours pour redéfinir la mission des « casques bleus » en Croatie. Le Conseil de sécurité des Nations unies devrait rédiger dans les prochains jours une résolution sur l'avenir des opérations de l'ONU dans l'ex-Yugoslavie. (APR Reuters)

Les arguments de Moscou

Pour justifier son opposition à l'élargissement de l'OTAN, la Russie avance plusieurs types d'arguments. L'extension de l'Organisation atlantique vers l'Est créerait de nouvelles divisions en Europe : elle provoquerait des tensions avec Moscou qui serait de facto exclue de la plus importante institution de sécurité européenne ; elle amoindrirait selon toute vraisemblance les forces de l'OTAN aux frontières de la Russie ; elle encouragerait les pays d'Europe centrale à se montrer plus intransigeants dans leurs rapports avec Moscou ; elle obligerait l'état-major russe à redéployer des forces vers l'ouest et amènerait une augmentation des dépenses militaires qui grèverait un budget déjà insuffisant pour assurer le financement des réformes ; elle renforcerait, enfin, les tendances nationalistes dans une classe politique qui se sent déjà humiliée par la dépendance de la Russie vis-à-vis de l'Occident.

tard. Cette procédure complexe, qui aboutira seulement après une décision unanime des seize membres actuels de l'Alliance atlantique et la ratification par les Parlements (il faut une majorité des deux tiers au Sénat américain), offre une marge de manœuvre aux Occidentaux... et un champ d'action à la diplomatie russe. Le Kremlin va essayer d'obtenir des contreparties dans l'organisation du système paneuropéen de sécurité, en poursuivant le bras de fer avec les Américains, dont la rencontre de Genève n'est qu'un épisode. Le prochain est déjà programmé pour la visite de Bill Clinton à Moscou le 9 mai.

L'adhésion à l'OTAN des PECO pose des problèmes que les Américains eux-mêmes ne sous-estiment pas. L'élargissement doit d'abord, dit-on à Washington, renforcer la sécurité de tout le continent, y compris des pays qui ne sont et ne seront pas membres. Il ne servirait à rien de laisser entendre que l'indépendance et l'intégrité territoriale de certains pays laissés en dehors de l'OTAN sont secondaires pour les Occidentaux. Ce serait désigner des victimes potentielles. Exemple

de la France et celle des Pays-Bas, toutes les nuances sont envisageables. Il en va de même pour la présence de troupes étrangères sur le territoire des Etats-membres ou le stationnement d'armes nucléaires.

Dans un article de la revue *Foreign Affairs*, le sous-secrétaire d'Etat américain Richard Holbrooke a rappelé les conditions posées aux candidats : un régime démocratique et une économie de marché, un contrôle parlementaire et civil sur l'armée, la capacité à contribuer à la défense de toute l'Alliance. Cette dernière clause englobe la réforme des armées des pays de l'Est, la restructuration de leur commandement et des unités, encore très marquées par l'héritage du pacte de Varsovie, pour les mettre en conformité avec les normes de l'OTAN. Les premières manœuvres communes entre des armées occidentales et est-européennes ont mis en évidence tous les progrès à accomplir. Un autre obstacle concerne la standardisation des armements, bien que des spécialistes fassent justement remarquer que celle-ci est loin d'être actuellement réalisée

مركزاً من زلازل

L'Union européenne s'inquiète de l'ampleur de l'opération turque au Kurdistan irakien

Ankara est invité à mettre fin à l'intervention « le plus tôt possible »

A la différence des États-Unis, qui ont évité toute critique, les représentants de la diplomatie européenne, invités jeudi 23 avril du gouvernement

turc, ont exprimé leur « préoccupation » devant le caractère massif de l'offensive lancée contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak et les risques

qu'elle fait courir aux populations civiles. Ils ont rappelé que la solution de la question kurde ne pouvait être exclusivement militaire.

ANKARA
de notre envoyée spéciale
Les Européens ne veulent pas rompre le processus de rapprochement engagé depuis quelques mois avec la Turquie. Aussi est-ce en des termes soigneusement pesés qu'Alain Juppé a exprimé, jeudi 23 mars à Ankara, la position de l'Union européenne sur l'intervention de l'armée turque en Irak et les « préoccupations » qu'elle suscite.

« La Turquie, a-t-il dit, est fondée à défendre sa sécurité en combattant des sanctuaires terroristes qui se trouvent dans un territoire où ne s'exerce aucune autorité d'État. Mais nous sommes préoccupés par le caractère massif et l'absence de délai assignés à cette opération, qui vont au-delà du simple exercice du droit de suite. Nous sommes inquiets des dommages qui peuvent en résulter pour les populations civiles. Nous souhaitons qu'elle puisse se terminer le plus tôt possible. »

L'Union européenne ne condamne donc pas le principe de l'intervention, mais son ampleur (35 000 hommes qui ont pénétré

jusqu'à 40 kilomètres au-delà de la frontière) ; elle demande à être informée sur la façon dont cette opération se déroule et refuse qu'elle débouche sur l'établissement durable d'une « zone-tampon » dans le nord de l'Irak.

M. Juppé, qui se trouvait à Ankara avec ses homologues allemand, Klaus Kinkel, et espagnol, Javier Solana, a d'autre part précisé la position des Européens sur le problème kurde en Turquie. « Nous condamnons le terrorisme et la séparation, nous sommes attachés à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Turquie », a-t-il déclaré, en ajoutant toutefois que le problème kurde ne se limitait pas à la lutte contre le PKK, qui sa solution ne pouvait être exclusivement militaire, mais supposait également l'octroi de « droits sociaux, politiques, culturels, aux citoyens d'origine kurde ».

Cette dernière partie du discours n'a guère été entendue, semble-t-il, par le premier ministre, Tansu Çiller, ni par le président Süleyman Demirel, qui s'en sont tenus, dans

leurs entretiens avec les trois ministres européens, à l'argumentation turque traditionnelle selon laquelle les Kurdes sont des citoyens comme les autres et bénéficient des mêmes droits. M. Juppé a toutefois cru déceler chez M. Çiller et chez le président de l'Assemblée nationale, M. Cindoruk, une réelle détermination à faire évoluer les institutions turques vers plus de démocratie, comme le demande l'Union européenne. L'un et l'autre croient pouvoir compter sur une majorité au Parlement pour amender la Constitution et le code pénal, peut-être avant l'été, afin d'en extraire les articles qui autorisent les exécutifs et l'armée à la répression. Une telle réforme ferait, par exemple, tomber les charges qui pèsent actuellement sur l'écrivain Yashar Kemal. Une amnistie est également promise par le premier ministre depuis des mois, à laquelle le président Demirel reste toutefois hostile.

Les Européens ont signé, le 6 mars, avec Ankara un accord d'union douanière qui a reçu, sauf

dans les milieux islamistes résolument anti-occidentaux, une large approbation en Turquie et a été mis à l'actif du premier ministre. Pour se concrétiser, cet accord doit cependant encore recevoir à l'automne l'aval du Parlement européen, qui ne le donnera que si des progrès sensibles ont été réalisés en matière de droits de l'homme et de démocratisation.

C'est sur ce « levier » que misent les dirigeants de l'Union européenne, et le ton mesuré qu'ils ont adopté jeudi à Ankara était une façon de soutenir les secteurs réformistes turcs. Il est vraisemblable, d'autre part, que le Parlement européen ne donnerait pas son feu vert à l'accord d'union douanière si l'opération militaire actuellement menée en Irak se poursuivait encore à l'automne.

Mais la décision sur ce point échappe aux interlocuteurs qu'ont rencontrés, jeudi, les ministres européens ; c'est l'armée qui en est maître.

Claire Tréan

Le financement par la BERD d'une centrale nucléaire slovaque est remis en cause

L'Autriche réclame la fermeture de Mochovce

TOUT semblait pourtant parfaitement ficelé. Après quatre ans de discussions, de négociations après où la politique avait souvent pris le pas sur la technique, les Européens pensaient que le beau projet qu'ils avaient lancé pour achever la centrale nucléaire slovaque de Mochovce allait enfin aboutir. On n'attendait plus que l'accord de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui devait débiter un prêt de 412 millions de marks (1.442 million de francs) nécessaire à l'engagement du début des travaux. Mercredi 22 mars, ce bel édifice a été remis en cause par une volte-face venue non pas des Européens mais, paradoxalement, des Slovaques eux-mêmes.

Sur le site de Mochovce, situé à une centaine de kilomètres à l'est de Bratislava, quatre réacteurs à eau pressurisée de conception russe – des VVER 213 de 440 mégawatts chacun – dorment, inachevés, depuis près de six ans. Faute d'argent, le chantier a été abandonné en 1989, laissant la tranche 1 achevée à 90 %, la 2 à 75 %, la 3 à 40 % et la 4 à 30 %.

Le plan mis en place par les Européens prévoit la fin de la mise à un niveau de sûreté acceptable des tranches 1 et 2, ces travaux et le démarrage de la centrale devant être réalisés par une société (EMO) regroupant des intérêts français et slovaques (51 % pour EDF, 49 % pour Slovenske Elektrarne). En contrepartie, les Slovaques sont tenus d'arrêter deux réacteurs plus anciens et moins sûrs, de 440 mégawatts eux aussi, en service actuellement à la centrale de Bohunice.

Vienne mène campagne contre les sites installés près de ses frontières

Les autorités de Bratislava ont-elles changé d'avis ? En tout cas, pour une raison encore ignorée, elles ont demandé, mercredi 22 mars, à la BERD de différer sa décision sur le prêt qu'on leur proposait. Ce coup de théâtre a en a surpris plus d'un, même si certains affirment après coup qu'ils « s'attendaient à quelque chose ». Le gouvernement slovaque s'étant montré avare de déclarations, les experts en sont réduits à formuler des hypothèses pour tenter d'expliquer ce geste.

Pour certains, les Slovaques, en agissant ainsi, céderaient à la pression antinucléaire vigoureusement exercée par l'Autriche depuis des mois. Vienne, qui, après un référendum organisé en 1978, a renoncé à l'énergie atomique et mis définitivement sous cocon le réacteur qu'elle venait d'achever, mène campagne contre les centrales nucléaires, dont beaucoup sort d'origine russe, installées à proximité de

ses frontières. Tous les arguments sont bons et nul ne doute que l'Autriche, qui commerce avec la Slovaquie, ne joue de cette carte pour convaincre Bratislava de l'inutilité d'achever Mochovce.

Mais cela semble en contradiction avec les déclarations de certains membres du gouvernement slovaque qui, excédés peut-être par les lenteurs des procédures occidentales, ou poussés par un sentiment nationaliste fort, ont affirmé que la centrale slovaque serait achevée, aide financière et technique des Européens ou pas. La menace est claire. D'autant plus claire que, comme le rappelle Ladislav Loric, président et directeur général de la société EMO, « la consommation d'électricité dans le pays a augmenté plus qu'on ne l'attendait ».

D'autres imaginent encore que cette volte-face des Slovaques serait le résultat de manœuvres américaines et russes tendant à préserver les zones d'influences, nucléaires ou non, de Moscou et de Washington.

Mais il existe peut-être une autre explication, sans doute plus terre à terre, qui a trait plus simplement aux conditions dans lesquelles sont accordés les prêts consentis par les Européens à Bratislava pour achever Mochovce. Des prêts dont le remboursement pourrait peser lourdement sur l'économie slovaque déjà fragile.

Le montant total de l'investissement nécessaire à l'achèvement des tranches 1 et 2 de la centrale slovaque s'élève, en effet, à 1,45 milliard de marks, soit près de 5 milliards de francs. Environ un tiers est couvert par la BERD, un autre tiers par Euratom et le reste par des crédits exportés français et allemands et par des contributions d'EDF et de la compagnie d'électricité allemande Bayernwerk. Rembourser de telles sommes n'est guère facile pour eux.

La solution proposée par les banques européennes consisterait à augmenter sensiblement le prix de l'électricité et à prélever une dîme sur le prix de vente du kilowatt-heure pour rembourser les emprunts. Une mesure difficile à prendre dans un pays où le coût de la vie a singulièrement augmenté ces dernières années. Dans ces conditions, la volte-face du gouvernement slovaque est peut-être une tentative destinée à renégocier ce contrat sur des bases économiques plus favorables tout en acceptant que la sûreté des réacteurs à achever soit portée à un niveau convenable.

A moins que Bratislava, sensible aux sirènes russes, ne renonce à une coopération avec les Occidentaux et accepte les 150 millions de dollars (750 millions de francs) et l'aide technique que lui a proposée récemment Moscou pour finir la centrale de Mochovce et assurer la fourniture de services et de combustible nucléaire pour le reste du pays.

Jean-François Augereau

Le CICR reste écarté des zones de combat

GENÈVE

de notre correspondant
Depuis qu'a commencé l'intervention turque, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pu obtenir d'Ankara l'autorisation de se rendre dans la région. Depuis 1984, l'organisation humanitaire n'a toujours pas pu exercer son mandat dans le Sud-Est anatolien.

Or, selon des sources généralement fiables, les nouvelles les plus alarmantes parviennent à Genève sur les mauvais traitements subis par des prisonniers kurdes, civils et militaires, aux mains des Turcs. Des civils de nationalité turque seraient rapatriés de force du nord de l'Irak vers la Turquie.

Le 22 mars, le CICR a alerté Ankara par l'intermédiaire de la mission permanente de Turquie auprès des Nations unies à Genève. La Turquie, a signé et ratifié les conventions de Genève, dont la IV^e (relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre) stipule à l'article 3 (commune aux quatre conventions) applicable « aux « conflits armés non internationaux » que « sont et demeurent prohibés (...) : a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ; b) les prises d'otages ; c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ». Le CICR insiste sur la nécessité de se voir accorder l'accès immédiat aux combattants et aux civils capturés par les Turcs. Il n'a pas eu de réponse.

Pour sa part, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait remis, en janvier dernier, au CICR une « déclaration » dans laquelle il s'engageait à respecter unilatéralement les conventions humanitaires de Genève. Le CICR, qui a ouvert trois bureaux dans le Kurdistan irakien, à Erbil, Dohuk et Sulaymaniyah, y dispense notamment une aide médicale à la population et maintient des contacts avec des responsables du PKK dans divers pays de la région.

Isabelle Viehman

REDISTRIBUTION des cartes au gouvernement : Tansu Çiller, premier ministre turc et chef du Parti de la juste voie (DYP), et le chef du Parti républicain du peuple (CHP), le vice-premier ministre social-démocrate Hilmiyet Cetin, ont signé un protocole de gouvernement donnant au deuxième parti de la coalition l'avantage de pouvoirs en matière économique. L'« accélération de la démocratisation » sera l'une des priorités du nouveau gouvernement, a déclaré M. Cetin. — (AFP Reuters)

L'armée semble en passe d'atteindre ses objectifs

AU QUATRIÈME JOUR de l'offensive contre les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, l'armée turque semblait contrôler l'essentiel d'une zone frontalière longue de 220 kilomètres et large de 40, qui correspond à l'objectif qu'elle s'était fixé, selon un journaliste de l'AFP de retour de la région.

Les avions turcs, décollant de la base de Diyarbakir, ont effectué dix sorties jeudi 23 mars pour pilonner les positions du PKK en territoire irakien, dans la zone montagneuse délimitée par les trois frontières entre la Turquie, l'Iran et l'Irak. Quelque 10 000 soldats turcs continuaient leur avancée vers le camp de Halakurki, l'un des principaux camps du PKK.

Les pertes du PKK, depuis le début de l'opération lundi 20 mars s'élevaient à 128 personnes contre 14 morts et 19 blessés du côté turc, a indiqué le porte-parole de l'armée turque. Un bilan totalement inverse de celui communiqué par le PKK : l'agence Kurd-ha, basée à Cologne, fait état de 179 soldats turcs tués contre 11 combattants kurdes.

Selon des témoignages recueillis par une envoyée spéciale de l'AFP à Zakho, la ville irakienne la plus proche de la frontière turque, « la plupart des gens du PKK sont partis vers l'est », ne laissant qu'une petite arrière-garde pour combattre les Turcs.

Le représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), qui contrôlait la zone où se déroule l'offensive turque, a déclaré n'avoir reçu aucune information indiquant qu'il y ait eu des victimes parmi la population civile d'Irak du Nord.

Par ailleurs, les voix de reconnaissance alliées de l'opération « Provide Comfort », chargée de surveiller la zone d'intensification de vol pour les avions irakiens, et d'acheminer de l'aide aux populations kurdes, ont repris jeudi après trois jours d'interruption due à l'opération militaire turque dans la région, a indiqué un porte-parole américain de la base d'Inchiri, quartier général de cette opération.

L'Irak a appelé jeudi au retrait des forces turques de son territoire, parlant d'une « violation de sa souveraineté ». — (AFP Reuters)

Soumis au chantage de militants gays, deux prélats de l'Eglise anglicane avouent leur homosexualité

LONDRES

de notre correspondant
L'Eglise anglicane, dont les lieux de culte sont de plus en plus désertés par les fidèles et qui se remet lentement d'aventureux placements financiers, n'avait pas besoin de cela. Alors qu'elle vient de célébrer, discrètement, le premier anniversaire de l'ordination de femmes en Angleterre, la voilà rattrapée par le siècle dans un des domaines les plus délicats pour elle, celui de la sexualité. Le *Sunday Times* a ainsi publié, le 19 mars, le nom de la première femme prête à reconnaître qu'elle était lesbienne. Son évêque a dénoncé le chantage auquel se serait livré la correspondante religieuse de l'hebdomadaire pour forcer cette confession.

Mais les deux événements qui ont médiatisé une question hantant le clergé britannique ont été la confession télévisée de l'ancien évêque de Glasgow, Mgr Derek Rawcliffe, et la décision de Mgr David Hope, évêque de Londres, au troisième rang dans la hiérarchie anglicane, de répondre publiquement aux insinuations de Peter Thatchell, porte-parole d'« Outrage 1 ». Au soir de sa vie, après la mort de son épouse, Mgr Rawcliffe a reconnu son homosexualité, affirmant que « Dieu nous aime en dépit de nos péchés ».

La situation de Mgr Hope était plus délicate. Comme d'autres prélats, il avait été contacté par « Outrage 1 », qui s'est donné pour mission de contraindre les homosexuels à sortir de l'ombre. Déjà dénoncé, l'évêque de Portsmouth a choisi d'entrer au couvent. Peter Thatchell avait écrit à l'évêque de Londres qu'« il était bien connu de nombreux homosexuels, de spécialistes des questions religieuses, de membres du clergé et de l'administration de l'Eglise d'Angleterre que

vous êtes gay » et qu'il disposait d'un tas d'informations détaillées sur votre vie privée ». Il ajoutait qu'il ne les avait pas publiées parce qu'il pensait que Mgr Hope aurait « l'honnêteté et le courage (...) de rendre publiques ses convictions (...) et de devenir un agent de la libération des lesbiennes et des gays ».

« UNE CERTAINE AMBIGUÏTÉ »
Mgr Hope a répliqué en rendant la lettre publique et en accusant son auteur de « grave intimidation ». Ajoutant qu'il avait été « profondément affecté et blessé » par cette campagne, il a toutefois reconnu « une certaine ambiguïté » dans sa sexualité. Les attaques de M. Thatchell ont suscité une levée de boucliers dans l'Eglise anglicane, qui a volé au secours de Mgr Hope.

Marquées par d'autres affaires de pédophilie et de liaisons entre pasteurs et paroissiennes, les Eglises seraient-elles plus « perverties » que la société ? Non, nous répond un prêtre anglican, elles sont affectées par la culture dans laquelle elles vivent. Si l'homosexualité est une question brûlante dans la société, elle l'est aussi pour son Eglise. Si une partie des anglicans condamne sans appel l'homosexualité, lors d'une conférence internationale des évêques anglicans à la mi-mars, Mgr George Carey, archevêque de Cantorbéry et primate de la Communion anglicane, avait déclaré que les homosexuels étaient faits « d'Image de Dieu ». Les participants ont reconnu que ceux qui avaient des relations stables pouvaient mener une vie de « caractère véritablement chrétien ». On n'en est toutefois pas à envisager l'union homosexuelle de prêtres.

Mais, dans une Eglise anglicane qui admet le mariage des prêtres, la situation est différente de celle

des catholiques, qui proclament le célibat et l'abstinence. A partir du moment où un prêtre peut se marier, au nom de quoi un confesseur homosexuel serait-il nécessairement voué au célibat ? Et, pour aller plus loin, à partir du moment où l'on reconnaît à l'acte sexuel deux finalités – la procréation et la manifestation de l'union entre deux êtres –, pourquoi serait-il plus un péché entre personnes du même sexe qu'entre hétérosexuels ? Ces questions dépassent les milieux homosexuels pour se poser à l'Eglise entière et à une société qui reste, malgré les apparences, pudibonde.

Patrice de Beer

MALTE, UNE FORMULE ORIGINALE POUR UNE DESTINATION PAS BANALE !

SÉJOUR DÉCOUVERTE

"ESCAPADES MALTAISES"

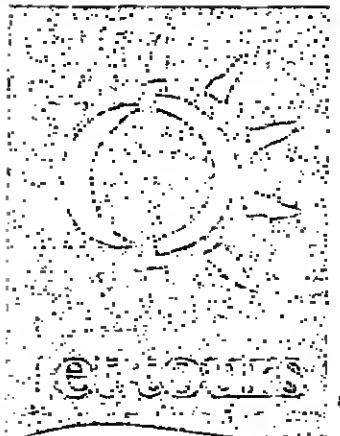
Vous êtes épris de découverte et d'indépendance, choisissez une formule souple et originale : un hôtel dans la catégorie de votre choix (de 2 à 4 étoiles) et une série d'excursions à combiner pour permettre une découverte organisée le matin et libre l'après-midi. Une autre façon de découvrir l'archipel maltais en autocar, en bateau ou à pied... avec en plus le temps de flâner !

EXEMPLE :

• Séjour 8 jours/7 nuits à l'Atlas, hôtel 4 étoiles en demi-pension :
+ forfait pour 5 excursions :

3200 F
600 F

Prix par personne base chambre double du 27.05 au 30.06.95, départ Paris. Hors taxes d'aéroport et assurances. Renseignements et inscriptions dans votre agence de voyages habituelle.



Paris et Alger démentent la vente de missiles français à Téhéran

M. Pasqua veut porter plainte contre « L'Express »

L'ARTICLE de L'Express, selon lequel l'entourage de Charles Pasqua aurait autorisé la livraison clandestine de missiles air-sol à l'Iran, via l'Algérie et Chypre (Le Monde du 24 mars), a suscité une série de démentis officiels et l'annonce de poursuites judiciaires contre l'hebdomadaire.

En France, Matignon et le ministre de la défense ont affirmé, chacun dans un communiqué, que l'information rapportée par l'hebdomadaire est « dénuée de tout fondement ». Nicolas Sarkozy, porte-parole d'Edouard Balladur a parlé de « coups bas » dans le cadre de la campagne électorale. Le secrétaire général de la défense nationale (SGDN), qui délivre les autorisations d'exportations militaires pour le compte de Matignon, a expliqué qu'aucune vente de missiles à destination de l'Iran ou de l'Algérie n'avait été reçue de leur part depuis 1993. Pour sa part, le ministre de l'intérieur a annoncé son intention de demander des poursuites judiciaires contre L'Express. Ses services ont fait savoir qu'une plainte pourrait être retenue pour « propagation de fausses nouvelles, sans préjudice des infractions de diffamation ».

AUTOURISATIONS

A l'étranger, le gouvernement algérien a fait savoir, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Paris, qu'il introduisait une action pour diffamation et qu'il opposait « le plus ferme démenti ». L'Iran a, par la voie de son ambassadeur à Paris, démenti les « allégations » de L'Express. A Chypre, le ministre des affaires étrangères a affirmé que son pays « n'accepte pas d'être utilisé comme lieu de transit pour des ventes d'armes ». Il a reconnu avoir reçu livraison le 11 octobre 1994 - à la date indiquée par L'Express - comme étant celle d'un transfert de missiles air-sol français à Chypre même, au profit de Téhéran - de six missiles MM 40 français pour les déployer sur des batteries côtières.

Pour des raisons d'économie, Chypre a choisi de monter un bouclier de missiles antinavires, plutôt que de développer une marine de guerre. Ces missiles MM 40, qui doivent être présentés, le samedi 25 mars, à l'occasion d'un défilé militaire à Nicosie, forment un lot qui fait partie d'une commande de

vingt-quatre engins Exocet, au total. Le contrat en question, qui n'avait été annoncé ni par le vendeur ni par le client, a été signé avec le groupe français Aérospatiale, il y a quatre ans.

François Léotard, ministre de la défense, a tenu, de son côté, à préciser que cette livraison s'est effectuée à Larnaca (Chypre) au moyen d'un avion Hercules de la compagnie Air Algérie, régulièrement affrété par le transitaire Europe Air services (EAS), le fret étant convoyé - comme c'est l'usage - depuis le terrain de Châteauroux-Déols (où se trouvent les usines Aérospatiale) par un représentant du constructeur. L'avion a redécollé à vide, le même jour, pour Doha (Qatar), où il devait reprendre des missiles air-mer AM 39 qui appartiennent à l'armée de l'air qatarie et qui devaient subir une révision de leur pyrotechnie dans les usines du constructeur. L'avion s'est posé, avec son chargement, le 13 octobre 1994 à Châteauroux-Déols.

Le ministre de la défense a estimé : « Toutes ces opérations ont reçu toutes les autorisations gouvernementales nécessaires », et il a ajouté que l'avion d'Air Algérie n'avait jamais dévié de l'itinéraire prévu.

L'Express indique qu'il poursuit ses investigations. « Fidèle à sa tradition de sérieux et au respect de ses sources », l'hebdomadaire précise qu'il « enrichira » son enquête de nouveaux éléments dans un prochain numéro.

Néanmoins, que la vente d'armes à l'Iran soit vérifiée ou non, elle ne contreviendrait pas à proprement parler à des « accords internationaux » comme l'écrit L'Express. Aucun embargo sur les ventes d'armes à l'Iran n'a en effet jamais été décidé ni par les Nations unies ni par l'Union européenne, même durant la guerre qui a opposé ce pays à l'Irak de 1980 à 1988, explique-t-on, de source diplomatique.

Des résolutions de l'ONU ont seulement appelé à la retenue concernant les ventes d'armes aux deux belligérants. Depuis, les pays occidentaux ont adopté une politique de vigilance et de retenue, dans un souci d'équilibre régional, mais il s'agit là d'une politique commune aux Occidentaux et non d'une obligation codifiée par des textes.

Jéricho reçoit le vice-président américain et... M. Arafat

Le chef de l'OLP entend porter une marque d'attention à la petite enclave autonome, qui se sent délaissée au profit de Gaza, siège de l'Autorité palestinienne

Arrivé jeudi 23 mars en Israël, dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient, le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, devait s'entretenir, vendredi 24 mars, dans l'enclave autonome palestinienne de Jéricho, avec le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Ce dernier en profitera pour demeurer quatre jours à Jéricho, où il ne s'est rendu qu'une seule fois depuis son retour en Palestine. Ce séjour apporte un peu de baume au cœur des habitants de l'enclave, dont la superficie définitive, qui devait

être discutée entre l'Etat juif et l'OLP, n'a toujours pas été délimitée précisément et dont la situation économique n'a cessé de péricliter : la plupart des grands projets de développement, publics ou privés, étant au point mort, voire abandonnés.

JÉRICHO

de notre envoyé spécial

C'est l'histoire d'une petite oasis assoupie, perdue aux confins du désert de Judée, et qui avait fait un rêve. Puisqu'elle était « la plus vieille ville du monde », puisque la douceur de ses rives était célébrée partout, puisque Yasser Arafat, à qui Israël offrait de reprendre Gaza-la-rebelle, s'était accepté ce « cadeau » qu'à la condition de prendre aussi possession de Jéricho-la-douce, la bourgade en était sûre : après vingt-sept ans d'occupation, vingt-sept ans d'abandon, elle allait se réveiller, libre, restaurée, prospère.

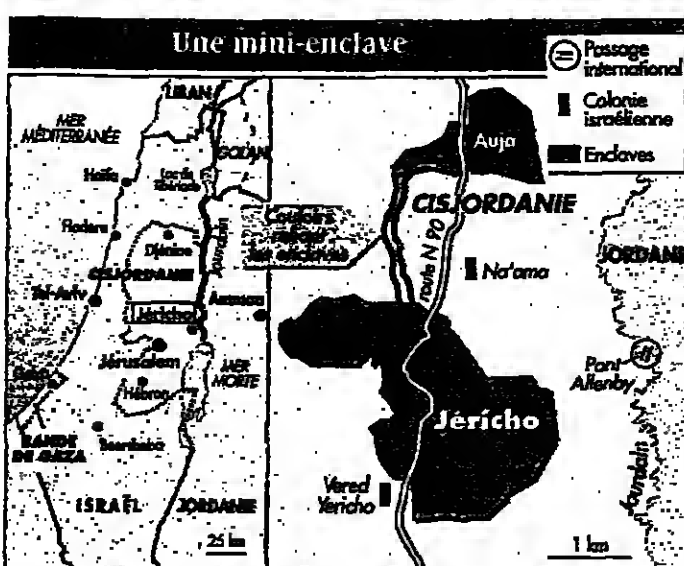
Un an plus tard, il faut se rendre à l'évidence : tout cela n'était qu'un beau mirage. Depuis son retour en Palestine, il y a neuf mois, le « fils Arafat », dont les portraits colorés continuent d'orner les trois bâtiments publics, les vingt restaurants et les deux petits hôtels de la ville, n'est venu qu'une seule fois, brièvement, à l'autonomie, se chauffer au soleil de Jéricho.

Vendredi 24 mars, grâce à Al Gore, ou plutôt à ses gardes du corps, très réticents à l'idée d'avoir à protéger le vice-président des Etats-Unis dans le dédale sinueux de Gaza, le rais revient et Jéricho retrouve un peu de l'effervescence passée. Ce n'est plus l'euphorie de juillet dernier, lors de la première visite d'Arafat. Mais dès mercredi, sur la place centrale, grande comme un parking de superette, les employés municipaux accrochaient aux palmiers des guirlandes d'ampoules électriques et de petits drapeaux tendus comme des oriflammes.

UNE ESPÈCE DE CAGE

Sous les tentes ombragées et parfumées de jasmin de Châreïl, Moutazabhat (la « rue des restaurants »), le moulin à rumeurs est reparti comme aux plus beaux jours : « Inch Allah, cette fois, c'est sûr, le président va rester trois jours entiers chez nous. » Selon son porte-parole, le chef de l'Autorité palestinienne restera quatre jours à Jéricho.

« Moutken. » Peut-être. C'est le mot-clé à Jéricho. Peut-être que la rencontre avec le vice-président américain aura lieu dans la grande résidence que le rais s'est fait construire tout près des ruines du



palais Israhm de la dynastie des Omeyyades (VIII^e siècle), le site touristique le plus visité de l'enclave. « Moutken » disent les gardes de la villa, comme Nazeh Amrî, le nouveau maire désigné par M. Arafat.

« Inch Allah, le business va s'améliorer un peu pendant quelques jours et puis on retournera au désert, comme avant ! », s'exclame en revanche le sympathique secrétaire général de la chambre de commerce de Jéricho, Taoufic Nouweizer, qui était l'été dernier l'un des grands rêveurs de la ville, a été touché. « Il y a un an, nous avions tous des projets grandioses, se souvient-il. C'est terminé, Jéricho est devenue une espèce de cage dont on ne sort plus qu'avec l'autorisation des Israéliens. »

Sous l'occupation jordanienne, jusqu'en 1967, le district s'étendait sur environ 200 kilomètres carrés et comprenait tous les petits villages alentour, les plantations de dattiers, d'orangers et de citronniers de la région. Les accords du

Caire, acceptés en mai 1994 par Yasser Arafat, ont réduit la superficie du territoire autonome de Jéricho à 62 kilomètres carrés. Les négociations pour l'agrandir devaient reprendre aussitôt après l'accord de mai ; elles n'ont jamais eu lieu.

Israël, qui a cerné ce confetti de barrières militaires, contrôle le reste du secteur, y compris le fameux pont Allenby qui, à 7 kilomètres du centre-ville, enjambe le Jourdain et mène au royaume de Jordanie. Annexée par Israël, la partie arabe de Jérusalem, qui était naguère avec ses boutiques, ses restaurants et ses 150 000 résidents palestiniens, le marché naturel des agrumes de Jéricho, est désormais inaccessible. Depuis le début de l'année, le marché jordanien est également interdit aux bananes et aux pamplemousses de Jéricho. Les produits ne trouvant pas preneurs, les prix se sont effondrés. Ceux des terrains aussi.

Ibrahim Abou Nassim, agent immobilier local, se souvient que,

dans l'euphorie qui avait précédé l'arrivée d'Arafat, « On ne trouvait pas de vendeur à 50 000 dollars le dounam [un dounam égale un dixième d'hectare]. Aujourd'hui, à 10 000 dollars pour le même dounam, il n'y a pas d'acheteur. » On ne se précipite plus sous les bougainvillées de Jéricho.

L'industrie touristique, qui représentait grosso modo 40 % des revenus de la ville, a baissé de plus de moitié. Les agents de voyage, qui sont quasiment tous Israéliens dans la région, « ont rayé Jéricho de leurs itinéraires », se plaint un restaurateur. Bouclages sporadiques de l'armée israélienne, longs délais d'attente aux barrières, rumeurs - « amicales » et totalement infondées - d'insécurité dans la bourgade : les autocars de touristes sont de moins en moins nombreux à s'arrêter à Jéricho.

« Du 13 mai, date du coup d'envoi de l'autonomie, au 28 février 1995, affirme Ibrahim Jadalhah, directeur du « ministère » du tourisme palestinien, nous avons vu 170 000 touristes. » Ils furent plus d'un demi-million en 1993, sous l'occupation israélienne. « Nous ne sommes même plus un arrêt-pipi, se plaint en souriant M. Nouweizer. Je n'ai pas réussi, malgré mes demandes répétées, à obtenir de notre municipalité la construction de toilettes publiques sur la place centrale, point de passage obligé des autocars. »

Pas d'argent, pas de reveus, pas d'infrastructures. La plupart des grands projets de développement, publics ou privés, qui avaient fleuri au moment de la passation des pouvoirs aux Palestiniens, sont au point mort, voire abandonnés. « Jéricho attendait Arafat comme le Messie », se souvient un épier du cru. Le mirage n'a pas eu lieu ; la petite oasis, dans sa douce torpeur, l'attend encore.

Patrice Claude

Difficiles négociations entre le Mexique et les banques étrangères

LES DISCUSSIONS entre le gouvernement de Mexico et les banques commerciales étrangères traduisent les difficultés d'ajustement de l'économie mexicaine. Le gouvernement a annoncé mercredi 22 mars qu'il renonçait au prêt de 3 milliards de dollars sur un an fourni par des banques commerciales internationales. Prévu en janvier, celui-ci avait ensuite été ajourné au « paquet » d'un montant de 48,7 milliards, constitué par les Etats-Unis et les institutions financières internationales.

Officiellement, le Mexique, qui s'emploie aujourd'hui à convertir sa dette à court terme (un à douze mois) arrivant à échéance, n'est pas intéressé par un prêt de ce type. Jusqu'ici les fonds reçus - 4 milliards de dollars prêtés par les Etats-Unis et 7,8 milliards par le FMI - ont servi à renforcer les réserves de change de la banque centrale et, accessoirement, à rembourser les tesobonos à court terme (en partie en dollars). Le gouvernement souhaiterait utiliser les crédits nouveaux pour consolider le fonds d'aide aux banques et aux entreprises (Le Monde du 18 mars). Mais de leur côté les banques, qui examinent la situation mexicaine, hésitent aussi à s'engager, et les deux établissements américains chefs de file, J. P. Morgan et la Citibank, ont éprouvé des difficultés à réunir les concours nécessaires. Il n'est pas impossible que les discussions finissent par aboutir, mais il va fal-

loir trouver de nouvelles bases. Ces hésitations réciproques traduisent en fait les incertitudes de la situation mexicaine, en dépit des mesures prises par les autorités.

D'un côté s'inscrivent des signes positifs : en février, les importations mexicaines ont diminué sensiblement, tandis que les exportations augmentaient nettement, dégageant un excédent de 450 millions de dollars. Les Etats-Unis - mais ils ne sont pas les seuls - en ont enregistré les repercussions, avec un déficit de 863 millions de dollars dans leurs échanges avec Mexico en janvier. La hausse des taux d'intérêt bloque toute expansion du crédit, notamment à la consommation, alors que l'foo avait enregistré un dérapage du crédit en 1994.

ANTICIPATIONS FÂCHEUSES

De l'autre côté, en négatif, la hausse des prix (notamment sur les loyers, les automobiles, l'alimentation, l'habillement), atteignant 8 % sur les deux premiers mois - donc avant le relèvement prévu de la TVA - témoigne d'anticipations fâcheuses. D'autre part, si l'on ignore encore le bilan des flux de capitaux, ceux-ci ne paraissent pas revenir au Mexique, comme en témoigne la faiblesse persistante du peso. Enfin, il apparaît clairement que la consommation, déjà en chute libre va s'affaiblir encore (par exemple la chute des ventes d'automobiles, déjà de 61 % sur les

deux premiers mois devrait s'aggraver), déprimant la production.

Les banques comme le gouvernement mexicain découvrent que la crise n'est plus seulement un manque de liquidités et ne se résout pas à brève échéance. Elles révisent donc leurs stratégies en conséquence. « Une réduction du déficit commercial sur quelques mois ne suffit pas. Maintenant, il faut des temps et des déclarations politiques plus fermes de la part du gouvernement », dit l'économiste d'une banque. Pour le gouvernement, il s'agit à la fois d'empêcher une spirale ascendante prix-salaires et d'éviter que le rétablissement des comptes publics et des échanges ne soit payé d'une récession durable.

C'est donc un double défi qu'affronte le gouvernement : il doit convaincre qu'il peut faire passer son plan d'austérité en dépit de l'opposition rencontrée, tant sur le plan politique que du côté des employeurs ; il doit aussi réussir son programme d'aide aux banques et aux entreprises, pour ramener les taux d'intérêt à un niveau raisonnable, ainsi que mettre en place une incitation à l'épargne intérieure - comme il en a manifesté l'intention, afin de réduire la dépendance à l'égard des capitaux étrangers. Le succès dépendra aussi des facultés d'adaptation des entreprises, notamment de leur aptitude à trouver de nouveaux marchés. Ce n'est pas encore fait.

Guy Herzlich

Maison des Français de l'Étranger : pour construire votre projet d'expatriation

A la Maison des Français de l'Étranger, le Ministère des Affaires Étrangères (Acife), le Ministère du Budget, l'Office des Migrations Internationales, unissent leurs compétences pour vous.

■ Conditions de vie dans plus de 110 pays ? Venez au Bureau d'accueil de l'Acife et demandez ses monographies.

■ Informations générales sur l'expatriation ? Le « Livret du Français à l'étranger » vous renseigne.

■ Formalités, réglementations fiscales et douanières ? Les conseillers du Ministère du Budget vous guident.

■ Opportunités d'emploi à l'étranger ? Les consultants et les publications de l'OMI vous répondent.

■ Protection sociale ? Un représentant de la CRE-IRCAFEX vous informe sur la Sécurité Sociale, la retraite complémentaire et l'indemnisation du chômage des Expatriés.



Acife



OMI

MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
ACIFE

34, rue La Pérouse - 75116 PARIS
Du lundi au vendredi - Accueil : Tél. : (1) 43 17 60 79
Monographies : Tél. : (1) 43 17 75 24 - Minitel : 36 15 Infopays

Le gourou de la secte japonaise Aum Shinri-kyo se défend sur une chaîne de télévision

Il est suspecté d'avoir organisé l'attentat au gaz du 20 mars dans le métro de Tokyo

Les enquêteurs japonais privilégient la piste de la secte Aum Shinri-kyo dans l'affaire de l'attentat dans trois lignes du métro de Tokyo, qui a

fait dix morts et plus de cinq mille intoxiqués. La secte aurait accumulé dans ses locaux à travers le pays des substances chimiques lui permettant

de fabriquer du sarin. Le gourou de la secte, Shoko Asahara, est apparu le jeudi 23 mars sur la chaîne de télévision nationale NHK.

TOKYO

de notre correspondant

Les quantités anormalement importantes de produits chimiques découvertes dans les centres de la secte Aum Shinri-kyo incitent la police à penser que celle-ci préparait des homicides en masse ou, à tout le moins, en avait les moyens. A partir des produits découverts au centre de Kamikuihiki, aux environs de Tokyo, elle a pu établir que la secte disposait de toutes les substances nécessaires pour fabriquer du sarin, le gaz utilisé lors de l'attentat de Tokyo qui a causé la mort de dix personnes et l'intoxication de cinq mille autres. La police a d'autre part décidé d'ouvrir une série d'enquêtes sur une centaine de cas de séquestration et de sévices où serait impliquée Aum Shinri-kyo.

Le chef de la secte, Shoko Asahara, recherché par la police pour interrogatoire, n'a toujours pas été

retrouvé : selon la presse, il pourrait être inculpé de « préparation d'homicide ». Il est apparu jeudi 24 mars, au cours des informations de mi-journée sur la chaîne nationale, NHK, pour déclarer que l'attentat dans le métro avait été organisé pour détruire l'image d'Aum Shinri-kyo, et que les produits chimiques suspects découverts par la police étaient destinés à des productions diverses (engrais, céramiques, etc.). Il n'a pas été précisé quand ni où cette déclaration avait été enregistrée : « C'était là la condition posée par Shoko Asahara », a répondu la rédaction de NHK interrogée par l'AFP.

Cette déclaration paraît récente : Shoko Asahara y mentionne des produits découverts la veille. Le gourou aurait quitté précipitamment le centre de Kamikuihiki le 21 mars, veille de l'opération policière. Sa précédente intervention

avait été retransmise le 23 mars par une radio de Vladivostok. Selon le *Mainichi*, cette émission aurait été enregistrée à Fujinomiya (ville au pied du mont Fuji) dans le voisinage de laquelle se trouve un autre centre de la secte.

L'enquête a révélé qu'une entreprise de produits chimiques, dont le directeur appartient à la secte, avait acquis d'importantes quantités de substances utilisées dans la fabrication du sarin peu de temps avant l'attentat perpétré en 1994 à Matsumoto, qui fit sept morts. Cet homme a disparu. La secte aurait d'autre part récemment cherché à acheter 2 tonnes d'acide sulfurique à une entreprise de Shizuoka (ville proche de son centre de Kamikuihiki). Selon le témoignage d'un ancien fidèle, Aum Shinri-kyo possède en outre un laboratoire auquel participent des étudiants en doctorat de différentes universités.

Un organisme de recherches américain, Chemical and Biological Arms Control Institute qui, en décembre, avait fait une enquête sur le cas d'empoisonnement par le gaz survenu à Matsumoto, et avait mis en garde contre les risques d'un attentat plus important, avait cité les grands magasins ou le métro comme cibles potentielles. Selon ce rapport, les autorités nipponnes auraient minimisé cette affaire afin de ne pas créer de panique bien que, avancent ses auteurs, cet attentat ait en l'apparence d'un test pour une opération ultérieure plus importante. Il semble que la semaine passée les autorités nipponnes aient craint quelque chose : la police avait en effet demandé à l'armée de lui fournir des masques à gaz sans préciser la raison de cette demande.

Philippe Pons

Un très grand nombre d'adeptes en Russie

MOSCOU

de notre correspondant

« Détestez le bouddhisme ! » Dans la rue Arbat, au centre de Moscou, crânes rasés, pauvres vêtements et pancartes en cyrillique en bandoulière, des adeptes russes de la secte d'origine japonaise Aum Shinri-kyo (« Vérité suprême d'Aum ») distribuent des tracts. « Ne croyez pas aux fausses informations ! Même si les médias accusent Aum d'être lié à l'attentat de Tokyo, il n'y a aucune preuve. Aidez-nous ! » La branche russe d'Aum, créée en 1992, serait la « filiale » étrangère la plus importante. Selon les déclarations, changeantes, de ses responsables, elle compterait de 5 000 à 50 000 adeptes, plus ou moins réguliers.

La *Komsomolskaia Pravda* a publié, sans commentaire, jeudi

23 mars, une photo du chef de la secte souriant à côté du puissant « secrétaire » du Conseil de sécurité russe, Oleg Lobov. Le gourou Shoko Asahara, aujourd'hui évaporé (une rumeur le dit à Vladivostok), aurait aussi rencontré, lors d'une visite en 1992, le président du Parlement d'alors, Rouslan Khasbulatov, et le vice-président aujourd'hui déchu, Alexandre Rousskov.

Radio-Mayak, un des médias de la société d'Etat Ostankino, diffusait chaque jour, jusqu'à mercredi, dans toute l'ex-URSS, deux émissions de la secte, pour 800 000 dollars l'an. « Nous n'avons pas conclu un contrat avec le diable mais avec une organisation religieuse », s'est défendu son directeur, M. Povaliev, qui avoue avoir empoché la somme sans trop y regarder du fait de la

baïsse des subventions d'Etat. Radio-Mayak retransmettait vers le Japon, depuis Vladivostok. Mercredi, Shoko Asahara avait démenti sur Radio-Mayak toute implication dans l'attentat : « Je ne l'ai pas fait, je suis innocent ».

Dans le quartier d'Ostankino, au nord de Moscou, se trouve un des six centres d'Aum dans la capitale. La secte y a canalisé la presse. Dans le hall on lit : « N'oubliez pas de voter, c'est le karma de la mort ! » Après une porte blindée et un interphone à caméra, on se déchausse sur une moquette grise. Les murs des grandes salles vides sont blancs, constellés de photos du « maître » drapé de mauve. Il paraît mieux nourri qu'un adepte, teint pâle, mine fatiguée, l'air ensommeillé. « C'est nous qui sommes les victimes », affirme le re-

présentant du gourou à Moscou. Jōyū Fumihiko est japonais, bien qu'Aum dise être une « organisation russe ». Devant des montagnes de bananes exposées en offrande, il dément que son organisation soit liée à l'attentat de Tokyo.

Un de ses adjoints russes, Dmitry Sprykin, dénonce une conspiration, et une tentative d'empoisonnement à Moscou. Il affirme « avoir découvert du gaz » dans les locaux de la secte grâce à des détecteurs militaires fournis par des membres qui sont dans l'armée russe. Des informations ont, de fait, été publiées au Japon selon lesquelles Aum se serait procuré du « matériel » en Russie. Un responsable du service russe de renseignement extérieur a cependant démenti, jeudi, que le gaz de Tokyo ait été acheté dans son pays. Mais la Russie, disent certains experts, conserverait des quantités de sarin dans des entrepôts mal gardés.

Les membres de la secte se disent victimes de « persécutions » en Russie. Il y a une semaine, un tribunal moscovite a ordonné la saisie d'un de leurs locaux, où la police aurait trouvé de la drogue. « Machination », répond Aum. La secte est aussi poursuivie par des parents de membres. Ses chefs sont peu prolixes. On apprend que nul n'est soulagé de ses richesses « par la force », mais que les membres peuvent « les offrir » : qu'il existe un « appareil technique » avec des électrodes pour mettre sur la tête des fidèles et « les soulager du stress ». Puis vient l'heure du nirvana, sous la direction du maître, qui apparaît sur une vidéo.

Alain Franco

Jean-Baptiste Naudet

Le chef des armées françaises a fait une visite officielle en Chine

L'amiral Lanxade est le premier haut responsable militaire européen invité depuis 1989

PÉKIN

de notre correspondant

La visite en Chine de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées françaises, premier haut responsable militaire européen à effectuer le déplacement depuis la répression de Tiananmen en 1989, a été l'occasion de reprendre langue entre les deux commandements militaires en évitant d'approfondir les sujets délicats. Cette visite coïncidait avec une mini-crise entre Pékin et les Philippines, en mer de Chine méridionale. L'amiral Lanxade a indiqué, à l'issue de ses entretiens, jeudi 23 mars, n'avoir guère évoqué le régime de quelle qu'il oppose actuellement les deux pays à propos de la souveraineté qu'ils revendiquent sur l'archipel des Spratley. Le même jour, l'armée philippine a annoncé avoir détruit certaines des structures installées par l'armée chinoise sur des rochers de cet archipel désert que revendiquent, en totalité ou en partie, la plupart des pays riverains.

« J'ai un peu de mal à voir la

Chine comme un pays expansionniste, a déclaré l'amiral Lanxade. Je n'en avais pas le sentiment avant [de venir] et je ne l'ai pas maintenant. La Chine se concentre sur son problème intérieur », qui est de réduire son armée de trois millions d'hommes en la modernisant pour la doter d'une mobilité qui lui manque actuellement. « On ne la voit pas en train de se doter d'une force militaire trahissant une volonté d'expansion, même si l'on ne peut exclure des incidents » à sa périphérie. « Quant à ce qu'il en sera dans vingt ans, je n'en sais rien », a-t-il toutefois précisé.

Les responsables chinois, dont l'amiral Liu Huaqing, numéro deux mais véritable patron de l'armée chinoise derrière le chef de l'Etat, Jiang Zemin, ont quant à eux insisté sur le fait que leur pays ne représentait en rien « une menace » pour la région, en dépit de ses efforts en vue de se doter d'une marine de guerre en eaux profondes. L'amiral Lanxade a estimé lointaine la perspective de voir Pékin se doter d'un porte-avions, sujet qui n'a pas été

évoqué précisément par ses interlocuteurs. La visite marquait surtout la reprise des échanges entre personnels militaires à l'heure où la concurrence s'est ouverte entre pays occidentaux pour avoir une part du programme de modernisation de l'armée chinoise. Une unité de la VII^e flotte visitait le port de Qingdao, sur la péninsule du Shandong (à l'est), immédiatement après le départ de l'amiral Lanxade de cette base navale importante. Ne demeure en vigueur, des sanctions commerciales imposées après Tiananmen, que l'embargo sur la fourniture de matériels militaires. Mais il ne fait guère de doute que, dans l'esprit des responsables chinois, il ne s'agit que d'une affaire de temps pour obtenir la levée de cet embargo. Selon l'amiral Lanxade, les matières de l'armée chinoise songent avant tout, dans ce domaine, à acquérir savoir-faire et technologie plutôt que procéder à des achats massifs d'armements.

« Nous normalisons les relations politiques et militaires, et nous n'ai-

lons pas plus loin pour l'instant », a souligné le chef des armées françaises. Les domaines de coopération envisageables à terme sont en particulier l'espace et l'aéronautique, où des programmes, dans le passé, avaient permis à la France de se tailler une certaine réputation auprès des militaires chinois. Reste la géostratégie, où il était important que Paris reprenne le dialogue avec Pékin, du fait des décisions qui se profilent pour l'avenir de la sécurité globale, notamment dans le domaine de la dissuasion nucléaire. L'amiral Lanxade a indiqué avoir exprimé « les inquiétudes » de la France en matière de prolifération, et le souhait que « de grands pays comme la France et la Chine aient un comportement raisonnable ». L'amiral Lanxade a prédit la venue en France de hauts responsables militaires chinois, ainsi que de stagiaires dans des écoles de guerre, et des escadres de bâtiments de guerre français en Chine.

Francis Deron

La Grèce accepte de négocier avec la Macédoine

LE GOUVERNEMENT GREC a confirmé, jeudi 23 mars, qu'il acceptait de reprendre, le 6 avril, au siège de l'ONU, les négociations avec la Macédoine. Le porte-parole du gouvernement, Evangelos Vénizelos, a déclaré, sans toutefois fournir de précisions, que l'ONU avait fait part à la Grèce qu'il existait des « signes » d'un fléchissement de la partie macédonienne. Il a réaffirmé que la Grèce ne leverait pas l'embargo économique sans un « geste » de la part de Skopje.

La Grèce, refusant à la Macédoine d'utiliser ce nom, considéré comme appartenant exclusivement au patrimoine hellénique, avait imposé, le 16 février 1994, un embargo économique sur la Macédoine. Pour lever son blocus, la Grèce exige que le gouvernement macédonien change son drapeau - qui utilise un symbole (le soleil de Vergina) de la dynastie macédonienne - qui utilise un symbole (le soleil de Vergina) de la dynastie macédonienne - et cesse toute « propagande hostile ». En annonçant, dimanche dernier, la reprise des négociations avec la Macédoine sous l'égide de l'ONU, le chef de la diplomatie grecque, Carolos Papoulias, avait avancé que « le président Kiro Gligorov, qui rejette jusqu'à présent tout dialogue sur le fond, discute aujourd'hui de toutes les questions, et cela sans la levée de l'embargo ». Lundi, cependant, le ministre macédonien des affaires étrangères, Stivo Cvetkovski, a posé comme préalable aux discussions de New York la levée de l'embargo grec. - (Corresp.)

Manifestation au Burundi pour réclamer le départ de l'envoyé spécial de l'ONU

BUJUMBURA. Environ deux mille étudiants de l'université de la capitale (en majorité des Tutsis) ont manifesté dans les rues, jeudi 23 mars, en réclamant le départ « dans les deux heures » du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Burundi, Hamedou Ould Abdallah. Ce dernier est accusé d'être « un porte-parole des bandes armées », c'est-à-dire un partisan des miliciens hutus qui sévissent dans le pays. Si M. Abdallah est régulièrement pris à partie par la presse extrémiste d'opposition, c'est la première fois que son départ est réclamé dans une manifestation publique. Les étudiants s'en sont pris également à la présidence de la République et au Parlement, deux institutions contrôlées par le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu, à majorité hutu) depuis les élections générales de juin 1993. « En réclamant mon départ, explique l'envoyé spécial de l'ONU, les organisateurs de cette manifestation voudraient sans doute faire sauter le verrou que représentent les Nations unies, pour pouvoir ensuite renverser le président et dissoudre le Parlement. » - (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : la Maison Blanche a reconnu, le jeudi 23 mars, pour la première fois, qu'un chef de la guérilla guatémaltèque marié à une Américaine, Efraïn Riquelme Velazquez, dont on était sans nouvelles depuis son arrestation par les forces armées du Guatemala, était mort. Le porte-parole de la présidence, Michael McCurry, n'a fourni aucun détail sur les circonstances exactes du décès. Il a surtout protesté de la bonne foi de la Maison Blanche après qu'un élu démocrate a accusé l'administration d'avoir tenté de cacher la responsabilité présumée de la CIA (services américains de renseignement) dans cet assassinat. - (AFP)

■ CANADA : les députés de la Chambre des communes d'Ottawa siègeront, samedi 25 et dimanche 26 mars, pour permettre l'adoption rapide d'un projet de loi imposant le retour au travail dans le secteur ferroviaire, paralysé depuis samedi dernier. Quelque treize mille salariés des sociétés publiques Canadien Ferroviaire (CN, marchandises) et Via Rail (passagers) et de la société privée Canadien Pacifique (CP, marchandises) sont soit en grève, soit en lock-out. - (AFP)

■ MEXIQUE : trois policiers mexicains ont agressé le fils aîné du président Ernesto Zedillo la semaine dernière. Les policiers ont excusé sa voiture pour le dévaliser. Ils ont été capturés, désarmés et arrêtés par les gardes du corps, dont ils ignoraient la présence. - (Reuters)

■ PÉROU : le numéro deux de l'organisation maoïste Sendero lumineux, Margie Chavo Peraltá, a été arrêté par la police le jeudi 23 mars. - (AFP)

EUROPE

■ GRANDE-BRETAGNE : John Major estime que le Sinn Féin devrait « prendre les mêmes engagements » en matière de désarmement de l'IRA que les partis loyalistes à l'égard des milices protestantes. Le premier ministre britannique a fait cette déclaration le jeudi 23 mars, avant une rencontre entre des dirigeants républicains et un membre du gouvernement de Londres. - (AFP)

■ ALLEMAGNE : Bonn va engager des poursuites judiciaires contre vingt-quatre personnes soupçonnées de crime de guerre sous le régime nazi et dont les noms figurent dans les archives de la Stasi, a annoncé, le jeudi 23 mars, le Congrès juif mondial. - (Reuters)

■ BULGARIE : des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, le jeudi 23 mars, à Sofia, contre l'amendement de la loi sur la réforme agraire, qui devrait encourager la création de coopératives. - (AFP)

■ SLOVAQUIE : près de sept mille personnes ont manifesté, le jeudi 23 mars, à Bratislava, pour la liberté de parole dans les médias et contre la mainmise sur la radio, la télévision et l'agence de presse TASR par le gouvernement de Vladimir Meciar. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ LIBAN : une plainte auprès de l'Organisation maritime internationale a été déposée le mercredi 22 mars, par le Liban, pour protester contre le blocus qu'Israël impose aux ports du Liban du Sud. - (AFP)

■ Le roi Hussein de Jordanie s'est déclaré, le jeudi 23 mars, « très heureux du rythme » auquel sont mis en œuvre les accords de paix qu'a conclus son pays avec Israël, au terme d'un entretien à Paris avec le président François Mitterrand. Il a insisté sur le rôle politique qu'il espère voir jouer par la France et par l'Union européenne dans la région, affirmant que « les pays arabes le souhaitent ». - (AFP)

ASIE

■ PHILIPPINES : l'ambassadeur de Singapour à Manille a été rappelé « en consultation », a annoncé, le mercredi 22 mars, le ministère des affaires étrangères de « l'île-État » de l'Asie du Sud-Est. Cette décision fait suite au « rappel immédiat et indéfini » du représentant des Philippines à Singapour et à la menace par le président Fidel Ramos d'une rupture totale des relations diplomatiques entre les deux pays. Cette tension bilatérale suit la pendaison pour meurtres, le 17 mars, à Singapour, d'une domestique philippine placée dans une famille de cette ville. - (AFP)

■ PAKISTAN : un Italien a été condamné à dix coups de fouet et à deux ans de prison pour trafic de drogue, le mercredi 22 mars, à Peshawar. C'est la première fois qu'un ressortissant occidental est condamné à une telle peine. - (AFP)

AFRIQUE

■ NIGÉRIE : le général Olusegun Obasanjo a été libéré, le jeudi 23 mars, à la suite d'une intervention de l'ancien président américain Jimmy Carter. Le général a été autorisé à regagner son domicile, où il est assigné à résidence. - (Reuters)

ÉCONOMIE

■ La nomination de Renato Ruggiero comme directeur général pour quatre ans de la nouvelle Organisation mondiale du commerce a été ratifiée le vendredi 24 mars au matin par le conseil de l'OMC. M. Ruggiero prendra ses fonctions le 1^{er} mai.

35 من رمضان

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 25 MARS 1995

POLÉMIQUE Les positions prises par Jacques Chirac dans le débat sur les dépenses de santé sont vigoureusement critiquées par

Edouard Balladur, qui lui reproche d'entretenir des illusions et de nuire à la politique de maîtrise du déficit de l'assurance-maladie. Lionel Jospin estime que les deux candidats

de droite recommandent ou appliquent, en fait, la même politique. **CONFRONTATION.** MM. Balladur et Chirac devaient prendre la parole successivement, vendredi 24 mars,

devant les assises du Centre national des professions de santé, réunies à Paris. Les médecins, selon les sondages, accordent leur préférence au second. **LOBBYING.** Les profes-

sions médicales et paramédicales figurent parmi les catégories socio-professionnelles qui pratiquent le lobbying le plus actif, surtout auprès des candidats issus du RPR.

Les candidats s'opposent sur la maîtrise des dépenses de santé

Les deux cent mille médecins représentent une corporation toujours influente, dont Jacques Chirac sait s'attirer les faveurs au détriment d'Edouard Balladur, alors que, selon Lionel Jospin, l'un et l'autre préconisent ou pratiquent la même politique

QUI allait gagner à l'applaudissement des assises du Centre national des professions de santé (CNPS), réunies vendredi 24 mars à Paris : Edouard Balladur ou Jacques Chirac ? La réponse ne fait aucun doute : le maire de Paris, M. Chirac, sent les inquiétudes des médecins et de leurs volontiers leurs attentes. Ils le lui rendent bien : 39 % d'entre eux ont l'intention de voter pour lui, alors qu'Edouard Balladur et Lionel Jospin ne sont crédités que de 19 % des suffrages chacun, selon un récent sondage d'IPSOS pour Le Quotidien du médecin.

Il ne faut pas chercher très loin les raisons d'un tel succès : le RPR, plus que l'UDF, a toujours entretenu des liens étroits avec le monde médical. Il y a aussi, dans le discours chiracien, une petite musique qui flatte l'oreille des praticiens libéraux : « La dépense médicale augmentera en France. Je m'opposerais à toute forme de rationnement des soins et je refuse l'idée de plafonner les dépenses de santé. » Jacques Chirac vient de leur donner une nouvelle satisfaction en se prononçant pour une « conférence annuelle de la santé » (partenaires sociaux, professionnels de santé, Etat) chargée de « définir les orientations sanitaires de notre pays ».

INGRATITUDE « Démagogique ! », « irresponsable ! », dans le camp balladurien, on n'a pas de mots assez durs pour dénoncer cette analyse. Se-

lon les experts balladuriens, M. Chirac prend le risque de démobiler les médecins, de faire perdre à leurs syndicats la crédibilité qu'ils ont gagnée en signant la convention avec les caisses et de tuer la maîtrise médicalisée, qui commence à porter ses fruits. Pour Simone Veil, « accepter durablement une croissance des dépenses (...) », c'est mettre en péril l'avenir de la Sécurité sociale (Le Monde du 17 mars). M. Balladur doit aussi mesurer l'ingratitude des praticiens libéraux. Ne leur a-t-il pas épargné toute mesure coercitive pour réguler le système de soins et généreusement accordé deux revalorisations d'honoraires, en août 1994 puis en mars 1995, à un moment où la rigueur salariale s'imposait à tous et alors que l'assurance-maladie accuse un déficit sans précédent (60 milliards de francs en 1994-1995) ?

Depuis le début de sa campagne, Jacques Chirac a cultivé son image d'icône de feraille contre la « technocratie ». Il a trouvé dans le corps médical un public conquis d'avance et plus que jamais convaincu qu'il défend Hippocrate contre les technocrates. Il laisse entendre que la politique de M. Balladur est sortie toute armée du cerveau d'un énarque obtus, alors même qu'elle a été négociée pied à pied par les médecins pendant de longs mois. Ce qui fait dire au président d'une grande confédération médicale que « les propos de M. Chirac sont démagogiques ».

L'analyse des experts les plus avisés lui importe donc peu. Elle est pourtant sans appel. Dans le Livre blanc sur le système de santé, remis en décembre à M. Balladur, Raymond Soubie soulignait que le système français « ne permet pas de garantir que chaque franc supplémentaire dépensé apporte une amélioration des soins ». Cet ancien conseiller social de M. Chirac à Matignon ne conteste pas que la consommation de soins est appelée à croître, mais « plus que leur niveau absolu, rappelle-t-il, c'est leur dynamique qui singularise la France ». Comment expliquer qu'entre 1960 et 1990 elles ont progressé, en moyenne, de 4,7 % par an (contre 3,4 % en Allemagne et 2,2 % en Grande-Bretagne) ?

« **POUDRE AUX YEUX** »

« On a oublié depuis trop longtemps que la maîtrise des dépenses n'est pas une fin en soi et que le système de santé est d'abord là pour répondre à des besoins », répond Elisabeth Hubert, secrétaire générale adjointe du RPR. C'est oublier que la hausse des dépenses n'est pas toujours médicalement justifiée. Que la situation sanitaire de la France, honorable, n'est pas à la hauteur de l'effort qu'elle consacre à la santé (plus de 9 % du PIB). Et que cet effort n'a pas permis de réduire les importantes inégalités sociales et régionales encore dénoncées par le dernier rapport du Haut Comité de la santé publique.

Que cherche donc M. Chirac ? A rendre le système « plus performant et plus juste », en particulier par le biais de « contrats d'objectifs » passés entre les services hospitaliers et les financeurs, assure-t-il. La réponse est un peu courte. D'autant que son projet s'inscrit dans le cadre d'une politique économique plus vaste, qui prévoit de « réduire les prélèvements obligatoires » et de « fiscaliser certaines charges sociales ». Les balla-

du PS n'a pas, il est vrai, à ménager cette clientèle électorale : depuis 1981, les relations entre la gauche et les médecins n'ont été qu'une longue succession d'incompréhensions et de conflits ouverts.

« La maîtrise médicalisée, dans Edouard Balladur se gargarise, c'est de la poudre aux yeux, déclarait récemment M. Jospin. Aucune maîtrise durable ne peut exister sans une approche combinant l'évalua-

tion », du moins sur la médecine de ville.

L'expérience de ces dernières années est édifiante. Depuis 1968, l'assurance-maladie n'a jamais été spontanément équilibrée, comme le rappelle le Livre blanc. Quand la demande de soins est trop soutenue – les Français consomment deux fois plus de médicaments et d'actes médicaux qu'en 1978 –, l'écart se creuse entre les dépenses des malades et les possibilités de remboursement des caisses. Résultat : un plan de redressement tous les dix-huit mois depuis vingt ans et une réduction continue de la couverture sociale, la Sécurité sociale couvrant désormais moins de 74 % des dépenses de santé des ménages.

Cureusement, Jacques Chirac s'appuie sur ce constat d'échec de la « non-politique » de régulation du système de soins pour contester tout encadrement des dépenses, laissant entendre qu'il n'a jamais donné de résultat. Pour sa part, M. Balladur plaide pour la maîtrise, mais il quittera Matignon en laissant un déficit de 110 milliards de francs, auquel s'ajouteront les 110 milliards repris fin 1993 dans la dette de l'Etat et que le régime général devra progressivement rembourser. « Au fond, pour distinctes qu'en soient parfois, les formulations, les approches de MM. Balladur et Chirac procèdent de la même logique », assure Elisabeth Guigou, chargée de la protection sociale dans l'équipe de M. Jospin.

Jean-Michel Bezat

L'expérience de 1986-1988

Entre 1986 et 1988, les médecins n'avaient pas eu à se plaindre de Jacques Chirac. En nommant une « femme de Part », Michèle Barzach, au ministère de la santé, le premier ministre avait répondu à une attente de la profession. Cette gynécologue s'était entourée de praticiens libéraux et hospitaliers pour mener une politique qui leur avait donné satisfaction sur plusieurs points : avantages sociaux accordés aux médecins du secteur à honoraires libres ; hausse des tarifs ; rétablissement du secteur privé à l'hôpital, supprimé en 1983 par la gauche (qui le maintiendra en 1988) ; arrêt du projet de regroupement des services hospitaliers en départements, qui était destiné à organiser les activités médicales autour de grands pôles de compétence et à en finir avec les « mandarins » nommés à vie.

duriens et les socialistes, pour une fois d'accord, se demandent où se trouve le point d'équilibre financier de son dispositif, même si le retour de la croissance – il en fait le pari – se traduit par une augmentation des recettes fiscales et sociales.

L'inspiration du programme de M. Jospin est très différente de celle de M. Chirac, mais aussi de celle de M. Balladur. Le candidat

tion et la rationalisation économique. » Cela suppose, selon lui, des « enveloppes globales », négociées chaque année entre l'Etat, les caisses et les professions de santé, selon une formule déjà en vigueur pour les biologistes, les cliniciens et les infirmières libérales. Au risque de se voir reprocher une approche « comptable », le programme socialiste a le mérite d'être économiquement « bou-

Des propositions divergentes

● **Financement de la Sécurité sociale.** Au-delà des pétitions, de principe sur le caractère irremplaçable de la Sécurité sociale, son avenir fait partie des grands thèmes oubliés de la campagne. Edouard Balladur pense qu'« il n'y a pas d'assiette-miracle ». Il évoque l'élargissement de celle de la contribution sociale généralisée (CSG) aux revenus du capital, mais il ne l'a pas inscrit dans son programme.

Jacques Chirac estime que « le problème posé aujourd'hui par la protection sociale n'est pas celui de son niveau (...), mais celui de son financement ». Il envisage, notamment, de fiscaliser plus de 100 milliards de francs de dépenses d'assurance-maladie, aujourd'hui financées par des cotisations sociales.

Lionel Jospin, partisan de « plus de justice et d'efficacité », propose de « mieux utiliser la CSG (plus juste que la TVA et que les prélèvements sur les seuls salaires), en l'étendant à l'ensemble des revenus du capital (à l'exception de l'épargne populaire) ».

● **Maîtrise des dépenses.** M. Balladur juge que « la poursuite de la maîtrise des dépenses est la clé de la sauvegarde de la Sécurité sociale ».

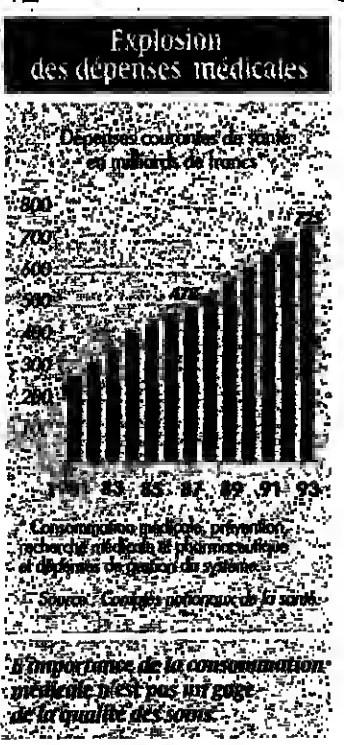
M. Chirac n'exclut pas la chasse aux gaspillages, mais il constate que « tout concourt à l'augmentation des dépenses (allongement de la vie, progrès médical, nouvelles maladies, etc.) » et il « refuse l'idée de plafonner les dépenses de santé par rapport à la richesse nationale ».

M. Jospin veut parvenir à « l'équilibre de l'assurance-maladie (...), un engagement fondamental de responsabilité ».

● **Médecine de ville.** M. Balladur propose de poursuivre sa politique de maîtrise engagée avec la convention caisses-médecins, qui repose sur les « références médicales opposables », normes de bonne pratique que les cent dix mille médecins libéraux doivent respecter sous peine de sanctions financières.

M. Chirac est beaucoup plus flou sur la médecine libérale et plaide, notamment, pour une évaluation.

M. Jospin préconise « une profonde réorganisation de l'offre de



soins », le généraliste devant être « remis au centre du dispositif ». **Hôpital.** M. Balladur pense que « la réforme de l'hôpital est inévitable » et prône la tenue d'« états généraux de l'hospitalisation ». Les budgets

hospitaliers doivent, selon lui, correspondre à l'activité réelle (coût à la pathologie, programme de médicalisation des systèmes d'information - PMSI). Dans l'immédiat, il propose « la mise en place de références médicales » à l'hôpital et la création de « missions régionales » chargées de définir, sous l'égide des pouvoirs publics, les objectifs de la planification sanitaire.

M. Chirac dénonce le budget global, finalement « inflationniste », et pense que l'on ne peut plus consacrer chaque année près de 300 milliards de francs à l'hôpital sans s'interroger sur la façon dont ces sommes sont réparties. Son projet repose sur la signature entre les services hospitaliers et les gestionnaires de « contrats d'objectifs », qui, s'ils sont atteints, donneront lieu à une forme d'intéressement des personnels.

M. Jospin ménage l'hôpital public, qui « sera défendu contre ceux qui le mettent en cause ». En revanche, il n'a pas encore expliqué comment il réglera un secteur qui représente la moitié du budget de l'assurance-maladie, même s'il évoque, dans son programme, des « procédures d'évaluation » qui permettront, « sans dramatisations inutiles, de contenir la progression des dépenses ».

J.-M. B.

Les médecins votent très majoritairement à droite

AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES de 1993, l'actuelle majorité n'avait pas ménagé ses efforts en direction des médecins libéraux, même s'ils représentent, avec les autres professions de santé, un électeur fidèle et un vivier dans lequel le RPR et l'UDF ont toujours puisé des candidats. A l'approche de la présidentielle, les deux principaux candidats de droite à l'Elysée ont réactivé leurs réseaux. Handicap pour M. Balladur, qui a pourtant maintenu de bonnes relations avec les médecins : son image de gestionnaire. Avantage pour M. Chirac : les relations anciennes qu'il entretient avec la sphère médicale, comme il le fait avec le monde agricole.

Il faut croire que le rejet de tout plafonnement des dépenses, réaffirmé de congrès en meetings par M. Chirac, a porté ses fruits. Alors qu'il ne faisait que jeu égal dans les intentions de vote des médecins en décembre, il a très vite décroché, pour faire aujourd'hui un score deux fois supérieur à celui du premier ministre-candidat. Contrairement à Raymond Barre, qui a souvent dénoncé le « corporatisme » médical, Jacques Chirac a toujours ménagé les professions de santé, comme en témoignent les mesures prises entre 1986 et 1988.

REJET DE LA GAUCHE

Les organisations professionnelles ont beau se défendre de toute collusion politique avec l'actuelle majorité, elles étaient de toutes les universités d'été et autres états généraux de la santé organisés par l'opposition d'ailleurs. Celle-ci a d'ailleurs activement soutenu les deux grandes manifestations que le Centre national des professions de santé (CNPS) a organisées en 1992 pour dénoncer « le rationnement des soins » que préparait, selon eux, le gouvernement de Pierre Bérégovoy.

Les relations des médecins avec la droite sont aussi à la mesure de leur rejet de la gauche, qui leur a

souvent servi de repoussoir. Son péché originel, selon eux : vouloir « socialiser », voire « étatiser » le système de soins. Le professeur Bernard Debré, qui n'était pas encore député, dénonçait déjà, en 1982, les projets de départementalisation des hôpitaux, assimilée à la création de « soviets ». Les grands patrons des hôpitaux universitaires ont d'ailleurs mené une bataille sans répit contre toutes les réformes des gouvernements de gauche. Le secteur libéral prendra le relais en 1988, pour s'opposer, avec un succès mitigé, à l'instauration d'enveloppe globale par professions proposée par Michel Rocard et Claude Evlin.

Au-delà de leurs choix proprement dits, les médecins ont une complicité ancienne avec la vie politique. Elle s'est vraiment épanouie sous la III^e République. Entre 1876 et 1902, soit sept législatures, ils ont occupé entre 8,5 % et 12,3 % des sièges au Palais-Bourbon. Cette implication dans la vie politique, surtout marquée dans les communes et les conseils généraux, ne s'est jamais démentie. On retrouve une cinquantaine de députés médecins en 1978 et, après la « vague rose » de 1981, une proportion semblable dans l'Assemblée nationale élue en 1986 et dans celle de 1993.

Si cette surreprésentation est une constante, leur appartenance politique a, elle, évolué au cours du XX^e siècle. Les élus médecins n'ont pas toujours été de droite. Au tournant du siècle, ils étaient souvent radicaux, républicains progressistes, voire socialistes. A en croire le Dictionnaire des parlementaires français, l'ancrage à gauche des médecins a été important jusqu'en 1958. Depuis, leur basculement à droite ne s'est pas démenti. Avec, toutefois, des nuances selon le statut des praticiens : les spécialistes libéraux votent à plus de 80 % pour le RPR ou l'UDF, mais un quart des généralistes et des praticiens hospitaliers portent, en général, leurs suffrages sur les candidats de gauche.

J.-M. B.

M. Balladur refuse de s'en remettre à la croissance pour combler le déficit

CE FUT dit avec « le ton Balladur ». Sans brutalité, mais fermement : Edouard Balladur, contrairement à Jacques Chirac, n'expliquera jamais aux Français que la Sécurité sociale se guérira toute seule. Certes, invité jeudi 23 avril de l'émission « La France en direct » sur France 2, le premier ministre a refusé de se livrer à une comparaison précise de son programme et de celui de son rival du RPR.

Cela ne l'a pas empêché de déclarer : « Je crois que l'on ne doit pas (...) faire de promesses que l'on n'est pas assuré de tenir. Moi je ne vais pas dire aux Français : surtout ne vous préoccupez pas du tout de l'avenir de notre système de santé ;

la croissance va revenir, les recettes avec, vous pourrez continuer à dépenser ! Cela n'est pas vrai. Cela ne se passera pas comme cela. Je ne dirai pas, non plus : on va parvenir à augmenter les dépenses dans tous les secteurs et, cependant, on va réduire l'endettement, les déficits et les impôts. (...) Et, enfin, si l'on veut parler des salaires, je ne dirai pas davantage : augmentons tous les salaires par décision autoritaire et générale de l'Etat. Je dis : la croissance est revenue, il est normal que les salariés en aient leur part. Le problème du partage des fruits de la croissance est un problème qui est posé devant l'opinion désormais. » Aussi, quand un de ses interlocuteurs observe : « On sent que

vous avez envie de dire que M. Chirac est démagogue, mais vous ne le dites pas », M. Balladur peut se contenter de répliquer : « Je ne me retiens pas, puisque vous avez parfaitement compris... » D'ailleurs, quand il lui a été demandé ce qu'il juge démagogique dans le programme de M. Chirac, il a répondu : « Je viens de le dire pour l'assurance-maladie. Je viens de le dire, également, pour les dépenses publiques. J'ai dit, aussi, que l'incitation à une augmentation générale et automatique des salaires n'est pas réaliste. »

M. Balladur a aussi critiqué la proposition d'aide à l'embauche de toutes les personnes étant au chômage depuis plus d'un an. De

même sur l'Europe, il a expliqué que la différence entre le maire de Paris et lui est « l'antériorité, l'actuel », rappelant que, pendant l'été 1993, « on avait sauvé le système mandataire européen contre l'avis d'une partie de la majorité ». Se félicitant que « l'on se rallie à [ses] idées », il a ajouté : « Je voudrais que ce soit stable et qu'on ne passe pas d'un référendum à un référendum auquel on renonce, pour repasser à un référendum qu'on propose. Je voudrais un peu de continuité, de stabilité dans les idées. »

Par ailleurs M. Balladur a affirmé qu'au mot de « rupture », il préfère ceux de « changement, de réforme, d'espoir ». Il a aussi parlé de son

« estime », de sa « considération pour la personne » de François Mitterrand, tout en n'étant pas d'accord avec ses idées. Il a assuré qu'un jeune d'origine étrangère né en France est, « entre zéro et dix-huit ans, (...) pratiquement Français », mais qu'il ne peut pas l'être juridiquement, car il lui faut faire le choix de sa nationalité à sa majorité. Il a accepté le placement sous contrôle international du pluriplurimillitaire. Il s'est déclaré partisan d'une intelligibilité à vie pour tous les élus convaincus de corruption. Enfin, il a fait part de sa « détermination à se battre » jusqu'au bout.

Th. B.

Lionel Jospin retrouve le « peuple de gauche » à Marseille

L'ancien ministre attaque les candidats RPR et le Front national

En déplacement, jeudi 23 mars, dans les Bouches-du-Rhône, d'Aries à Vitrolles en passant par Marseille, Lionel Jospin a vigoureusement critiqué les deux candi-

dats du RPR, sur lesquels « on ne peut pas compter pour changer la société », et a vivement dénoncé la « lâcheté » de l'extrême droite et du Front national.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial
Depuis quelques jours, d'abord dans le Pas-de-Calais, puis à Rennes, Lionel Jospin cherchait le ton et le souffle, encore en demi-teinte, peut-être trop soucieux de sa « posture » présidentielle. A l'évidence, il les a trouvés, jeudi 23 mars, lors de son déplacement dans les Bouches-du-Rhône. C'est en arrivant dans la région que le « défilé » s'est produit.

Le candidat socialiste venait du

M. Jospin, à l'évidence, retrouve sa famille, le « peuple de gauche ».

Quelques instants plus tard, devant les militants réunis dans son local de campagne, après le passage obligé devant les étals des poissonnières, il y revient : « Pour ces manifestations, tout d'heure, il ne faisait pas de doute que, leur défenseur, c'était moi. Depuis quelques semaines, la campagne est perturbée par le conflit fratricide entre les deux candidats du RPR. C'est en train de changer. Les Français se

dur, puisqu'ils ont été formés à la même école, puisqu'ils gouvernent ensemble depuis deux ans, assénent-ils. Il y a clairement un même vieux fond conservateur, une même unité de la droite. Oui, on trouvait bien Chirac et Balladur ensemble quand il s'agissait d'organiser la sélection à l'université et de mater les étudiants, au point de provoquer la mort de l'un d'entre eux ! La différence entre la droite « notabiliste et démagogique » d'est qu'un leur, martèle-t-il. Au bout du compte, ce sont deux façons de « mépriser le peuple ».

Les Français ne s'y tromperont pas, conclut M. Jospin : « La société dans laquelle nous vivons devient de moins en moins juste. Il faut la faire bouger, et l'on ne peut pas compter sur les candidats conservateurs pour changer la société. » Trouvant des accents presque mitterrandiens pour rappeler le long combat, au XIX^e siècle, vers plus de justice et de démocratie, le candidat socialiste se veut « le seul » à défendre les salariés et les modestes. Autant de mots, de thèmes et de combats que les militants n'avaient plus rencontrés depuis longtemps.

Gerard Courtois

« La violence lâche de l'extrême droite »

« Je suis celui qui refuse le racisme » : rappelant, à Marseille puis à Vitrolles, qu'il était venu, en 1987, en tant que premier secrétaire du Parti socialiste, participer à la grande manifestation contre le Front national, Lionel Jospin n'a pas eu de mots assez durs contre le mouvement de M. Le Pen, qu'il avait été le seul responsable politique, avant Bernard Tapie, à affronter en « face à face », sur RTL, il y a dix ans. Stigmatisant les propos de Bruno Mégret, numéro deux du Front national et candidat à la mairie de Vitrolles, après le meurtre du jeune Ibrahim Ali, le 21 février, le candidat socialiste a lancé : « L'extrême droite, c'est la violence lâche, la violence contre les plus faibles. »

quartier de Bario, à Aries, où, aux côtés de l'ancien ministre Michel Vauzelle, il s'était échauffé lors d'une rencontre avec une trentaine de responsables d'associations. Sur le Vieux-Port, fonctionnaires territoriaux et personnels de santé replaçaient les banderoles - FO et CGT principalement - d'une manifestation quand ils ont aperçu M. Jospin au premier rang du car qui l'amenait. Signes de connivence, exclamations : « C'est Jospin ! ».

AVEC LE CŒUR

Après quelques secondes d'hésitation, le « candidat-citoyen » fait arrêter le car et descend pour un premier bain de foule. « Pensez-vous ouvriers ! », s'exclame l'un. « Parlez-nous à nous ! », demande une autre. « Moi, j'ai besoin de vous : moi vous, vous avez besoin de moi, de nous », lui lance une troisième.

rendent compte que c'est un peu indigne. »

Pour se faire entendre, le candidat socialiste n'hésite pas à lâcher ses coups, à parler, enfin, avec le cœur et les tripes. Pas à Marseille, tout au long de l'après-midi, ou dans les quartiers Nord puis au Théâtre Tourny, devant tout ce que la cité phocéenne compte d'associations de gauche, antiracistes ou féministes, mais dans la soirée, à Vitrolles, devant les centaines de membres de ses comités de soutien du département. « Depuis des semaines, on a pu se demander si les deux candidats du RPR se disputaient vraiment ou s'il ne s'agissait pas d'une répartition des rôles, afin que le RPR mette la main sur cette campagne comme il voudrait mettre la main sur l'Etat », lance-t-il.

Le ton est donné. « Il n'y a pas de différence entre les deux programmes de MM. Chirac et Balla-

Jacques Chirac plaide pour un « Etat totalement impartial »

Dans un meeting organisé au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, mais à portée de voix des Hauts-de-Seine, le fief de Charles Pasqua, le maire de Paris a réuni plus de cinq mille personnes

« L'ETAT SE DOIT, et c'est son honneur, d'être totalement impartial. (...) Ce sera l'un des grands devoirs du prochain président de la République que de garantir absolument cette impartialité de l'Etat », a déclaré Jacques Chirac, jeudi 23 mars, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, mais à portée de voix des Hauts-de-Seine, le fief de Charles Pasqua.

Compte tenu des circonstances locales, le thème évoqué par le candidat était lourd de sous-entendus. Et effet, pour cette manifestation, les organisateurs de la campagne de Jacques Chirac s'étaient vu refuser le palais des sports Marcel Cerdan à Levallois et le gymnase de l'île de Puteaux où Edouard Balladur avait réuni ses partisans il y a quelques semaines.

Dans ce département où la plupart des élus sont des balladuristes de la première heure - Charles Pasqua, Nicolas Sarkozy, Jacques Baume, Patrick Devedjian -, le maire de Paris est parvenu à réunir plus de cinq mille personnes. Il était entouré du député Georges Goras, du sénateur Michel Maurice-Bokanowski et de Nicole Fontaine, vice-présidente centriste du Parle-

ment européen, qui font partie des rares parlementaires de ce département à ne pas soutenir la candidature du premier ministre. Le maire de Boulogne, Paul Graziani, avait trouvé une attitude médiane en se rendant à l'apéritif organisé avant le meeting dans un hôtel de sa ville.

DÉFENSE DES DÉFAVORISÉS

Des jeunes du RAP (Rassemblement pour une autre politique), proche de Philippe Séguin, ont planté un pommier devant le stade, et se sont réjouis de cette manifestation. Le président du comité de soutien à Jacques Chirac à Boulogne et chef du cabinet de M. Séguin, Roger Karoutchi, a lancé : « Pour un soir, le stade de Coubertin sera la capitale des Hauts-de-Seine. »

Dans ce département réputé pour être un des plus riches de France, M. Chirac a consacré une longue partie de son intervention à la défense des défavorisés. Il a lancé un appel au « rassemblement de ces hommes et de ces femmes qui ne vivent pas de privilèges mais de leur travail (...), de ceux qui respectent la loi et ne quémandent pas de faveurs, de ces parents qui travaillent dures-

ment pour donner une vie meilleure à leurs enfants, de tous ceux qui ne s'abritent pas furtivement derrière leurs droits mais revendiquent fièrement leurs devoirs ».

A propos du débat sur la hausse des salaires, Jacques Chirac a déclaré que « les salariés ne doivent pas être les oubliés de la croissance. Je suis de ceux qui considèrent que la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi. Un franc de salaire distribué n'est pas un franc perdu pour l'économie. C'est un franc qui va à la consommation et à l'épargne, donc à l'intérêt ».

Dans l'après-midi, le maire de Paris avait visité le centre hospitalier universitaire (CHU) Louis-Mouret à Colombes, où il s'était rendu au chevet de malades du sida, et s'était entretenu avec des médecins. Il était accompagné d'Alain Aobert (RPR), vice-président du conseil général, chargé des affaires culturelles, président de son comité de soutien, et qui ambitionne de ravir la mairie de Colombes au communiste Dominique Erdant lors des prochaines élections municipales.

F. Ch.

Le maire de Paris en légère baisse dans les derniers sondages

SECON TROIS ENQUÊTES d'opinion, la première d'Ipsos, la seconde de Louis Harris et la troisième de la Sofres, Jacques Chirac connaît une baisse dans les intentions de vote, qui ne remonte pas en cause, cependant, son avance sur ses principaux rivaux, Edouard Balladur et Lionel Jospin. Publiée vendredi 24 mars par l'information, l'enquête de Louis Harris, effectuée le 22 mars auprès de 1 002 personnes, montre que M. Chirac perd deux points par rapport à l'enquête précédente, en date du 15 mars, avec 26 % des intentions de vote, contre 22 % pour M. Jospin, qui gagne un point, et 18 % pour M. Balladur, qui en gagne deux. Au second tour, M. Chirac continue de l'emporter nettement

face à M. Jospin (55 % contre 45 %), comme face à M. Balladur (62 % contre 38 %).

La seconde enquête, réalisée par Ipsos auprès de 1 010 personnes, les 21 et 22 mars, et publiée dans *Le Point* daté du 25 mars, montre que M. Chirac perd également deux points avec 25 %. Le maire de Paris devance M. Balladur, qui reste stable à 20 % des intentions de vote, et M. Jospin, qui perd un point avec 19 %. Au second tour, M. Chirac l'emporte dans les mêmes conditions face à M. Balladur et face à M. Jospin (55 % contre 45 %). Cinquante-huit pour cent des Français « pensent » que M. Chirac sera élu à la présidence, mais seulement 29 % le « souhaitent », alors que 31 % souhaitent que M. Balladur soit élu, mais seulement 18 % des personnes interrogées « pensent » qu'il le sera.

Enfin, selon la Sofres, dont l'enquête, réalisée les 21 et 22 mars auprès de 1 000 personnes, est publiée par *La Nouvelle République* du Centre-Ouest du 24 mars, M. Chirac perd un point avec 26 %. Cootrairement aux autres instituts, M. Balladur baisse de trois points (17 %), alors que M. Jospin est en hausse de deux points (22 %). Soixante-dix pour cent des personnes interrogées assurent être sûres de leur choix, contre 30 % qui pensent le contraire. Au second tour, M. Chirac l'emporte nettement face à M. Jospin (58 % contre 42 %) comme face à M. Balladur (62 % contre 38 %).

Précisions sur la vente de terrains de la belle-famille de M. Chirac au Port de Paris

Plusieurs acteurs de la transaction en décrivent les modalités

L'ARTICLE que nous avons publié dans *Le Monde* du 22 mars sur la cession au Port autonome de Paris de terrains appartenant à la belle-famille de Jacques Chirac et sur le profit que M. et Mme Chirac en avaient retiré, a provoqué diverses réactions. Alors qu'Alain Juppé dénonçait, le soir même, une « manipulation » (*Le Monde* du 23 mars), le maire de Paris soulignait, sur TF 1, le 22 mars, la volonté de « transparence » dont il avait fait preuve au sujet de cette transaction. L'entourage de M. Chirac nous a fait parvenir, le lendemain, une lettre adressée au Mairie par Daniel Maquart, ancien directeur du Port autonome et collaborateur de Georges Sarre, député (ex-PS)

de Paris. Jacques Trorial, président du Port et ancien député gaulliste, nous a aussi adressé, directement, une « mise au point ». MM. Maquart et Trorial mettant en cause les investigations du *Monde*, il convient de préciser que, bien évidemment, au cours de cette enquête, nous avions pris contact avec tous les acteurs concernés. Certains, comme M. Trorial, n'avaient pas donné suite à nos demandes d'entretien. D'autres avaient répondu, en ne souhaitant pas être cités. Le respect des engagements pris nous interdit, naturellement, de révéler le nom de ceux qui nous ont informés sous condition d'anonymat.

● Le prix des terrains de Vi-

gneux. Nous indiquions que les 103 hectares de l'indivision Chodron de Courcel avaient été vendus 63,56 millions de francs à la SAPC de Jean-Pierre Leiguel, qui les avait recédés, le même jour, au Port autonome de Paris pour 83 millions de francs, soit un bénéfice de 20 millions pour le promoteur. M. Trorial conteste cette version, parlant d'une marge de 3,6 millions pour M. Leiguel. Cela ne correspond pas à ce que M. Leiguel nous avait déclaré ni à un entretien qu'il a accordé au *Parisien*, édition de l'Essonne, du 23 mars.

Dans ce quotidien, M. Leiguel indique que les 20 millions de francs de bénéfice, soit 17 millions hors taxes, ont été utilisés de la manière suivante : « 9,3 millions d'honoraires - pour un boulot consi-

dérable - (...), 2 millions de commission (2,5 %) sur la vente des terrains, une somme perçue par Santandrea, la société de négociation de mon groupe, 1 million au titre des indemnités d'immobilisation de la deuxième promesse de vente de Courcel sur les 123 hectares restants, (...) 1,5 million de francs payés pour des études préalables sur la commune de Vigneux, 1,2 million de remboursement à des associés. » Le promoteur détaille donc l'affectation de 15 millions de francs.

Dans ce même entretien, M. Leiguel précise que « pas un centime n'est allé dans du financement politique ou autre chose de suspect » et il souligne : « Le maire de Vigneux (Lucien Lagrange, PCF) est parfaitement intègre. Simplement, je lui ai rendu quelques services utiles. »

● L'achat par le Port autonome de Paris. MM. Trorial et Maquart assurent que le Port autonome avait été autorisé, lors d'une réunion du conseil d'administration, le 28 octobre 1992, à négocier l'achat des terrains. Le contrôleur d'Etat relevait, pour sa part, dans son rapport annuel de décembre 1993 et ainsi que nous l'indiquions, que « le programme des opérations en capital » du Port de Paris avait été « approuvé par le conseil d'administration du 28 octobre 1993 ».

● Le Port et la Ville de Paris. M. Trorial indique que les rapports entre son établissement et la Ville « n'ont rien de conflictuel ». Contredit par tous nos interlocuteurs, cette affirmation va à l'encontre du rapport du contrôleur d'Etat, qui parle d'une « mainmise

excessive de la Ville de Paris ». Ce même rapport s'inquiétait d'une « détérioration des rapports (du Port) avec Voies navigables de France » ou, encore, d'une « confusion des rôles et des moyens du Port autonome et du service de navigation de la Seine, service extérieur de l'Etat ».

● La santé financière du Port. M. Trorial souligne que l'établissement, qu'il préside depuis vingt-cinq ans, s'apparente à une « PME performante du secteur public ». Le contrôleur d'Etat relevait dans son rapport une situation de « surendettement » et des « difficultés à faire face à de lourds investissements ».

Olivier Biffaud et Laurent Mauduit

Les jeunes dans la campagne présidentielle

Les 18-25 ans sollicités et indécis

Demain dans les pages « France »

Le Monde

Les lettres de M. Trorial et M. Maquart

DANS LE COURRIER, en date du 22 mars, qu'il a adressé au *Monde*, Jacques Trorial, président du Port autonome de Paris, indique, d'abord, que ce dernier « souhaitait s'installer à Vigneux dès 1975 : le projet figure au schéma directeur révisé de l'île-de-France de 1976, il ne pouvait être entrepris que si le nouveau schéma mis à l'étude en 1989 confirmait cette destination, ce qui fut le cas ». « La promesse de vente de l'indivision Courcel à la SAPC, précise-t-il, date aussi de 1989 : il n'a pas fallu quelques heures mois quatre ans pour que l'établissement puisse acquiescer cette partie des emprises foncières nécessaires ! »

« La négociation, continue M. Trorial, a été faite : la première offre de SAPC était à 85 millions de francs ; elle a été ramenée à 83 millions, estimation des Domaines, sans que joue la faculté de dépeçage de 10 % ; bien au contraire, le

débat de paiement obtenu par le [Port] ramènerait le coût, en francs, de 93 millions à 77 millions environ. Or, les informations que nous avons retirées de la déclaration d'intention d'aliéner nous ont permis de connaître le prix de revient total pour la SAPC, soit 73,39 millions. L'écart n'est donc pas de 20 millions de francs, mais d'environ 3,6 millions, marge classique pour une société marchand de biens. Les services du Port, autorisés à négocier pour une délimitation du conseil d'administration d'octobre 1992 (et non pas 1993), ont bien négocié : trois ans plus tard, début 1995, l'estimation des Domaines, pour des terrains attenants que nous devons également acquiescer, est passée de 80 francs à 130 francs le mètre carré (...).

« Je définis souvent notre établissement comme une PME performante du secteur public (...). Les rapports du Port autonome de Paris

avec la Ville de Paris n'ont rien de conflictuel : tous les problèmes délicats d'affectation des berges dans le plan d'occupation des sols, d'embellissement des installations portuaires ont toujours trouvé, avec Paris, comme avec toutes les villes où le Port est présent, une solution appropriée et équilibrée. (...) »

Pour sa part, nommé directeur du Port en mars 1992 et remplacé en juillet 1993, Daniel Maquart précise d'emblée : « Ayant été nommé par l'actuel gouvernement, je n'en suis que plus à l'aise pour m'exprimer. A aucun moment je n'ai subi une quelconque pression de Jacques Trorial, président du conseil d'administration, ou de membres de celui-ci pour influencer ma décision de proposer cette acquisition (...). J'ajoute que, ni de près ni de loin, Jacques Chirac, sa famille ou ses proches, les représentants de la Ville au conseil ou l'administration de celle-ci ne sont in-

tervenus en faveur de cette opération auprès de moi. »

« Cette acquisition n'était nullement improvisée. Elle s'inscrivait dans le cadre du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (...). Contrairement aux assertions de votre journal, l'opération menée par le [Port] a été parfaitement régulière. Elle a été approuvée par le conseil d'administration du 28 octobre 1992 avant toute conclusion d'actes ; elle était conforme à l'estimation financière du service des Domaines. »

« Le document du contrôleur d'Etat auquel vous faites référence concerne un programme, c'est-à-dire des opérations futures. J'en avais d'ailleurs demandé l'étude avant mon départ. Il est donc erroné d'affirmer que l'opération de Vigneux n'a été autorisée qu'en octobre 1993, après la signature des actes d'acquisition. (...) »

135/100/135

Nicole Notat est réélue secrétaire générale de la CFDT mais sort affaiblie du congrès de Montpellier

Deux ans et demi après le départ forcé de Jean Kaspar, les héritiers d'Edmond Maire se déchirent encore

Après avoir obtenu près de 63 % des mandats lors de l'élection des trente-cinq membres du bureau national - soit une pro-

gression de six points par rapport à 1992 -, Nicole Notat a été réélue secrétaire générale à l'unanimité par cette instance. Pourtant,

jeudi, et pour la première fois dans l'histoire de la CFDT, le quibus - vote sur le bilan de l'activité des trois années passées - avait été

refusé à l'équipe sortante. Par 52 % des suffrages (9 410 mandats) contre 48 % (8 678 mandats), l'amendement 100, proposé par

le Syndicat départemental des finances de la Gironde, qui avait valeur de sanction du bilan de M^{me} Notat, a été adopté.

MONTPELLIER de notre envoyé spécial

Edmond Maire avait deux prétendants à sa succession, Jean Kaspar et Nicole Notat. Il n'a pas de véritable successeur incontesté. Six ans et demi après son départ, la CFDT continue d'être le théâtre de querelles de personnes et d'appareil. Jeudi 23 mars, la toute nouvelle première centrale française s'est jouée un psychodrame comme elle en a le secret. Secrétaire générale en titre, Nicole Notat n'avait pas forcément aux yeux des congressistes la légitimité d'une secrétaire générale sortante. Elle a sous-estimé l'ombre portée par les conditions de son accession au pouvoir, en octobre 1992, et la démission contrainte de Jean Kaspar. Dans un entretien à *L'Alsace*, M. Kaspar a estimé que ce désaveu montrait qu'« une grande partie des syndicats qui composent notre organisation restent profondément attachés aux valeurs démocratiques ».

Tout a commencé, jeudi après-midi, par le discours de M^{me} Notat qui répondait aux critiques de ses détracteurs. D'emblée, elle a en-

foncé le clou en précisant que sa réponse aux interventions « sera marquée du sceau de la clarification ». Délaissant les critiques contre l'aile gauche de la CFDT, son opposition traditionnelle, elle a concentré ses tirs sur des fédérations qui, sans être oppositionalles, sont critiques sur la ligne confédérale. Première visée, la Fédération unitaire chimie (FUC), celle de M. Maire, dont le poids symbolique reste fort. Mais aussi la Fédération de l'énergie et la région Rhône-Alpes dont elle a fustigé l'incapacité à présenter un candidat au bureau national.

LE RENET DU QUITUS
N'acceptant qu'une « critique » - « le décalage dans le temps de notre expression publique » - M^{me} Notat a dénoncé un désaccord de fond entre ceux pour qui la réforme « n'est qu'un habillage de circonstance » et ceux « chez qui l'idée de réforme est même étrangère » car « ils partagent une vision désespérée d'un monde où tout ne peut que s'aggraver ». Elle a réaffirmé sa confiance « dans la puissance trans-

formatrice de l'action collective ». Elle a rappelé que « le rapport de force est une condition première de réussite ». Constatant que la CFDT est une « organisation puissante », elle l'a invitée à se dégarer de son complexe d'infériorité « pour qu'elle joue à égal, voire en grand frère de la CGT ». M^{me} Notat a estimé qu'il était vain « de vouloir travailler avec les responsables de FO ». Très réservée sur l'unité d'action, elle n'a pas

évoqué la montée des conflits salariaux. Jeudi 23 mars, vers 17 heures, lorsque Robert Bonnard, secrétaire général de la Fédération de métallurgie, a annoncé le rejet du quitus, la moitié des 1 400 délégués se sont agités dans un brouhaha indescriptible. « Osans, osans, osans... », ont-ils scandé sous des huées. A la tribune du congrès, Nicole Notat, secrétaire générale dé-savouée, accuse le coup mais garde

le sourire. Après une suspension de séance, Robert Bonnard déclare que « cela constitue une situation particulière ».

Vendredi 24 mars, vers 2 heures du matin, l'ensemble de la commission exécutive - le gouvernement de la CFDT - a été réélue lors du vote sur la composition du bureau national. Un quitus rejeté, une réélection meilleure qu'en 1992, alors que M^{me} Notat avait l'avantage de ne voir se profiler aucun candidat pour prendre sa place : s'agit-il d'un coup d'épée dans l'eau ? La CFDT s'est offert un psychodrame comme elle en a le secret. M^{me} Notat voulait marquer ce congrès du « sceau de la clarification ». Mais il a donné lieu à des règlements de comptes. M^{me} Notat voulait aussi opérer une « frappe chirurgicale », alors que la FUC, très virulente, avait donné le « la » à l'opposition. Jacques Danière (chimie de Rouen) avait souligné que les « deux sentiments dominants dans ses syndicats étaient la colère et l'impatience ». Avec le rejet du quitus, les délégués ont marqué leur réprobation face à

la crise de 1992. Mais la réélection de Nicole Notat et des membres de la commission exécutive au sein du bureau national a montré aussi que la défiance n'était pas totale à l'égard de l'équipe sortante. M^{me} Notat a cependant essuyé un camouflet qui restera comme un avertissement. Commentant ces résultats en apparence contradictoires, elle a estimé qu'« après avoir marqué son amertume le congrès a procédé à un rétablissement qui a rectifié l'interprétation » du quitus. « Il faut avancer et travailler ensemble », a-t-elle ajouté. Mais sa victoire ressemble à une victoire à la Pyrrhus. Son image nationale a été écornée. Le congrès de Montpellier laissera de durables séquelles. « Quand la critique est excessive, elle est insignifiante », s'est exclamée M^{me} Notat pendant le congrès. Une phrase qui vaut pour tout le monde, y compris pour son auteur. Avec ses crises à rebondissements, l'image de la CFDT ne sort pas grande de son quarante-troisième congrès.

Alain Beauvère-Méry

M. Le Pen : le « jeune Comorien » de Marseille a été tué « par ricochet »

JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national, a assuré jeudi 23 mars, sur TF 1, à propos du meurtre à Marseille d'un jeune Français d'origine comorienne par des collègues d'affiches du Front national que « l'enquête préliminaire (autopsie et enquête balistique) tendent à prouver que le malheureux Ali a été tué par un ricochet ». « Ce serait donc la preuve que la mort de ce jeune Comorien viendrait (...) d'un homicide par imprudence, d'un accident », a-t-il ajouté. Pourtant, lors de l'enquête de flagrance - il n'y a pas eu d'enquête préliminaire - aucune expertise balistique n'a eu lieu en raison des délais. L'autopsie balistique sur le corps d'Ibrahim Ali lors de cette phase de la procédure n'a en rien conduit à un tir par ricochet, et les policiers, qui sont retournés à trois reprises sur les lieux, lors de l'enquête de flagrance, n'ont trouvé aucune trace de cet éventuel ricochet sur la route.

M. Le Pen a indiqué, par ailleurs, sur TF 1 que si un « candidat de droite » était opposé à Lionel Jospin au deuxième tour, il n'était « pas certain » qu'il ferait voter pour lui. « Quatorze ans de socialisme nous ont dégoûtés de cette option, mais comme les autres font aussi du socialisme sans le dire, la nuance pourrait justifier une étude plus fine », a affirmé M. Le Pen.

DÉPÊCHES

■ **PRÉCAUTION** : Philippe Séguin a recommandé, jeudi 23 mars sur France 3, de ne pas parler de l'organisation de la majorité et de la nomination du prochain premier ministre avant le soir du second tour. « On rendrait un bien mauvais service aux candidats en général, et à Jacques Chirac en particulier », a-t-il affirmé.

■ **RALLIEMENT** : Michèle Alliot-Marie indique, dans un entretien accordé à *Sud-Ouest* du vendredi 24 mars, qu'elle soutient Jacques Chirac pour l'élection présidentielle. Par ailleurs, le ministre de la jeunesse et des sports a créé un « bureau permanent de liaison » pour « l'unité du mouvement gaulliste » à laquelle adhèrent 140 parlementaires RPR.

■ **VOTE UTILE** : Henri Emmanuelli a lancé, jeudi 23 mars au « Grand O'FM-La Craie », un appel au vote utile à gauche en faveur de Lionel Jospin. « Je ne souhaite de mal à aucun candidat de gauche, a-t-il déclaré, mais les gens comprennent bien quand même que le seul candidat à gauche qui peut être challenger au deuxième tour, c'est Lionel Jospin ».

■ **RETRAITES** : plusieurs milliers de personnes, surtout des personnes âgées, ont manifesté, jeudi 23 mars, à Paris pour la défense des retraites. Le cortège principal a été celui de la CGT, qui a réussi à mobiliser plus de 20 000 manifestants. Le deuxième défilé a été celui des agents communaux et hospitaliers de Force ouvrière inquiets du sort de leur caisse de retraite. D'autres rassemblements réunissant des retraités de la SNCF, de La Poste et d'EDF-GDF, ont également montré des signes d'inquiétude quant au secteur public. Des manifestations ont été également organisées en province, notamment à Bordeaux et à Marseille.


Le gouvernement fait de nouvelles concessions en Corse

LA RÉPONSE du gouvernement aux syndicats corses dans la nuit du 22 au 23 mars n'a pas hâté la fin de la grève générale déclenchée le 27 février et, pour les services du Trésor, le 13 février. S'il n'est pas question de modifier le calendrier de création de la « zone zéro » (*Le Monde* du 23 mars), le retrait des plaintes déposées en raison de certains faits de grève a été décidé par les pouvoirs publics, tandis que « la plus grande bienveillance » a été recommandée aux chefs de service, s'agissant des retenues sur salaires. Enfin le préfet de Corse, Jacques Coeffé, a annoncé que lors de l'installation de l'Observatoire économique régional, début avril, la situation particulière des retraités de la fonction publique sera examinée, à partir des constats de l'INSEE sur la distorsion des prix entre la Corse et le continent. La grève s'est donc poursuivie jeudi 23 mars et vendredi 24 afin d'obtenir le paiement intégral des jours non travaillés, ce qui a été acquis. La décision devrait ensuite être prise par les assemblées générales, administration par administration, de reprendre le travail lundi 27 mars. La question de l'extension de l'indemnité de transport aux salariés et aux retraités du secteur privé restera toutefois posée, et, si une solution n'est pas trouvée, le risque de nouvelles tensions est inévitable. - (Corresp.)

EBEL

les architectes du temps

Même si votre EBEL est parantie 5 ans, rien ne l'empêchera de prendre une heure de retard dans la nuit de samedi à dimanche.



DIMANCHE 26 MARS: N'OUBLIEZ PAS D'AVANCER VOTRE MONTRE D'UNE HEURE

ROYAL QUARTZ 10 RUE ROYALE 75008 PARIS TEL: (1) 42.60.58.58

L'Ile-de-France veut concilier économie et environnement en créant le parc du Vexin

La préservation d'une activité industrielle a été au centre des débats du conseil régional

Le conseil régional d'Ile-de-France a voté à l'unanimité, jeudi 23 mars, la création d'un deuxième parc naturel régional près de la capitale. Après

celui de Chevreuse, le parc du Vexin, qui s'étend sur 68 000 hectares au nord-ouest de Paris, va permettre à près d'une centaine de communes

du Val-d'Oise et des Yvelines de protéger leur environnement, mais également d'assurer leur développement économique.

SITUÉ AU NORD-OUEST de l'Ile-de-France, le Vexin français est une entité géographique et historique particulière. L'unité des paysages et de l'habitat en fait un véritable terroir. Immortalisé par les toiles de Van Gogh qui a fini sa vie à Auvers-sur-Oise. Le périmètre du parc concerne la seule Ile-de-France, alors que le Vexin s'étend sur la Picardie et dans une moindre part sur la Normandie, deux régions qui n'ont pas encore mis au point leurs propres projets. Il portait à l'origine sur 100 communes réparties sur les départements du Val-d'Oise et des Yvelines. Ces derniers mois, 77 des 79 communes du Val-d'Oise ont choisi d'adhérer au parc, ainsi que 17 des 21 communes des Yvelines.

Un grain de sable aurait pu se glisser dans la dernière phase de la création du parc : une entreprise de cimenterie a tenté de faire modifier le rapport présenté jeudi au conseil régional d'Ile-de-France. Toute modification de la charte du parc risquant de remettre en cause ce projet, l'exécutif régional présidé par Michel Ciraud (RPR), ministre du travail, a dû préciser ses objectifs pour obtenir l'accord de l'assemblée, accord préalable au classement par le ministre de l'Environnement.

Antoine Gendry, président-directeur général de Calcia, une filiale du groupe des Ciments français qui exploite une carrière dans les Yvelines, avait affirmé le 17 mars : « La charte du parc comporte une difficulté majeure. Elle ne fait mention d'aucun moment des réserves de calcaires cimentiers incluses dans son périmètre. Ces réserves conditionnent l'extension et donc la survie de la carrière que



Unité géographique du parc

nous exploitons à Gargenville. Celle-ci sera épuisée dans moins d'une dizaine d'années, alors que mille deux cents emplois directs et indirects dépendent de cette activité ».

LUTTE CONTRE L'URBANISATION

Ce véritable chantage à l'emploi, « procédé inadmissible » selon Didier Julia, vice-président (RPR) de la région, chargé de l'environnement, s'appuyait cependant sur la prise en compte de l'intérêt stratégique de l'Ile-de-France : celle-ci ne produit que le tiers des 35 millions de tonnes de ciment qu'elle consomme chaque année. Une lettre d'intention, signée le 14 mars entre l'Etat, la région et les représentants des professionnels, visait d'ailleurs de préconiser une gestion différenciée des matériaux de construction pour préserver l'indépendance de l'Ile-de-France et pour éviter qu'elle s'aillisse d'approvisionnement chez ses voisins. Or le gisement de Gargenville représente la moitié de la production française de ciment. Avec

125 millions de tonnes, il constitue pratiquement les seules réserves de la région.

Les ciments soulevaient également ce qui peut apparaître comme une contradiction dans les objectifs principaux des parcs naturels régionaux : la protection de l'environnement et le développement économique. La création du parc du Vexin a été difficile : il s'est écoulé plus de cinq ans entre les premières études et la délimitation du conseil régional. Certains élus locaux voyaient dans ce projet un moyen de lutter contre l'urbanisation, en particulier autour de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. D'autres, au contraire, craignaient d'être obligés de geler leurs projets de développement.

Dans plusieurs communes, le débat sur l'adhésion au parc a montré qu'une certaine ambiguïté persistait sur les objectifs des uns et des autres. A Guirancourt (Yvelines), où se trouve une grande partie de l'exploitation actuelle de la cimenterie Calcia, la bataille a été rude au conseil municipal : l'adhésion au parc n'a été votée que par cinq voix contre quatre. Le maire de cette petite commune de 476 habitants regrettait que le périmètre du parc n'englobe pas le bourg, mais ses administrés, presque unanimes, souhaitaient malgré tout une adhésion qui devait, selon eux, les protéger contre le projet d'extension de la carrière.

Cette extension, approuvée par le conseil régional de l'Industrie avec la création d'une « zone spéciale d'exploitation minière », porte sur 750 hectares, en grande partie sur la zone de Guirancourt. Il a fallu une intervention du préfet de région auprès de l'exécutif régional,

mercredi, pour que soit expressément mentionnée dans le projet du parc l'extension de cette carrière. L'amendement adopté par le conseil régional précise donc « qu'un parc naturel régional a pour objet de promouvoir un projet d'aménagement du territoire destiné à protéger le patrimoine naturel et culturel et à contribuer au développement économique et social, qu'il s'agisse d'activités agricoles, d'artisanat, de tourisme ou d'exploitation des ressources du sol et du sous-sol ; cette dernière, dans le cadre de la procédure réglementaire conduite par l'Etat, dans le respect des paysages et en assurant une réhabilitation exemplaire ».

Christophe de Chenay

■ ILE-DE-FRANCE : la dernière enquête effectuée par la Banque de France auprès des entreprises industrielles d'Ile-de-France (hors bâtiment) montre que celles-ci ont partiellement reconstruit leurs capacités financières, au point que leurs dirigeants « ont confirmé leur intention d'investir plus que les années précédentes », selon un document présenté mercredi 22 mars par Hervé Barelle, directeur régional de la banque. Globalement, les investissements augmenteraient de près de 12 % en 1995, par rapport à une année 1994 marquée par une augmentation des capacités financières de 9 %. Cette enquête s'appuie sur des documents comptables et les budgets réels des entreprises, et non sur de simples déclarations d'intention de leurs patrons. La direction régionale de la banque assimile cette prévision optimiste à un véritable « retournement de tendance ».

M. Mitterrand visite son fief nivernais

Le président de la République a multiplié les preuves de son attachement à la région où il a commencé sa carrière politique

NEVERS

François Mitterrand devait inaugurer, vendredi 24 mars à Nevers, les locaux de l'Institut supérieur de l'automobile et des transports. Après un déplacement récent dans sa ville natale de Jarnac, en Charente (Le Monde du 7 mars), le président de la République se rend donc une nouvelle fois en terre nivernaise, sa terre d'accueil politique. Tout au long de ses deux septennats, M. Mitterrand a gardé un œil bienveillant sur la Nièvre, dont il fut député dès 1946, président du conseil général dix-sept années durant, et où il a été maire d'une petite commune morvandelle aujourd'hui célèbre : Châteauneuf-Chinon. Avant d'expliquer que lui ont fait comprendre, a-t-il assuré, la nécessité de la décentralisation : « Je peux même dire - a-t-il affirmé lors d'une visite à Nevers, le 22 mars 1990 - que c'est à partir de mon expérience nivernaise que j'ai conçu la décentralisation ».

MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE

A partir du 10 mai 1981, et avec le soutien actif de Pierre Bérégovoy, installé à la mairie de Nevers dès 1983, M. Mitterrand a multiplié les preuves de son attachement à une région qui, jusqu'alors, n'avait guère bénéficié de la main de l'Etat.

C'est Pierre Bérégovoy qui a finalisé des projets chers au président, tel le circuit de formule 1 de Nevers-Magny-Cours. C'est également lui qui a fait entrer l'enseignement supérieur (avec un DEUG de droit, ou encore l'école d'ingénieurs inaugurée vendredi) dans un département jusqu'alors obligé de se tourner vers les centres universi-

taires de Dijon ou Clermont-Ferrand.

En matière de communications, l'Etat est également intervenu là où il en avait la compétence - sans que cela suffise à désenclaver totalement le département - avec l'élargissement (à deux fois deux voies)

Une école unique

L'Institut supérieur de l'automobile et des transports de Nevers (ISAT) a été créé en 1991 à l'initiative du maire d'alors, Pierre Bérégovoy. Unique en France, cet établissement, qui appartient à l'université de Bourgogne, accueille 140 élèves ingénieurs. Le cursus de cinq ans proposé actuellement comprend deux années de formation par alternance en entreprise, installée depuis octobre 1994 dans les locaux réhabilités d'un ancien arsenal militaire, cette école devrait accueillir plus de 300 élèves pour la rentrée 1998, dont une trentaine d'étudiants en thèse. « Le troisième cycle, explique le directeur de l'ISAT, Sharham Alvazzadeh, est le seul moyen de faire venir des enseignants et de pérenniser une école de ce type ». Autre objectif avoué : « Voir naître dans les sept ou huit années à venir des entreprises qui valoriseront les produits dérivés, les recherches et les prestations de services offertes par l'ISAT ».

(Corresp.)

de la nationale 7 sur la traversée de la Nièvre et l'arrivée prévue pour 1999 de l'autoroute A 67 aux portes du département, à Cosne-sur-Loire. Autre exemple : l'électrification de la ligne SNCF Paris-Châteauneuf-Chinon, qui met aujourd'hui Nevers à moins de deux heures de la capitale.

M. Mitterrand a, par ailleurs, donné à la Nièvre deux musées singuliers. Celui du septennat à Châteauneuf-Chinon, et, à Nevers, le fonds Mitterrand constitué de 18 000 livres : des ouvrages entreposés au deuxième étage du Centre culturel Jean-Jaures. En septembre 1985, M. Mitterrand a encore déclaré « site national » le mont Beuvray, haut lieu de l'histoire païenne - c'est là que Vercingétorix a réuni les peuplades éduens et arvernes pour les liguer contre César - qui, très bientôt, aura son musée archéologique. Début avril, dans ce coin du Morvan entre Nièvre et Saône-et-Loire, le président devrait en effet s'arrêter là, une fois encore, pour une nouvelle inauguration.

Jean-Pierre Foron

Philippe Depalle

Une première en France pour sauver le saumon de l'Allier

LE PUY

A Saint-Julien-des-Chazes (Haute-Loire), a été réalisée en janvier une première pour tenter de sauver la souche « saumon de l'Allier » (un poisson de 6 à 15 kilos dépassant parfois 1,20 mètre et séjournant trois ou quatre ans dans l'Atlantique) en voie d'extinction. Il s'agit de l'installation d'un incubateur, autrement dit d'une couveuse à saumons. Diverses mesures ont été prises pour tenter de sauver l'espèce : interdiction totale de la pêche, achats de géniteurs, démolition du barrage de Saint-Etienne-de-Vigan (Haute-Loire), financement d'une salmoniculture sur le haut Allier.

Mais en attendant que toutes ces décisions produisent leur plein effet, deux grandes associations, la Loire-Grands migrants (Logram) et l'Association de protection du saumon (APS), ont décidé l'installation de cet incubateur. Ce matériel a déjà fait ses preuves au Québec, pays qui fait référence en matière de saumon.

RENDEMENT ÉLEVÉ Il s'agit d'une cuve dans laquelle sont disposés des œufs de saumons fécondés, avec deux prises d'eau : une en amont, alimentée par un tuyau ; l'autre en aval. Une fois éclos, les alevins gagnent le cours de la rivière. Le rendement est très élevé car la plupart des risques encourus par les œufs pondus par les femelles dans la rivière sont éliminés : prédateurs, crues ou assèchements, sans parler du pourcentage bien inférieur des œufs fécondés dans la nature.

L'installation est d'un prix tout à fait abordable : 25 000 francs pour l'incubateur, auquel il convient d'ajouter les frais d'ins-

tallation, alors que l'on parle de 500 000 francs pour la salmoniculture. Ainsi, 50 000 œufs ont été mis en place, fin janvier, dans la couveuse. L'éclosion est prévue dans quelques jours, fin mars. Si seulement un poisson sur mille revenait sur les lieux de sa naissance après le grand voyage en Atlantique, le résultat serait prometteur. Trois incubateurs devraient être implantés dans le haut Allier si l'expérience en cours se révèle concluante.

Jean-Pierre Foron

Philippe Depalle

Retrouvez tous les jours les pages « Horizons » du nouveau Monde

Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.
Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
Par MINITEL : sur 3615 LEMONDE

L'AUTOMOBILE dans Le Monde

c'est chaque Lundi daté Mardi
Pour vos annonces publicitaires :
contactez le 44.43.76.23

DEMANDES D'EMPLOI

Ing. 24 ans, Méca., fu et thermique, ch. point à d. France entière, ind. cost. (1) 48-46-4518.

L'AGENDA

Cours

ACCENTS OF AMERICA
L'anglais américain et les différences culturelles.
Accueil : TOBIAS
9, rue Cassini-Chateaugay
75008 PARIS
44-07-05-05
M. DODON

Vacances

Tourismes

VACANCES DE PRINTEMPS
HOMME D'ENTREPRISE
JURA (500 m altitude)
prix très intéressants
Agencement moderne et Sport, Vies et loisirs occasionnels vos enfants dans une campagne fermée 2000 m, confortablement rénovée, 2 ou 3 enfants par chambre avec s. de bain, vue, 2 salles de bains, cuisine équipée et four, 11, rue SABRETTA, 21000 DIJON, France. Tél. : (03) 81-381-331.

Association

Cours

知道
CADRES et DÉBUTANTS
PARLER CHINOIS
Vive et avec plaisir ?
CHINA LANGUAGE EXPRESS
Tél. : 42-39-45-38

עברית

HÉBREU - Vocabulaire, grammaire, prononciation, écriture, culture, histoire, langue, etc.
INSTITUT MESSIAHA
B.P. 380 - 75009 Paris Cedex 18
Tél. : (1) 42-62-25-91

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

appartements ventes

5^e arrondissement

257 rue St-Jacques
dans résidence neuve de 10 étages, 4/5 p., 120 m², 3^e ét., avec 3 chbres, s/b, 37 m², cave, 14 m², salle parée, 2 s. de bain, Nive. pierre, réputation sol, sols bois, prestations, cave et parking, ch. en sous-sol, disponible immédiatement. Prix très réduits. Tél. : 46-03-22-00

12^e arrondissement

PENTHOUSE TERRASSES BASTILLE 7^e
s. d'étage, ch. part. 4 800 000
Tél. : 43-44-01-90

14^e arrondissement

Prix intéressant
M^e ALESIA, 105 m²
1^{er} ét., 3 chbres, cave, 2 bds, log. (1), rue SABRETTA, 21000 DIJON, France. Tél. : 43-35-06-73

15^e arrondissement

Prix intéressant
VAUGIRARD 90 m²
récent, 4 ch., park, bds, log. (1), 84, rue d'Alger, samedi, dimanche 14 h à 17 h

MOTTE-PICQUET

2^e, 45 m² 650 000 F
UNICREDO 47-05-02-02

MERcredi 29 MARS

SPECIAL LOCATIONS

locations offres

PART. LOUEE 100 m²
100 m², ch. b. 2 ch., cave, Acacia, 10^e et dernier étage, cave et bon terrain. Accès direct car et gratuit. Normes prest. 9 600 F + 1 200 F ch. / mois. Tél. : 45-07-92-61

3 500 F/MOIS
à 40 m PARIS, direct. AG MONTESSON pour SNCF ANCIEN INGENIEUR

villegiatures

CAP FERRET (samedi), bord de mer, grande et petite villa (1) 50-50-40-02 (p.p.)

Terrains

COTE VAROISE entre HYÈRES et LE LARROUQUET lots de terrain de 1 700 m² à 2 800 m². A partir de 760 000 F TTC. Vue imp. sur mer, les et collines. 58 10 km des ILES D'OR LA LOMBE
Tél. : (03) 94-45-41-42 Fax : (03) 94-35-01-04

viager

Libre Pte Dorée (St-Mandré) de 50 m² copropriété, Pte 74 250 000 + 5 100 F/mois. Vigan Cruz : 42-66-19-00.

immobilier d'entreprises

VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS ET VOS SERVICES 44-45-46

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

UN CONTACT, POUR REPONDRE A VOS QUESTIONS
44.43.77.40

مركز الدراسات والبحوث

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 25 MARS 1995

PSYCHO-SOCIAL Afin d'améliorer la prise en charge des souffrances psychiques, particulièrement chez les jeunes et les personnes en situation de précarité, Simone

Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a estimé que « le dispositif sanitaire doit résolument s'ouvrir sur le social ».

● INAUGURANT la cinquième se-

maine nationale de la santé mentale, qui s'achève dimanche 26 mars, M^{me} Veil a repris la proposition d'un groupe de travail présidé par le professeur Antoine Lazarus, consistant

à ouvrir, au sein des structures d'intervention sociale, des lieux d'écoute réservés aux populations en difficulté. ● DES LIEUX spécifiques pour les adolescents seront

par ailleurs installés dans les établissements hospitaliers, et les services d'urgence devront obligatoirement disposer d'un accueil psychiatrique en coordination avec le SAMU.

L'exclusion exige l'évolution de la prise en charge des maladies mentales

Tandis que des experts déplorent une « incapacité de collaboration » entre les secteurs psychiatriques et les dispositifs sociaux, M^{me} Veil met en garde contre le risque de « psychiatisation de l'exclusion »

MALADIE MENTALE ou souffrance sociale? La montée de la précarité dans la société française bouleverse les critères habituels de prise en charge de la santé mentale. Sous le titre « Une souffrance qu'on ne peut plus cacher », un groupe de travail pluridisciplinaire présidé par le professeur Antoine Lazarus, constitué en novembre 1993 par la délégation interministérielle à la ville (DIV) et la délégation interministérielle au revenu minimum d'insertion (DIRMI), vient de rendre public le résultat de ses travaux. Il déplore une « incapacité de collaboration entre le secteur [psychiatrique] et les divers dispositifs sociaux », qui serait notamment due « à la grande difficulté qu'a toujours eue le secteur à mettre en place une pratique de prévention ».

Fort d'une approche résolument transversale du phénomène, la cinquantaine d'experts du groupe « Ville, santé mentale, précarité et exclusion sociale » refusent de proposer un modèle administratif unique d'organisation. Ils observent tout d'abord que les personnes les plus démunies « souffrent rarement et pas plus que la population générale de maladies mentales répérables ». Ils ajoutent que la fréquence des



symptômes rattachés à une pathologie mentale sévère (dépression majeure, forte angoisse, phobie...) est beaucoup plus élevée chez les allocataires du RMI que dans la population générale, mais pas celle liée à des pathologies mentales légères. Mais, comme le disent les rapporteurs, une chose est d'entendre, une autre est de savoir de quel il s'agit et comment agir. Les symptômes actuels qui

sont repérés - la fatigue, l'échec, le manque d'énergie, la honte, la déniégation, l'absence de liens sociaux... - relèvent-ils des caractéristiques pathologiques des individus ou bien sont-ils simplement un signe de l'impuissance des dispositifs sociaux à agir sur les conditions de vie des quartiers?

Souffrance existentielle assimilée à une pathologie mentale ou

souffrance liée au contexte social : les experts s'abstiennent de trancher. Certains cliniciens cités dans le rapport ont affirmé qu'« il est impossible, même cliniquement, de distinguer les dépressions des situations de désespérance, et que les deux ne relèvent pas du même traitement, il n'y a donc pas de substitution possible entre la psychiatrique et le social ».

La sortie hors des murs institutionnels, dans des lieux non spécialisés, n'est pas encore de pratique courante, ajoutent à cet égard les rapporteurs, ce qui contribue à renforcer l'impression des professionnels du social d'être laissés isolés face à des problèmes qu'ils ne maîtrisent pas.

ESPACES DE PAROLE

Dans la spirale de la désocialisation, où « tout se passe comme si des démarches complexes comme celle du contrôle, du projet (d'emploi, de formation, de vie) » étaient exigées « des personnes les plus marginalisées », il ne s'agit pas non plus de « psychiatiser le social ». Il semble ainsi « nécessaire de dépasser la santé dans son acception classique de réparation et de prévention de la maladie et de considérer que certaines formes de mal-être, qui ne sont pas la maladie mentale, qui n'y conduisent pas forcément, peuvent

entraîner un recours à des actes de soins ; parallèlement, il faut considérer que le volet santé d'un certain nombre de dispositifs sociaux mérite d'être renforcé (...) ».

Le groupe de travail insiste ainsi sur la nécessité de développer des lieux d'écoute et d'expression de la souffrance, « parce que soigner celle-ci est, d'une part, une mission de service public et, d'autre part,

groupant, au niveau national, la direction générale de la santé, la direction de l'action sociale, la DIV, la DIRMI et la direction des hôpitaux sera chargée de coordonner les efforts et d'initier de nouvelles expérimentations. Les cinq administrations précitées « s'engagent (...) à assurer ce programme expérimental et d'étude pour 1995 et 1996 ». Un premier

Accéder aux soins

« Afin de mettre fin aux dysfonctionnements encore nombreux » dans l'accès aux soins des populations défavorisées, Simone Veil et Philippe Douste-Blazy, ministres en charge de la santé, ont adressé, mardi 21 mars, une circulaire aux préfets de région et de département leur enjoignant de « réunir sans délai les principaux partenaires de [leur] département concernés par les questions d'accès aux soins ». Cette concertation devra aboutir à un « bilan de la situation » dans chaque département avant le 1^{er} juin et déboucher sur « un plan départemental d'accès aux soins » avant le 1^{er} octobre.

L'attention des préfets est attirée notamment sur les délais d'instruction des dossiers, les difficultés d'élection de domicile pour les personnes sans résidence stable et les obstacles rencontrés par les jeunes en situation précaire, les bénéficiaires du RMI et les étrangers en situation irrégulière pour bénéficier de l'aide médicale.

relève d'une bonne prévention de la consommation de soins plus coûteux ». Au vu des quelques expériences déjà tentées en la matière, les experts estiment que ces espaces de parole ne doivent pas se substituer aux lieux d'accueil, d'aide et d'orientation des plus démunis, que la séparation des fonctions « doit être lisible et crédible pour l'usager » et que des « spécialistes de l'écoute thérapeutique » doivent seuls assumer cette charge.

Parce qu'il n'y a pas de critères permettant de définir les ayant droit de l'écoute psychothérapeutique de la souffrance, ces dispositifs installés dans les lieux d'intervention sociale devront rester extrêmement diversifiés, être évalués, et des crédits spécifiques leur être alloués. « Il ne s'agit pas (...) de mailler le territoire de lieux d'écoute et d'expression de la souffrance des personnes en situation d'exclusion en en créant sur le papier autant que de secteurs, de comités locaux d'insertion ou selon un pourcentage pondéré du nombre d'allocataires du RMI ou de chômeurs », précisent les auteurs.

Une « cellule technique » re-

rapport d'exécution devra être établi au mois de juin 1996. Annonçant, mardi 21 mars, que ces lieux d'écoute seraient financés, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a estimé que « la psychiatisation de l'exclusion est un risque aussi important que la non-prise en compte des souffrances psychiques de ces populations ».

« Quand les espaces publics de vie sont délaissés, l'isolement s'installe, estime encore les experts, qu'on ne peut pas interdire la fonctionnalité d'abord sur le fantasme de l'agression, quand il n'y a pas d'espace-temps de parole commune, ni celui du travail (parce que la communauté de travail s'est elle aussi délitée), ni celui de l'école, ni celui des actes de la vie quotidienne (magasins, bistrots, laveries...), c'est l'existence même de la cité tout entière qui est menacée. » Prendre en charge le mal-être et les souffrances des personnes en situation de précarité c'est aussi « adapter une vision autre, moins économiciste, moins productiviste de ce que l'on nomme crise ».

Laurence Folléa

Mieux prévenir les tentatives de suicide

LA PRÉVENTION du suicide, qui constitue la première cause de mortalité chez les 25-34 ans et la deuxième, après les accidents de la route, chez les 15-24 ans, fait l'objet de nombreuses interrogations. Si des faisceaux d'indices commencent à être mis au jour - la fugue, une consultation médicale accrue, une demande de soins insistante, une rupture relationnelle, - rien ne permet aujourd'hui d'affirmer avec certitude qu'un jeune risque de passer à l'acte. La marge de manœuvre est donc étroite, et la seule prise en compte des symptômes comportementaux est à l'évidence insuffisante.

Une étude de l'Organisation mondiale de la santé a évalué en moyenne à 1,65 pour mille chez les hommes et à 2,8 pour mille chez les femmes les taux annuels de tentatives de suicide en Europe. On estime, en France, que plus de 11 000 personnes se suicident chaque année. Le succès des services d'écoute téléphonique des appels de dé-

trese a témoigné, s'il en était encore besoin, de l'urgence de ces actions. La plupart de ces actes désespérés se font par intoxication médicamenteuse, les adolescents semblant cependant « préférer » la phlébotomie (incision des veines).

A défaut d'avoir mis en place une véritable politique de prévention en amont des conduites à risques, et devant la faillite relative de cette prise en charge par l'école et les services sociaux, les pouvoirs publics annoncent aujourd'hui la mise en place de lieux d'écoute spécifiques pour les adolescents. Afin de « leur procurer des soins adaptés, notamment en situation de crise », Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a indiqué que « des instructions seront données aux directeurs d'établissements pour que, dans le cadre du secteur, en milieu extra-hospitalier, ces lieux soient mentionnés par le projet d'établissement et que leur financement soit prévu ». La prévention

spécifique des récidives devrait également être prise en compte dans leurs missions.

Dans le même esprit - « ajuster l'offre de soins aux besoins » - et, parce que « 20 % à 30 % des patients qui ont recours aux urgences présentent des problèmes d'ordre psychique », M^{me} Veil a souhaité la création dans chaque service d'urgence hospitalier d'un accueil psychiatrique en coordination avec le SAMU. Cette organisation sera rendue obligatoire dans le cadre des décrets d'application de la réforme des services d'urgence. Estimant enfin que « le dispositif sanitaire doit résoudre l'urgence du social », le ministre de la santé souhaite développer les soins de réadaptation en psychiatrie, des soins qui « évitent des retours prématurés dans le monde du travail et améliorent l'autonomie des patients dans la vie quotidienne ».

L. F.

La police intervient dans un camp de réfugiés roumains dans les Yvelines

LA POLICE est intervenue, jeudi 23 mars, dans le camp de fortune de Carrières-sur-Seine (Yvelines), où sont installés depuis près de six mois plus de trois cents Roumains dont la plupart vivent en semi-clandestinité. Sur place, les policiers ont retrouvé quarante-trois caravanes volées ainsi que vingt-sept voitures dérobées dans la région et réduites à l'état d'épaves. Trente-deux personnes ont été placées en garde à vue pour recel. Vingt-cinq sont en situation irrégulière et pourraient faire l'objet d'une procédure de reconduite à la frontière.

C'est la cinquième opération de police menée en six mois sur ce terrain vague. L'opération de jeudi, qui a mobilisé plus de cent policiers, ne visait pas, comme ce fut le cas les fois précédentes, à interpellier des personnes en situation irrégulière. Il s'agissait d'une opération de police judiciaire dans le cadre d'une enquête pour vol et recel. Lundi 20 mars, lors d'une descente dans le camp, les policiers avaient identifié une quarantaine de caravanes volées.

Une tranchée avait alors été creusée autour du terrain et les policiers en filtraient les allées et venues. Durant toute la journée de jeudi, aidés d'une pelleteuse et de camions-grues, ils ont récupéré les quarante-trois caravanes, dont la moitié avaient été désertées dès

lundi soir par leurs occupants. Pendant qu'elles étaient dirigées vers la fourrière intercommunale de Saint-Germain-en-Laye, trente-deux personnes étaient interpellées et interrogées dans un gymnase voisin, avant d'être placées en garde à vue.

Sur une bretelle d'autoroute

Dans ce terrain devenu au fil des mois une véritable décharge, les enquêteurs ont également retrouvé vingt-sept carcasses de voitures volées récemment dans la région. Certaines étaient aménagées en abri de fortune. D'autres étaient disposées sur la berge de la Seine prêtes à être jetées dans le fleuve. Plusieurs associations humanitaires s'étaient émuës des conditions de vie catastrophiques dans ce campement où Médecins du monde intervenait régulièrement. Selon le directeur de cabinet du préfet des Yvelines, qui supervisait jeudi les opérations en compagnie du procureur adjoint de Versailles, « vingt-cinq Roumains se trouvent en situation irrégulière et leurs dossiers seront étudiés au cas par cas ».

Ils risquent pour la plupart une reconduite à la frontière. Après la visite des policiers en début de semaine et l'imposant dispositif mis en place jeudi, la chef du camp, Poolina, a indiqué qu'ils allaient quitter Carrières-sur-Seine. Elle-même a tracté avec sa

voiture une partie des vingt caravanes encore en état de rouler. Les Roumains se sont réinstallés en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise. Ils y avaient déjà séjourné à l'automne dernier avant d'être expulsés par les municipalités.

De fait, plusieurs familles errent depuis 1989 entre Yvelines, Hauts-de-Seine et Val-d'Oise. Il y a six ans, venues de Timisoara, Deva ou Brasov, elles s'étaient installées sur un terre-plein sous le pont de Bezons, à Nanterre, pour y passer un premier hiver dans des carcasses de voitures et des caravanes. Six cents personnes furent un temps dénombrées dans ce camp. En octobre 1993, un plan d'aide au retour est mis en place par la préfecture des Hauts-de-Seine. Soixante-seize adultes seulement acceptent de quitter la France, les autres s'égaillent dans la nature. En 1994, les familles s'installent sur une bretelle d'autoroute à Gennevilliers, puis à Saint-Erke et Montmagny dans le Val-d'Oise, et enfin sur le terrain vague de Carrières-sur-Seine (Le Monde du 10 février). Depuis leur arrivée dans les Yvelines, une cinquantaine de Roumains ont été reconduits vers leur pays d'origine. Bon nombre d'entre eux n'ont mis qu'une quinzaine de jours à regagner la France.

Jean-Claude Pierrette

Un Zaïrois, père d'un enfant français, passager du premier charter d'expulsion européen

ÊTRE MARIÉ à une Française et père d'un enfant français d'un an n'a pas empêché un Zaïrois de trente-quatre ans d'être conduit sous escorte policière, mercredi 22 mars à l'aube, dans un avion pour Kinshasa. Wumba-Claude Nzaki est l'un des treize Zaïrois en situation irrégulière en France embarqués à bord du premier charter d'expulsions organisé à l'échelon européen (Le Monde du 24 mars).

Arrêté par les autorités néerlandaises, l'Airbus de la compagnie Martinair a convoyé au total quarante-quatre Zaïrois interpellés aux Pays-Bas, en Allemagne et en France. Au-delà de cette « première » contestée par des avocats qui y voient une forme d'expulsion collective, formellement prohibée par la Convention européenne des droits de l'homme, le cas individuel de M. Nzaki illustre la multiplication, en France, de pratiques juridiquement contestables et humanitairement scandaleuses destinées à nourrir les statistiques de reconduites à la frontière.

En 1991, Wumba-Claude Nzaki s'était vu refuser le statut de réfugié politique et avait fait l'objet, en septembre 1992, d'un arrêté de reconduite à la frontière par le préfet de police de Paris. Six mois plus tard, il épousait Dominique Beaurain, une Française aujourd'hui âgée de trente-six ans qui lui donnait un fils, Joris, français par sa mère. Toutes les démarches entreprises par le couple

auprès de la préfecture se sont révélées vaines. En octobre 1993, le préfet leur opposait une fin de non-recevoir écrite basée sur la validité de son arrêté de reconduite de 1992.

VIOLATION DE LA VIE FAMILIALE

Par deux fois, des juges ont contesté cette position. En décembre 1993, M. Nzaki refuse de monter dans l'avion et se trouve déféré devant le tribunal correctionnel de Bobigny. Le jugement le relaxe en arguant de la violation de sa vie familiale. Un an plus tard, c'est le tribunal administratif de Paris qui a annulé - fait rare - la décision du préfet qui refusait d'abroger l'arrêté de reconduite. Le jugement confirme la « réalité de la vie familiale » et se réfère à la Convention européenne des droits de l'homme pour estimer que l'arrêté préfectoral « a porté atteinte à la vie familiale de M. Nzaki une atteinte disproportionnée aux buts en vue desquels ce refus lui a été opposé ».

Lorsque le couple, fort de ces deux jugements, reçoit une convocation à la préfecture de police, il pense loquacement qu'il va obtenir une régularisation. On lui demande de repasser le lendemain, mardi 21 mars, qui se trouve être la veille du jour où le « charter européen » pour le Zaïre est programmé. M. Nzaki se présente avec son bébé. L'après-midi, on appelle son épouse sur son lieu de travail pour qu'elle vienne récupérer

l'enfant. Elle se rend à la préfecture où on lui indique que son époux a été placé en rétention.

Dès le lendemain matin, le père de famille redevenu simple Zaïrois sans papier est conduit à Roissy. Il a été maintenu en rétention moins de vingt-quatre heures, délai qui aurait obligé la police à saisir le juge, qui aurait probablement ordonné la remise en liberté. « Convoquer les irréguliers la veille d'un vol, c'est une petite malice courante, certes pas très glorieuse mais qui nous permet d'obtenir l'exécution de nos décisions », commente-t-on à la préfecture de police, où l'on estime que « faire un enfant français n'annule pas un arrêté de reconduite à la frontière », même si la loi protège les parents d'enfants français contre une telle décision puisque « l'arrêté avait été pris lorsque M. Nzaki était célibataire et reste parfaitement valable ».

Les avocats du Zaïrois, M^{rs} Daniel Voguet et Stéphane Maugendre ne l'entendent pas ainsi. Ils ont saisi, jeudi 23 mars, le président de la Commission européenne des droits de l'homme pour tenter de faire reconnaître plusieurs violations de la Convention européenne. Outre l'atteinte au principe du « respect de la vie familiale », les avocats placent que M. Nzaki a été embarqué sans avoir pu exposer sa défense ni exercer le moindre recours.

Philippe Bernard

La Française des jeux tente de relancer le Loto

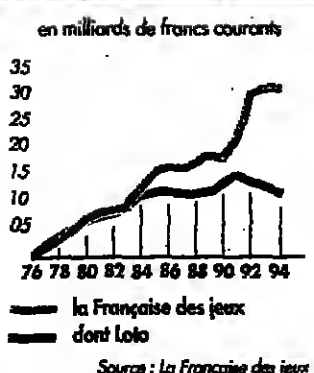
La création de Loto 7 vise à donner une nouvelle impulsion à un jeu qui souffre du succès des loteries instantanées par grattage

A partir du dimanche 26 mars, les bulletins de Loto comporteront, outre la traditionnelle grille de quarante-neuf numéros, un nouveau jeu additionnel, baptisé Loto 7, dont le premier tirage aura lieu le mercredi suivant, 29 mars. Pour une

mise unique de 7 francs, le joueur se verra attribuer, par le terminal informatique, un numéro à sept chiffres lui permettant de gagner de 17 francs à 7 777 777 francs. Il sera aussi possible de ne jouer qu'au Loto 7, sans remplir la grille

du Loto traditionnel dont la mise minimale est de 2 francs. La Française des jeux espère ainsi ainsi endiguer le déclin du Loto, un jeu, créé en 1976, auquel 32 % des Français ont participé au moins une fois en 1994.

L'essoufflement du Loto



Les "loteries instantanées" ont stimulé le chiffre d'affaires de la Française des jeux alors que le Loto a fléchi.

Sept francs représentent une somme intermédiaire entre le prix du Loto traditionnel (dont la mise minimale est de 2 francs) et celui des loteries instantanées par grattage, qui, depuis leur apparition, tirent le chiffre d'affaires de La Française des jeux.

Lancé en 1976, le Loto a connu un démarrage rapide (243 millions de bulletins en 1977) jusqu'au milieu des années 80. Depuis 1982, il ne cesse tendanciellement de décliner, en dépit des efforts de commercialisation (tirage du samedi, formule d'abonnement) déployés pour freiner sa chute. En

1994, 496 millions de bulletins ont été cochés (contre 690 millions dix ans plus tôt) pour un chiffre d'affaires de 12,3 milliards de francs, en baisse de 4,2 %. En fait, La Française des jeux a elle-même organisé la concurrence grâce à la palette toujours plus large des loteries instantanées (Tic-o-Tac, Banco, etc.), qui ont non seulement capté un public nouveau et sensiblement plus jeune mais, aussi, détourné une partie des habitudes des loteries traditionnelles.

DES RITES STABLES

Malgré une influence qui reste considérable (en 1994, 32 % des Français ont au moins une fois tenté leur chance), le Loto - qui reste l'apanage des actifs de 35-55 ans (avec une légère surreprésentation des ouvriers et employés) - est condamné à évoluer. « Changer est une obligation absolue, mais il ne faut pas bouleverser les habitudes. Jouer au Loto correspond à des rites extraordinairement stables. On joue le samedi et pendant les heures de travail. C'est pourquoi le Loto 7 est un produit complémentaire et pas un substitut », affirme Yves Grasset, directeur commercial et du marketing de La Française des jeux. Le projet - controversé - de lancement d'une loterie électronique jetable indique au passage que cet impératif concerne toutes les formules de jeu.

Le Loto 7, bien qu'il ne sollicite guère l'imaginaire des amateurs (un numéro leur est attribué automatiquement), devrait augmenter

de 5 % à 10 % le nombre de grilles validées dans les prochains mois, selon les estimations de ses créateurs. Ceux-ci espèrent que 40 % des bulletins « souscrivent » au Loto 7, apportant 1 à 2 milliards de francs supplémentaires. La réalisation d'un nouveau bulletin, décoré mais plus coloré sur fond blanc (et non plus jaune) ainsi qu'une nouvelle présentation des tirages télévisés ont été prévus pour rajouter une image qui commençait à prendre quelques rides.

Plus modestement, La Française des jeux espère à moyen terme parvenir à enrayer l'érosion du chiffre d'affaires du Loto. Un objectif assez ambitieux lorsque l'on considère la progression - quasi nulle - de l'ensemble des recettes de La Française des jeux en 1994. Contrairement à ce qui avait été observé les années précédentes, la montée de la crise et notamment la progression du chômage commencent en effet à freiner le développement des jeux de hasard, y compris des loteries instantanées. Les promoteurs du Loto, qui assurent avoir enregistré leurs moins bons résultats dans des départements où les difficultés d'emploi se sont fortement aggravées (notamment dans le nord et l'est de la métropole), considèrent qu'une reprise économique franche leur serait beaucoup plus profitable qu'un retour de flamme de la récession. La morale serait donc saine.

Jean-Michel Normand

Cinq ans de prison requis à l'encontre d'un céréalier

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE a requis, jeudi 23 mars, cinq ans d'emprisonnement ferme contre Albert Bach, âgé de soixante et un ans, qui comparait depuis lundi 20 mars devant le tribunal de Dijon pour escroquerie et banqueroute. Le « seigneur du blé » est accusé d'avoir fait signer des traites de cavalerie à quelque trois mille agriculteurs auxquels il consentait des avances sur récolte, et d'avoir utilisé ces documents pour cautionner d'importants emprunts. En 1991, l'établissement Bach, qui employait cent quarante-sept salariés à Mirebeau-sur-Bèze (Côte-d'Or), avait été placé en redressement judiciaire.

Le trou du second céréalier de France est aujourd'hui évalué à 650 millions de francs. Le procureur a également réclamé deux ans d'emprisonnement contre la femme d'Albert Bach, un an avec sursis contre son fils et dix-huit mois ferme contre l'informatique de la société. Enfin, il a requis six mois de prison avec sursis et 250.000 francs d'amende contre trois cadres du Crédit lyonnais, estimant qu'ils avaient couvert les malversations du céréalier. (Corresp.)

Réactions syndicales hostiles au plan Bayrou contre la violence

LES MESURES ANNONCÉES PAR LE MINISTRE de l'éducation nationale, François Bayrou, jeudi 23 mars (Le Monde du 24 mars), afin d'augmenter la sécurité dans les établissements scolaires, suscite des réactions négatives chez ses partenaires syndicaux. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FSU) se déclare hostile à l'aménagement des rythmes scolaires dans les établissements sensibles susceptible de « renforcer les inégalités ». Le Syndicat des enseignants (SE-FEN) qualifie ces mesures de « poudre aux yeux ». Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) les juge « dérisoires ». Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) estime qu'il s'agit « de mesures de bon sens, dont les trois quarts figuraient déjà dans le Nouveau contrat pour l'école » et la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) constate que la période électorale « n'est plus très propice à la mise en œuvre de mesures efficaces ».

DÉPÊCHES

■ TOXICOMANIE : le laboratoire Mayoly-Spindler va commercialiser la méthadone en France, a annoncé, mercredi 22 mars, Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé qui a précisé que l'autorisation de mise sur le marché serait publiée au Journal officiel, vendredi 31 mars. Les médecins généralistes pourront ainsi renouveler les prescriptions de ce produit de substitution à l'héroïne, la prescription initiale restant l'apanage des centres spécialisés (Le Monde du 7 décembre 1994 et du 19 février).

■ ILE-DE-FRANCE : la chambre régionale des comptes n'a « pas d'observations critiques » à apporter sur l'attribution des marchés passés par le conseil régional pour la construction, la réhabilitation et la maintenance des lycées entre 1990 et 1994, a affirmé, jeudi 23 mars, le président de la région, Michel Girard (RPR). La chambre observe que « la région avait assuré la transparence nécessaire » dans la mise en place de la procédure spéciale lui permettant d'accélérer les délais de construction. L'avis porte sur « la publicité des appels d'offres » et « les critères présidant au choix des entreprises ».

■ JUSTICE : la grève des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), jeudi 23 mars, a été suivie à 50 %, affirme le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée-protection judiciaire de la jeunesse (SNPES-PJJ). Une délégation a été reçue en fin de journée par le directeur de cabinet du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie. Le SNPES-PJJ demande notamment la suppression du gel des emplois.

■ HOLD-UP : plus de deux millions de francs ont été raflés par les auteurs de l'attaque meurtrière de l'agence du Crédit lyonnais, le 22 mars à Paris (Le Monde du 24 mars). Cette somme a été pour l'essentiel dérobée dans le fongeur de la Brim's. Les malfaiteurs, qui ont assassiné un automobiliste qui refusait de leur donner sa voiture, n'avaient toujours pas été retrouvés vendredi matin.

■ POLICE : un brigadier qui avait menacé d'une bête de base-ball et insulté un automobiliste français d'origine algérienne, en dehors de son service, a été condamné, jeudi 23 mars, par le tribunal de Marseille, à 3 000 francs d'amendes et trois mois de suspension de permis de conduire. Présenté comme irascible et particulièrement retors par sa hiérarchie, Jean-Claude Altamer n'avait pas supporté la vitesse trop lente du véhicule qui le précédait.

■ BAVURE : l'inspecteur Pascal Compagn a été renvoyé devant la cour d'assises de Paris, jeudi 23 mars, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Le 6 avril 1993, le policier avait tué d'une balle dans la tête Mokomé M'bowolé, un Zaïrois de dix-sept ans, pendant sa garde à vue, au commissariat du 18^e arrondissement parisien.

■ AFFAIRES : Maurice Arreckx a été une nouvelle fois mis en examen, jeudi 23 mars, à Toulon, pour abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux. Déjà écroué depuis les mois d'août pour corruption, il est poursuivi pour la possession de plusieurs comptes en Suisse ayant servi à alimenter des activités politiques.

La faculté d'Assas redécouvre les exactions de l'extrême droite

« IL Y EN MARRE de toujours entendre dire qu'Assas est une fac de fachos », Martin Couillet, président de la section PSA (UNEF-ID) du Centre Assas de l'université Paris-II, hésite entre colère et résignation. La réalité, une fois de plus, lui a donné tort. Sur le mur du local saccagé, des croix celtiques ont été peintes, souvenir de la dernière « descente » des « fafs ». Devant la porte, des « gudars », comme on surnomme ici les membres du groupe d'extrême droite de l'Union de défense des étudiants d'Assas (UDEA, ex-GUD), s'amusent comme d'habitude au jeu de la provocation. Insultes gratuites, blagues antisémites, propos racistes et parfois menaces de mort. Il faut être blindé pour s'armer militant sur ce palier du quatrième étage où sont regroupées toutes les organisations et associations d'étudiants de l'université.

Le « folklore » d'Assas, vieille antenne des années 70 et 80, vire parfois au tragique. Jeudi 16 février, cinq militants de l'UNEF-ID ont été hospitalisés après l'agression d'un commando d'une dizaine de personnes, le visage recouvert d'une cagoule, armés de marteaux et de mouches, un fléau japonais. Julien Meimon, un des responsables de la section, en est sorti le plus atteint : hémorragie interne, deux côtes cassées, luxation de l'épaule. Mercredi 15 février, Dan Lert, secrétaire du syndicat, avait lui aussi été conduit à l'hôpital, la mâchoire fracturée. Et mercredi 8 mars, un vigile a été frappé

alors qu'il tentait de protéger des responsables de l'Union interuniversitaire (UNI, proche du RPR). « Depuis le début du mois de février, sept ou huit personnes ont été blessées : c'est inimaginable », s'insurge Philippe Ardant, président de l'université. Après ces échouffourées, il a ordonné la fermeture pour un mois du local de l'UDEA, en attendant la décision définitive que devrait prendre le conseil d'administration du 5 avril.

LE PRÉSIDENT SUR LA SELLETTE

Cette recrudescence de la violence et de l'activisme de l'extrême droite commence à susciter de sérieuses inquiétudes. « Ils ne sont pas nombreux, tout juste une trentaine et, lors des élections n'ont recueilli que 280 voix », tente de relativiser Philippe Ardant. Récent à faire appel aux forces de police, le président ne dispose que de deux équipes de vigiles, eux-mêmes soumis aux menaces. « J'ai tout essayé. Mais en pareil cas, un président est particulièrement démuné », dit-il.

Récemment encore, Pierre Oldoni, un des « chefs » du groupe d'extrême droite, a été pour sept ans de l'université, paraissant dans les couloirs. Faute de témoignage, la plupart des plaintes n'aboutissent pas. « Nos enquêtes n'ont rien donné », note le procureur de la répression. « J'ai tout essayé. Mais en pareil cas, un président est particulièrement démuné », dit-il.

D'une même voix, les militants de l'UNEF-ID et de l'UNI dénoncent « l'impunité » de M. Ardant pour assurer la sécurité. A défaut, chacun évoque la menace qui pèse sur ce président toujours en exercice bien qu'ayant dépassé la limite d'âge. La menace d'un recours en annulation de ses décisions est sans cesse brandie, mais n'a jamais été mise à exécution.

Dans cette université de droit, fibre de figurer parmi les meilleures d'Europe, ces incidents ne semblent guère troubler « l'inertie » de la grande majorité des vingt mille étudiants. « Jusqu'à présent, il régnait un subtil équilibre avec une extrême droite qui se considérait chez elle en faisant régner l'ordre », note Martin Couillet. Depuis deux ans, il s'est produit un réel changement. Avec plus de mille voix, soit 26 % des suffrages, l'UNEF-ID est désormais le syndicat majoritaire, tandis que l'extrême droite a reculé de 25 %. « Nous préférons nous occuper des 60 % d'échecs en première année, de l'ordre social et de la condition de vie des étudiants », ajoute Martin Couillet.

« Cela vaut-il la peine de continuer face à des adversaires qui ont perdu toute mesure ? », s'interroge-t-on toutefois à l'UNEF-ID. « Les bêtes blessées sont les plus dangereuses », soulignait un étudiant visiblement dans la crainte de nouvelles exactions d'une extrême droite moribonde.

Michel Delberghe

Le dirigeant d'une filiale de la Lyonnaise des eaux est l'objet d'une enquête douanière

DANS LA MATINÉE du mardi 14 mars, les douaniers ont contrôlé et interrogé, dans la partie française de l'aéroport de Genève-Coligny, un voyageur en partance pour Paris, le directeur général - et « chargé des affaires internationales » - de la société Elyo, filiale du groupe Lyonnaise des eaux. L'attention des douaniers français a été rapidement attirée par deux documents qui montraient l'implication de ce chef d'entreprise dans l'affaire instruite à Créteil (Val-de-Marne) par le juge Eric Halphen, sur les fausses factures de la région parisienne : l'homme portait sur lui la photocopie d'un article du Figaro du 10 mars, relatant la mise en liberté de Jean-Claude Méry, promoteur proche du RPR, que le juge avait mis en examen au mois de septembre 1994, et la perquisition effectuée par le même magistrat au siège de l'office HLM de la ville de Paris ; surtout, le dirigeant d'Elyo était porteur d'une convocation le priant de se rendre, le 20 janvier à 11 heures, dans le cabinet du juge Halphen, « pour y être entendu

sur les faits qui le concernent ». Ce 14 mars, néanmoins, les douaniers se sont concentrés sur l'examen d'une page d'agenda également découverte sur le voyageur, et qui leur semblait plus en rapport avec d'éventuelles infractions douanières. Sur cette page figuraient plusieurs annotations manuscrites, dont les noms de gestionnaires de comptes dans deux banques suisses - le Crédit lyonnais de Zurich et le Crédit suisse de Genève - et la mention d'une somme d'argent - « 600 000 francs » - peuvent évoquer de discrets transferts de fonds de la France vers la Suisse.

UN MYSTÉRIEUX CORRESPONDANT

Ce soupçon était accru par l'inscription, sur cette même page, de signes de reconnaissance, dans la perspective évidente d'un rendez-vous avec un mystérieux correspondant, sans doute lecteur de la presse sportive : « Equipe sous le bras, monteur bleu ». Outre la référence à des conversions de francs français en francs suisses, d'autres mentions évoquaient des transac-

tions financières. « Je pense que cela doit être un rendez-vous, mais je n'ai plus souvenir de ce que cela doit être », a simplement dit aux douaniers le directeur général d'Elyo, qui a toutefois reconnu que ces inscriptions étaient bien de sa main. Questionné à propos du nom d'un cadre du Crédit lyonnais Zurich, dont il avait noté les coordonnées, il a ajouté qu'il s'agissait bien d'un « nom », mais qu'il ne « connaissait pas cette personne » et qu'il ne se « souvenait pas de la signification de cette notation ». Interrogé par Le Monde, jeudi 23 mars, le dirigeant d'Elyo a qualifié les documents trouvés en sa possession de « papiers relativement anciens qui traînent dans [ses] poches ». Il a aussi estimé que les noms qui y figuraient ne pouvaient évoquer des rendez-vous, « puisqu'il n'a jamais rencontré ces personnes ».

« Les douaniers m'ont simplement fait perdre du temps et rater mon avion, nous a encore déclaré le directeur général d'Elyo. Ils m'ont laissé repartir en me disant qu'aucun dût ne pouvait m'être reproché, que

le procès-verbal de mon audition serait transmis à leur direction et que tout cela resterait confidentiel ». Le procès-verbal a bien été transmis, et la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) a depuis ouvert une enquête, sur la base d'un soupçon d'« exportation illicite de capitaux ».

LES SALAIRES DE RÉMY HALBWAX

Ainsi le dirigeant d'Elyo est désormais l'objet de l'attention croisée des douanes et de la justice. Effectivement convoqué par le juge Halphen le 20 janvier, il avait obtenu le report de ce rendez-vous judiciaire au 2 février, date à laquelle le magistrat lui a notifié sa mise en examen pour « abus de biens sociaux ». Son entreprise, spécialisée dans le chauffage collectif et l'entretien des ascenseurs, et dont le siège est situé à Nanterre (Hauts-de-Seine), apparaît à plusieurs reprises dans le dossier des fausses factures des HLM de la région parisienne. Elle a notamment versé des salaires durant plusieurs années à

l'ex-policier Rémy Halbwax, principal collaborateur de Robert Pandraud, ce qui a motivé la récente mise en examen de l'ancien ministre, aujourd'hui député (RPR) de Seine-Saint-Denis et président du groupe RPR au conseil régional d'Ile-de-France (Le Monde daté 19-20 mars).

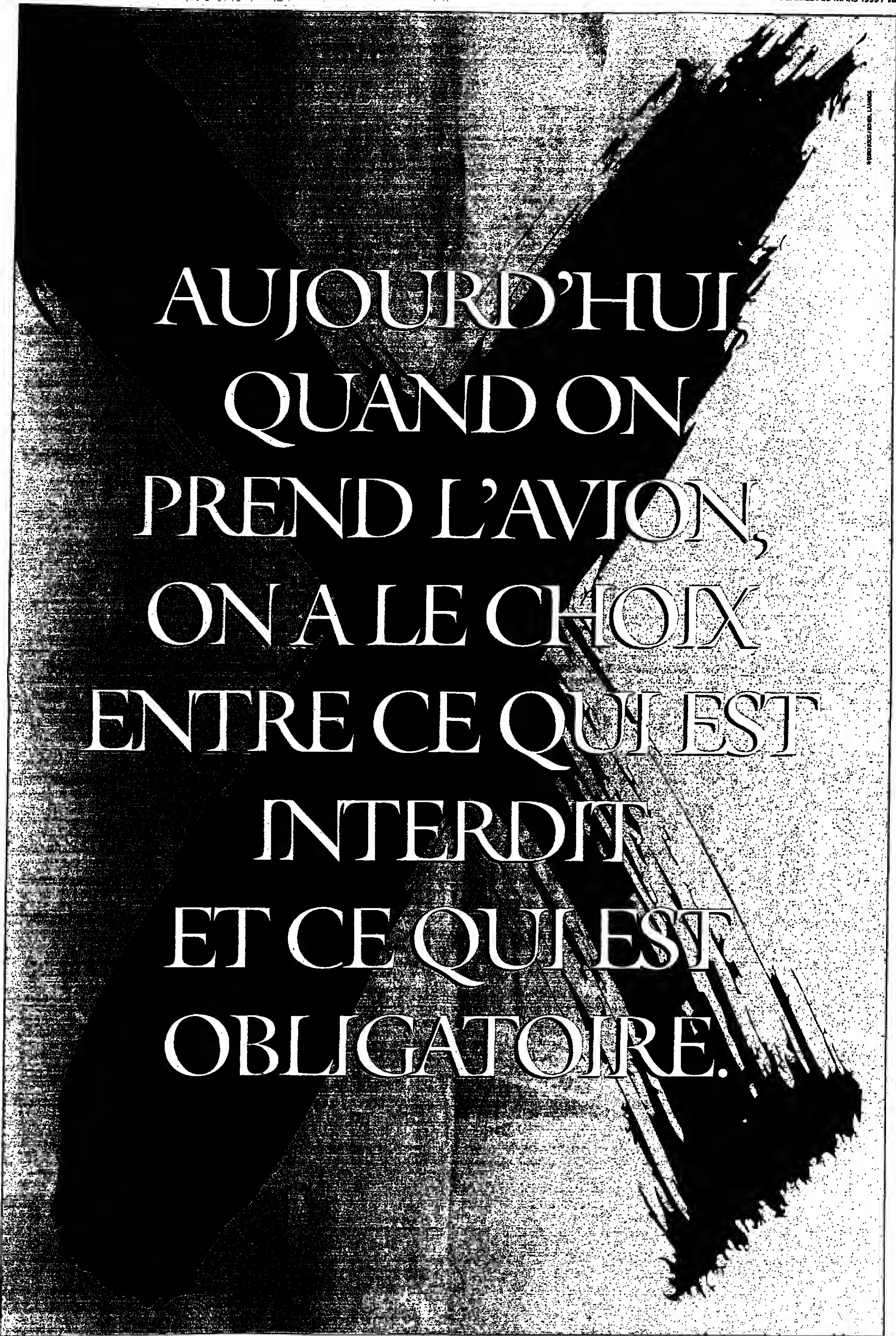
Interrogé une première fois par les policiers en novembre 1994, le directeur général d'Elyo a, depuis, été questionné par le juge Halphen le 2 mars, soit deux semaines à peine avant ce contrôle douanier. Justifiant les étonnements versés à M. Halbwax par une mission de « relationnel auprès des parlementaires », le chef d'entreprise avait, devant le juge, concédé que « les échos n'avaient pas été très favorables sur [les] activités commerciales » de Rémy Halbwax. Aussi ce dernier avait-il été chargé, dans un second temps, d'« informer le groupe sur les projets parlementaires en préparation. Il nous permettait de rencontrer des parlementaires », ajoutait le dirigeant d'Elyo. Robert Pandraud figurait parmi les députés

« approchés », précisait-il encore : « M. Pandraud avait souhaité être renseigné sur les problèmes d'énergie ».

Soupçonné d'avoir voulu, en rémunérant M. Halbwax, favoriser les activités politiques de Robert Pandraud, le chef d'entreprise a bien expliqué que « c'est pour son entretènement qu'il [M. Halbwax] est resté si longtemps dans [sa] société », mais l'enquête n'a pas révélé de liens entre ses interventions et l'attribution de marchés publics. Mis en examen le 28 octobre 1994 (Le Monde daté 30-31 octobre), le collaborateur de M. Pandraud avait été placé en détention provisoire durant trois semaines, puis libéré. Tout récemment informé de l'existence d'une enquête douanière, le juge Halphen a demandé la communication des éléments recueillis le 14 mars à l'aéroport de Genève, sans qu'il soit possible, pour l'heure, de savoir s'ils ont un lien avec son instruction.

Hervé Gattegno et Erich Incipian

مركزاً من الزمائل



AUJOURD'HUI
QUAND ON
PREND L'AVION,
ON A LE CHOIX
ENTRE CE QUI EST
INTERDIT
ET CE QUI EST
OBLIGATOIRE.

DISPARITIONS

Michel Garcin

Un révélateur de mille musiques

MICHEL GARCIN, éditeur de disques, est décédé jeudi 23 mars à l'âge de soixante-douze ans.

La mort de Michel Garcin rappellera aux jeunes gens de l'après-guerre le début de la merveilleuse époque du microsillon, au temps où Erato faisait ses premiers pas. A l'origine, un jeune couple d'éditeurs de musique, Philippe et Christiane Loury, après avoir publié quelques très beaux enregistrements de la Haydn Society, tentèrent en 1953 un coup d'éclat : la réédition d'un compositeur inconnu du grand public, Marc-Antoine Charpentier, grâce à son *Te Deum*, rendu fameux par l'Eurovision, qui, en quelques années, atteignit 100 000 exemplaires.

Ce disque fut présenté au Club des discophiles de Paris par un jeune musicologue, Michel Garcin, si plein d'enthousiasme que Philippe Loury le prit immédiatement comme directeur artistique d'Erato.

Né à Rochefort le 28 février 1923, Michel Garcin avait remporté les prix d'harmonie, contrepoint, fugue et histoire de la musique au Conservatoire de Paris : il était professeur à l'Ecole César-Franck. Mais comment résister aux fabuleuses promesses du microsillon qui révolutionnait la diffusion, pour ne pas dire la conception même de la vie musicale, et d'abord par un élargissement in-

crovable du répertoire ? Il sentait qu'il y avait tant de voies à ouvrir dans l'âge d'or de la musique qui s'annonçait.

Car Michel Garcin n'était pas un « producteur », mais un véritable « éditeur » de disques, c'est-à-dire qu'il ne se cantonnait pas dans l'enregistrement d'œuvres connues, celles qu'on entendait habituellement dans les concerts de l'époque, il s'était lancé avec une foi indomptable dans la révélation de mille musiques encore ignorées ou méconnues, du passé mais aussi du présent, à condition qu'elles soient belles et vivantes.

En même temps, il formait des équipes toutes neuves d'interprètes jeunes, modernes, exigeants, les Marie-Claire Alain, Maurice André, Jean-Pierre Rampal, Scimone, Sgrizzi, Corboz, Paillard, Lombard, Dutoit, Gardiner, Jordan, Pires, Amoyal, Hubeau, Minkowski (pour ne pas parler de Rostropovitch ou de Boulez !), qui lui doivent une grande part de leur célébrité, et en retour lui ont apporté leurs propres idées et découvertes. Le succès d'Erato tient pour beaucoup à cette communauté amicale de Michel Garcin avec tant d'interprètes dont il avait su deviner le talent.

Quel palmarès dégage d'une telle profusion de merveilles accumulées pendant quelque quarante années d'un labeur acharné ? Songeons que, pendant le premier

quart de siècle d'Erato seulement, Michel Garcin a réalisé 1 400 enregistrements, soit un par semaine, de la prise de son jusqu'au montage (domaine de sa femme Françoise), gravé 600 partitions de musique française, alignant 148 œuvres de musique contemporaine et 211 premiers enregistrements mondiaux, le tout salué par 160 Grands Prix du disque.

De Dufay et Josquin Des Prés à Messiaen, Dutilleul et Xenakis, en passant par l'intégrale de la *Servant morale* de Monteverdi, deux des intégrales Bach de Marie-Claire Alain, *Dardanus* et *Les Boréades* de Rameau, les intégrales des 550 Sonates de Scarlatti par Scott Ross, de la musique de piano ou de la mu-

sique de chambre de Fauré avec Jean Hubeau... Mais une si maigre énumération n'a guère de sens. S'il avait quitté à regret, en 1992, ce labeur auquel il avait consacré sa vie et ses forces, il gardait son entrain, son humour, son idéalisme, avec toujours en tête quelque beau projet. Une de ses dernières joies était de savourer chaque jour une des Contates de Bach ! Il avait adopté le pays de sa femme, où tous deux avaient fondé, avec de grands artistes amis, un petit festival, à Villevielle (Gard), pour que, même dans la campagne, règne cette musique qu'il avait tant aimée et si bien servie.

Jacques Lonchamps

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

— Françoise et Daniel souhaitent un joyeux anniversaire à

Armelle et Hélène.

— Istanbul, Nice, Bombay, Brest, Pour les soixante ans, Nous l'offrons

Ce bout du monde.

Bon anniversaire,

Papa.

Agès, Christine, Sylvie, Pierre-Yves, Patrick.

— Sa famille, ses amis, souhaitent un bon anniversaire à

Frederick BINGLER,

pour ses 28 ans.

— Nos abonnés et nos gestionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 23 mars est publié :

— Fonctionnaires : un décret « relatif au droit de mutation prioritaire et au droit à l'avancement d'ancienneté accordés à certains agents de l'Etat affectés dans les quartiers urbains difficiles ».

Lorsqu'ils justifient de trois ans, au moins, de services continus dans un même quartier urbain difficile, les fonctionnaires de l'Etat ont droit, pour leur avancement, à une bonification d'ancienneté d'un mois pour chacune de ces trois années, et de deux mois par année de service pour les années suivantes. Les années de service concernées sont prises en compte à partir du 1^{er} janvier 1995.

Les fonctionnaires de police qui justifient de sept ans au moins de services continus dans un même quartier urbain difficile et les fonctionnaires civils de l'Etat qui justifient de cinq ans au moins de services continus dans un même quartier urbain difficile sont prioritaires pour une mutation sur le poste de leur choix.

NOMINATIONS DIPLOMATIQUES

Dominique Girard a été nommé ambassadeur de France en Australie par décret paru au Journal officiel du 23 mars.

[Né le 28 janvier 1946, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Girard a été en poste à Vientiane, Singapour, Washington, Pékin, puis à l'administration centrale. De janvier 1990 à octobre 1992, il a été directeur adjoint du cabinet de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. Depuis octobre 1992, M. Girard était ambassadeur à Djakarta.]

Jacques Leclerc a été nommé ambassadeur de France au Luxembourg par décret paru au Journal officiel du 24 mars.

[Né le 5 juin 1938, ancien élève de l'ENA, M. Leclerc a été en poste à Phnom-Penh, Abidjan et à l'administration centrale avant d'être ambassadeur au Rwanda (1980-1983), aux Philippines (1984-1987) et au Kenya (1987-1990). Depuis décembre 1990, Jacques Leclerc était consul général à Bâle.]

Anniversaires

— Il y a quatre ans disparaissait

Emile BEMBARON.

Nous pensons à lui.

— Marie-Laure et Olivier Las Vergnas, vous rappellent le souvenir de leurs parents.

Anne-Marie et Raymond LAS VERGNAS,

disparus les 25 août 1983 et 25 mars 1994.

Communications diverses

— TY 2

« Oa est des machines à oublier. » Henri Barthes, « Le Feu », 1916.
« Oa a dit que les hommes sont des machines à oublier. » Charles de Gaulle, ouverture du discours de Bruneval, 30 mars 1947.

— Dirigeants d'entreprise : Répondre sur les marchés publics. Journal d'Info. Paris 30 mars. Institut européen des marchés publics. Tél. : 88-57-27-37 - Fax : 88-57-27-60.

Conférences

— Carême protestant 1995. — Demain samedi sur France-Culture, à 18 heures — « Le silence de Dieu » — par le pasteur Gérard Delteil.

Soutenances de thèses

— En vue d'obtenir le grade de docteur en histoire de l'art de l'université Paris-1^{re} (Pantheon-Sorbonne), M^{me} Asdis Olafsdottir soutiendra sa thèse : « La diffusion internationale du design entre 1920 et 1940 : le mobilier d'Alvar Aalto », vendredi 31 mars 1995, à 14 h 30, salle 113, à la Sorbonne. Le jury sera composé de M^{me} Bertrand-Dorléac, Verville et de MM. Guindon, Poinso, Monnier (directeur de la thèse).

— Ingrid Laule, épouse Maestrini, soutiendra sa thèse à l'université de Paris-Sorbonne, Paris-IV, le jeudi 30 mars 1995, à 9 heures, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris, et invite ses amis et tous les intéressés à y participer. Sujet de thèse : « Monde interne - monde externe, une étude anthropologique de la sublimation ».

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et actionnaires 95 F

Communications diverses 110 F

Thèses étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde

A lire avant d'élire.

Offre exceptionnelle d'abonnement : 3 MOIS SPÉCIAL ÉLECTIONS*

☐ Oui, je souhaite bénéficier de votre offre exceptionnelle d'abonnement de 3 mois "SPÉCIAL ÉLECTIONS", pour 382 F soit 30 % de réduction (4,90 F le numéro au lieu de 7 Francs), et ne manquer ainsi aucun numéro.

* abonnement postal.

Le Monde

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

164 F

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____

☐ Je joins mon règlement de 382 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde.
☐ Je préfère régler par Carte Bleue N° _____

Date et signature obligatoires

À retourner à : Le Monde-Services Abonnements, 1, Place Hubert-Breuve-Méry - 94852 Ivry sur Seine Cedex
Offre valable jusqu'au 30/04/1995 uniquement en France Métropolitaine et pour un premier abonnement.
J'ai bien noté que je pouvais, à tout moment, sur simple demande, être suspendu ou transférer mon abonnement si je passais en vacances pendant ces trois mois.

Ses amis archéologues.

— M^{me} Etienne Martin, M. et M^{me} Charles-Etienne Martin, et leurs filles, M. et M^{me} Thierry Martin, et leurs filles, M. et M^{me} Eric Martin, et leur fille, André et Jean Damas, Son épouse, ses enfants, Petits-enfants et belle-fille.

Le Dr Le Balch, et ses enfants, Le docteur et M^{me} Lebau, et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Eymard, et leurs enfants, Ses beaux-frères, Belles-sœurs, Neveux et nièces.

Sa famille et tous ses amis, font part de la mort de

Etienne MARTIN,

survenu le 21 mars 1995, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 28 mars 1995, à 15 heures, en l'église de Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

— Toutes et tous les membres de l'association Nicolas Wacker, 6, rue de Jarente, 75004 Paris, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur président

Etienne MARTIN.

— Harry Deleau, son père, Alain Pérot, son mari, Lise, sa fille, Marina, sa sœur, Christian, son beau-frère, Sonia et Marion Devillers, ses nièces, La famille Pérot, Ses amis, Claude Bernateau et Dany Benarroch, L'agence Devillers-Pérot, ont la douleur de faire part du décès de

Lena PÉROT,

architecte.

Les amis se réuniront pour se recueillir, le samedi 25 mars, de 9 h 45 à 10 h 45, au Pavillon Suisse, cité universitaire, 7 K, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

L'enterrement aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Décès

— Monique Cotenko, Jean-David et Ariane Dickson, Marc et Véronique Brunese, Sophie Cotenko, Ses petits-enfants, Roger Petit, Marie-Anne Petit, et ses enfants, Patrick André-Martin, et ses enfants, La comtesse Solange des Gares, et ses enfants, Les familles Blanchet et Plisson, La Sirène, ont la tristesse de faire part du décès de

professeur VADIM COTENKO.

Une messe à son intention sera dite, le 27 mars, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16^e.

Plus tôt que des fleurs, des dons peuvent être adressés à l'hôpital de l'Institut Pasteur.

209, rue de Valenciennes, 75015 Paris, 2, avenue Emile-Bergson, 75016 Paris.

— Le 19 mars 1995, à l'aube,

Yanna HADJIMICHALI

nous a quittés.

Ses obsèques ont eu lieu à Athènes, le 22 mars 1995.

Pour tous ceux qui l'ont connue à l'Ecole française d'Athènes, elle incarnait, pendant quarante ans, le meilleur de la Grèce : la passion, la générosité, la vaillance.

Ses amis archéologues.

— M^{me} Etienne Martin, M. et M^{me} Charles-Etienne Martin, et leurs filles, M. et M^{me} Thierry Martin, et leurs filles, M. et M^{me} Eric Martin, et leur fille, André et Jean Damas, Son épouse, ses enfants, Petits-enfants et belle-fille.

Le Dr Le Balch, et ses enfants, Le docteur et M^{me} Lebau, et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Eymard, et leurs enfants, Ses beaux-frères, Belles-sœurs, Neveux et nièces.

Sa famille et tous ses amis, font part de la mort de

Etienne MARTIN,

survenu le 21 mars 1995, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 28 mars 1995, à 15 heures, en l'église de Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

— Toutes et tous les membres de l'association Nicolas Wacker, 6, rue de Jarente, 75004 Paris, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur président

Etienne MARTIN.

— Harry Deleau, son père, Alain Pérot, son mari, Lise, sa fille, Marina, sa sœur, Christian, son beau-frère, Sonia et Marion Devillers, ses nièces, La famille Pérot, Ses amis, Claude Bernateau et Dany Benarroch, L'agence Devillers-Pérot, ont la douleur de faire part du décès de

Lena PÉROT,

architecte.

Les amis se réuniront pour se recueillir, le samedi 25 mars, de 9 h 45 à 10 h 45, au Pavillon Suisse, cité universitaire, 7 K, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

L'enterrement aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Robert Saint Girons,

son mari, Renaud et Patricia Saint Girons, Anne et Mike Harris, ses enfants,

Olivier, Pierre, Philip, ses petits-enfants,

Cécile Taret,

sa sœur,

Les familles Saint Girons, Ferry-Witczek, Pinard et Taret,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Charlotte SAINT GIRONS,

née Kessler,

directeur de recherche honoraire

au Centre national

de la recherche scientifique,

présidente d'honneur

de la Société française

pour l'étude et la protection

des mammifères.

le 22 mars 1995, dans sa soixante-douzième année.

13, rue Gracieuse,

75005 Paris.

Bohland,

44390 Pucoul.

— Sa famille et ses amis ont la tristesse

de faire part du décès de

Marc SMAJA,

survenu le 21 mars 1995, à l'âge de

soixante ans.

Les obsèques ont eu lieu, le vendredi 24 mars, à 10 h 15, au cimetière de Sucy-en-Brie (94).

75, rue de Courcelles,

75008 Paris.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de remercier tous ceux qui leur ont témoigné amitié et sympathie à l'occasion du décès de

Elisabeth KAZATCHIKINE.

Le professeur Michel Kazatchikine, et ses filles.

Le docteur et M^{me} Louis Bertagna, leurs enfants et petits-enfants,

vous prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

Avis de messe

— Une cérémonie sera célébrée, le 30 mars 1995, en la chapelle de l'Arse, à la mémoire des

10 sous-marins,

décédés lors de l'accident survenu à bord

du sous-marin *Emeraude*, le 30 mars 1994.

Leurs épouses et parents.

Que ceux qui les ont connus et aimés aient une pensée pour eux.

Messes anniversaires

— Le 28 mars 1994,

Eugène IGNECO,

de l'Académie française.

nous quitte.

Un office religieux sera célébré, le samedi 25 mars, à 17 heures, en l'église orthodoxe des Saints-Archanges, 9 bis, rue Jean-de-Beauvoix, à Paris-5^e.

Priez pour lui.

Le rôle des philosophes dans le débat public

Un entretien avec le professeur Jacques Poulain
Demain dans les pages « Horizons »

Le Monde

150

AUJOURD'HUI,
QUAND VOUS PRENEZ
L'AVION, ON VOUS
CONSIDÈRE
SOIT COMME UN RICHE,
SOIT COMME UN PAUVRE.

IL SERAIT TEMPS
QU'ON VOUS CONSIDÈRE
TOUT COURT.

Hiroshima

La remarque, entendue à Tokyo, surprend : « Vous allez à Hiroshima ? Très bonne idée ! Le climat y est très agréable en cette saison ! » On s'attendait, à l'évocation du nom, à des mines contrites, à une remarque de circonstance sur la place de la ville martyre dans la mémoire japonaise. C'est oublier que cinquante ans ont passé, qu'Hiroshima est aujourd'hui une ville bien vivante, l'une des plus agréables du Japon, dans son écrin de verdure et de montagnes coupées par les eaux tranquilles des six branches du delta de la rivière Ota, avec, plus au sud, les plages et les îles de la mer intérieure Seto. Une ville à taille humaine aussi, avec son petit million d'habitants et pas de métro, ses nombreux jeunes circulant à vélo, son grand magasin Sogo, son stade tout neuf où se sont déroulés les Jeux olympiques asiatiques d'octobre 1994, ses usines Matsuda et Mazda qui n'écraient pas l'artisanat local et ses spécialités : ballons de football, pièces de monnaie, et les célèbres *okonomiyaki*, sortes de pizzas du cru.

Mais Hiroshima, c'est toujours la bombe, devenue, si l'on ose dire, un objet de culte, avec son Parc du mémorial de la paix et son Musée-souvenir, qui attire plus d'un million et demi de visiteurs par an. Quel culte et sur quels thèmes ? Force est de constater que les Japonais, sans entrer dans les querelles qui déchirent les Américains, ont aussi leur version du « politiquement correct » : leur perception du bombardement du 6 août 1945 a varié au fil des ans, surmontant tour à tour deux censures et un conformisme successifs, officiels ou non, et de rigueur décroissant.

La première censure dure neuf jours : c'est celle du régime militaire japonais. Entre le 6 août 1945, date du bombardement, et le 15 août, date de la capitulation et de la fin de la guerre, les malheureux survivants encore en état de réagir (moins de la moitié des quelque 300 000 personnes présentes dans la ville ce jour-là) ne savent pas ce qui vient de leur arriver. Certes, Truman a annoncé, dès les premières heures, que l'Amérique venait d'utiliser la bombe atomique. Certes, l'état-major général japonais a fait savoir dans un communiqué, le 7 août à 15 h 30, qu'Hiroshima avait subi une attaque dévastatrice et que l'ennemi « semble avoir utilisé un nouveau type de bombe ». Mais le secret militaire est partout et, sur place, il ne faut pas compter sur les médias. L'exemple est donné par le *Chugoku Shinbun*, le quotidien local d'Hiroshima, plus que centenaire aujourd'hui. Ce 6 août au matin, il est paru normalement ; c'est d'ailleurs en le lisant, le même jour à 8 h 15, que péroreront plusieurs milliers de victimes. La bombe rase le siège du journal, à moins d'un kilomètre du point d'impact, et tue sur le coup 113 de ses 400 employés et journalistes. Le *Chugoku Shinbun* ne sortira à nouveau que trois mois plus tard. Mais, dès le 9 août, une édition est tirée sur les presses du *Mainichi* et de l'*Asahi Shinbun* à Osaka. Et ce numéro « ouvre » sur un bombardement américain qui s'est déroulé... ailleurs.

Une seconde censure durera jusqu'en 1952. C'est celle du régime américain d'occupation. Un « code de la presse » interdit de critiquer les troupes américaines et britanniques, donc leur comportement pendant la guerre. Bien sûr, il ne s'agit pas de cacher les effroyables destructions qu'a subies la ville. Mais, précisément, l'on ne doit parler que de reconstruction, le moins possible des souffrances des victimes et notamment pas de ces maladies « postatomiques » qui, guerre froide oblige, sont couvertes par le secret militaire. Ce n'est qu'en janvier 1953, après le départ des Américains, qu'est créé le conseil d'Hiroshima pour le traitement des maladies de la bombe A et que l'on commence à se pencher sur le sort des *hibakusha*, les survivants, qui font l'objet de surveillance médicale et vont bénéficier de prestations diverses. 367 000 d'entre eux sont officiellement recensés aujourd'hui dans tout le Japon (avec



ou la mémoire déverrouillée

les victimes de Nagasaki), dont 100 000 - 10 % de la population - à Hiroshima.

En fait, l'occupation américaine n'empêche pas les cérémonies du souvenir et les manifestations pacifistes. Dès le 6 août 1946, premier anniversaire du jour fatidique, 7 000 personnes défilent sous le slogan « La paix commence à Hiroshima ». L'année suivante, la même date devient, sous l'impulsion du premier maire élu Shinzo Hamai - lui-même rescapé - celle d'une « cérémonie mémoriale de la paix ». C'est toujours sous le régime américain que sont aménagés les 12 hectares de l'ensemble commémoratif actuel, avec ses deux pièces maîtresses : le musée et le cénotaphe en forme d'arc abritant les noms de tous les morts de la bombe - 176 964 à ce jour - consignés dans 39 volumes.

Le mouvement Plus d'Hiroshima équivaut à une critique implicite des États-Unis, qui poursuivent à l'époque une intense campagne d'expérimentation nucléaire dans le Pacifique. Mais il trouve de puissants relais dans le monde - y compris en Amérique - et, bien entendu, dans les pays communistes lancés dans une campagne sans merci contre les « fauteurs de guerre » américains. C'est ainsi que l'on rentre tout naturellement dans la troisième période, qui va durer plus de quarante ans.

Il ne s'agit plus de censure, mais d'une sorte de conformisme universel dans l'exaltation des grands sentiments. Hiroshima assied sa réputation de « ville internationale de la paix et de la culture ». Comme le disent les déclarations officielles, elle est « la Mecque de la paix mondiale », elle adresse au monde entier un « message d'amour et de paix ». Les conférences se multiplient, depuis la Conférence mondiale des maires pour la paix par la solidarité intervenues jusqu'aux rencontres de journalistes pour la paix, avec le *New York Times*, mais

aussi les confrères ennemis de la *Pravda* et du *Quotidien du peuple*. La ville devient aussi - encore que sur le tard - un lieu de pèlerinage de grandes figures de ce temps, de Jean Paul II à Jimmy Carter (comme ancien président américain, en 1984), de Mère Teresa à Gorbatchev.

Le désir de paix est aussi sincère que consensuel et ne se veut pas d'ennemi. Toutefois, la formule inscrite sur le cénotaphe : « Que toutes les âmes reposent en paix. Car nous ne devons pas répéter le mal », suscite les protestations de certains nationalistes ou militants plus engagés, pour qui le « nous » semble viser les Japonais et non les Américains qui ont lancé la bombe. Certes, répond le professeur Saito, auteur de la formule, mais « les citoyens d'Hiroshima ne ruminent pas le passé ; ils cherchent une lumière pour l'avenir... Si leurs efforts illuminent le futur de tous les êtres humains, le sacrifice des victimes n'aura pas été vain ».

Si un malaise est perceptible, c'est que cette manière angélique d'assumer le passé équivaut en fait à le passer sous silence. Car, dans cette optique, la tragédie d'Hiroshima et toute la seconde guerre mondiale commencent et finissent pour la ville le 6 août 1945. Ses habitants ont été d'innocentes victimes expiatoires ; il ne s'est rien passé avant. Certes, en même temps qu'Hiroshima se jumelait avec Volgograd - la Stalingrad soviétique -, on faisait la même opération avec Honolulu, la capitale des îles Hawaï, qui abritent aussi Pearl Harbor. Mais, au mémorial, l'agression de 1941 n'est pas le sujet. « On parle plus du désastre que de ses causes », grommellent les journalistes américains en visite à Hiroshima.

C'est précisément cette perception du « politiquement correct » que s'attache à corriger le maire actuel de la ville, Takashi Hirooka. Élu en 1990 avec le soutien du Parti socialiste, cet ancien journaliste (il

a travaillé pendant une trentaine d'années au quotidien local *Shugoku Shinbun*) est de ceux qui pensent que le Japon dans son ensemble, et Hiroshima en particulier, doivent regarder leur passé, tout leur passé, en face. Il commence par se pencher sur le sort des victimes non japonaises de la bombe, quelque peu négligées jusqu'à présent. En août 1945, quelque 40 000 Coréens déportés vivaient comme travailleurs forcés à Hiroshima, dont une bonne moitié ont été atomisés. En 1970, un monument a été érigé à la mémoire de ces victimes, mais, devant les réticences des anciens

Hiroshima était en 1945 une importante ville militaire encore intacte, donc une cible idéale pour tester les effets de la nouvelle bombe. Mais c'est la cité entière que les Américains ont voulu détruire.

combattants et de la droite japonaise, il n'a trouvé sa place qu'en lisière du Parc du souvenir, en dehors du territoire officiel.

L'heure où le Japon découvre le drame des jeunes Coréennes capturées par milliers pour le repos des guerriers japonais pendant la guerre, M. Hirooka, né lui-même en Corée, insiste pour que les anciens colonisés ne soient pas oubliés. Une nouvelle section ouverte dans le musée évoque le sort des milliers de déportés coréens et chinois qui « n'ont survécu à des conditions de travail extrêmement dures que pour périr dans le feu atomique ».

En fait, c'est toute une aile qui a été rajoutée, en août 1994, au Musée de la bombe, entièrement consacrée à l'Hiroshima d'avant. L'on y découvre que la ville était d'abord, et traditionnel-

lement, une grande place militaire. Siège, depuis la fin du siècle dernier, de la 5^e division, célèbre pour ses campagnes lointaines en Chine et jusqu'au lac Baikal en 1918, elle était devenue pendant la seconde guerre mondiale l'une des principales places d'armes du pays. La marine avait installé en 1942 un important état-major régional dans le port d'Ujina, à proximité des chantiers de Mitsubishi, spécialisés dans les moteurs de navires de guerre et les sous-marins. Quant à l'armée de terre, en prévision d'une invasion de l'archipel par les Américains, elle avait établi à Hiroshima, en avril 1945, 500

deuxième grand quartier général après celui de Tokyo. Toujours dans cette perspective, on avait évacué 20 000 écoliers vers d'autres régions du Japon - ils survécurent, mais se retrouvèrent orphelins. A leur place, pas moins de 40 000 militaires peuplaient la ville et sa région à la date du 6 août.

Quant à la population civile de l'époque, elle était, dit-on, plus « patriote » - c'est-à-dire militante - qu'ailleurs. Une photo exposée dans la nouvelle aile du musée montre l'imposante retraite aux flambeaux par laquelle on célébra dans les rues de la ville, au printemps 1938, la « victoire de Nankin » - en fait, la mise à sac de cette ville chinoise qui fit autant de morts, selon la plupart des estimations, que la bombe d'Hiroshima en 1945. Entretenu par un « comité pour l'élevation de l'esprit japonais » installé à la préfecture, ce

A la veille du cinquantenaire du bombardement atomique, la ville-symbole assume plus complètement son passé, après avoir subi deux censures de son histoire et surmonté une longue période de conformisme simplificateur

patriotisme avait suscité un vaste mouvement de volontaires au service de la défense. Au moment du drame, 20 000 d'entre eux s'activaient à démolir des immeubles du centre-ville pour empêcher la propagation du feu en cas de bombardement.

ALORS, pourquoi la bombe et pourquoi Hiroshima ? En réponse à la première question, le nouveau musée apporte trois raisons « probables », qui sont les plus couramment avancées aux États-Unis : ceux-ci voulaient limiter leurs pertes en cas d'invasion, renforcer leur position face à l'URSS et tester leur nouvelle arme. A la seconde, la réponse est encore moins ambiguë : Hiroshima était un important objectif militaire et c'était, avec la « cité-musée » de Kyoto, la plus grande ville japonaise encore intacte. Le seul incident signalé avait été, en avril 1945, le passage d'un B-29 américain qui avait largué dix bombes classiques sur la ville, sans faire de vrais dégâts.

Une situation si privilégiée que d'étranges rumeurs couraient dans la ville. Si celle-ci est épargnée, disait-on, c'est qu'elle est un « grand centre bouddhiste », ou encore parce qu'« de nombreux êtres originaires d'Hiroshima vivent aux États-Unis ».

Pour les Américains, en tout cas, Hiroshima figurait en tête des trois cibles offertes à l'*Enola-Gay*. Le choix d'un autre objectif déjà bombardé aurait compliqué l'évaluation des dommages à laquelle des équipes spéciales en provenance de Los Alamos vinrent procéder dès le lendemain de la capitulation.

Des dommages qui ne pouvaient qu'être « maximisés » par le site en cuvette qui est celui d'Hiroshima. Ajoutons que c'était bien la ville entière que l'on voulait détruire par un bombardement de terreur, pas seulement ses objectifs militaires. Le point choisi pour le largage de la bombe « Little Boy » était le pont Aioi, facilement repérable au cœur du delta et du centre-ville, non pas le port d'Ujina et les autres installations militaires, tout aussi visibles au sud. Parmi les 6 000 ouvriers des chantiers Mitsubishi, à quatre kilomètres du point d'impact, on ne compta que trois morts et deux cents blessés.

Épargnée par le tremblement de terre qui a ravagé la région voisine de Kōbe, Hiroshima a aujourd'hui toutes les apparences d'une cité épanouie et « bien dans sa peau ». Héritage de l'occidentalisme préché avec constance pendant la guerre froide, mais aussi du dévouement de nombreux militants humanitaires venus des États-Unis pour secourir les victimes dès le lendemain du désastre, la ville est tout sauf anti-américaine : un quart des quelque 300 000 touristes étrangers annuels viennent des États-Unis ; de nombreux ingénieurs de Ford, partenaires de Matsuda, y travaillent aujourd'hui en permanence ; la jeunesse se presse, comme ailleurs, dans les McDonald's ainsi que devant les cinémas affichant des films américains. Mis à part quelques rares incidents dus à des commandos d'extrême droite (une stèle du parc du Souvenir a été dérobée il y a quelques années, et le maire de Nagasaki a fait l'objet d'un attentat pour avoir critiqué l'empereur), les nombreux visiteurs du musée défilent calmement devant les images souvent terribles qu'il contient. La vision plus complète du passé qui leur est présentée contribue à cette sérénité.

Michel Tatu

مركز السلام

Climats : nous sommes chaque jour responsables

par Robert Lion

UNE nouvelle grande conférence de l'ONU se réunit à Berlin du 28 mars au 7 avril. Il s'agit cette fois des climats, c'est-à-dire du devenir physique de la planète. Les organes d'exécution de la Convention sur les changements climatiques, signée à Rio en 1992, ratifiée par plus de cent vingt pays, vont être mis en place. Les engagements pris il y a trois ans, concernant par exemple la réduction des émissions de CO₂, seront, espérons-le, renouvelés.

Le risque d'un changement climatique est-il réel ? Avec la combustion du charbon et du pétrole, la déforestation, l'agriculture intensive et diverses activités gazières, l'homme accroît les concentrations de gaz carbonique et de méthane, principaux responsables de l'effet de serre. Nul ne le conteste. On diverge sur les conséquences climatiques. Mais un large accord se retrouve sur le fait que ces concentrations produiront un réchauffement du globe, probablement sans précédent depuis neuf mille ans.

Qui dit réchauffement climatique dit extension des déserts, par exemple à nos portes, de l'autre côté de la Méditerranée. Le rôle de l'eau est aussi en cause. La vulnérabilité des ressources en eau serait accrue par aménagement et salinisation des réserves souterraines. Des étés plus secs réduiraient les rendements agricoles aux latitudes moyennes. Des zones fertiles et parfois surpeuplées - pensons aux grands deltas et à des milliers d'îles - seraient submergées. Ces modifications provoqueraient d'immenses renaissances sociales, des catastrophes écologiques, de lourds flux de population, vers les villes et vers le nord.

Or les facteurs qui préparent ces changements lointains sont pré-

sents dans notre vie quotidienne. Et les parades sont à la portée de la main. De l'effet de serre, nous sommes ainsi responsables au jour le jour. Donnons-en quatre exemples :

- Du côté des transports. La circulation automobile est le principal responsable des émissions de gaz carbonique, ainsi que d'autres gaz, dangereux pour la santé. La mort des affections respiratoires chez les enfants et les personnes âgées leur est universellement imputée ; elle ne touche pas seulement Athènes, Mexico ou Shanghai ; on l'observe à Paris.

A Rio, la France fut encore en pointe.

Depuis, on a surtout entendu son silence.

A Berlin, sa position s'annonce timide

Or nous savons mieux organiser nos transports : TGV, tramways, métros, pots catalytiques et pénalisation des grosses cylindrées, transport des camions par le rail, etc.

Demain certains constructeurs automobiles proposeront des véhicules hyper économiques. Cela concerne notre santé, et aussi les accidents de la circulation. Cela veut dire d'autre part des villes plus vivables et plus sobres pour demain. Cela concourt à la lutte contre l'effet de serre.

- Du côté de l'habitat. Les économies d'énergie sont ici gagnantes à tous points de vue : réduction de la pollution et des émissions de CO₂, allègement des charges et réhabilitation du cadre bâti, importantes

créations d'emplois, rentabilité rapide des investissements.

- Du côté des déchets. Au lieu des décharges qui polluent et produisent du méthane, le recyclage signifie un moindre appel à des ressources nouvelles et aussi la création d'emplois. Produire de la chaleur ou de l'électricité à partir des déchets est en outre une bonne opération économique.

- Du côté de l'agriculture. En Afrique, quelle meilleure parade à la déforestation que l'usage rationnel du bois de feu et les énergies renouvelables ? En France, quelle meilleure riposte aux mises en jachère que les bio-combustibles et les bio-carburants ? Peut-on intelligemment tout à la fois protéger les territoires, donner de l'emploi, limiter les émissions de gaz à effet de serre ?

Appliquer la convention sur les climats, c'est donc mettre bout à bout des actes concrets, quotidiens, souvent modestes. C'est mieux utiliser l'énergie, mieux fabriquer nos produits industriels et agricoles, mieux organiser nos villes et nos déplacements.

Bien entendu, cela est à la fois simple et compliqué. Il s'agit de modifier des comportements ; que les peuples riches perdent l'habitude de gaspiller, que chaque acteur économique gère très attentivement les ressources qu'il utilise.

Nos voisins d'Europe du Nord sont, sur ces sujets, plus actifs que nous, parce que plus conscients. Ils savent qu'avec des pneus mal gonflés on brûle plus d'essence, et donc on pollue davantage. Ils achètent systématiquement des lampes ou des réfrigérateurs à basse consommation. A travers l'Europe, en Amérique du Nord, au Japon, les énergies renouvelables - solaire éolienne, micro-hydraulique - sont sérieusement encouragées et se développent vite.

La France est en retard. Certes,

elle n'est pas le plus grand fauteur d'effet de serre. Sa production d'électricité, à base de nucléaire et d'hydraulique lourde, émet très peu de gaz carbonique - ce qui bien entendu laisse entiers d'autres problèmes d'environnement, dont les déchets nucléaires. Mais les Français se soucient peu de l'effet de serre, quand ils n'en soucient pas. Le développement durable ne les intéresse guère, quand ils n'ignorent pas ce que cela veut dire. Ils ont perdu le goût d'économiser l'énergie, et notre performance énergétique se dégrade à nouveau ; nous n'exploitons pas les énergies renouvelables ; nous aidons peu, sur ces questions, les pays en développement.

A Rio, la France fut encore en pointe et joua un rôle moteur. Depuis, on a surtout entendu son silence. A Berlin, sa position s'annonce timide, loin des responsabilités mondiales qu'il lui arrive de revendiquer.

Mesdames et messieurs les candidats, vous n'êtes que deux ou trois à avoir abordé ces thèmes. Les autres seraient-ils si soucieux, seulement de l'Hexagone et de l'immédiat ? Si c'est le cas, ayez en tête que la lutte contre l'effet de serre, ou simplement la maîtrise de l'énergie, cela passe par des actions concrètes, et c'est bon pour nous, ici et aujourd'hui. Mais votre horizon à tous est plus vaste. Le développement dans le monde et le sort des générations à venir vous préoccupent. Alors, sachez nous en parler. Sachez vous engager, sur des voies ambitieuses face à de grandes questions.

Robert Lion ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, est membre du Conseil de la Terre et président d'Energy 21.

Non à la ghettoïisation de l'Algérie !

par Pierre Bourdieu et Jean Leca

EN 1989, le ministère des affaires étrangères avait accordé 800 000 visas aux Algériens qui souhaitent passer quelque temps sur le sol français pour des raisons diverses. Le volume de ces déplacements - malgré la restriction apportée par l'instauration du visa obligatoire - reflétait simplement l'intensité des relations humaines et économiques entre les deux pays.

En 1994, il a été accordé moins de 100 000 visas aux Algériens, alors que les demandes étaient globalement de même volume et de même nature que les années précédentes. En 1995, on en est à n'octroyer qu'à peine un visa sur dix demandes. Il s'agit bien d'une quasi-fermeture de la frontière entre les deux pays.

Bien sûr, il faut exiger que celles et ceux qui doivent sauver leur vie en s'extrayant puissent le faire en urgence et trouver un accueil administratif décent - ce qui n'est pas le cas actuellement en France. Nous nous battons jour après jour pour cela aux côtés de nos amis algériens et nous nous heurtons à des obstacles d'autant plus révoltants que ces mesures d'accueil ne concernent que quelques milliers de personnes. La France est-elle devenue si faible, si frileuse, si oublieuse de son ambition d'être le pays des droits de l'homme ?

Nous affirmons aussi qu'il est indispensable de ne pas aggraver la situation des millions d'Algériens et d'Algériennes qui tiennent à rester en Algérie au cœur des périls afin que ce pays continue à vivre, à créer, à produire et à se préparer un avenir. Leur interdiction de fait de voyager vers la France - ou vers tout autre pays - c'est les exposer davantage, les désespérer, décourager les énergies, entraver la respiration sociale, compromettre plus sûrement les perspectives démocratiques et les perspectives de sortie de crise.

Plonger le pays dans le huis clos c'est faire le jeu des violences, des ostracismes, de l'intolérance. C'est aussi pousser vers un exil plus long et moins réversible des personnes qui ne l'auraient pas choisi, puisque nul n'a maintenant l'assurance que, en rentrant, il pourra ressortir un jour, même s'il se trouve aux portes de la mort.

Les Algériens ne sont-ils plus des citoyens du monde à part entière ? N'ont-ils plus besoin d'aller voir leurs parents, leurs amis, de se promener, de se rendre à des rencontres, de collaborer avec des professionnels de leurs domaines, de se faire soigner, de faire du commerce,

d'échanger leurs idées avec d'autres ? La France les a mis au ban des voyageurs internationaux sous prétexte de terrorisme. Mais ne savons-nous pas tous que les terroristes du monde entier sont des voyageurs qui se passent d'un visa « classique » ?

Encore une fois, c'est la société algérienne ordinaire qui paye : prise en tenailles entre les violences des groupes islamistes armés et la répression militaire-policière, elle est aussi l'otage des fantômes sécuritaires français. En ce sens, la politique française de refus des visas est criminelle.

En outre, elle est à courte vue, saos envergure sur le plan des échanges trans méditerranéens. La France officielle devient sourde aux demandes légitimes d'une population établie des deux côtés de la Méditerranée ; en en confinant une partie dans un ghetto territorial, elle facilite la tâche à ceux qui veulent la confiner dans un ghetto politique et religieux.

Pour que les Algériens puissent continuer à vivre dans leur pays et à le préserver du pire, nous demandons aux autorités françaises : la reprise de la délivrance normale des visas (un minimum de refus, une procédure moins longue et plus simple) ; l'octroi et le renouvellement de visas longue durée à multiples entrées pour les catégories de personnes exposées qui n'envoient pas l'exil ; la délivrance de visas en urgence pour les personnes menacées de mort qui en font la demande.

Une manifestation nationale doit se tenir à Nantes, le 25 mars devant les services du ministère des affaires étrangères qui s'occupent de traiter par correspondance - c'est-à-dire principalement d'envoyer des lettres types de refus - les demandes algériennes de visa. Ceux qui voient dans la situation algérienne l'un des grands drames engageant l'avenir de la région et qui souhaitent une issue civile, pacifique et démocratique ne peuvent qu'alerter les pouvoirs publics sur l'avènement de leur politique concernant la circulation des citoyens algériens.

Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, est président du Cisia (Comité International de soutien aux intellectuels algériens) international.

Jean Leca, professeur à l'Institut d'études politiques, est président du Cisia France.

Une magistrale leçon de fédéralisme

par Isabelle Bourgeois

IRONIE du sort, le jour même où se discutait à Bruxelles le dossier de la directive « Télévision sans frontières », le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe se prononçait sur la légitimité de la signature par l'Allemagne de cette même directive. Mais en arbitrant un conflit de compétences interne qui opposait la Fédération et les Länder, les juges suprêmes ont aussi délivré une leçon pour une Europe possible.

L'affaire qu'ils avaient à juger n'est purement audiovisuelle qu'à première vue. En 1989, huit Länder, Bavière en tête, portent plainte contre le gouvernement fédéral : ils estiment que ce dernier a outrepassé ses compétences en signant la directive. Seuls, en effet, les Länder disposent de la souveraineté en matière de législation audiovisuelle, chacun sur son territoire. A l'échelon de l'Allemagne, Bonn n'a aucune compétence. Mais dans le cas d'une réglementation européenne ? Prudent, le gouvernement fédéral, au grand dam de la France notamment, avait apposé sa signature à un simple « engagement de principe ».

Si, par la suite, les Länder ont transcrit dans la réglementation audiovisuelle allemande les mesures consensuelles (protection de la jeunesse ou publicité), jamais ils n'ont pu se résoudre à en faire autant pour les quotas. D'abord, parce que la Constitution l'interdit : les programmes relèvent strictement de l'autorégulation des chaînes. Ensuite, parce que les Länder ne s'estimaient pas liés par cette directive que le gouvernement fédéral leur avait imposée par un viol de leurs prérogatives. Dans tout autre domaine où ils jouissent aussi de la pleine souveraineté (culture, éducation, mais aussi administration...), les Länder auraient agi de même.

C'est ce noeud gordien que la Cour suprême allemande vient de trancher. Le gouvernement fédéral, estime-t-elle, a, de par la Loi fondamentale, les pleins pouvoirs pour représenter

l'ensemble de la Fédération, c'est-à-dire les Länder, dans l'Union européenne. Il avait donc le droit de signer la directive de 1989. En effet, pour représenter à l'extérieur cet organisme complexe qu'est la République fédérale, il est nécessaire que l'Allemagne agisse à l'unisson. Cela n'a jamais été problématique lorsque les dossiers à traiter au niveau communautaire relevaient des seules compétences de Bonn. Désormais, la situation est claire également dans les cas où la Fédération n'est pas compétente en droit interne : elle doit alors se faire l'avocat de ses États membres. Autrement dit : défendre activement leurs intérêts, non les siens propres. C'est cette précision qui donne au jugement du 22 mars une portée sans commune mesure avec l'affaire portée devant la cour de Karlsruhe.

À propos de la directive « Télévision sans frontières », le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe tance Bonn pour avoir mal défendu les Länder

Certes, un article 23, consacré à l'Union européenne, avait été inséré dans la Loi fondamentale en décembre 1992 afin de déterminer la répartition interne des compétences en matière d'intégration européenne. Quant au célèbre jugement sur Maastricht rendu en octobre 1993, il apportait une clarification sur les mécanismes de transfert de souveraineté à l'Union européenne. Mais était restée obscure jusqu'ici la manière dont les États membres de

la RFA (les Länder) pouvaient préserver leur souveraineté et leur identité tout en chargeant la Fédération de négocier en leur nom un transfert de leur souveraineté régionale à l'échelon de l'Union européenne.

La solution proposée aujourd'hui par Karlsruhe est ancrée dans la tradition de la subsidiarité. Par définition, la Fédération ne peut agir sans ses membres ni ses membres sans elle. Les droits de la Fédération (en l'occurrence la représentation à l'échelon de l'Europe) s'accompagnent donc de devoirs envers ses États membres. Ceux-ci se résument à un principe-clé, non écrit mais contraignant : le respect d'un comportement visant à préserver l'unité fédérale, et qui n'est autre que le souci institutionnalisé de l'intérêt général dans le respect de la singularité des intérêts particuliers, régionaux. Or la Cour suprême a jugé qu'en l'occurrence le gouvernement fédéral s'était montré bien pire défenseur de ses mandataires en optant pour un laisser-faire préjudiciable à leurs intérêts.

La nouveauté qu'apporte le jugement du 22 mars, c'est que le principe fondateur de la dynamique d'équilibre du fédéralisme s'applique désormais jusques et y compris à l'échelle de l'Europe. Bien au-delà du domaine de l'audiovisuel, ce verdict a donc valeur exemplaire pour le processus d'intégration européenne. En renforçant la position des États membres de la RFA, il donne au principe de subsidiarité une signification dont la portée ne pourra échapper aux autres États de l'Union européenne. Une pierre de plus dans le jardin de ceux qui ne cessent d'affirmer que le fédéralisme serait incompatible avec le respect des identités nationales ou régionales.

Isabelle Bourgeois est chargée de recherches au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC).

AU COURRIER DU « MONDE »

LES SEMI-EXCLUS

La dernière statistique du chômage montre une diminution de 17 300 par rapport à janvier et, en un an, on est revenu à peu près au même chiffre que début 1994, soit 3 300 000 personnes.

Toutefois, pour preondre l'exacte mesure de la situation, il est nécessaire de voir aussi l'évolution du nombre des « semi-exclus », qui se trouvent, en quelque sorte, dans une position intermédiaire entre le chômage et le travail : RMI, CES, chômeurs âgés dispensés d'inscription

à l'ANPE, stagiaires divers, etc. Sauf erreur, on est passé, pour tous ces cas, de 1 400 000 à 1 600 000 personnes (sans compter, évidemment, toutes celles qui échappent au dénombrement).

On prend, ainsi, conscience de ce que la lutte contre le chômage concerne, en réalité, beaucoup plus de 5 000 000 de nos concitoyens. C'est dire si, dans les années qui viennent, il faudra imaginer une politique particulièrement volontariste et persévérante.

Daniel Hervier
Lomme (Nord)

RÉGATE ET RECHERCHE

Simple constat et comparaison faite en lisant le bilan financier de la campagne 1995 du Delt français dans *Le Monde* du 7 mars. Budget total de 185 millions de francs dont un financement par le ministère de la recherche de 6 millions de francs ; 16 millions de francs pour les frais d'installation à San Diego. On pourrait mettre en regard de ces sommes : budget de fonctionnement des sciences de la vie du CNRS : 300 millions de francs ; budget de fonctionnement des sciences de la vie de l'Inserm : 600 millions de francs ; montant annuel des contrats de recherche externe de l'Inserm : 14 millions de francs. Ces contrats représen-

taient la dernière et unique forme d'aide à la recherche universitaire effectuée par un grand organisme de recherche. Ils ont été supprimés en 1993 pour des raisons budgétaires. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de commentar davantage, à moins de reprendre une remarque d'un concitoyen pour cette coupe : « Le manque d'argent rend intelligent ». Il suffit de mentionner que les recherches dans le domaine des sciences de la vie, ou au moins dans celui de la neurobiologie que je connais le mieux, nous classent quand même en meilleure position dans la compétition internationale.

Pr Jean Fèger
Paris

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

ARLETTE
LAGUILLER

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE)
ET
THOMAS LEGRAND (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

AIR FRANCE

LE TRANSPORT AÉRIEN SE DEVAIT DE CHANGER.

AIR FRANCE ÉTABLIT LES DROITS DU PASSAGER.

مركزاً من لاهل

Pour sa renaissance, Air France a pris le parti de repenser son métier et de se mettre à l'écoute du voyageur : plus de confort, plus de souplesse, plus de liberté. Toute évolution impose l'engagement. Air France s'estime le devoir de répondre à votre exigence.

Le transport s'est fait banalité. Il s'est standardisé, robotisé, hyophilisé. Dans le même temps, chacun de nous aspirait à son indépendance, sa spécificité, sa différence. Ainsi est née cette charte. Hier les transporteurs ne se soumettaient qu'aux lois de l'aéronautique, voici qu'enfin, brisant les chaînes de l'atavisme, une compagnie aérienne décide d'établir les droits du passager.

LE DROIT A LA DIFFERENCE

• Chacun de nous est plusieurs, chaque déplacement a ses besoins spécifiques. Prendre l'air pour un long vol n'entraîne pas les mêmes attentes que s'embarquer pour une courte distance. Air France a donc voulu commencer sa mutation en aménageant différemment ses avions en fonction de la durée du vol.

Pour les vols Europe, voici mieux que des classes, des espaces. A l'avant L'ESPACE EUROPE : vous vous installez dans de nouveaux fauteuils spacieux, 2 personnes au lieu de 3 par rangée, une table vous sépare du fauteuil de votre seul voisin. Le vrai luxe aujourd'hui, c'est l'espace. A l'arrière, vous voyagez TEMPO : ambiance conviviale et charme du décor.

Dès l'automne 95, pour les vols longue distance, ici aussi, mieux que des classes, deux univers :

A l'avant de la cabine, deux espaces :

- L'ESPACE 180 est une véritable Suite en plein ciel. Elle vous offrira, c'est une première, un vrai lit avec couettes et oreillers où vous serez enfin allongés à l'horizontale à 180°. Dans la journée, naturellement, votre lit redevient un grand fauteuil confortable, que vous organisez à votre gré en espace de travail ou de distractions.

- L'ESPACE 127 vous installera dans de nouveaux sièges ergonomiques très larges et inclinables à 127°, l'angle optimal de relaxation naturelle du corps.

A l'arrière de la cabine, vous vivrez TEMPO. Là aussi, vous aurez le choix entre deux atmosphères, l'une animée, prestations et distractions pour les familles et passagers loirs ont déjà le goût des vacances, l'autre plus calme, adaptée aux passagers affaires.

LE DROIT A LA TRANQUILLITE

• En voyage d'affaires, tout est fait pour faciliter votre vie professionnelle. Voyageant L'ESPACE, vous disposez dans tous les grands aéroports internationaux de nouveaux salons privés réaménagés pour le repos ou le travail. Vous y trouverez un environnement de détente (télévision, bar, aires de repos, journaux), comme toutes les facilités de business : téléphone, fax. En vol, vous retrouverez le même souci de préserver votre quiétude, pour vous permettre d'arriver détendu, reposé et préparé à votre journée d'activités.

LE DROIT AU MONDE

• Quel que soit votre désir de voyage, Air France y répond et vous offre le plus grand nombre de destinations dans le monde au départ de Paris CDG2 : 170 dans 95 pays. Chaque jour, près de 400 vols partent en Europe, 3 vols

intercontinentaux sur 4 sont directs, toutes les 3 minutes un avion d'Air France décolle dans le monde. Autant d'occasions d'accumuler des miles sur votre programme Fréquence Plus pour bénéficier très rapidement, soit d'excédents de bagages, soit de surclassements, ou encore mieux de billets gratuits.

D'où que vous veniez, où que vous alliez, vous aurez toujours une raison de préférer Air France.

LE DROIT A LA GASTRONOMIE

• Réputation française oblige, Air France ne peut que vous servir une cuisine aux saveurs de notre tradition culinaire. Formés aux arts de la table, à l'œnologie, à la gastronomie, nos hôtesses et nos stewards en sont les ambassadeurs bienveillants.

LE DROIT A LA SERENITE

• De tous les droits, il est pour l'ensemble des corps de métier de notre compagnie le plus sacré.

Premier désir de chacun, voyager en confiance.

Première exigence d'Air France, l'expérience des femmes et des hommes : pour être commandant de bord, il faut totaliser 8 000 heures de vol et 9 années de copilottage. Nos pilotes s'entraînent régulièrement en simulateur à toutes les conditions de vol, et ceci 2 fois plus que ne l'impose la législation internationale ; pour nos hôtesses et nos stewards, c'est une semaine par an d'entraînement aux exercices de sécurité.

Deuxième exigence, la fiabilité de nos avions : nos équipes au sol consacrent en moyenne 50 minutes à l'entretien de nos avions pour 1 heure de vol. Nous pensons que votre tranquillité est à ce prix.

Ainsi, voler Air France, c'est voler en toute sérénité pour la plus grande fierté de tous nos collaborateurs.

LE DROIT AU PRIX JUSTE

• Comparez : chaque tarif Air France, de L'ESPACE aux offres LE KIOSQUE, en passant par ceux de TEMPO ou de TEMPO CHALLENGE, reflète une qualité spécifique de nos nouvelles prestations produits et services en vol et au sol très compétitive.

LES VOLS EUROPE

Votre exigence est triple : service, rapidité, confort. Air France y répond droit par droit.

LE DROIT A L'ACCUEIL

• Le droit d'être compris
Au sol, guidage. A chaque escale d'Europe, un hôte ou une hôtesse d'Air France parlant français vous attend.

• Le droit d'être chouchouté
En vol, si vous voyagez L'ESPACE EUROPE, en signe de bienvenue, la douceur d'une serviette chaude et la fraîcheur d'une coupe de champagne.

• Le droit d'être aidé
A votre arrivée à Paris, une personne de l'équipe "Voligeur" vous assiste pour vos correspondances "temps court". Une personne d'Air France est également présente à la réception de vos bagages.

LE DROIT DE SAVOIR

• Le droit à la clarté
Pour tous les vols, un bulletin d'itinéraire

énonçant les détails de votre voyage accompagne votre billet.

Voyageant L'ESPACE EUROPE ou TEMPO CHALLENGE, les prestations qui vous sont plus spécialement proposées sont consignées sur un coupon joint également à votre billet.

• Le droit d'être perdu

Et si vous étiez néanmoins désorienté, dans le hall de l'aéroport CDG2 Air France, des hôtes et des hôtesses, en veste rouge pour que vous puissiez aussitôt les reconnaître, vous prendront en charge.

LE DROIT D'ETRE PRESSE

• Le droit de ne pas attendre

Si vous voyagez L'ESPACE EUROPE ou TEMPO CHALLENGE, vous pouvez désormais, si vous êtes sans bagages, faire enregistrer votre retour en même temps que votre aller, s'il est dans la journée. Autre facilité, vous vous faites enregistrer dans les salons privés CDG2 Air France.

• Le droit d'être autonome

Plus rapide encore, vous pouvez vous enregistrer directement avec les nouveaux automates installés à CDG2 Air France ou en appelant le 49 38 50 50* à Paris, par fax au 48 64 11 40 ou par minitel, 3615 AF**, toujours bien sûr pour les voyageurs sans bagages.

LE DROIT D'ETRE EN AVANCE

• Autre nouveauté, les salons privés d'Air France sont ouverts aux passagers de L'ESPACE EUROPE mais aussi à Paris de TEMPO CHALLENGE.

LE DROIT D'AVOIR UN CONTRETEMPS

• A Paris, si par mégarde, vous arrivez en retard, nos hôtes et nos hôtesses en veste rouge mettront tout en œuvre pour accélérer votre enregistrement.

LE DROIT A L'INTIMITE

• Plus de guerre de l'accoudoir dans L'ESPACE EUROPE, une tablette de 32 cm vous sépare de votre voisin.

LE DROIT AU CALME

• Les passagers TEMPO CHALLENGE sont installés en priorité, s'ils le souhaitent, à l'avant de la cabine TEMPO.

LE DROIT D'ETRE GROS

• Les fauteuils de L'ESPACE EUROPE sont parmi les plus larges en Europe aujourd'hui.

LE DROIT D'ETRE GRAND

• Nos sièges ont été redessinés pour offrir plus d'espace aux longues jambes.

LE DROIT D'ETRE CHARGE

• Voyageant L'ESPACE EUROPE, vous bénéficiez de 50 % d'espace supplémentaire dans les compartiments à bagages.

LES VOLS LONGUE DISTANCE

• Votre exigence est également spécifique : confort, autonomie et distraction.

AIR FRANCE VOUS DONNE RENDEZ-VOUS A L'AUTOMNE POUR Y RÉPONDRE, LÀ AUSSI, DROIT PAR DROIT.

Le Monde

Le martyr tchéchène

PAUVRES Tchétchènes. An moment où, ça et là, on diserte beaucoup sur les droits des minorités, les voilà définitivement sacrifiés sur l'autel d'une realpolitik occidentale qui, trop souvent, masque une molle complaisance vis-à-vis de Moscou. Chaque jour qui passe voit les troupes de Moscou pillonner la nouvelle terre ou telle localité de la petite République sécessionniste du nord du Caucase. Chaque jour amène son lot de récits sur les tortures, exécutions, pillages auxquels se livrent les troupes spéciales dépêchées pour briser la résistance des partisans du président Djohkar Doudaev. Chaque jour, il est un peu plus évident que les Russes - contrairement à tout ce qu'ils racontent à leurs interlocuteurs occidentaux - n'ont aucunement l'intention de négocier avec qui que ce soit en Tchétchénie.

Après avoir littéralement détruit une ville d'un demi-million d'habitants, Grozny, ils vont continuer à bombarder. Qui les en empêchera ? La question n'a pas paru dominer les sept heures d'entretiens qu'ont eues, mercredi et jeudi à Genève, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, et son homologue russe, Andreï Kozirev. Sans même pouvoir être certains que cette sale guerre sera éteinte à cette date - et il y a beaucoup de risques pour qu'elle ne le soit pas -, François Mitterrand et Bill Clinton ont déjà fait savoir qu'ils se rendraient le 9 mai à Moscou pour y célébrer le cinquantième anniversaire de la

victoire alliée sur les nazis. On peut comprendre la volonte des Occidentaux de ne pas « humilier » davantage une Russie déjà outrée de ne pas avoir été invitée à participer aux cérémonies commémoratives du débarquement en juin. Mais le Kremlin y verra un autre message : en faisant le voyage de Moscou, les dirigeants occidentaux font un geste de plus entérinant les massacres commis en Tchétchénie ; ils consacrent le droit du Kremlin à faire régner la terreur à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie.

Les Européens ne sont pas plus scrupuleux que les Américains. Ils s'approprient à lever l'une des rares mesures décidées pour marquer leur désapprobation de la guerre en Tchétchénie : le report de la signature d'un accord de partenariat intermédiaire conclu entre la Russie et l'Union européenne. On signerait en avril, pour remercier les Russes de bien vouloir accepter la présence d'une mission de l'Organisation pour la sécurité et de coopération en Europe (OSCE) sur le territoire tchéchène. La diplomatie russe a tout lieu de se réjouir. Elle vient d'obtenir ainsi une impunité à peu près totale pour l'opération menée par l'armée russe dans le Caucase, tandis que Moscou encourageait, là encore sans trop d'engagements précis, un crédit de plus de 6 milliards de dollars du Fonds monétaire international. L'Occident est conquis par le fait que le régime de Boris Eltsine, qui ne peut bien peser quelques mois-gardiens tchéchènes ?

Le coût de la santé

L'AUTRE politique va-t-elle triompher dans le domaine médical ? Plus la campagne électorale avance, plus il apparaît que l'avenir du système français de protection sociale est un des principaux sujets de désaccord entre Edouard Balladur et Jacques Chirac. Lionel Jospin était, sur ce point-là, plus proche du premier que du second. Le premier ministre s'est attaché, en effet, à poursuivre, même si ce fut avec sa méthode à lui, la politique commencée par ses prédécesseurs socialistes : la maîtrise des dépenses de santé.

Le « tron de la Sécurité sociale », depuis des années, fait frémir tous les gouvernements. Certes, la crise, avec son cortège de chômeurs, a réduit le nombre de cotisants et a donc creusé le déficit. Certes, les progrès de la science médicale ont provoqué un accroissement des dépenses. Mais force est de constater que celles-ci augmentent plus fortement en France que chez la plupart de ses voisins. Aussi, tous les gouvernements s'efforcent de faire comprendre aux Français que, si la santé n'a pas de prix, elle a un coût et que celui-ci, comme tous les autres, doit être maîtrisé. Or c'est le consensus autour de ce message que rompt aujourd'hui Jacques Chirac. Tout au long de ses discours, il affirme que le retour de la croissance devrait suffire à résoudre l'essentiel de cette difficulté. Profitant du refus des ma-

lades de ne pas bénéficier de tous les soins dont ils estiment avoir besoin, il assure qu'il est impossible de plafonner les dépenses médicales.

Flattant le goût des Français pour les médicaments, l'ancien président du RPR sait surtout que c'est une manière de s'attirer les bonnes grâces des professions de santé. Les médecins, et tous leurs auxiliaires qui, il est vrai, ne connaissent plus, en règle générale, leur situation financière florissante de naguère, redoutent, par-dessus tout, une rigoureuse maîtrise des dépenses de soins, dont ils pensent qu'elle ne pourra que se traduire par une réduction de leurs revenus. Or, les uns et les autres sont de remarquables agents électoraux. Valéry Giscard d'Estaing a pu le constater à ses dépens en 1981. Aujourd'hui, ce pourrait être le tour d'Edouard Balladur, tant son discours diverge de celui de son ancien ami.

Il ne devrait échapper à personne, et surtout pas aux candidats à l'élection présidentielle, que tous les pays européens ont réussi à mettre fin à une croissance sans retenue de leurs dépenses médicales. Les malades ne sont pas pour autant moins bien soignés en Allemagne qu'en France. Ce n'est pas parce que c'est la Sécurité sociale qui paye leurs médicaments et leurs médicaments qu'il serait impossible aux Français de comprendre que la croissance des dépenses de santé ne peut être sans fin.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergevin, directeur de la rédaction ; Eric Fialoux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué.

Rédacteurs en chef : Thomas Perrenot, Edouard Pénel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Gribbenner, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig.

Manuel Lucbert, directeur de Monde plus ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Verout, directeur des relations internationales ; Alain Pommerehne, secrétaire général de la rédaction.

Médiateur : André Laurent.

Conseil de surveillance : Alain Milla, président ; Olivier Biffand, vice-président.

Anciens directeurs : Hubert Bréville-Méry (1944-1969), Jacques Huet (1969-1982), André Laurent (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lecoq (1991-1994).

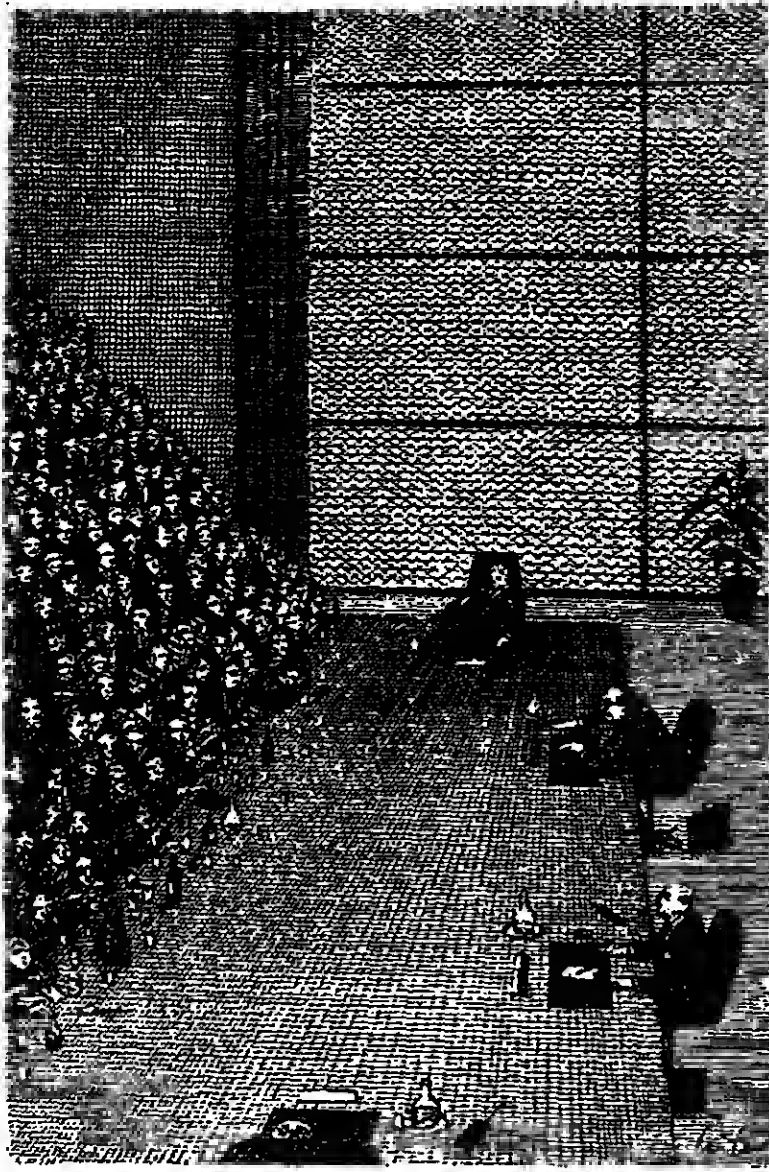
Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec conseil de surveillance. Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec conseil de surveillance. Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec conseil de surveillance.

RÉDACTION ET SUBSCRIPTIONS : 15, RUE MATHIEU 75001 PARIS CEDEX 10. Tél. (01) 46 45 25 25 Télécopieur : (01) 46 45 25 29 Fax : 36 06 61.

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BREVILLE-MÉRY 92821 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (01) 46 45 25 25 Télécopieur : (01) 46 45 30 10 Fax : 36 31 11.

La bonne affaire

par Leiter



Les syndicats, spectateurs engagés

Suite de la première page

Rien de tel cette année : plus que jamais les confédérations tentent de se faire de l'image d'organisations politisées qui, malgré les efforts engagés pour surmonter leur déclin, leur colle encore à la peau. La transformation sociale n'est plus véritablement un enjeu de la campagne, les clivages idéologiques se sont estompés et les syndicats veulent rester résolument sur le terrain syndical. La perspective d'une alternance se jouant principalement à droite continue à cette prise de distance.

Si, au congrès de Montpellier, Nicole Notat a été blâmée aussi parce qu'elle était soupçonnée de « dérive balladurienne », notamment pour avoir pas suffisamment combattu la loi quinquennale sur l'emploi, nul n'attendait de la secrétaire générale de la CFDT qu'elle indique le bon choix. C'est en 1985, et sous l'impulsion d'Edmond Maire, que la centrale avait décidé de rompre avec la pratique consistant, depuis la présidence de 1965, à donner des consignes de vote. Toujours culturellement de gauche, la CFDT aurait été dans une position délicate si Jacques Delors avait été candidat. Après le retrait de ce dernier, elle n'a pas hésité à marquer sa déception tout en se félicitant que la désignation de Lionel Jospin, candidat jugé « crédible », ouvre une perspective de véritable choix entre la droite et la gauche au second tour. Mais les cédétistes d'ont guère au-delà d'une interpellation des candidats sur les enjeux économiques et sociaux de l'élection.

GAGES D'INDÉPENDANCE

Après avoir soutenu Georges Marchais en 1981 et - plus nettement encore - André Lajoinie en 1988, sans appeler explicitement à voter pour eux, la CGT saisi l'occasion de l'élection présidentielle pour se refaire une virginité politique. Toujours membre du bureau national du PCF, Louis Vianet a refusé, tout en dénonçant le bilan d'Edouard Balladur et en réclamant une « rupture avec la politique suivie depuis quatorze ans », de commenter les programmes des candidats. Le 17 mars, il a ainsi estimé que le soutien apporté par sa centrale aux candidats de gauche - surtout après le programme commun en 1972 - avait eu des « conséquences négatives et hélas durables ».

Ne se voulant pourtant ni neutre ni indifférent, la CGT devrait publier, fin mars, un texte sur les enjeux de l'élection, en rappelant ses positions, mais sans qu'il soit possible d'en déduire une préférence pour tel ou tel candidat, du moins entre ceux de gauche. « Ni explicitement ni implicitement », assure-t-on à la CGT, alors que sa Fédération des travailleurs de l'État vient d'apporter un soutien implicite au Parti communiste. A quelques mois d'un congrès placé sous le signe de l'ouverture - avec peut-être l'abandon de la référence au « syndicalisme de classe » -, Louis Vianet veut donner des gages d'indépendance

et donc prendre plus de distances vis-à-vis du PCF.

Force ouverte se trouve dans une configuration différente. Fondée sur l'anticommunisme et soutenue lors de sa création par la SFIO, elle s'est fait le champion de l'indépendance syndicale et a toujours évité les prises de positions électorales. A l'exception d'un appel à voter « libre » lors du référendum de 1969, si l'appareil est majoritairement dominé par les militants socialistes - avec une vieille garde restée très « SFIO maintenue » -, FO doit compter avec un courant « gaulliste », très chrétien et très éloigné des centristes, bien présent dans des fédérations comme la fonction publique et la pharmacie ainsi que dans des unions départementales de l'est de la France, et avec une minorité trotskyste agissante. Membre du PS, Marc Blondel, qui se flatte de ses amicales relations avec François Mitterrand, évite soigneusement toute prise de position.

Les opposants au secrétaire général sont nombreux à estimer, sans tous le lui reprocher, que « Blondel route clairement pour Chirac ». Certains voient un signe de la caution implicite que les trotskystes de l'ex-PCF, alliés du secrétaire général, apporteraient au maître de Paris. D'autres mettent en évidence, outre les nombreuses critiques adressées à M. Balladur, une déclaration particulièrement vive de M. Blondel qui, le 2 décembre 1994 à Rennes - donc après la déclaration de candidature de l'ancien président du RPR -, avait estimé que les programmes de MM. Delors, Balladur et Giscard d'Estaing, « c'est au moins 6 % de chômeurs en l'an 2000 ». M. Blondel refuse de tels propos : « La pratique de l'indépendance vaut pour tous, républicain-ill. Nous ne sommes pas comptables de la reprise par un ou plusieurs candidats des positions de FO. L'important, c'est que les salariés accordent leur confiance aux syndicats, ce qui est de plus en plus le cas. » Officiellement, donc, FO restera neutre.

Du côté des réformistes de la CFE-CGC et de la CFEC, organisations dont les militants et les adhérents votent très majoritairement à droite et au centre, avec une proportion de partisans de Philippe de Villiers plus élevée que la moyenne nationale pour la centrale chrétienne, la position officielle reste aussi le refus de tout engagement. La CFEC, dont le président, Alain Delcu, a dû livrer bataille contre des tentatives d'emprise du Front national sur la fédération de l'agriculture dans le Var ou dans le Vaucluse, a posé sept questions aux candidats sur le partenariat social, l'emploi, la protection sociale, la politique industrielle, etc. Pour M. Delcu, il s'agit avant tout de « se faire entendre ». Marc Vibenot, président de la CFE-CGC, a écrit le 22 mars aux candidats pour les faire réagir sur le « projet social » de son organisation.

Encouragés par l'apparition, inhabituelle en période électorale, d'une vague de grèves dans le secteur public, centrées sur des revendications salariales, les syndicats sont plus que jamais convaincus que la lutte contre le chômage et l'exclusion et l'affirmation de la reprise imposent un autre partage des fruits de la croissance. Sans être hors jeu de la présidentielle, ils agissent à la marge. Comme s'ils espéraient plus de la relance nationale du dialogue contractuel que du futur chef de l'État. A moins qu'ils ne fassent le pari que le troisième tour sera social.

Michel Noblecourt

AU FIL DES PAGES/International

L'Allemagne dans tous ses états

DÉPUIS sa réunification, l'Allemagne a retrouvé sa place centrale en Europe. Les inquiétudes qui s'étaient exprimées en 1989-1990 avec la réapparition d'un géant économique et politique ont été largement apaisées par l'engagement réitéré du chancelier Kohl en faveur de l'intégration européenne. L'Europe unie est un moyen de protéger le continent contre l'Allemagne et l'Allemagne contre elle-même. Toutefois, l'élargissement de l'UE, celui qui vient d'avoir lieu avec l'entrée des pays scandinaves et de l'Autriche, comme celui qui se profile à l'horizon en direction de l'Europe de l'Est, réveille la crainte d'une Union à dominante germanique.

L'argument n'est pas totalement dépourvu de fondement, mais il serait simpliste de faire l'amalgame entre une indéniable influence économique, culturelle ou linguistique et une hégémonie, sans partage. Le livre de Gabriele Holzer, sur les rapports entre l'Allemagne et l'Autriche - le titre, *Verfreundete Nachbarn*, ne se prête pas facilement à une traduction littérale, mais il rend une idée d'amour-haine entre les cousins -, montre bien les spécificités de la petite République alpine. L'Autriche ne saurait être considérée comme le dix-septième Land de la RFA. « L'incapacité des Allemands à considérer les Autrichiens comme des non-Allemands » ne prouve pas qu'il en va de même pour les intéressés. Les Allemands, reconnaît Gabriele Holzer, ne le font pas dans une mauvaise intention, mais plutôt par « ignorance innocente ». En tout cas, 94 % des Autrichiens repoussent ce qui est parfois « une déclaration d'amour » et refusent de se considérer comme une « sous-catégorie de Bavarois ». Dont acte.

Pour qui lit l'Allemand, l'ouvrage de Gabriele Holzer est une bonne introduction à la connaissance de l'Autriche contemporaine. Pour le lecteur francophone, *L'État de l'Allemagne*, publié dans la collection « L'État du monde », est une véritable radioscopie de la RFA après la réunification, une somme traitant de tous les aspects de la vie économique, politique, culturelle, de l'histoire comme de la religion, du sport comme de la diplomatie. L'appel à des auteurs divers prive le livre d'une mine de ton, mais il a l'avantage de permettre à des spécialistes de s'exprimer dans les domaines où ils sont véritablement compétents. *L'État de l'Allemagne* est ainsi une sorte de manuel, indispensable aux chercheurs et aux étudiants, utile à l'homme de lettres qui ne peut se désintéresser d'un voisin passé en un demi-siècle du rôle d'ennemi héréditaire au statut de principal partenaire.

Pour s'informer sur notre principal partenaire, il n'y a que l'embarras du choix

Conformément à la formule de la collection, la maquette est agrémentée d'encadrés qui éclairent des points précis, de portraits de personnages historiques ou contemporains, d'une abondante bibliographie. A l'occasion, quelques idées reçues sont malmenées. Sur le travail des Allemands, qui ne sont pas aussi consciencieux et appliqués que la légende le laisse entendre ; sur le « système dual » d'enseignement récemment contesté. Ou sur la politique industrielle : sujet quasi tabou en Allemagne, elle n'en existe pas moins, même si elle n'est pas, comme en France, l'apanage de l'État. C'est une politique « polycentrique », définie et menée par une pluralité d'acteurs relativement autonomes, qui trace un cadre général (innovation technique et formation) au lieu de fixer des objectifs précis à des entreprises choisies.

Pour s'informer sur l'Allemagne, d'un point de vue politique cette fois, la lecture du dernier numéro de la revue *Documents* est hautement recommandée. Il propose une analyse détaillée des nombreux scrutins qui ont eu lieu l'année dernière. Henri Méraudier a passé au crible les résultats pour donner une photographie du corps électoral allemand, dans sa diversité entre l'Est et l'Ouest. Dans l'ancienne RFA, conclut-il, « les grands partis voient se réduire leur électorat traditionnel (catholique pour la CDU-CSU, salariés syndiqués pour le SPD) et doivent faire venir à eux un électorat flottant qui ne cesse de croître en pourcentage et dont l'inconstance est la principale caractéristique ». En se rapprochant ainsi des autres démocraties européennes, la République fédérale romprait - si ce symptôme se confirme - avec sa traditionnelle stabilité.

Daniel Vernet

* Gabriele Holzer, *Verfreundete Nachbarn*, Ed. Kremayer et Scherlau, Vienne, 208 pages.

* *L'État de l'Allemagne*, sous la direction d'Anne-Marie Le Gloannec, La Découverte, 440 pages, 198 F.

* *Documents*, Revue des questions allemandes, n° 5, 1994, 128 pages, 55 F.

مركز الامم المتحدة

ENTREPRISES

LE MONDE/SAMEDI 25 MARS 1995

TRANSMANCHE Les banques chefs de file d'Eurotunnel viennent d'autoriser la société à utiliser une ligne de crédit de 5,88 milliards de francs. Mais l'exploitant du tunnel

sous la Manche veut toujours renégocier la convention avec les sociétés française et britannique de chemins de fer ou leur réclame 20 milliards de francs de dédomme-

gement. ● LES 720 000 PETITS ACTIONNAIRES ont apporté 23 milliards de francs courants au tunnel, mais le total de leurs actions ne vaut plus que 17,5 milliards à cause de la

chute du cours. Ils devront attendre encore dix ans leur premier dividende. En revanche, les banquiers ont déjà touché, au minimum, 6,3 milliards. ● AUCUNE AUGMEN-

TATION DU CAPITAL n'est prévue. Mais pour passer le cap des années de lancement, une restructuration financière à froid pourrait être nécessaire.

De lourds risques financiers menacent encore la santé d'Eurotunnel

L'exploitant du tunnel sous la Manche se prépare à passer quatre années difficiles. Etranglé par sa dette, il a renégocié avec les banques une ligne de crédit. Et réclame aux compagnies de chemins de fer une révision de la convention qui les lie ou 20 milliards de francs de dédommagement

LA MISE EN SERVICE du tunnel sous la Manche n'a pas dissipé les risques financiers qui pèsent sur la santé d'Eurotunnel. Il n'est pas exclu que les financements disponibles, tant à travers les fonds propres que les prêts bancaires, ne suffisent pas à atteindre 1998, année à partir de laquelle le concessionnaire-exploitant prévoit de voler de ses propres ailes.

Si l'exploitation du lien fixe ne pose pas de problème sur le long terme, les incertitudes pour les quatre ans à venir, phase de démarrage difficile et de gros besoins de trésorerie, restent grandes. Elles poussent la société franco-britannique à chercher de tous côtés des arrangements. Eurotunnel est en passe d'obtenir un renouvellement de droits de tirage d'une ligne de crédits bancaires.

Elle veut aussi renégocier avec les chemins de fer français et britanniques. La société avait déposé, le 20 août 1993, une demande

d'arbitrage auprès de la Chambre de commerce internationale à ce sujet. Eurotunnel réclame une révision du contrat qui les lie, ou... des dédommagements considérables s'élevant, selon nos informations, à près de 20 milliards de francs.

100 FRANCS PAR PASSAGER

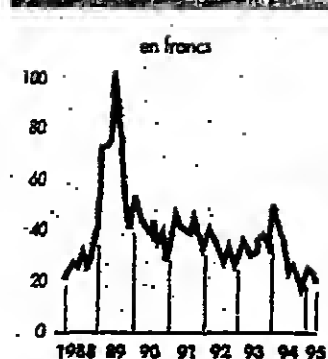
La convention d'utilisation passée le 29 juillet 1987 accordée à la SNCF et à British Rail le droit d'utiliser 50 % de la capacité du tunnel, pendant toute la durée de la concession, soit jusqu'en 2052, moyennant un montant annuel fixe et un péage. Eurotunnel, qui toucherait en moyenne de l'ordre de 100 francs par passager (un chiffre que se refuse à confirmer la SNCF), souhaite « obtenir au moins 55 % » de plus. Les calculs effectués à l'époque pour déterminer le péage des chemins de fer se fondaient sur un prix de revient du tunnel nettement moins élevé. Et

à cause des retards de mise en route, les besoins de financement sont passés de 48,7 milliards de francs (en 1987) à plus de 100 milliards. Par ailleurs, la politique tarifaire de la SNCF a changé. La société a obtenu le droit d'abandonner son tarif kilométrique et de pratiquer des prix de marché. Par conséquent, la part des péages dans ses tarifs serait passée de 25 % à moins de 15 %.

Endettée à hauteur de 155 milliards de francs à la fin 1994, la SNCF n'est pas décidée à céder aux demandes d'Eurotunnel. L'entreprise a dû revoir à la baisse ses prévisions de trafic des TGV Eurostar, exploitées entre Paris et Londres. En 1987, elle tablait sur une fréquentation de 15 millions de voyageurs par an en vitesse de croisière. Aujourd'hui, on parle de 10 millions de voyageurs. Le résultat de l'arbitrage est attendu pour cet été.

Vis-à-vis de ses 220 banques,

Un cours de l'action Eurotunnel



Source: FNNFO

De 35 francs, prix de souscription en nov. 1987, le cours de l'action Eurotunnel est aujourd'hui autour de 19 francs.

Eurotunnel dispose d'un crédit « senior » de 5,88 milliards obtenu l'an passé sous conditions. Celles-ci ayant changé du fait, là encore, des retards d'exploitation, il fallait obtenir confirmation. Les banques chefs de file (BNP, Indosuez, NatWest et Midland) viennent de le donner, il reste à obtenir l'autorisation de l'ensemble des autres établissements. « Ces conditions n'incluent aucune augmentation de capital », a tenu à préciser la société dans un communiqué en date du 23 mars, alors qu'une rumeur évoquait, la veille, une telle opération. Le titre avait perdu 5,9 % à la Bourse de Paris.

FRAIS FINANCIERS COLOSSAUX

Tous ces arrangements suffiront-ils ? Christian Cambier, président de l'association pour l'action Eurotunnel, n'en démont pas : des changements s'imposent : « Une restructuration financière à froid serait nécessaire. Il

faut faire rentrer un investisseur au capital qui apporterait une bouffée d'oxygène, sans léser les actionnaires. » Et il préconise un gel des marges des banques pour trois ans (Le Monde du 3 décembre 1994).

La société, endettée à hauteur de 70 milliards de francs, doit faire face à des frais financiers considérables. Depuis le début du projet, en 1987 jusqu'à l'inauguration officielle du tunnel le 6 mai 1994, elle a versé 20 milliards de francs pour honorer sa dette. Elle devra encore débours 27,5 milliards jusqu'à la fin 1998. Pour soulager ses comptes, l'entreprise souhaiterait substituer à sa dette à taux variable une dette long terme, sous forme d'obligations à taux fixe. Mais elle a besoin d'une plus grande visibilité sur ses perspectives d'exploitation. Et aussi de l'accord de ses banquiers. Compte tenu de la rente Eurotunnel, ces derniers ne sont pas pressés d'accorder leur aval.

Cette saison d'été est donc cruciale. La société, qui prévoit un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs par an en exploitation normale, manque toujours de navettes pour assurer un service régulier. Elle doit faire face à des problèmes d'ordre électronique liés, par exemple au déclenchement intempestif d'alarmes pour les navettes de tourisme.

CONCURRENCE DES FERRIES

Faute de capacités, Eurotunnel subit la loi commerciale des « ferries ». A ce jour, trois navettes de voyageurs (et trois rames) seulement circulent entre Calais et Folkestone, sur un parc total de neuf navettes plus une rame. Toutefois, Eurotunnel a entrepris des modifications et des réglages pour aborder la saison d'été dans les meilleures conditions.

Côté chemins de fer, on compte actuellement cinq aller-retour par jour et une dizaine sont prévus d'ici l'été, contre une quinzaine à l'automne, l'exploitant du tunnel, qui a enregistré 255 millions de francs de chiffre d'affaires en 1994, sera ou non en position de force face à ses banquiers. Toutefois, une nouvelle augmentation de capital pour financer des pertes n'est pas inscrite au programme, affirme la direction.

Arnaud Leparmentier

Martine Laronche

Le tunnel a rapporté plus de 6 milliards à ses banquiers, mais rien à ses actionnaires

LES PETITS PORTEURS font une confiance quasi aveugle à Eurotunnel. Ils étaient 630 000 fin 1993. Ils sont aujourd'hui 720 000 (dont 600 000 Français) à avoir mis leurs économies sur le chantier du siècle. Et ils ont apporté à Eurotunnel plus de 23 milliards de francs courants, à l'occasion notamment des trois augmentations de capital proposées au public, en 1987, 1990 et 1994. Aujourd'hui, ces 23 milliards de francs ne valent en Bourse que 17,5 milliards, après avoir plongé à 14 milliards lorsque le titre a touché son plus bas niveau historique, à 15,85 francs, courant 1994.

En outre, les actionnaires, qui ont immobilisé leurs économies depuis près de huit ans, devront patienter jusqu'en 2004 avant de toucher leurs premiers dividendes.

Les banquiers, eux, n'ont pas attendu si longtemps pour se rémunérer. Commissions, honoraires, marges et autres facturations se sont multipliées depuis dix ans : selon nos calculs, les banques auraient déjà touché, au minimum, 6,3 milliards de francs courants. Des estimations que ni Eurotunnel ni ses partenaires financiers n'ont voulu nous confirmer.

Première source de rémunération, les trois augmentations de capital de 1987, 1990 et 1994, dont les chefs de file sont Indosuez, Morgan Grenfell et la Société de banque suisse. Le produit brut de ces émissions - c'est-à-dire les sommes que les actionnaires ont versées - s'est élevé à 20,7 milliards de francs, mais Eurotunnel n'en a touché que 19,3 milliards : soit un écart de 1,4 milliard de

francs. La différence est due aux frais et débours, mais surtout aux rémunérations des intermédiaires financiers pour un montant de 933 millions de francs. Les banquiers trouvent aujourd'hui leurs marges justifiées. « Elles ne dépassent pas les 5 % du montant des émissions. Ces dernières étaient d'un montant considérable et se sont déroulées dans des conditions très difficiles. Après le krach de 1987, en pleine crise du Golfe et en 1994, alors que le projet avait du retard... Le risque de se retrouver « colé » avec une forte partie du capital était important », se justifie un banquier.

COMMISSIONS MIROBOLANTES

Deuxième manne, les 70 milliards de francs de prêts consentis à Eurotunnel par 220 établissements financiers, emmenés par le Crédit lyonnais, la BNP, NatWest et la Midland Bank. Les banquiers se sont octroyé une marge de 1,5 % sur leurs prêts jusqu'à 40 milliards de francs. Entre 40 et 63 milliards de francs, cette marge grimpe à 1,75 % et elle s'envole à 2,5 % pour les 5 milliards de francs supplémentaires. Selon nos estimations, les marges engrangées jusqu'au 31 décembre 1994 dépassaient les 3,3 milliards de francs. A l'heure actuelle, avec un endettement de l'ordre de 70 milliards de francs, Eurotunnel verse en marges, c'est-à-dire sans compter les intérêts, plus de 1,1 milliard de francs par an. « Pour les financements de projet, les marges se situent entre 1,5 et 2 %. Si c'était à refaire, nous les souhaiterions plus élevées, explique le plus sérieusement du monde un banquier. Un tel

projet est tellement risqué qu'il ne devrait être financé que par les Etats. » Et de citer le marché gris de la dette d'Eurotunnel qui ferait actuellement apparaître une décote de 30 %, même si le nombre des transactions est très faible.

La troisième source de financement est beaucoup plus contestable. Les banques ont facturé des commissions mirobolantes : honoraires sur le montage des conventions de crédit, commissions d'engagement à payer sur les prêts mis à disposition mais non utilisés, pénalités pour avoir dépassé le niveau d'endettement autorisé. Toutes les difficultés rencontrées par le Tunnel ont donné lieu à facturation de la part de ses bailleurs de fonds. Leur montant exact est difficile à reconstituer. Seule certitude : en 1992, 1993 et 1994, Eurotunnel indique dans ses états financiers avoir versé 1,048 milliard de francs de commissions sur prêts. Pour les autres années, le montant n'est pas spécifié. La convention de crédit signée avec les banques en 1987 stipule qu'Eurotunnel doit payer, entre autres, une commission de montage égale à 0,25 % du total de la convention de crédit, soit 50 millions de francs à l'époque, ainsi qu'une commission dite initiale de 0,875 %. Soit un total de 562 millions de francs, vraisemblablement versée dès 1987. Le total versé depuis l'origine dépasse sans doute les 2 milliards.

Si les banquiers sont mal à l'aise pour justifier de telles ponctions, ils n'oseraient pas s'arrêter pour autant. Ainsi, lors de la rené-

gociation financière du projet en 1994, Eurotunnel a dû accepter de payer des commissions sur de nouveaux crédits, à des taux supérieurs à 2,5 % des montants. Morgan Grenfell et SG Warburg ont battu tous les records : ils ont accordé à Eurotunnel un crédit supplémentaire de 50 millions de livres, moyennant une commission de 5 % du montant du prêt et une marge de 4 %. Les banquiers français ne se cachent pas pour condamner les pratiques de leurs deux confrères britanniques.

Face aux banques, les actionnaires n'ont pas le moindre pouvoir. Les banquiers siègent au conseil d'administration d'Eurotunnel (BNP, Crédit lyonnais et NatWest pour les banquiers chefs de file, Indosuez pour les augmentations de capital) ; à l'inverse, les deux premiers actionnaires, The Capital Group, un fonds américain qui détient près de 10 % du capital, et le canadien Bombardier (3,5 % du capital), qui fabrique les navettes, n'y sont pas. Lorsque Christian Cambier, président de l'association pour l'action Eurotunnel, a voulu obtenir, en 1994, un siège d'administrateur pour les minoritaires, il n'a pas obtenu gain de cause. Aujourd'hui, il ne le souhaite plus pour garder sa liberté de critique. Quant aux banquiers, il n'ont toujours pas ouvert le conseil d'administration. Si l'actionnaire gêne tant, n'aurait-il pas mieux valu faire financer le projet à 100 % par des banquiers ?

Arnaud Leparmentier

Martine Laronche

Recapitalisé mais amaigri, Metallgesellschaft redevient bénéficiaire

LE SAUVETAGE de Metallgesellschaft (MG) est enfin assuré. Un an et demi après avoir été mis au bord de la faillite, le groupe, spécialisé dans la production et le négoce de métaux non-ferreux, présente un profil renouvelé. Le contenu du plan d'assainissement opérationnel et financier a été présenté à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, jeudi 23 mars à Francfort.

Après avoir subi des pertes de 1,9 milliard de marks (environ 6,5 milliards de francs) en 1992-93 et 2,6 milliards de marks en 1993-94, le groupe devrait réaliser un profit opérationnel de 100 millions de marks au cours de l'exercice 1994-1995, qui s'achève le 30 septembre prochain (10 millions de marks de profits opérationnels ont été réalisés au cours du premier trimestre 1995). Tels sont les chiffres annoncés par le président de Metallgesellschaft, Kajo Neukirchen, en place depuis décembre 1993 - date à laquelle le précédent patron de MG, Heinz Schimmelbusch, avait quitté précipitamment son poste après avoir révélé l'ampleur des pertes (4 milliards de marks) provoquées par des spectaculaires opérations financières sur les marchés à terme pétroliers de New York.

A Francfort, les actionnaires de MG ont décidé une augmentation de capital de 600 millions de marks afin de rétablir l'assise financière du groupe. Mais de très dures négocia-

tions ont opposé, au cours des dernières semaines, les grandes banques allemandes actionnaires du groupe (Deutsche Bank et Dresdner Bank) et les autres banques créditrices de Metallgesellschaft, en particulier les banques françaises (Crédit lyonnais, Société générale, Paribas et BNP notamment), dont les créances avaient été transformées en titres participatifs à l'occasion du précédent plan de recapitalisation de janvier 1994 (cette opération avait porté sur 1,3 milliard de marks). Un accord a été trouvé en extremis grâce au rachat pour 150 mil-

liards de marks d'une partie des titres participatifs par la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. La semaine dernière encore, ces établissements reprochaient à leurs homologues français de ne pas se comporter « de manière européenne ». Ce n'est la première fois que les banques françaises s'opposaient au « diktat » imposé par les grands instituts de crédit allemands.

L'échafaudage financier est aujourd'hui complet. Mais un banquier français proche du dossier se demande aujourd'hui « quelle est la stratégie future de M. Neukirchen ».

Metallgesellschaft n'est plus que l'ombre de lui-même. Des 62 500 salariés que comptait le groupe en 1992, il n'en reste plus que 25 000. Le chiffre d'affaires est passé de 26 à 15 milliards de marks. L'endettement a été ramené de 9 à 3,2 milliards. Les activités ont été concentrées autour de quatre pôles : négoce, construction et ingénierie (Lurgi, Zimmer), chimie (Dynamit Nobel) et services financiers (Metallbank).

Le groupe, qui avait bâti un empire dans les non-ferreux (de la mine au négoce), a été obligé de renoncer

en partie à cette activité historique. La branche minière, notamment la participation dans Metall Mining Corp. au Canada, a été cédée. Le secteur de la transformation des métaux a été réduit. Le pôle industriel a fait l'objet d'une sévère cure d'amaigrissement, avec la cession de Buderus (chaudière) et de Kolbenschmidt (équipements automobiles). Au total, le nombre de participations est passé de 774 à 457 en un an.

Quant au négoce des produits pétroliers, il a été considérablement restreint. MG Corp., la filiale concer-

née par les pertes new-yorkaises, continue, certes, ses activités et serait la seule branche encore déficitaire du groupe. Mais elle est aujourd'hui sous le contrôle étroit de la centrale de Francfort et du conseil de surveillance. Ses positions sur le marché pétrolier américain, qui avaient été jusqu'à représenter 160 millions de barils (80 fois la production journalière du Koweït), ont été ramenées en-dessous de 10 millions de barils.

Lucas Delattre (à Bonn) et Martine Orange

Le pouvoir des banques allemandes mis en cause

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Une banque peut-elle être l'un des premiers actionnaires d'une entreprise dont elle est également une créditrice privilégiée ? L'omniprésence des banques dans l'économie allemande est-elle compatible avec le contrôle efficace de l'activité des entreprises ? Ces questions se posent de manière insistante depuis l'annonce des déboires de Metallgesellschaft, qui n'ont pas fini de secouer le monde des affaires en Allemagne. S'ajoutant à des scandales d'escroquerie au crédit comme celle du promoteur immobilier Jürgen

Schneider (marquant le début d'un divorce entre l'opinion publique allemande et les banquiers lorsque l'un d'eux avait qualifié ses conséquences de « peanuts »), cet événement pose une fois de plus, la question du « pouvoir des banques » en Allemagne. Pour la première fois, l'hypothèse d'une loi leur imposant de réduire leurs positions dans l'économie allemande est envisagée.

Les actionnaires minoritaires du groupe Metallgesellschaft, qui ont eu le sentiment d'être trompés, entendent défendre leurs droits de manière plus ferme. Ce phénomène pourrait permettre d'inno-

duire de nouvelles règles de conduite, plus ouvertes, dans la vie économique allemande. C'est le vœu du chancelier Kohl lui-même, qui a estimé, au cours d'un récent discours prononcé à l'occasion du 125^e anniversaire de la Commerzbank, qu'il fallait « améliorer le contrôle et la transparence » dans ce domaine.

La Deutsche Bank, premier établissement bancaire allemand et l'un des principaux actionnaires de Metallgesellschaft (avec 10,65 % du capital), a toujours joué, avec la Dresdner Bank, le numéro deux, le rôle de « banque maison » pour Metallgesellschaft, dont elle a par-

tagé le destin. La position de Ronaldo Schmitz, membre du directoire de la Deutsche Bank et président du conseil de surveillance de Metallgesellschaft, continue d'être sévèrement critiquée, même si l'intéressé a réussi, jusqu'à ce jour, à se maintenir à son poste.

Soit, comme le pensent notamment plusieurs économistes américains, la Deutsche Bank a été responsable de la catastrophe financière de MG Corp. sur les marchés pétroliers de New York, en abandonnant de manière précipitée des positions certes dangereuses, mais qu'il aurait été plus judicieux de conserver ; soit, comme

l'affirme la Deutsche Bank elle-même, elle n'a pas été mise au courant des jongleries financières de la filiale de New York et a dû réagir dans la précipitation pour sauver ce qui pouvait l'être encore. Il suffit de cinq minutes à pied pour aller du siège de la Deutsche Bank à celui de Metallgesellschaft : selon une plaisanterie courante à Francfort, telle serait la raison pour laquelle les contrôleurs n'auraient pas fait leur travail. Quoi qu'il en soit, dans les deux cas de figure, la banque a fait un mauvais usage de son pouvoir.

L. D.

La défense du franc se révèle coûteuse

Les marchés anticipent le maintien de taux d'intérêt à court terme élevés au-delà de l'élection présidentielle

Les attaques contre le franc sur les marchés monétaires ont entraîné une vive remontée des taux d'intérêt à court terme depuis plus d'un mois. Ils sont désormais supérieurs aux taux d'intérêt à long terme. Cette situation, dite de

courbe des taux inversée, complique le financement des agents économiques et pourrait, si elle perdurait, freiner la croissance de l'économie. Conséquence directe de la réunification allemande, les taux à court terme ont été supérieurs

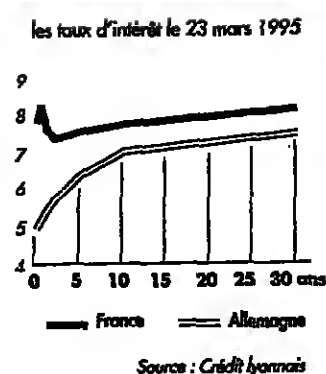
en Europe aux taux à long terme entre 1989 et 1993. Une situation jugée « anormale » par les économistes et qui, aux yeux d'un certain nombre d'entre eux, explique pour partie l'ampleur de la récession de 1993.

AFIN DE DÉFENDRE la stabilité du franc, le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France a choisi le 8 mars dernier de relever le taux de ses prises en pension de 6,40 % à 8 %. Si cette décision a permis – jusqu'à présent – de stabiliser le cours du franc face à la monnaie allemande, elle provoque en revanche une vaste désorganisation de la structure des taux d'intérêt français et par contrecoup du circuit de financement de l'économie française.

Les taux d'intérêt à court terme ont très fortement progressé depuis la mi-février (le taux de l'argent au jour le jour est monté de 5,25 % à 7,85 %, les taux à trois mois sont passés de 5,75 % à 8,50 %), au point d'être aujourd'hui supérieurs aux taux d'intérêt à long terme. Les taux à dix ans se situent à 7,95 %. Ce phénomène, que les spécialistes désignent sous le terme de « courbe des taux inversée », constitue une véritable anomalie au regard de la théorie financière qui veut qu'un placement à long terme soit plus rémunérateur qu'un investissement à court terme car il présente plus de risques. Les taux d'intérêt français et allemands ont déjà connu une configuration semblable de la fin de l'année 1989 jusqu'au milieu de l'année 1993. Pour combattre la surchauffe économique résultant de la réunification des deux Allemagnes, la Bundesbank avait été contrainte de mener tout au long de cette période une politique monétaire très restrictive, et la Banque de France l'avait imitée.

Mais une courbe des taux inversée n'est pas sans perturber le financement de l'économie, et cer-

Des taux pénétrants pour l'industrie française



Les taux d'intérêt à court terme sont désormais en France supérieurs aux taux à long terme.

ains y vient un des éléments ayant aggravé la récession en 1993. « C'est une situation difficile pour les établissements de crédit, qui collectent des ressources à court terme pour offrir des financements à long terme. Quand les taux courts deviennent supérieurs aux taux longs, ce rôle économique de transformation coûte de l'argent aux banques », note un économiste d'une grande banque française. De la même façon, une courbe des taux inversée a des effets pervers sur le comportement des investisseurs, qui préfèrent alors placer leurs capitaux dans des titres à court terme plutôt qu'en obligations à long terme. La structure de taux inversée a largement contribué au début des années 90 au formidable engouement

pour les sciv de trésorerie, devenues plus rémunératrices que les sciv obligataires ou actions, pénalisant par là même le financement à long terme de l'économie française.

Plus directement, la hausse des taux d'intérêt à court terme résultant de la crise sur le franc a pour effet de renchérir sensiblement le coût de financement des agents économiques, qu'il s'agisse des banques, des entreprises ou des ménages. « En phase de reprise économique, cette hausse des taux est un mauvais coup, surtout lorsqu'elle se retrouve couplée à une politique budgétaire restrictive », observe un économiste. Le coût de financement apparaît encore plus élevé lorsqu'on raisonne en termes de taux d'intérêt réels (taux hors inflation). Les taux d'intérêt réels à trois mois se situent désormais en France à 6,80 %. En comparaison, ils s'établissent à 2,60 % en Allemagne. Cet écart pénalise, au moins ponctuellement, l'économie française par rapport à son homologue allemande.

Patricia Lormeau, économiste à la banque Paribas, estime toutefois que « la remontée des taux d'intérêt semble au total assez peu susceptible de freiner la reprise de l'activité, dont le financement s'effectue dans une large mesure sans appel au crédit. En revanche, au-delà de ce faible effet conjoncturel, le maintien plus durable d'un niveau de taux réels élevés ne serait pas sans conséquence dépressive sur l'activité ».

Si l'approche de l'élection présidentielle explique en partie la crise du franc et l'envoie des taux d'intérêt à court terme, les opérateurs des marchés financiers n'anticipent pas pour autant un retour rapide à

la normale, une déroute brutale des taux d'intérêt après le scrutin. Les cours du contrat à terme Pibor 3 mois du Matif mettent en évidence une persistance des tensions sur les taux à court terme français et le maintien d'une importante prime de risque en France par rapport à l'Allemagne au-delà du mois de mai. Selon les anticipations des opérateurs, les taux à trois mois se situeraient à 7,80 % en France à la fin du mois de juin (5,10 % en Allemagne), bien au-dessus des 5,75 % qui prévalaient à la mi-février avant le début de la crise monétaire. Les taux à trois mois s'établissent encore à 7 % à la fin du mois de septembre (5,30 % en Allemagne). Pour les marchés financiers, les tensions sur les taux courts en France paraissent donc devoir s'inscrire dans la durée. Si les marchés disent vrai, l'impact négatif pour l'économie française ne pourra plus être considéré comme négligeable.

P.-A. D.

BUNDESBANK : le président de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, tout en se félicitant de l'évolution favorable de la masse monétaire, a déclaré jeudi 23 mars que « préserver la stabilité des prix demande une surveillance constante et que les risques d'inflation en Allemagne ne doivent pas être négligés ». Il a également souligné que la politique monétaire allemande « ne doit pas être orientée sur des évolutions à court terme des taux de change, bien que des changements durables en matière de compétitivité internationale doivent naturellement être pris en considération ».

Motorola pose des conditions à son entrée dans Bull

Le groupe américain dément vouloir prendre une forte participation lors de la privatisation

LA COMPOSITION du tour de table de Bull, le constructeur français d'informatique engagé dans un processus de privatisation de gré à gré, et plus particulièrement celle de son présumé « noyau dur », suscite de nouvelles incertitudes. Outre France Télécom, déjà présent à hauteur de 17 % dans le capital de la société, et le japonais NEC, qui en possède aujourd'hui 3,7 % et a clairement manifesté son intention d'accroître sa participation, Motorola devait compléter le ticket et devenir le troisième « grand actionnaire ».

Mais le groupe américain, l'un des plus grands fabricants mondiaux de puces et de systèmes de radiocommunications, a démenti le jeudi 23 mars. Dans un communiqué « en réponse à des informations erronées » selon lesquelles il aurait offert de prendre 17 % dans le capital de Bull, Motorola indique

avoir seulement fait une offre au gouvernement français pour développer la collaboration avec Bull sur le microprocesseur PowerPC. « Si cette proposition est acceptée et si certaines conditions sont satisfaites, Motorola devrait établir avec Bull une activité commune (joint-venture) de recherche et de développement PowerPC (TM) ». Ensuite seulement, l'américain « prendrait une faible participation dans le capital du groupe Bull ».

Démenti définitif ? Selon certaines sources, il s'agirait d'un réel mouvement de mauvaise humeur du management du groupe américain, qui avait souhaité, de façon peu plausible, une discrétion drastique.

Les dirigeants de Motorola avec lesquels ont été engagées des discussions sur une participation significative dans le groupe Bull avaient été très clairs sur ce point,

conditionnant la conclusion d'un accord à plusieurs dispositions. D'abord, qu'au lieu de laisser le temps de convaincre leur conseil d'administration et de se préparer pour justifier un tel investissement auprès de leurs actionnaires. Ce qui, aux yeux des patrons de Motorola, n'était pas acquis.

EFFORT DE RECHERCHE

Ensuite, l'interlocuteur américain a formulé des exigences précises, demandant à Bull de s'engager sur un effort de recherche et sur des développements autour de la puce PowerPC qu'il a conçue avec IBM et Apple. Motorola souhaite ainsi mettre au point avec le groupe français une gamme allant des serveurs fonctionnant autour de ce microprocesseur au micro-ordinateur portable. Ce projet peut poser un problème puisque Bull possède déjà un accord de ce

type avec IBM. Ces exigences sont un « gage de sérieux », expliquait-on il y a quelques jours tant au ministère de l'Industrie que chez Bull. « Les hommes de Motorola sont déjà là. Et ils se sont mis au travail avec les équipes Bull ».

L'arrivée de Motorola comme l'un des trois actionnaires de référence de Bull donnerait meilleure allure à une privatisation dont le processus a pu apparaître quelque peu chaotique et qui doit malgré tout aboutir avant la fin de l'année, selon l'engagement pris auprès de la Commission européenne. Pour Jean-Marie Descaupries, le PDG du groupe informatique, et son équipe, la présence ou non du groupe américain dans le tour de table signera la réussite ou l'échec du schéma d'actionnariat élargi qu'il a souhaité.

C. M.

Comédie humaine : le métier de patron

LE MÉTIER de patron semble un objet d'étude non identifié malgré l'abondance d'ouvrages. Pourtant, le coup d'envoi de la recherche moderne sur les organisations a été

donné moins par Max Weber, comme l'affirment les manuels, que par Chester I. Barnard, l'un des patrons d'ATT, avec *The Functions of the Executive* (Harvard University Press), publié en 1938, mais non traduit en français malgré ses quarante rééditions. Sans diplômes, irrévérrencieux à l'égard des profes-

seurs et des consultants, M. Barnard a inspiré les œuvres de célébrités contemporaines : Herbert Simon, J. March, Oliver Williamson, Henry Mintzberg. Les gourous de *La Passion de l'excellence*, Tom Peters et Robert H. Waterman, le reconnaissent : « Nos commentaires avaient été anticipés il y a des décennies par Chester Barnard ».

L'ambition scientifique d'un Barnard tranche avec les bagatelles d'universitaires qui se prennent au sérieux. Dans *Entrepreneurs et gestionnaires*, Hamid Bouchild et John Kimberly découvrent ainsi chez les entrepreneurs « un combat permanent contre la bureaucratisation », « une forte exigence de performance », « la confiance », « une

sélection minutieuse des personnes », « l'emploi des collaborateurs en fonction de leur personnalité ».

Décrire la comédie sociale dans laquelle s'intègre l'état de patron exige de la finesse. Réussir sans se fatiguer, de Charles-Edouard de Rastagnac, n'est que cynisme vide (« Organisez des réunions », « Séduisez la secrétaire du chef », « Ayez l'air organisé », « Faites croire que vous travaillez »). L'auteur serait un dirigeant d'entreprise qui « a réalisé que la réussite tient moins à une grande capacité de travail et aux compétences qu'à certaines recettes individuelles pour acquiescer le look du parfait gagnant ».

Rien de comparable avec les pastiches et aphorismes des *Propos d'O. L. Barenton*, confiseur (Editions d'Organisation) du polytechnicien Auguste Detouze, révélé au grand public en 1947, longtemps livre de raison du métier de patron. Ce savoir fragmentaire, mais stimulant, a inspiré aussi *Au cœur des affaires*, les quatre vérités d'un patron d'industrie (Editions Autrement), ouvrage méconnu de Francis Planque, dirigeant de L'Oréal.

est un métier inconstruit, étrange, difficile, dur, précaire, dangereux et qui exige de plus en plus de talents, d'habiletés, de qu'on-dit-soi », avertit Jean Vauvilliers dans un essai de haute tenue, en neuf leçons *Être patron*. « Un patron, c'est d'abord une volonté », estime ce collaborateur de la revue *Commentaire*. La formule aurait plu à Barnard, et plus encore ces jugements : « C'est ce que les traités de management s'obstinent à ne pas voir : un bon patron est celui qui a conscience des devoirs de son officium, et qui les accomplit sérieusement, tenacement, religieusement : ce qui ne serait pas, si l'on en croit la chronique, le cas de certains ».

Jean-G. Padioulet

★ *Entrepreneurs et gestionnaires*, Hamid Bouchild et John Kimberly, Editions d'Organisation, 176 pages, 163 F.
★ *Réussir sans se fatiguer*, Charles-Edouard de Rastagnac, Les Presses du management, 143 pages, 98 F.
★ *Être patron*, Jean Vauvilliers, Editions Economica, 72 pages, 58 F.

Des appareils d'Eurocopter pour Abou Dhabi

LE CONSORTIUM franco-allemand Eurocopter a remporté, jeudi 23 mars, un contrat de 235 millions de dollars (1,2 milliard de francs) pour fournir des hélicoptères de combat à la marine des Emirats arabes unis (EAU). Le contrat prévoit la livraison dans trois ans de sept nouveaux hélicoptères Panther (armés de missiles air-surface AS 15TT), pour la lutte contre les bâtiments de surface, et la modernisation de cinq Super-Puma, qui arment déjà la marine émiratie, pour en faire une version adaptée à la lutte anti-sous-marine (avec des missiles air-mer Exocet AM 39). En compétition avec le constructeur britannique Westland (avec son Lynx) et le groupe américain Sikorsky (avec l'hélicoptère Seahawk), Eurocopter a remporté le contrat en raison des prix qu'il offrait (malgré la sous-évaluation du dollar), mais aussi parce que les pilotes émiratis sont entraînés à voler sur ce type de machines. (AFP)

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS : l'institution financière prévoit pour 1994 un bénéfice net consolidé part du groupe de 1,06 milliard de francs contre 4,05 milliards de francs en 1993, a annoncé jeudi 23 mars son directeur général, Philippe Lagayette. La Caisse a été pénalisée l'an dernier par les provisions passées pour Air France, le Crédit lyonnais et le CEPME à hauteur de 1,4 milliard de francs. La baisse de la valorisation du portefeuille d'OPCVM a grevé le résultat en le réduisant de 3 milliards de francs. La CDC, qui a bénéficié en 1994 de crédits d'impôts, après d'importants montants payés en 1993 sur des plus-values latentes, ne devrait verser à l'Etat qu'un quart de son résultat net social, soit 575 millions de francs, contre environ 3,5 milliards en 1993.

SANDOZ : le groupe chimique suisse Sandoz a annoncé le 23 mars un bénéfice net record de 1,734 milliard de francs suisses (FS) pour 1994 (7,4 milliard de francs), en hausse de 2 % par rapport à 1993. Le chiffre d'affaires progresse de 5 % à 15,87 milliards de FS. Le résultat opérationnel a augmenté de 12 % en 1994 pour atteindre 2,45 milliards. Sandoz envisage « un désinvestissement » de sa division produits chimiques. « Le groupe sera plus à même d'accroître encore son soutien stratégique aux activités santé et nutrition ». Sandoz réalise 25 % de son activité dans le secteur agrochimie, 27 % dans le secteur nutrition et 48 % dans la pharmacie.

TELECOMMUNICATIONS : aux Etats-Unis, les restrictions imposées aux compagnies de téléphone et aux câblo-opérateurs depuis soixante ans pourraient être levées selon une proposition du Sénat américain. L'administration Clinton souhaitait un assouplissement de la législation, mais se heurtait à l'opposition résolue des détracteurs. Un pas décisif a été franchi jeudi 23 mars, la commission du commerce du Sénat ayant approuvé une proposition de son président, le républicain Larry Pressler, qui permettrait aux sociétés de téléphone et de télévision par câble d'accéder à des marchés auparavant interdits.

GUINNESS : le groupe britannique de vins et spiritueux a annoncé un bénéfice imposable de 915 millions de livres (7,2 milliards de francs), en hausse de 5 % par rapport à 1993 (avant éléments exceptionnels) pour un chiffre d'affaires de 4,69 milliards de livres, en progression de 1 %. Actionnaire à 34 % de Moët-Hennessy, Guinness va se recentrer sur ses marques les plus prestigieuses, comme Johnny Walker, et abandonner le terrain des alcools de marques moins réputées où sévit une guerre des prix.

NESTLÉ : le géant suisse, numéro un mondial de l'agro-alimentaire, a enregistré en 1994 une hausse de 12,6 % de son bénéfice consolidé à 2,325 milliards de francs suisses (19,9 milliards de francs français) pour un chiffre d'affaires en recul de 1,2 % à 56,8 milliards de francs suisses. La hausse du bénéfice net de Nestlé s'explique par le profit exceptionnel de 306 millions de francs suisses dégagé lors de la vente de la société de distribution de cosmétique américaine Cosmar à L'Oréal.

AIR FRANCE-AIR INTER : Christian Blanc, président du groupe Air France SA, a invité les présidents nationaux des syndicats des personnels navigants techniques (pilotes et mécaniciens en vol) à le rencontrer avec les présidents des bureaux syndicaux des deux compagnies Air France et Air Inter, dans la soirée du jeudi 24 mars, avant la grève prévue chez Air Inter du 28 au 30 mars. M. Blanc souhaite qu'un « accord puisse être conclu rapidement afin de permettre à Air Inter d'ouvrir la liaison Orly-Amsterdam ou plus tôt et dans les meilleures conditions ».

RENAULT : le climat reste tendu chez le constructeur automobile. A Fils, la direction et les syndicats ne sont pas parvenus à un accord mettant fin au mouvement et la grève a été reconduite le 23 mars à la direction des études de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Chez Renault V6, quatre syndicats ont appelé à un arrêt de travail de deux heures le 24 mars.

AVIS FINANCIER DES ENTREPRISES

Plénitude

Sicav actions françaises

Dividende exercice 1994

Le conseil d'administration de la Sicav PLENITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1994 et a proposé de fixer à 4,61 francs le dividende net versé par action.

Décomposition du dividende net (en francs) :	
• Obligations françaises non indexées	1,03
• Actions françaises	2,56
• Autres titres de créances négociables	1,02
TOTAL	4,61

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 11 avril 1995 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1995).

Crédit d'impôt

Selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action au 30.12.1994 : 143,26 francs

Gestion : SOGEPORTE S.A.
Filiale de La Poste
et de la Caisse des dépôts et consignations

BOURSE 3614
0,37 % / Min.
3615
0,99 % / Min.

COT
TELESTORE

MOINS CHER
PLUS RAPIDE
GESTION DE
PORTEFEUILLE
GRAPHES
INTRADAY

3500000000

■ LA BOURSE DE TOKYO a clôturé vendredi à -0,4 %. Le Nikkei, après avoir cédé plus de 2 % et être tombé à son plus bas niveau depuis août 1992, s'est repris en fin de séance.

■ LE DOLLAR est tombé jeudi soir à un plus bas niveau historique face à la devise japonaise, à 87,97 yens. Puis il s'est redressé pour s'échanger vendredi matin à 88,40 yens.

■ L'OR a ouvert pratiquement inchangé vendredi sur le marché international de Hongkong à 383,30-383,50 dollars l'once, contre 383,30-383,60 dollars la veille à la clôture.

■ LES TAUX À TROIS MOIS français se détendaient légèrement vendredi matin à 8,25 % grâce à la meilleure tenue du franc, revenu à 3,53 francs pour un deutschemark.

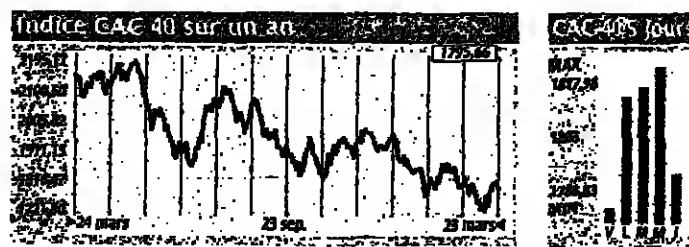
■ LA BOURSE DE MEXICO a clôturé jeudi soir sur une hausse de 1,54 %. Le peso mexicain est resté stable sur le marché des changes, s'échangeant à 7,15 pesos pour un dollar.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	SBF 120
Clôture	1 mois	1 an	3 mois

Irrégularité à Paris

La Bourse de Paris faisait preuve d'irrégularité vendredi 24 mars dans la matinée. En hausse de 0,34 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait à onze heures un recul de 0,23 % et revenait à l'équilibre aux alentours de midi. Le marché était relativement actif avec un volume de transactions de plus de 1 milliard de francs sur le RM. Le contrat notional du Matif était en forte hausse, l'échéance juin gagnant 40 centimes, à 112,58. Grâce à la meilleure tenue du franc face à la monnaie allemande (3,53 francs pour 1 deutschemark), les taux d'intérêt à court terme se détendaient légèrement, les taux à 3 mois revenant à 8,15 % tandis que l'échéance juin du contrat Pibor 3 mois du Matif gagnait 22 centimes, à 92,40. Le dollar s'échangeait, dans un marché calme, à 1,4050 mark, 88,50 yens et 4,96 francs, les opérateurs attendant la publication dans l'après-midi de l'indice des commandes de biens durables aux États-Unis pour prendre de nouvelles positions. Les valeurs de la cote qui avaient le plus bénéficié de la re-

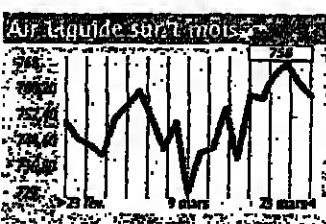


prise des cours observée depuis dix jours continuaient à faire l'objet de prises de bénéfices. DMC reculait de 5,8 % après l'annonce d'un triplement de ses pertes en 1994. Vallourec cédait 5,7 %, PUAP 4,4 % et le GAN 4 %. Parmi les plus fortes hausses, on retrouvait Ecco (+5,7 %), Legris (+5,5 %) et Bis (+4,4 %).

L'Air liquide, valeur du jour

VALEUR de « père de famille » dont la fidélité des actionnaires est proverbiale, L'Air liquide n'a été que peu affectée par l'annonce du départ prochain de son président. La valeur avait un peu baissé en début de séance, jeudi 23 mars, avant de se reprendre ensuite et d'abandonner finalement 0,5 % à 758 francs dans un marché qui en perdait 1,2 %. Selon les analystes, l'impact du renouvellement à la tête du groupe est d'autant plus limité que le successeur de M. de Royère, Alain Joby, est un

homme du sérail. Depuis le début de l'année, l'action L'Air liquide a gagné un peu plus de 6 %.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/03	Var. %	Var. %
Berger (IMI 2)	1454	+3,02	+5,26
Eco 1	61	+5,53	+3,52
Legris indet. 1	365	+2,19	+11,11
BIS 1	354	+4,72	+9,59
Worms & Cie 1	248,40	+3,20	+3,53
Publicis 1	345	+2,83	+21,59
Total 1	265,20	+2,22	+0,05
BIC 1	765	+1,92	+11,01
Lapeyre 1	306,10	+1,73	+11,56
Bouygues 1	522	+1,56	+1,15

BAISSES, 12h30	Cours au 24/03	Var. %	Var. %
DMC (Régis IMI)	236	-6,24	-22,21
Sas Rosagel 1	1950	-5,26	-18,56
Credit Lyonnais CIP 1	220	-5,17	-50,23
Immochem 1	48	-4,86	-4,95
CCMI (CNCI) Ly 2	53,80	-4,55	-13,30
Imogene 1	75,05	-3,46	-13,83
Groupe André SAJ 1	425	-3,41	-18,81
UAP 1	114	-3,14	-17,27
Phaparc Média 1	635	-3,05	-36,49
Sommer-Villert 1	1641	-2,90	-2,55

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	24/03	23/03	22/03
VMH (Mort Valtrom)	114160	1016750	1016750
Danone 1	125500	9711840	9711840
SA Aquitaine 1	22825	81491740	81491740
Total 1	26477	829882240	829882240
Christian Dior 1	16620	72641330	72641330
Alcatel Alsthom 1	139920	5784936	5784936
Eurotunnel 1	257100	4879770	4879770
UAP 1	32680	3761054	3761054
Carrefour 1	14385	35544605	35544605
Peugeot 1	91150	32081100	32081100

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

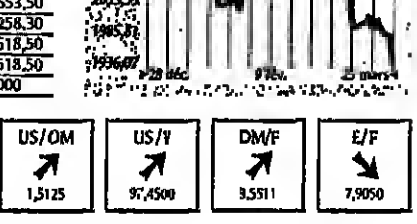
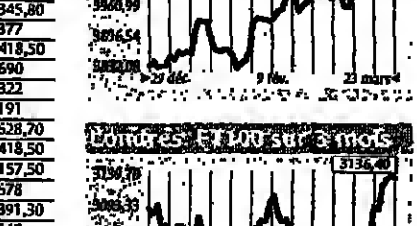
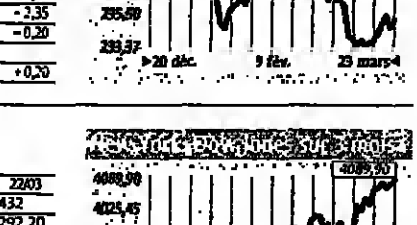
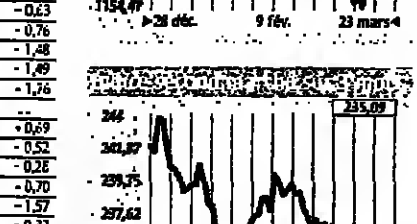
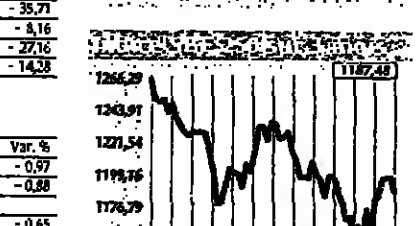
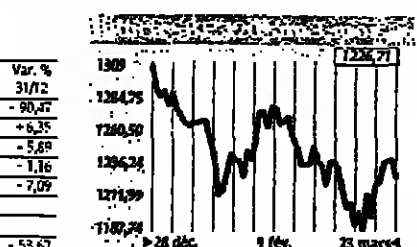
HAUSSES, 12h30	Cours au 24/03	Var. %	Var. %
Le Bourget (LI)	3	+13,33	+80,47
ECO Trans Tempo 1	318	+9,66	+5,35
Daria-Mallinosa 2	134,80	+4,08	+5,68
OGP Omn Ges. Fin. 1	680	+4,45	+1,16
Hurt Dubois	399,50	+4,28	+7,09

BAISSES, 12h30	Cours au 24/03	Var. %	Var. %
Immochem 1, 2	85,53	-9,68	-55,62
Ref-Hat 1	135	-8,66	-35,71
ABCIMM.Dewilly	55,10	-6,61	-8,16
Ruiss 2	131,10	-5	-27,16
Byss Inv. 1	30	-4,76	-14,28

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

Ind. gds. SBF 120	1226,71	1236,71	-0,97
Ind. gds. SBF 250	1187,48	1195,04	-0,68
Ind. gds. SBF 120	1226,71	1236,71	-0,97
Ind. gds. SBF 250	1187,48	1195,04	-0,68
Ind. gds. SBF 120	1226,71	1236,71	-0,97
Ind. gds. SBF 250	1187,48	1195,04	-0,68

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30



La Bourse de Tokyo toujours plus bas

LA BOURSE de Tokyo a continué de chuter, vendredi 24 mars. L'indice Nikkei a perdu 63,64 points (0,40 %) à 15 749,77 points, après être descendu jusqu'à 15 424,11 points. Des achats intervenus en fin de séance ont permis de limiter les pertes. Mais le courant vendeur demeure vivace, car les besoins de trésorerie sont importants à l'approche de la clôture des comptes annuels, le 31 mars. En outre, souligne un opérateur, « la hausse du yen n'arrange rien ».

Wall Street a pour sa part clôturé de justesse sur un nouveau record, jeudi 23 mars. L'indice Dow Jones a terminé à 4 087,83 points en hausse de 4,84 points (+0,12 %). Quelque 318 millions d'actions ont été échangées. Les hausses et les baisses se sont

INDICES MONDIAUX

Cours au 24/03	Cours au 23/03	Var. %
Paris CAC 40	1795,66	-1,8778
New-York NYSE	2689,90	+0,87
Tokyo Nikkei	15813,40	-0,38
Londres FTSE	3136,40	+0,11
Francfort DAX 30	1956,07	-2,61
Frankfurt Commer.	734,89	-0,26
Brazil/Bel 20	1449,33	-1,10
Brazil/Bel 20	1449,33	-1,10
Milano MIB 30	13577	-1,16
Amersterdam AEX	265,20	-0,54
Madrid IBEX 35	264,06	-0,95
Stockholm Affarsl.	1116,18	-1
Londres FTSE	2999,40	+0,23
Hong Kong Hang S.	8467,67	-0,49
Singapore Straits	2078,55	-0,12

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

24/03	23/03	22/03
Alcoa	40	40
American Express	33,25	33,12
Allied Signal	38,25	38,50
AT & T	51,87	52,75
Bethlehem	14,37	14,50
Boeing Co	49,12	48,62
Chrysler Inc.	49,50	49,62
Chevron Corp.	48	48,12
Coca-Cola Co	58,12	59
Disney Corp.	55	55,50
Du Pont Nemours & Co	58,75	57,75
Eastman Kodak Co	51,87	51
Exxon Corp.	65,62	65,75
Gen. Motors Corp.	40	40,37
Gen. Electric Co	54,50	54,50
Goodyear T & Rubber	35	34,25
IBM	83,37	81,25
Intl Paper	79,25	79,12
J.P. Morgan Co	59,62	59,37
Mc Don Douglas	56	55,75
Merck & Co Inc.	44	44,12
Minnesota Mng. & Mfg	56,87	56,75
Philips Morris	66,50	66,62
Procter & Gamble Co	68,87	69,37
Sears Roebuck & Co	51,37	51,50
Tesco	65,25	65,12
Union Carb.	30,75	30,50
Intl Technol.	66,37	65,87
Westingh. Electric	13,75	14,25
Woolworth	17,75	18

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

24/03	23/03	22/03
Allied Lyons	5,28	5,19
Barclays Bank	6,91	6,08
B.A.T. Industries	4,33	4,39
British Aerospace	4,94	4,92
British Airways	4,05	3,98
British Gas	2,94	2,94
British Petroleum	4,24	4,20
British Telecom	3,86	3,90
B.T. R.	3,23	3,16
Cadbury Schweppes	4,46	4,33
Eurotunnel	2,33	2,40
Glaxo	6,99	7,04
Grand Metropolitan	3,89	3,98
Loys Bank	5,94	5,96
Hammam Pk	2,35	2,35
Great Pl.	5,65	5,67
H.S.B.C.	6,99	6,97
Imperial Chemical	7,13	7,10
Imperial Chemical	7,13	7,10
Imperial Chemical	7,13	7,10
Imperial Chemical	7,13	7,10
Imperial Chemical	7,13	7,10

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

24/03	23/03	22/03
Allianz Holding N	2375	2432
Basf AG	265	262,20
Bayer AG	340	345,80
Bay hyp & Wechselb.	370	377
Bayer Vereinsbank	410,20	418,50
BMW	676	680
Commerzbank	313,50	322
Continental AG	187,50	191
Daimler-Benz AG	611,20	628,70
Deutsche Bank AG	413	418,50
Deutsche Babcock A	154	157,50
Deutsche Bank AG	669,20	678
Oreodner BK AG FR	367,50	381,30
Hendel VZ	169	173,60
Hoechst AG	286,50	295,50
Karstadt AG	590	595
Kaufhof Holding	495	499
Unid AG	757	834,50
DT-Lufthansa AG	169	173,60
Man AG	335	347
Mannesmann AG	368	381,50
Mettallgesellschaft	109	113
Preussag AG	406	410
Rwe	451,30	461,50
Schell Transvaal AG	166	173,60
Siemens AG	643	653,50
Thyssen	247	258,30
Veba AG	503,50	518,50
Vitag	500	518,50
Wella AG	1005	1000

LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

Détente des taux

LE CONTRAT notional du Matif - le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises - a ouvert, vendredi matin 24 mars, en nette hausse, l'échéance juin gagnant 36 centimes après une demi-heure de transactions. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans s'inscrivait à 7,92 %, soit un écart de 76 points de base (0,76 %) par rapport à celui des titres d'Etat allemands équivalents. Côté taux courts, la progression du

franc face au deutschemark permettait, vendredi matin, une légère détente des taux d'intérêt à trois mois, qui revenaient à 8,20 %. Le contrat Pibor trois mois du Matif échéance juin était lui aussi en nette hausse, gagnant 25 centimes à 92,43. Le taux de l'argent au jour le jour était stable à 7,95 %. Les opérateurs attendaient la publication de l'indice des commandes de biens durables aux États-Unis.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
24/03	23/03	23/03	22/03
Jour le jour	7,93	7,93	7,93
1 mois	8,58	8,58	8,58
3 mois	8,11	8,11	8,11
6 mois	8,30	8,30	8,30
1 an	7,78	7,78	7,78
Pibor FRANCS			
Pibor Franc 1 mois	8,46	8,46	8,46
Pibor Franc 3 mois	8,46	8,46	8,46
Pibor Franc 6 mois	8,25	8,25	8,25
Pibor Franc 9 mois	7,96	7,96	7,96
Pibor Franc 12 mois	7,89	7,89	7,89
Pibor ECU			
Pibor Ecu 3 mois	7	7	7
Pibor Ecu 6 mois	7,08	7,08	7,08
Pibor Ecu 12 mois	7,27	7,27	7,27

MATIF

Échéances 23/03	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %					
juin 95	112847	112,28	112,38	111,88	112,18
Sept. 95	1327	111,84	111,84	111,78	111,84
Déc. 95	2	111,74	111,74	111,74	111,74
Mars 96	2	0,04	0,04	0,04	0,04
Pibor 3 MOIS					
juin 95	4005	92,20	92,25	92,10	92,18
Sept. 95	6456	92	92,06	91,98	92,08
Déc. 95	7577	93,18	93,22	93,11	93,14
Mars 96	2341	93,08	93,09	93,03	93,05
ECU LONG TERME					
juin 95	2561	82,08	82,30	81,84	82
Sept. 95					

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 23/03	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
Mars 95	29130	1816	1825	1790	1820
Avril 95	4688	1835,50	1834,50	1805	1818,50
Mai 95	563	1825,50	1822	1801	1815,50
juin 95	799	1809	1815	1782	1799

LES MONNAIES

US/F	US/OM	US/Y	DM/F	£/F
4,968	1,5125	97,4500	3,5311	7,9500

Hausse du franc

LE DOLLAR s'échangeait, vendredi matin 24 mars, en hausse sur le marché des changes européen lors des premières transactions entre banques. Il s'inscrivait à 1,4090 mark, 88,50 yens et 4,97 francs. La veille, le billet vert était tombé à un plus bas niveau historique de 87,97 yens face à la devise japonaise, à la suite de nouveaux rapatriements de fonds effectués par les investisseurs japonais à l'approche de la fin de

l'exercice fiscal (31 mars) et d'une déclaration du représentant américain au commerce extérieur, Mickey Kantor, faisant état de l'absence de progrès dans les négociations nippo-américaines sur l'automobile. Le franc était pour sa part en nette progression, vendredi matin, face à la monnaie allemande, s'échangeant à 3,53 francs pour 1 deutschemark contre 3,5450 jeudi soir. La livre était stable à 7,93 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Allemagne (100 dm)	335,1100	+0,48
Ecu	6,4535	+0,09
Etats-Unis (1 usd)	4,9680	-0,53
Belgique (100 fl)	17,1755	+0,45
Pays-Bas (100 fl)	316,7400	+0,47
Italie (1000 lir.)	2,8755	-2,23
Danemark (100 kr)	88,6000	+0,10
Irlande (100 p)	7,9185	-0,12
Gde-Bretagne (1 £)	7,9300	-0,20
Grèce (100 drach.)	2,1615	+0,05
Suède (100 kr)	67,8400	-1,44
Suisse (100 f)	428,4600	+0,27
Norvège (100 k)	79,4500	+0,05
Autriche (100 sch)	50,4520	+0,25
Espagne (100 pes.)	3,8495	+0,05
Portugal (100 esc.)	3,3700	+0,05
Canada 1 dollar ca	3,5284	+0,05
Japon (100 yens)	5,6231	+0,05
Finlande (mark)	113,4000	-0,05

RÈGLEMENT
MENSUEL

VENDREDI 24 MARS

Liquidation : 24 mars

Taux de report : 5,88

Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Quotité négociation (1)
EDF-GDF	6090	6090	-0,66	5
B.N.P. (T.P.)	989	985	-0,40	10
C.L. Lyonnais (T.P.)	835	840	+0,60	10
Renault (T.P.)	1800	1795	-0,28	10
Thomson SA (T.P.)	1078	1078	0,00	10
Accor	562	562	0,00	10
Air Liquide	758	755	-0,40	10
Alcatel Alsthom	414,10	410,10	-0,97	10
Alcatel Cables	1546	1546	0,00	10
Alstom	331	333	+0,60	10
AGF Assur. France	155	154,50	-0,32	10
Asa	251,50	251,50	0,00	10
Banque Paribas	796	796	0,00	10
Banque Paribas	532	538	+1,13	10
Banque Paribas	71,05	71,05	0,00	10
Banque Paribas	530	515	-2,83	10
Banque Paribas	1546	1546	0,00	10
Banque Paribas	731	745	+1,92	10
Banque Paribas	340	354	+4,12	10
Banque Paribas	227	226	-0,44	10
Banque Paribas	470	472	+0,53	10
Banque Paribas	2680	2675	-0,19	10
Banque Paribas	514	522	+1,56	10
Banque Paribas	591	578	-2,20	10
Banque Paribas	166	166	0,00	10
Banque Paribas	175	176,80	+1,03	10
Banque Paribas	2322	2333	+0,47	10
Banque Paribas	144	144,00	0,00	10
Banque Paribas	116,70	114,50	-1,89	10
Banque Paribas	775	775	0,00	10
Banque Paribas	202,50	202	-0,24	10
Banque Paribas	55	55,50	+0,91	10
Banque Paribas	418	418	0,00	10
Banque Paribas	274,80	272,50	-0,84	10
Banque Paribas	31,55	32	+1,59	10
Banque Paribas	969	971	+0,21	10
Banque Paribas	1050	1059	+0,86	10
Banque Paribas	1055	1054	-0,09	10
Banque Paribas	425	425	0,00	10
Banque Paribas	214,90	213,70	-0,56	10
Banque Paribas	400	400	0,00	10
Banque Paribas	425,20	425,20	0,00	10
Banque Paribas	274,80	272,50	-0,84	10
Banque Paribas	761	753	-1,05	10
Banque Paribas	219	219	0,00	10
Banque Paribas	1520	1510	-0,66	10
Banque Paribas	331,70	331	-0,21	10

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 24 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	du coupon	
BRCE 9% 01-02	108	3,652	OAT 88-98 TS
CEPME 6,5% 08-97CA	101,49	6,395	OAT 99/08 TS
CEPME 6,5% 09-97CA	101,23	6,395	OAT 99/08 CB
CEPME 6,5% 02-05TSR	101,23	6,395	OAT 99/08 CB
CFD 9,5% 00-01CB	101,50	1,499	CAT 04/04 CB
CFD 9,5% 02-05CB	101,50	0,990	OAT 01/01 TS
CFD 9,5% 05-08CB	103,46	4,192	OAT 01/01 TS
CFD 9,5% 08-11CB	103,45	4,241	OAT 01/01 TS
CFD 9,5% 11-14CB	103,45	4,242	OAT 01/01 TS
CFD 9,5% 14-17CB	104,17	7,215	PTT 11/95 CB
CFD 9,5% 17-20CB	103,28	1,258	SNCF 8,8% 87
CFD 9,5% 20-23CB	105,21	7,989	LYON 8,8% 87
CFD 9,5% 23-26CB	105,21	7,989	LYON 8,8% 87
CFD 9,5% 26-29CB	102,90	0,441	
EDF 6,5% 08-98 CB	103,10	0,872	
EDF 6,5% 02-99 CB	102,59	0,822	
EDF 6,5% 02-99 CB	102,59	0,822	
Eng. 5% 03/03/03	103,46	0,336	
Eng. 5% 03/03/03	103,46	0,336	

AUJOURD'HUI

SPORTS

FORMULE 1 La saison 1995 débute, dimanche 26 mars, sur le circuit d'Interlagos de São Paulo en l'absence d'Ayrton Senna Da Silva. Le champion brésilien, victime d'un

accident mortel l'année dernière à Imola, avait débuté sa carrière en formule 1 au Brésil en 1984 sur une modeste Toleman-Hart. ● **HOMMAGE.** Depuis le 21 mars, date à la-

quelle Senna aurait eu trente-cinq ans, anonymes et pilotes se succèdent pour rendre hommage à celui qui jouissait d'une popularité exceptionnelle dans son pays.

● **SUCCESSION.** Cette saison, tout le poids de la succession de Senna s'est reporté sur les épaules de Rubens Barrichello, vingt-trois ans. Le pilote de la Jordan-Peugeot, rapide

et régulier, est désormais le seul concurrent brésilien de premier plan. En 1994, pour sa première participation, il s'était classé quatrième.

Sao Paulo se prépare dans la « saudade » à un Grand Prix sans Senna

Pour l'ouverture de la saison 1995, le Brésil est triste. Il vit sa première course sans le triple champion du monde, décédé le 1^{er} mai 1994. Sur sa tombe, et dans toute la ville, les hommages se multiplient

SAO PAULO

de notre envoyé spécial

Une toute jeune fille pleure en silence. Un peu plus loin, un couple enlacé, très jeune également, visiblement ému, se tient immobile. L'atmosphère est recueillie. Personne ne parle. Ils sont une trentaine à rester ainsi debout devant une simple plaque posée à même le sol, qui porte l'inscription suivante : « Ayrton Senna Da Silva, 21-3-1960, 1-5-1994. Rien ne peut me séparer de l'amour de Dieu ». Le policier de faction à l'entrée du cimetière Morumbi, dans ce quartier cosmopolite du sud de São Paulo, confirme que des centaines de personnes rendent ainsi hommage, tous les jours, au pilote de formule 1, trois fois champion du monde, mort le 1^{er} mai 1994 sur le circuit d'Imola, en Italie.

L'endroit ne manque pas d'allure. Le cimetière Morumbi est en fait une vaste pelouse vallonnée, entourée de gracieuses maisons. On remarque à peine les plaques de bronze qui la parsèment et dont certaines sont encore plus succinctes que celle de Senna. Impos-

sible pourtant de manquer l'endroit. Le pilote a été enterré au pied du seul arbre à la ronde. Les enfants d'une école voisine, venus avec leur institutrice, ont attaché des ballons et des guirlandes à cet arbre, et déposé des fleurs. Ils ont aussi accroché ici et là des poèmes ou des déclarations un peu gauches, rédigées sur des feuilles arrachées à leur cahier d'écolier. L'une d'elles porte un cœur, griffonné au crayon rouge, barré d'un simple « Senna, je t'aime ». Une autre montre un gâteau d'anniversaire dessiné avec ses bougies, sur lequel est inscrit le chiffre 35. Le pilote aurait eu en effet trente-cinq ans le 21 mars. Épinglée à un superbe bouquet de dahlias jaunes, on peut lire une lettre, tapée à la machine. « Ayrton, je suis sûr, là-haut dans le ciel, tu as vu l'effort que j'ai fait pour venir ici. En moi, tu vivras toujours. » Elle est signée par une énigmatique « Mary ».

Ce culte a commencé dès l'enterrement du pilote, dont le cercueil, recouvert du drapeau brésilien, avait été suivi par des centaines de milliers de per-

sonnes. Senna avait eu droit à des obsèques nationales, avec lancers à cheval et cortège de motocyclistes en grande tenue, et la ferveur de cette foule avait alors impressionné le monde entier. Il est impossible en tout cas de trouver à São Paulo quelqu'un qui dise du mal du disparu. « Senna était un artiste, comme Mozart », rétorque, lyrique et un peu indigné, ce petit entrepreneur pauliste auquel nous avons eu l'impression de suggérer que des Brésiliens poussaient peut-être le bouchon un peu loin avec leur héros. Et notre interlocuteur d'ajouter, péremptoire : « Il n'y a que chez nous qu'on trouve de bons pilotes de formule 1. C'est à croire que les enfants, ici, attrapent le goût de conduire en suçant le lait de leur mère. »

● **LE RÊVE DE MODERNITÉ**

Peu après la mort de Senna, l'anthropologue Roberto DaMatta, avait proposé une explication qui semble toujours valable aujourd'hui. « Il était aux commandes d'une machine extrêmement sophistiquée. Il incarnait,

sur le mode symbolique, le rêve de modernité du pays », avait-il affirmé au magazine *Veja*. Senna était un spécialiste des pole positions, cet exercice très technique qui consiste à se montrer le plus rapide sur un tour lancé. Il était capable de démonter son moteur, de l'examiner au millimètre, de discuter en expert avec les mécaniciens de son écurie.

Mais le mythe Senna est dû aussi paradoxalement à la personnalité, plutôt réservée, et même taciturne, du pilote. Il avait été un enfant timide et introverti, accumulant les mauvaises notes à l'école et ne commençant à trouver un équilibre personnel que sur une piste de kart. Il s'était marié très jeune, mais avait divorcé au bout de huit mois, parce que sa carrière de coureur automobile lui paraissait incompatible avec la vie conjugale. Il avait accumulé les petites amies, souvent éphémères, parfois célèbres, mais il semblait leur préférer la compagnie de ses parents, de sa sœur Viviane et de son jeune frère Leonardo.

« Ayrton a un problème : il pense qu'il pourrait se tuer parce qu'il

croit en Dieu », avait affirmé Alain Prost, du temps de leur rivalité. Le champion brésilien a tenu de fait des propos parfois étonnants sur le danger, la mort et l'éternité. « J'ai peur de la mort et de la douleur, mais je vis plutôt bien avec ça. C'est la peur elle-même qui me fascine », déclarait-il un an avant Imola.

La chanteuse Xuxa, avec laquelle il eut une brève liaison qui tint le Brésil en haleine, raconte une curieuse histoire. Senna se trouvait chez elle, en 1989, lorsqu'elle donnait un entretien à une radio. Le journaliste insista pour que Senna parle aussi. Il existe ainsi une cassette, gardée par la chanteuse et apparemment jamais divulguée, dans laquelle le pilote parle longuement à la fois de sa peur de la mort et de son souhait de mourir sur une piste. Dans les derniers mois de sa vie, Senna avait paru vouloir changer d'existence, ce qui ajoute encore à son aura de héros romantique. Il avait enfin une liaison stable et heureuse avec Adriane Galisteu, un ancien mannequin.

Adriane a déposé, mardi

21 mars, une couronne de fleurs en forme de cœur sur sa tombe. Les pilotes de formule 1 déjà sur place pour le Grand Prix du Brésil se succèdent, eux aussi, au cimetière Morumbi. « Quelle tristesse que Senna ne soit pas là dimanche. Bien sûr, il y a Barrichello, mais ce n'est pas la même chose, en tant que chauffeur de taxi, qui a acheté depuis longtemps son ticket d'entrée à Interlagos. »

Pour de nombreux Brésiliens, assister à une course automobile est nettement moins excitant depuis la mort de Senna. Il ne s'agit pas seulement d'un pilote exceptionnel, mais d'un mythe national. L'enfant de la bonne bourgeoisie pauliste était devenu, aux yeux de beaucoup, le symbole de ce qu'il y a de meilleur au Brésil. Il y a un mot qui est souvent revenu ces derniers jours dans les conversations des uns et des autres à propos de ce Grand Prix sans Senna. On le traduit par « saudade » en français. Mais « saudade » est intraduisible.

Dominique Dhombres



Grand Prix du Brésil
Circuit d'Interlagos (Sao-Paulo)
Subida dos Bois
Bico do Poço
Pitcheiro
Pinheirinho
Dardo do Sol
Curva do Sol
Reta Oposta
longueur du circuit : 4,325 km

Les impressions d'Olivier Panis (Ligier-Mugen-Honda)
« J'ai une bonne nuit de sommeil et je suis très concentré. Les conditions de déplacement sont bonnes. En fait, il n'y a rien de spécial. C'est du freinage au bout de la ligne droite des stands. On est en sixième vitesse et on descend jusqu'en seconde. Sur le plan technique, on tourne beaucoup plus à gauche que sur les autres circuits. La position sur la grille de départ n'est pas capitale. On peut partir de la troisième ou quatrième ligne et espérer remonter. L'an dernier, pour mon premier grand prix, j'étais en dix-neuvième position. Je me suis classé onzième de la course. La principale caractéristique d'Interlagos reste cependant que l'on y tourne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. C'est plus fatigant physiquement, mais cela a aussi son charme. »

A chaque fois qu'il monte dans sa voiture, il pense à lui. Sur toutes les pistes du monde, quand il engouffre la Jordan-Peugeot dans les tumultes d'un virage, quand il accélère dans une chasse effrénée aux dixièmes de seconde, il revoit le visage d'Ayrton Senna Da Silva. Il est parfois si dur d'être brésilien. Rubens Barrichello doit vivre avec un fanisme, un pilote disparu dans le fracas d'un accident qui a terrassé le pays, un drôle d'artiste du volant qui, aux yeux du Brésil, était devenu un peu plus qu'un homme.



FORMULE 1

Barrichello ne prétend pas remplacer Senna. Il est irremplaçable. « Je le traitais comme un héros », avoue Rubens, qui n'a pas encore vingt-trois ans. Ayrton, le triple champion du monde, a banté son adolescence, accompagné ses premiers amants en formule 1.

A dix-sept ans, Rubens débute en Angleterre de sa ville natale de São Paulo. Il veut faire ses classes dans les formules de promotion. Senna est une idole lointaine, une sorte de modèle inaccessible de ce qu'il faut être lorsqu'on est brésilien et coureur automobile. A vingt ans, il entre dans le grand monde de la FI, et Senna est là, proche, chaleureux, homme tout simplement. « Il m'a aidé de nombreuses fois, se souvient Barrichello, il n'a jamais été avare de conseils sur le pilotage, sur la manière de conduire ma carrière. Je lui dois beaucoup. »

Rubens Barrichello sait aussi que, dans son métier, il n'y a pas beaucoup de place pour la nostalgie. « Le spectacle continue », dit-il avec franchise.

Dans son équipe, on avait pourtant un peu peur de ce début de saison sur le circuit d'Interlagos. Pour le Brésil, en quête de héros automobile, il est le pilote rêvé : jeune, prometteur, et déjà l'auteur d'une pole position (première place sur la ligne de départ) l'année dernière en Belgique, d'une troisième place au Grand Prix du Pacifique.

« Nous savons que, ici, il va être l'objet de terribles pressions, celle du public, qui lui demandent tant, explique Lionel De Castro, ingénieur chez Peugeot. Nous allons tout faire pour lui faciliter au maximum la tâche. » Le pilote s'étonne d'une fébrilité qu'il dit ne pas ressentir. Il le jurera : rien ne peut le détourner du pilotage, pas même la foule endiablée de supporters et de micros en quête d'autographes et de bons mots.

RAPIDE ET RÉGULIER
Lionel De Castro ausculte le moteur de la voiture de Barrichello pendant les essais et les courses. Il s'occupe de sa mise au point. Au sein de l'écurie, il est devenu un proche entre les proches. D'origine portugaise, il est l'un de ceux qui comprennent le mieux le jeune pilote. « Il est très facile de travailler avec lui, assure-t-il, car c'est un pilote très fin au niveau des réglages. En plus, il adore le dialogue, a toujours besoin de parler, de me donner une petite information. »

A défaut d'être un nouveau Senna, Rubens Barrichello a convaincu son écurie de sa valeur. Cette saison, il touche un salaire. Un signe révélateur dans la formule 1, où ceux qui paient pour conduire cohabitent avec des pilotes quasiment rémunérés pour aller encore un peu plus vite que les autres. Aussi rapide que son coéquipier, Eddie Irvine, il est de surcroît d'une grande régularité.

Barrichello a acquis la bonne vieille habitude de finir les Grands Prix. Elle lui permet de marquer des points. Elle lui a valu la sixième place du championnat du monde des pilotes en 1994.

« C'est un jeune auquel tous les espoirs sont permis », affirme Jean-Pierre Jabouille, Peugeot, le constructeur français, et son moteur V10 ont rejoint Jordan après un douloureux divorce avec l'écurie McLaren à la fin de la saison dernière. Une alliance qui avait pu étonner au vu de la modestie du palmarès de la petite équipe britannique venue à la formule 1 en 1993. « J'espère que dans notre chaix, poursuit le directeur de Peugeot Sport, la présence de Barrichello dans l'équipe a été un élément positif. Cela a renforcé notre détermination. »

Ces premiers lauriers n'ont pas encore étouffé Rubens Barrichello. Il confesse juste un espoir tenace : que 1995 soit l'année de sa première victoire en Grands Prix, pour lui-même et pour le Brésil. Car, entre deux tours de piste, il a le temps de se rendre compte à quel point les espoirs d'un peuple reposent sur ses épaules.

« Dans mon pays, il y a deux sports qui sont véritablement la tradition : le football et la formule 1. En football, nous sommes champions du monde en titre. En FI, nous avons eu Senna et, avant, Nelson Piquet et Emerson Fittipaldi. Il est normal qu'un immense flot de supporters nous suive de près. » Rubens Barrichello dit cela sur le ton de la constatation. C'est ainsi. Il ne s'en formalise pas. Comme s'il espérait déjà secrètement ajouter son nom à cette liste de gloire, toujours, et, parfois, de tristesse.

Pascal Ceaux

Eric Cantona fait appel du jugement qui le condamne à quinze jours de prison ferme

LONDRES

de notre correspondant

La condamnation d'Eric Cantona à quinze jours de prison ferme, jeudi 23 mars, pour avoir frappé un spectateur lors d'un match le 25 janvier, a fait à nouveau la une de toute la presse et surpris les Anglais par sa rigueur. Le joueur français de Manchester United, qui avait reconnu les faits, a passé quelques heures en détention au tribunal de Croydon, dans la banlieue de Londres, avant d'être libéré sous caution dans l'après-midi. Il sera jugé en appel le 31 mars.

L'Anglais Paul Ince, qui avait plaidé non coupable pour sa participation à ce grave incident, a été laissé en liberté jusqu'à son procès, prévu fin mai. Pendant ce temps, à Buckingham Palace, le manager du club, Alex Ferguson, était fait compagnon de l'Empire britannique (CBE) en récompense des succès de son équipe. Le juge, M^{re} Jean Pearch, a justifié sa sévérité par ces mots : « Vous êtes une figure publique très en vue et très douée, et beaucoup de jeunes vous respectent. C'est la raison pour la-

quelle la seule condamnation appropriée pour votre délit est quinze jours de prison à servir sur-le-champ. » C'est vrai si l'on en juge au nombre de supporters massés autour du tribunal et aux réactions à Manchester, qui comptait bien sur le joueur miracle pour faire à nouveau le double Coupe-championnat. Cantona a la fois fasciné par son talent et exaspéré par son tempérament explosif. Mais, dans les quartiers populaires de Manchester ou des autres villes, où chaque match est l'occasion d'absorber pinte après pinte de bière, la violence importe moins, l'essentiel reste le spectacle.

La cour a reconnu que Cantona avait été provoqué par des supporters adverses, ce qui semble dire que, si cela n'avait pas été le cas, la sanction aurait pu être plus lourde encore. Le spectateur auquel le joueur avait porté un spectaculaire coup de pied de kung-fu, Matthew Simmons - lié à un mouvement d'extrême droite, selon certains -, avait dévalé les gradins en direction de Cantona et, selon les termes pudiques d'un avocat, « avait mis en

doute ses orientations sexuelles et celles de sa mère. » Le jeune voyou n'a, lui, pas encore été jugé.

La justice anglaise est peut-être beaucoup plus rapide qu'en France, et parfois plus dure. Elle a voulu faire un exemple avec Cantona, en raison de sa notoriété et peut-être aussi parce qu'il est étranger. En effet, si trente joueurs ont été condamnés à des peines de prison au cours des trente dernières années, aucun ne l'a été pour son comportement sur le terrain ; le dernier en date, Dennis Wise, de Chelsea, a été condamné à trois mois pour avoir agressé un chauffeur de taxi. Le président de l'Association des joueurs professionnels a déploré une « sanction disproportionnée » contre un « bon émissaire ». Le président de Manchester United a estimé, quant à lui, que Cantona avait été puni trois fois : par son club, par la fédération (qui l'a suspendu jusqu'au 30 septembre et lui a infligé une amende) et par les juges. Un autre joueur a parlé de « crucifixion ». Le commentateur du Times, Rob Hughes, s'est au contraire ré-

joui que justice soit faite, écrivant que « les footballers ne sont pas au-dessus de la loi ».

Le cas de Cantona n'est pas isolé dans un football anglais marqué par l'argent, la violence des joueurs et le comportement des supporters, dont les abus verbaux et physiques se multiplient, en particulier à l'encontre de joueurs étrangers et noirs. Ni les instances sportives ni la justice ne semblent prêtes à les sanctionner aussi sévèrement qu'un Cantona. Ainsi, les responsables des récents incidents à Dublin n'ont écopé que d'une faible amende. La semaine dernière encore, trois joueurs avaient passé une nuit en prison pour une sombre affaire de matchs truqués (*Le Monde* du 16 mars). Parmi eux, John Fashanu, dont la brutalité sur les stades - dix incidents graves en dix ans - n'a rien à envier à celle de Cantona. Selon l'agent de ce dernier, cette condamnation pourrait marquer la fin de sa carrière dans la patrie d'origine du football.

Patrice de Beer

DÉPÊCHES

■ **NATATION** : deux records de France ont été battus, jeudi 23 mars, lors des championnats nationaux disputés à Mennecy (Essonne). Sur 200 m papillon, Cécile Jeanson a amélioré de plus d'une seconde et demie son propre record (2 min 11 s 48). Sur 100 m dos, Roxana Maracineanu a, elle, gagné 7 centièmes (1 min 4 s 01). Avec Hélène Ricardo, Franck Esposito et David Abrard, Franck Schott et Michael Masanelli, les deux nageuses sont d'ores et déjà qualifiées pour les championnats d'Europe qui auront lieu, à Vienne (Autriche), du 17 au 27 août.

■ **TENNIS** : Martina Navratilova a été sélectionnée dans l'équipe des États-Unis pour disputer la Coupe de la Fédération, équivalent féminin de la Coupe Davis. L'ex-numéro 1 mondiale, à la retraite depuis novembre 1994, effectuera un bref retour à la compétition pour le quart de finale contre l'Autriche à Turnberry Isle (Floride), les 22 et 23 avril. Elle devrait s'aligner en double aux côtés de Gigi Fernandez. Lindsay Davenport et Mary Joe Fernandez ont été retenues pour les simples. Martina Navratilova espère participer aux Jeux olympiques d'Atlanta en 1996. Elle s'était portée candidate à la Coupe de la Fédération afin d'être sélectionnable pour les Jeux. - (AFP)

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DES CHAMPIONS

Finale à 4, à Côme

Match pour la 3^e place :

Moscou-VA-Orléans

Finale :

Côme-Valence

62-64

64-57

0-0

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

30^e journée

(match en retard)

Strasbourg-Lens

Classement : 1. Nantes, 66 points ; 2. Lyon, 56 ; 3. Paris SG, 51 ; 4. Lens, 50 ; 5. Caen, 48 ; 6. Auxerre et Le Havre, 44 ; 7. Monaco, 43 ; 8. Bordeaux, 41 ; 9. Metz et Strasbourg, 40 ; etc.

TENNIS

TOURNOS ATP ET WTA DE KEY BISCAYNE

Simple messieurs, quarts de finale

P. Sampras (EU, n° 1) b. A. Medvedev (UR, n° 10)

6-1, 5-7, 6-4 ; 1. Spertman (Sud-Af, n° 10)

(Sud-Af, n° 10) b. 7-5

Simple dames, demi-finale

S. Graf (AIL, n° 2) b. J. Novotna (Rép. Tch, 16-2)

7-5 ; K. Date (Jap, n° 7) b. G. Sabatini (Arg, n° 5)

1-6, 7-6, 7-6

Les Etats utilisent souvent l'archéologie à leur profit

Au grand dam des chercheurs, l'étude des civilisations anciennes est récupérée pour conforter les idéologies ou les nationalismes

L'affaire récente de la prétendue découverte du tombeau d'Alexandre le Grand par une archéologue grecque dans l'oasis de Siwa, en Egypte, a remis en lumière la dérive aussi vieille que l'archéologie. De l'URSS de Staline

à Israël aujourd'hui, en passant par le patchwork culturel et religieux de l'Inde, les exemples abondent pour montrer que les autorités politiques ne résistent pas toujours à la tentation d'utiliser, voire de manipuler, les

découvertes archéologiques afin de conforter des visées nationalistes, justifier une hégémonie culturelle ou politique. Ce détournement s'effectue le plus souvent contre la volonté des chercheurs, qui doivent déployer

ingéniosité et diplomatie pour s'en protéger, composer avec les autorités des pays dans lesquels ils travaillent. Il n'est pas toujours facile, pour eux, de rester neutre quand l'enjeu politique les atteint directement.

L'ANNONCE de la découverte en Egypte, dans l'oasis de Siwa, du tombeau d'Alexandre le Grand s'est finalement révélée être une erreur au mieux, une manipulation au pis. Il aurait pu s'agir d'une nouvelle tentative - la cent trente-neuvième depuis la fin du IV^e siècle - d'un amateur de mythes soucieux de se procurer à bon compte une célébrité scientifique ou médiatique. Mais les déclarations entendues à cette occasion montrent que l'affaire avait aussi une dimension politique.

C'est ainsi qu'un député grec s'est inquiété de l'envoi éventuel en Egypte d'une délégation de la nouvelle République de Macédoine. Une remarque qui fit dire à un archéologue que les deux pays pourraient en arriver à se battre pour l'hypothétique dépouille du conquérant macédonien comme l'avaient fait ses généraux Ptolémée et Séleucide après sa mort (*Le Monde* du 7 février).

En 1977, la rivalité gréco-macédonienne s'était déjà illustrée à propos de la découverte du présumé tombeau de Philippe de Macédoine. L'inventeur du site, un archéologue nullement nationaliste, s'était vu embarqué, à son corps défendant, dans une spectaculaire entreprise de récupération politique du gouvernement grec.

Plus récemment, les participants au Congrès mondial d'archéologie, réunis du 4 au 11 décembre 1994 à New-Delhi, se sont vu sommés, à leur grande stupeur, de confirmer les travaux du professeur Lal, figure de l'archéologie indienne, pour qui la mosquée d'Ayodhya fut construite, au XV^e siècle, sur les ruines d'un temple védique. Une manœuvre politique grossière dans la mesure où des fanatiques hin-

dous avaient précisément avancé cet argument pour détruire ce monument, en décembre 1992, lors d'affrontements sanglants avec les musulmans.

SENTIMENT NATIONAL. La volonté, clairement affichée par certains pays, d'intégrer l'archéologie à une entreprise de renforcement du sentiment national donne lieu, parfois, à d'étonnantes contorsions.

C'est ainsi que, dans l'édition du premier numéro de *Sovetskaya Arheologiya*, Staline avait chargé les chercheurs d'étayer l'idéologie unitariste en confortant la thèse d'*« évolutionnisme fédératif »*. Dans le climat de surenchère nationaliste régnant aujourd'hui en ex-URSS, les mêmes archéologues sont désormais priés de prouver les singularités et l'ancienneté de chacune des nouvelles nations.

Un retournement de situation similaire s'est produit au Proche-Orient, où le panarabisme unificateur de jadis s'est mué en exacerbation des différences et en revendications de l'antériorité de chaque peuple. C'est pourquoi, par exemple, l'Arabie saoudite développe, d'une façon exceptionnelle pour un pays musulman, une archéologie des périodes préislamiques. Mais Israël, autre Etat de cette région où l'archéologie est la plus développée, n'est pas en reste.

L'objectif est évidemment d'aider à établir le lien entre l'Israël ancien et le pays actuel. Des archéologues israéliens vont même jusqu'à proclamer que *« fouiller est une forme de prière »*. Un tel état d'esprit entraîne certains d'entre eux à négliger parfois les vestiges *« non utiles »* dans leur désir de faire de leurs



trouvailles une validation historique de la Bible et d'autres textes anciens.

L'exemple le plus connu est celui des fouilles de Massada, dirigées dans les années 60 par Yigael Yadin, ancien officier de l'armée. Cette forteresse fut occupée, entre autres, par des groupes opposés au pouvoir romain (dont des juifs fervents, les zelotes, mais aussi des pillards) qui y moururent assiégés.

AISEMMENT MANIPULABLES.

Joséph, historien juif du 1^{er} siècle de notre ère, a raconté comment les zelotes préférèrent se suicider plutôt que se rendre. C'est en s'appuyant sur ce récit que Yigael Yadin a interprété les vestiges. Les ossements retrouvés sur le site furent considérés, sans preuve scientifique réelle à l'appui, comme ceux des zelotes suicidés, et réenterrés solennellement avec les honneurs dus

aux combattants. Le site est devenu un lieu de pèlerinage.

Si le cas de Massada relève très clairement d'une entreprise de glorification nationale, il est vrai que, dans des sociétés où l'écrit est particulièrement valorisé, la *« preuve »* apportée par le texte a longtemps prévalu. D'autant plus que, si l'on n'y prend garde, les vestiges archéologiques sont aisément manipulables, parce que partiellement conservés, sortis des mémoires et non immédiatement évidents et compréhensibles.

Rester neutre dans ces conditions n'est pas toujours chose facile. Jean-François Salles, un membre du CNRS directeur d'une mission au Koweït, en 1983, évoque ainsi le *« ferme conseil »* que lui donnèrent ses collègues koweïtiens : *« Ne pas faire état d'une inscription trouvée en 1953 sur l'île de Failaka mentionnant un palais du roi babylonien Nabuchodonosor, afin de ne pas donner prise aux ambitions irakiennes. »*

EFFETS PERVERS.

Tous les archéologues n'ont pas la franchise de Jean-François Salles. Souvent, ils sont obligés de composer avec les gouvernements des pays étrangers dans lesquels ils travaillent, et parfois avec les autorités françaises qui financent leurs travaux. Leur silence conditionne alors le maintien de leurs subventions et programmes de recherche. Beaucoup d'entre eux ne souhaitent pas envenimer par leur témoignage les situations déjà complexes qu'ils vivent sur le terrain.

En dépit des difficultés, ils parviennent, quand même, à mener rigoureusement leurs études. Ce n'est pas toujours facile, d'autant qu'il leur faut aussi se méfier d'eux-mêmes dans la mesure où, comme le reconnaît Jean Polet, professeur d'archéologie africaine à Paris-1, *« nos formations, nos centres d'intérêt, nos cheminement intérieurs influencent forcément nos analyses et sur la construction de notre savoir »*. Il leur faut enfin se garder des effets pervers d'une trop grande prudence, comme l'hyper-spécialisation dans laquelle se réfugient certains et qui peut tout simplement stériliser la recherche.

Catherine Chauveau

Les vestiges d'un centre d'émission de la monnaie royale mis au jour à La Rochelle

LES RESTES d'un centre de fabrication et d'émission de la monnaie royale de l'époque médiévale viennent d'être mis au jour à La Rochelle (Charente-Maritime). Les fouilles, menées préalablement à la construction d'un parking souterrain sur la place de Verdun, ont révélé des aménagements et objets correspondant aux diverses phases de la fabrication (à l'exception du stade final de la frappe) : bassins de grillage du minerai de cuivre, cuits d'affinage, four, creusets pour la réalisation des alliages, aires de lavage et de blanchiment des siliers (monnaies avant la frappe), balances.

Il s'agit des premières fouilles effectuées sur un hôtel de la monnaie de cette époque, et ces travaux seront la source d'avancées dans la connaissance des techniques médiévales utilisées dans ce domaine, affirme Anne Boquet, responsable de l'opération. Le centre ayant fonctionné de la fin du XIV^e siècle à la fin du XVII^e siècle, les ateliers ont subi diverses transformations qui vont permettre de suivre l'évolution technologique de cette fabrication. L'étude des alliages utilisés fournira des indications sur les fluctuations économiques survenues à cette époque.

■ DÉCOUVERTE : les canalisations d'eau et les réservoirs de l'ancien temple d'Angkor, au Cambodge, ont été détectés par le radar de la navette spatiale américaine. Ce radar à synthèse d'ouverture est capable de discerner de subtiles variations dans la texture de la végétation. Sensible aux longueurs d'onde de 24 centimètres, il peut « voir » à cinq mètres de profondeur dans les sols secs. Il a à son actif la détection d'autres sites archéologiques : la cité d'Ubar, vieille de 4 800 ans, dans le désert d'Arabie, et de nouveaux détails concernant l'ancienne route de la soie, dans le désert de Taklamakan.

■ ENVIRONNEMENT : une mission internationale composée de onze scientifiques, menée par l'amiral américain Elmo Zumwalt, va se rendre au Vietnam durant une semaine pour tenter de préciser les effets de l'agent orange sur l'organisme humain. Ce défoliant, contenant de la dioxine, répandu en grandes quantités pendant la guerre du Vietnam, n'en finit pas de susciter des polémiques. En 1993, l'Académie nationale des sciences avait trouvé une *« évidence suffisante »* pour associer trois cancers à l'agent orange. Mais elle n'avait pu établir de lien entre ce défoliant et d'autres cancers, des malformations à la naissance ou des problèmes immunitaires. (*Science* du 17 mars).

■ ENTOMOLOGIE : les bourdons seraient irrésistiblement attirés par les fleurs aux pétales symétriques, et ignorent celles dotées de pétales inégaux. C'est ce qui ressort d'observations effectuées dans la campagne danoise par un chercheur de l'université de Copenhague, Anders Møller, et publiées dans le dernier numéro des *Proceedings of the National Academy of Sciences*. Ce goût marqué de la nature pour la symétrie n'est pas seul en cause. Il se trouve que les fleurs symétriques produisent une plus grande quantité de nectar.

■ ESPACE : une fusée japonaise H 2 a été lancée avec succès, samedi 18 mars, du centre spatial de l'île de Tanegashima (1 000 km au sud de Tokyo), ont annoncé des responsables de l'Agence nationale de développement spatial (Nasda). Elle était porteuse d'un satellite météorologique et d'une autre charge utile destinée à des tests. Prévu initialement pour le 1^{er}, puis le 22 février, ce tir avait été retardé à deux reprises pour des raisons techniques. Il s'agit du troisième lancement de ce nouveau lanceur d'une capacité de deux tonnes en orbite géostationnaire. Les deux premiers ont été effectués en février et en août 1994. - (AFB)



L'actualité sous un autre jour.

Le dimanche, c'est le jour où l'on peut prendre son temps et analyser l'actualité avec sérénité. C'est le jour du Journal du Dimanche.

Un journal qui saisit l'actualité à pleines pages avec ses reportages en France et à l'étranger. Avec des enquêtes, ses interviews, ses analyses sur l'actualité politique, économique, sociale, internationale. Avec l'éditorial d'Alain Genestier. Avec Wolinski, Pivot, Stouvenot qui viennent vous changer les idées.

Les pages centrales, elles, vous emmènent sur le terrain du sport et dans ses coulisses. Avec l'émotion des grands événements, les réactions à chaud, le regard de nos chroniqueurs : Herrero, Alési, Thévenet, Peyron. Et tous les résultats du samedi.

Enfin, pour vous détendre, lisez la rubrique Voir. C'est le parti magazine du journal qui vous dit tout ce qu'il faut savoir sur le cinéma, la musique, la mode, la cuisine du soleil avec Alain Ducasse, le théâtre, les expositions, le tourisme, la télévision, les médias avec Jean-Claude Maurice et les livres avec la chronique de Jorge Semprun. Vivement dimanche !

Le Journal du Dimanche.
L'actualité sous un autre jour.

JEUX, GRILLES
ET PROBLEMES

SCRABBLE

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

TRAVAIL

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 857

HORIZONTELEMENT

1. Mode d'expulsion. - II. S'est passé dans la tête. L'indépendance lui a donné un autre nom. - III. Parade ou bataille. Gustave pour Jean-Paul. - IV. Rivière. Est-elle toujours sage ? - V. Allèrent au feu. Donne un drôle de too. - VI. Voyelles. Châtes de goudiers. - VII. Possessif. Néo-Zélandais. Marque de dédain. - VIII. Les sous-cis l'ont marquée. Ils font bien dans le tableau. - IX. Suivait le chemin. Antiochus s'y ennuia. - X. Après-midi. Dans le cocktail. - XI. Le fait du zélateur.

VERTICALEMENT

1. S'il l'est éternellement, quelle frustration ! - 2. Finira par vous manger dans la main. Mesure. - 3. N'est pas épargné par la critique. Tonsure radicale. - 4. Palais antique. Déjà dépassé. - 5. Fournit la galette. Bijou d'un sou pour Paul. A

l'intention du Méditerranéen. - 6. Ne sont guère le fait d'un gentleman. - 7. Article. Donneront difficilement leurs voix. - 8. Ouvert à tout, on ne pense qu'à lui. - 9. C'est en France qu'il fit le mur. Voyelles. - 10. Hérétiques. Pour la faim, la soif et le dessert. - 11. Fête. Pour respecter les bornes. - 12. Mettant en selle.

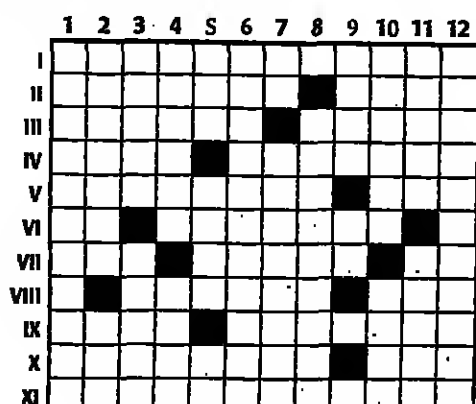
SOLUTION DU N° 856

Horizontalement
1. Abracadabrant. - II. Maires. Goulue. - III. Pleines. Usait. - IV. Hanse. Enfièvre. - V. If. Elbeuf. Man. - VI. Tri. Las. Epi. - VII. Renoué. Versés. - VIII. Dresse. Otée. - IX. Osier. Promène. - X. Nécessiteuses.

Verticalement

1. Amphitryon. - 2. Balafre. Se. - 3. Rien. Indic. - 4. Arise. Orée. - 5. Cœoiliens. - 6. Ase. Bars. - 7. Sées. Spi. - 8. AG. Nu. Vert. - 9. Bouffée. Oe. - 10. Ruse. Promu. - 11. Alarmistes. - 12. Nuis. Eene. - 13. Tétanisées.

François Doriot



SCRABBLE (R)

Problème n° 468

LE VEAU FAIT DU VÉLO

Le mois dernier, nous vous avons asséné une belle liste de mots en -O. Bravo ! me direz-vous (ou peut-être Haro !), mais quelles lettres, outre un S, peuvent compléter ces mots ? La plus fréquente est un N : COCO, COCON mais il y a aussi, par ordre décroissant de fréquence, T, R, L, M, U, I, F, E, P, Y. Voici donc une liste de mots en -O. Vous devez trouver quelle lettre, parmi les susnommées, peuvent leur servir de rajout final. 1. ADO - 2. BRIO - 3. CALO, argot gitan - 4. COCO - 5. COLO - 6. DÉCO inv. - 7. DO (4 sol.) - 8. FLUO - 9. GO (3 sol.) - 10. HALO - 11. HO (3 sol.) - 12. LINO - 13. MÉLO (2 sol.) - 14. MONO - 15. NO, théâtre japonais (2 sol.) - 16. PESO - 17. PRO (2 sol.) - 18. SAXO - 19. TACO, galette de maïs fourrée de mets pimentés (2 sol.) - 20. TAO - 21. TARO, plante tropicale dont le tubercule est comestible - 22. TOTO, morpion - 23. TRIO - 24. TYPO - 25. VÉLO - 26. ZOO.

Solutions. 1. ADON, hasard, coïncidence (québ.) - 2. BRION, partie arrondie de l'étrave - 3. CA-

LOT - 4. COCON - 5. COLON - 6. OÉCOR - 7. DOL, action déficitaire, OOM, OON, DOT - 8. FLUOR - 9. GOLOU GOY, non-juif, GON, unité de mesure d'angle (grade) - 10. HALON, dérivé d'hydrocarbure - 11. HOP1, HOT, inv. HOU1 - 12. LINO, toile de lin - 13. MÉLOE, coléoptère, MÉLO - 14. MONOI, huile parfumée tahitienne - 15. NOM, NON adv. - 16. PESON, instrument de pesage - 17. PROE, PROU adv. - 18. SAXON - 19. TACON, femme saumon, TACOT - 20. TAO - 21. TAROT - 22. TOTO, toupe - 23. TRIOL, canopée à trois fonctions alcool - 24. TYPON, film trépané destiné à la confection d'une plaque offset - 25. VÉLOT, peau de veau mort-né servant à faire le parchemin - 26. ZOOM.

Parmi les mots-solutions, certains peuvent, à leur tour, être pourvus d'un rajout final : ADON, ADONC adv - DOL, OLA, amiral, DOLE - FLUOR, FLUORÉE - GON, GONNE, GOND, GOND, petit Lyonnais, GONG - NOM, NOME, division de l'ancienne Égypte - NON, NONE, quatrième partie du jour romain - PROU, PROUT, pet (belg.) - TAROT, TAROTÉ, (carte) dont le dos est marqué de compartiments en grisaille - ZOOM, ZOOMA, ZOOME (vb).

Michel Charlemagne

Club Elysées, 7, rue Le Sueur, Paris-16, 24 février 1995.

Tournois mercredi et samedi, 20 h 45 ; mercredi, vendredi et samedi, 14 h 30 et 16 h 30. Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	IIHQOT	OIE	H7	6
2	IIQOT-GL?	(COCO) LITIGES	7G	17
3	IIQOT-GL?	LIQOT	11	72
4	OEISVXY	SILEX	1H	72
5	OYVA-HOTU	GUYOT	5J	30
6	-AAHLMU?	THALAMU(S)	8K	72
7	AAEPRTW	ANALE	9C	65
8	AOEOSV	PELERENT	11H	74
9	CHIRNS	OESAVOUE	03	78
10	ABEFILN	HIRCINES	4C	44
11	BI-MNROT	ENFLA	4C	44
12	M-AOEPTU	BIPONT (a)	C7	39
13	MDE-ARTU	DUPAT	H11	27
14	COEFGOS	CEMEURAT	F8	66
15	O-C-MVOSU	COEFS (b)	01	58
16	DM-ELRUV	CNOUS	B10	34
17	MLV-EKN	ORUE	A12	32
18	MLVEE+AR	KAN	M7	47
19	MLA+BEJZ	HERVE(c)	30	26
20		VALEZ	L11	54
				986

(a) couple de points dans l'espace ; (b) conduit d'écoulement des marais salants ; (c) fromage belge. 1. Schultz Sonia, 868 ; 2. Fumeron Francis, 806 ; 3. Costes Béatrice, 789.

ANACROISÉS (R)

Problème n° 858

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTELEMENT

1. AAACDEMR. - 2. ACERRSU (+4). - 3. AAELSV. - 4. AAMORRT (+1). - 5. AEIOSV. - 6. AAABCI. - 7. ILINOOR. - 8. AABERU. - 9. GIORSS. - 10. ADELORT (+1). - 11. EENORRT (+1). - 12. AEEMTU. - 13. AHORRUV. - 14. ERTUVX. - 15. ACEELMNO (+1). - 16. ACEERRR (+2). - 17. EILMTU (+3). - 18. AEELQU (+1). - 19. AACDENUX. - 20. CEELERS. - 21. EELQSU.

VERTICALEMENT

22. AAABCMR. - 23. AACDEHRS. - 24. AAJNRVT. - 25. CEELNOPU. - 26. ABILNOOR. - 27. AAINNRV (+1). - 28. AACELOS. - 29. ADEELRUV. - 30. ALOQRU. - 31. ADINO RUX. - 32. AEELTU. - 33. AEELSV. - 34. BEGLLMR. - 35. ACOERR. - 36. AEEEGSTT. - 37. EIRSTV (+2). - 38. EEEIMNRT (+2). - 39.

ÉCHECS

Problème n° 1630

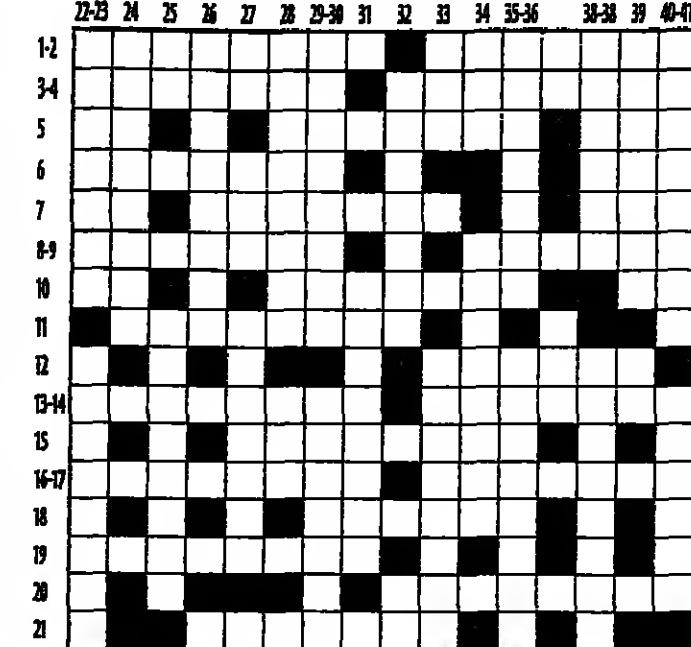
TOURNOI PAN PACIFIC

San Francisco, 1995
Blancs : V. Kortchnoi.
Noirs : Zso. Polgar.
Début catalan.

1. d4	d5	21. Dd5	Td8
2. d4	d5	22. Fd7	Fd7
3. Cc3	Cc6	23. Aa1	Ab8
4. Cc3	Cc6	24. Dd5	Td8
5. g3 (a)	g4 (a)	25. Cc4	Rg4 (a)
6. Fd2	g5 (a)	26. Dd5	Fd7
7. Cc3	Cc6	27. Dd5	Td8
8. Cc3	Cc6	28. Dd5	Td8
9. Cc3	Cc6	29. Dd5	Td8
10. Cc3	Cc6	30. Dd5	Td8
11. Cc3	Cc6	31. Dd5	Td8
12. Cc3	Cc6	32. Dd5	Td8
13. Cc3	Cc6	33. Dd5	Td8
14. Cc3	Cc6	34. Dd5	Td8
15. Cc3	Cc6	35. Dd5	Td8
16. Cc3	Cc6	36. Dd5	Td8
17. Cc3	Cc6	37. Dd5	Td8
18. Cc3	Cc6	38. Dd5	Td8
19. Cc3	Cc6	39. Dd5	Td8
20. Dd5	Dd7		

NOTES

a) Rejetant le système Botvinnik (5. Fg5, d4 ; 6. e4, b5) et la variante de Meran (5. e3, Cb-d7 ; 6. Fd3, d4), les Blancs entrent dans un début catalan moins à la mode.
b) Ou 6... Cb-d7 ; 7. a4, Fb4 ; 8. 0-0, 0-0 ; 9. Dc2, Fd7 ; 10. Ff4, a5 ; ou 10... Cds. La décision des Noirs de conserver le pion du



EEHORST (+1). - 40. AACEILST (+2). - 41. ESSTXY.

SOLUTION DU N° 857

1. OIATRIE. - 2. EUNECTE. - 3. OMIRENT (MOIRENT TRINOME). - 4. TERRIBLE. - 5. SEFAROI (OEPRI-SA). - 6. TRESSER (RESSERT). - 7. RECTEUR (RECTEUR RECRUTE CURETER). - 8. AVIFAUNE. - 9. ACHILLE. - 10. BUISSE (BUISSIER LESINER LIERNES). - 11. GUINEEN (INGUENE). - 12. TETANIES (SAIN-TETE-). - 13. STUPRE. - 14. AGENOISE. - 15. VERNAUX. - 16. MENIS-CAL (CLANISME MANICLES). - 17. DEVOIRS. - 18. VINEUR. - 19. AURIFIA. - 20. OERAYAL. - 21. ANIERE

(AERIEN ANERIE ENRAIE RAINEE - 22. EVITANT (VENTANT). - 23. CRISE-REZ, rages. - 24. TIRAGE (GERAT). - 25. AMODALE. - 26. ECUIRAGE (CAR-GUEE). - 27. ARRACHIS (CHARRIAS). - 28. ENIVRAI (VINAIRE VINERAI). - 29. ROTTELET. - 30. OSSIFIA. - 31. IMBRU-LEE. - 32. ICARIEN (RICAIEN). - 33. BIL-LENT (LIBERENT). - 34. ENSEVELI (NVELES). - 35. VALIDER (DELI-VRAI). - 36. UTERIN (RUTINE REUNIT). - 37. ESERINE (INSEREE...). - 38. FLUSTRE, inventé par marin. - 39. ECA-LAIS. - 40. CIREUSE (CRIEUSE ECURIES RECUISE). - 41. PAUMOYER. - 42. NERPRUN. - 43. EXUGERA. - 44. EXISTIEZ.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1629

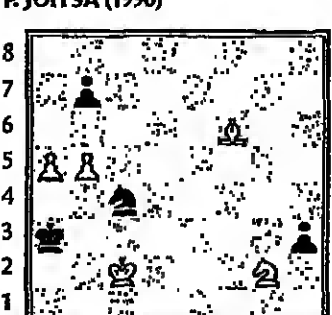
L. MITROFANOV

et A. KOTOV (1976)

(Blancs : Rg8, Td1, Pb4, c7, f3. Noirs : Ra8, Tc6, Pb2, f2, f5.)
1. b5?, f1-d1, sacrifice de déviation de la T blanche (si 1... Tc1? ; 2. Td6! ; 2. Txf1, Tc1 ; 3. b6, b1-d ; 4. Tc1, f4! jouant pour le pat ; 5. Tc2! (et non 5. Tc5?, Df5+), Dd2! ; 6. Tc3!, Dd3! ; 7. Tc4!, Dd4! ; 8. Tc5, Dd5 (ou 8... Dxb6 ; 9. Rd7!) ; 9. b7+, Dxb7+ ; 10. Rd8! (et non 10. Rd7, Ra7 nulle), Dd6 ; 11. Rd7!, Dxc5 ; 12. c8-d+, Dxc8 ; 13. Rg8, et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1630

R. JOITSA (1990)



Blancs (5) : Rg2, Ff6, Cg2, Pa5 et b5.
Noirs (4) : Ra3, Cc4, Pb7 et h3.
Les Blancs jouent et font nulle.

Claude Lemoine

L'Indien Viswanathan Anand rencontrera Garry Kasparov en finale du championnat du monde de la PCA

Le titre se jouera du 10 septembre au 14 octobre à Cologne

VISWANATHAN ANAND, surnommé « Lucky Luke » pour sa vitesse d'exécution des coups, Anand le sprinter des soixante-quatre cases, est passé à la course de fond. Mercredi 22 mars, face à l'Américain d'origine russe Gata Kamsky, le grand maître de Madras a marqué le point qui le qualifie pour la finale du championnat du monde d'échecs de la Professional Chess Association (PCA). Il s'était préparé pendant de longues semaines pour cette finale, prévue en douze parties, du tournoi des candidats qui se jouait à Las Palmas (les Canaries).

Lors de la première rencontre entre les deux hommes, disputée le 9 mars, Anand, avec les Blancs, avait même mis un escargot dans son moteur et perdait au temps, accident rarissime chez lui. Ce devait être l'unique défaite et l'unique frayeur du joueur indien. Dix parties et trois victoires plus tard, il emportait cette finale sur le score de 6,5 points à 4,5, sans avoir vraiment été inquiété.

Anand le nonchalant, « Vishi »

le sympathique, voulait prendre sa revanche sur l'imperturbable Kamsky : le jeune Américain l'avait éliminé, en août 1994, dans le championnat du monde de la Fédération internationale des échecs, devant son public à Sanghi Nagar (sud de l'Inde). Anand avait alors glané un avantage de deux points, permettant à Kamsky de revenir au score puis de l'emporter. Rendez-vous est donc donné, maintenant, pour une course de fond qui opposera à Garry Kasparov. La finale du championnat du monde de la PCA aura lieu à Cologne du 10 septembre au 14 octobre. Dotée de 1,5 million de dollars de prix (7,5 millions de francs), en grande partie versés par le partenaire de la PCA, le numéro mondial du microprocesseur Intel, cette compétition se jouera en vingt parties, soit quatre de moins qu'au précédent championnat du monde, en 1993 à Londres.

A vingt-cinq ans, Anand, champion du monde junior en 1986, va donc se mesurer à l'« Ogre de Ba-

kou ». Les deux joueurs ne se sont affrontés jusque-là que huit fois en tournoi (ce chiffre ne tient pas compte des parties jouées sur un rythme semi-rapide) : le numéro mondial même par quatre victoires contre deux défaites et deux nuls. Ce bilan est toutefois à nuancer par le fait que le champion russe a eu la chance de jouer à sept reprises avec les pièces blanches et une seule fois avec les noires - ce qui lui a valu une de ses deux défaites.

La clé de leur rencontre se trouve sûrement ailleurs que dans des statistiques : il faudra qu'Anand se libère du respect que lui inspire son glorieux aîné, sachant que Kasparov ne lui fera pas de cadeau. Celui-ci, qui veut protéger son bien jusqu'au troisième millénaire, vise déjà le match de réunification du titre, prévu en 1996, soit contre Kamsky, soit contre l'actuel champion du monde de la FIDE, le Russe Anatoli Karpov.

Pierre Barthélémy

BRIDGE

Problème n° 1626

PLUS DURE SERA LA CHUTE

Cette donne d'un festival à Lloret de Mar prouve que les barrages sont une arme redoutable.

♠ V 9 8 7	♠ 10
♥ A V 5 3	♥ R 7
♦ A	♦ R 10 7 6 5 3 2
♣ A 9 6 3	♣ V 5
♠ A R D 4	♠ 10
♥ 9 8 2	♥ R 7
♦ 9	♦ R 10 7 6 5 3 2
♣ R D 10 8 4	♣ V 5
	♣ 6 5 3 2
	♥ D 10 6 4
	♦ V 8
	♣ 7 2

Ann. : E. don. N-S. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Schinas X. H. Schi Y.
- 4 ♣ - 4 ♣
passe contre passe
contre passe
contre passe
contre passe
Ouest ayant entamé le 9 de Carreau, comment le coup a-t-il pu se dérouler pour que le déclarant perde 2 000 points (7 levées de chute) au contrat de QUATRE PIQUES ?

Réponse
Pour limiter les dégâts, le déclarant a espéré une répartition 3-2 des atouts et le Roi de Cœur en Ouest. Il a donc pris l'entame avec l'As de Carreau et a joué le 7 de Pique du mort. Après avoir fait ainsi le 10 de Pique sec, Est a contre-attaqué le Valet de Trèfle. Le déclarant a fait l'As et a continué atout. Mais Ouest s'empressa de tirer As, Roi et Dame de Pique, puis ses quatre Trèfles franchis avant de jouer le 9 de Cœur. L'impasse échouant, la défense fit encore le Roi de Cœur et le Roi de Carreau, la diable levée du flanc ! Bref, le déclarant ne fit que ses trois As et il se consola en pensant qu'en tournoi par paires cette chute vertigineuse n'était guère qu'un zéro, exactement comme un petit contrat qu'on serait le seul à chuter !

UN PREMIER PAS COÛTEUX

Un avertissement bien visible devrait rappeler à tous les déclarants le risque de jouer trop vite à la première levée.
Le champion américain Silverman en a fait ainsi la douloureuse expérience au championnat d'Amérique d'été en 1992. Cachez les mains d'Est-Ouest pour vous mettre à sa place.

♠ D 8 7 5	♠ 10 9 8 7 6 5 4 3 2
♥ -	♥ 6
♦ A D 10 9	♦ V 8 5 4
♣ A R V 5 3	♣ 9 8 7 4
♠ V 6 4	♠ 10 9 8 7 6 5 4 3 2
♥ D V 10 7 5 3 2	♥ 6
♦ -	♦ V 8 5 4
♣ D 10 6	♣ 9 8 7 4
	♠ A R
	♥ A R 9 8 4
	♦ R 7 6 3 2
	♣ 2

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 ♣ - 2 ♣ - 2 ♣ - 2 ♣
2 ♣ - 2 ♣ - 2 ♣ - 2 ♣
4 SA - 4 SA - 4 SA - 4 SA
7 ♣ - 7 ♣ - 7 ♣ - 7 ♣

Ouest ayant entamé la Dame de Cœur, comment fallait-il jouer pour gagner ce GRAND CHELEM À CARREAU contre toute défense ?

Note sur les enchères

La réponse de « 5 Piques » voulait sans doute indiquer deux As et la Dame d'atout, et il était logique ensuite de déclarer « 7 Carreaux ». A l'autre table, Sud avait ouvert de « 1 Trèfle » fort et artificiel, et on s'était arrêté à « 6 Carreaux » alors que des enchères simples aboutissent au grand chelem (S : 1 ♣ ; N : 2 ♣ ; S : 2 ♣ ; N : 4 ♣ ; S : 4 SA ; N : 5 ♣ ; S : 7 ♣).

COURRIER DES LECTEURS

Réponse sur 2 Trèfles
« Que devais-je dire ? » demande un lecteur, avec en Sud : ♠ D 10 7 5 ♥ 7 6 ♦ D 4 ♣ 10 7 6 5 2. (Ann. : N. don. Pers. vuln.)

Ouest Nord Est Sud

- 2 ♣ - 2 ♣ - 2 ♣ - 2 ♣

(2 Trèfles forçant de manche avec réponse à l'As.)

« Dans mon idée, le contre à Pique est semi-punitif. Mais certains joueurs considèrent qu'il indique l'As de Pique. Avais-je raison de contrer ? »
Le contre ne montre pas l'As de Pique, mais une force à Pique. Il n'est donc pas illogique de profiter de l'occasion pour fournir à l'ouvreur ce renseignement. Mais il faudra ensuite freiner les enchères car le partenaire risque d'aller au chelem en espérant que Sud a le Roi de Pique...

Philippe Brugnol

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 25 MARS 1995

THÉÂTRE Roberto Zucco était un tueur en série qui assassinait ses parents avant de se lancer dans une longue cavale meurtrière entre Toulon et la Savoie. Il se suicida dans sa

cellule, en Italie, après avoir échoué dans une spectaculaire tentative d'évasion, en 1988. ● BERNARD-MARIE KOLTÈS s'inspira de cette sanglante histoire pour écrire une

pièce qu'il appela « Roberto Zucco ». Elle fit scandale à sa création dans la mise en scène de Bruno Boeglin en 1991 à Villeurbanne, puis à Chambéry où elle fut interdite sous la pres-

sion des familles des victimes. ● JEAN-LOUIS MARTINELLI signe, avec « Zucco », sa première mise en scène au Théâtre national de Strasbourg, pour lequel il a de grandes

ambitions. Il a ainsi demandé à la cinéaste Pascale Ferran de réaliser, avec les élèves de l'école du TNS, un film qui sera ensuite diffusé sur F3 Strasbourg.

L'histoire meurtrière de « Roberto Zucco » s'arrête à Strasbourg

Jean-Louis Martinelli met en scène la pièce de Bernard-Marie Koltès inspirée de la vie mythique d'un tueur en série et parricide. Il pose la question : quelle est la part du démon que nous portons en nous ?

ROBERTO ZUCCO, de Bernard-Marie Koltès. Mise en scène : Jean-Louis Martinelli. Avec Armand Abplanalp, Alpha Atanagana, Charles Berling, Françoise Bette, Jean-Claude Bolle-Reddat, Florence Bosson, Mathieu Delmonte, Lanrent Dorey, Alain Fromager, Gilbert Gawronski, Marina Golovine, Tobias Kempf, Charlotte Maury-Sentier, Georges Mauros, Jacques Michel, Sylvie Milhand, Nicole Mouton, Jean-François Perrier, Marie Phillet, Roland Sassi, Martine Schambacher.

THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG, 1, rue André-Malraux, 67 Strasbourg. Tél. : 88-35-44-52. Mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Mercredi à 19 h 30. 75 F. Jusqu'au 8 avril. Le spectacle sera repris à Nanterre-Amandiers la saison prochaine.

Une des premières choses que Jean-Louis Martinelli a faites, quand il a pris ses fonctions à Strasbourg, le 2 décembre 1993, fut de regarder ce qu'il y avait dans les tiroirs de son bureau. Il a trouvé des lettres de Bernard-Marie Koltès à Hubert Gignoux, et une fiche d'inscription de l'auteur de Roberto Zucco à l'école du TNS, où il fut élève - section régée - en 1970-71, avant de passer à l'écriture. Cette « découverte » était un joli signe : Jean-Louis Martinelli savait déjà qu'il mettrait en scène Roberto Zucco. Il avait travaillé la pièce au cours d'un stage qu'il avait dirigé en Equateur. La mouture à Strasbourg, sur les terres d'origine de Bernard-Marie Koltès (né à Metz en 1948), s'imposait donc pour le nouveau directeur.

« J'aime aller vers ce que je ne comprends pas », dit Jean-Louis Martinelli. Et je crois qu'avec Zucco, on ne comprendra jamais. Roberto Zucco : une pièce écrite en 1988, qui est déjà un classique du siècle. Elle n'aurait pas existé



Le « saut de l'ange » de Roberto Zucco, vu par le décorateur René Caussanel

sans Roberto Zucco : un « tueur en série » mort en 1988, qui est un mythe de notre temps. Roberto Zucco est né près de Venise, en 1962. A dix-neuf ans, Roberto Zucco tue son père et sa mère à coups de couteau. Jugé irresponsable (parce que schizophrène), il est interné dans un asile psychiatrique, d'où il s'enfuit en 1986.

Alors commence sa cavale. Elle dure presque trois ans, et même Zucco sur, un axe, Toulon-la Savoie, où, entre avril 1987 et janvier 1988, il tue cinq personnes, et en agresse plusieurs autres. Sans raison apparente. Après le meurtre d'un inspecteur, la police française lance un avis de recherche. Une photo dans les lieux publics. Sans nom. Roberto Zucco n'a que des surnoms - comme l'assassin de la pleine lune - ou des prénoms qu'il s'est donnés : Kurt, Fred ou André. Une adolescente d'Aix-les-Bains le reconnaît sur l'affiche. Elle l'a connu, et al-

mé. Grâce à son témoignage, Zucco est arrêté, le 28 février 1988, en Venétie.

UN HOMME SANS OMBRE

Le lendemain, il tente de s'échapper des toits de la prison de Trévise, en grimpant sur le toit. Les caméras de la télévision le filment. Torse nu, jeune, beau, il apostrophe la foule, et finit par se jeter dans le vide. On le croit mort. Il est blessé. Des médecins confirment sa schizophrénie grave. Mais Zucco n'a pas le temps d'avouer ses crimes. Le 23 mai 1988, il se suicide dans sa cellule. Il s'est mis la tête dans un sac plastique.

Bernard-Marie Koltès ne connaissait pas toute l'histoire de Roberto Zucco quand il a écrit sa pièce. Il avait vu l'avis de recherche dans le métro : « Je suis resté devant, j'étais fasciné, je ne sais pas pourquoi. » Puis il a vu « cette scène absolument in-

crovable » du toit de la prison. Il a alors recueilli les articles sur Zucco, et s'est mis à écrire. Il disait : « Pour moi, Roberto Zucco est un mythe. Le meurtrier, chez lui, est un nan-sens. Il suffit d'une chose qui est un peu comme l'épilepsie chez Dostoevski : un petit déclenchement, et hop, c'est fini. »

« C'est fini », Bernard-Marie Koltès était atteint du sida quand il a écrit Roberto Zucco. Il savait que c'était sa dernière pièce, il ne savait pas qu'il y mettrait beaucoup de lui. Le saut de l'ange de Zucco, c'était aussi sien. Roberto Zucco n'est pas une pièce documentaire. Mais une œuvre de fiction. Dans la pièce, le seul protagoniste à avoir un nom propre est Roberto Zucco - comme la police française appela un moment, par erreur, Roberto Succo. Les autres sont la gamine, le frère, la mère, le père, l'inspecteur, la pute, la dame élégante... Struade ni dans le temps, ni dans l'espace, Roberto Zucco se compose de quinze tableaux, dont le meurtre de la mère, l'assassinat d'un policier, une prise d'otage d'une mère et son fils, l'histoire d'amour avec la gamine, et la chute du toit. « Je vais mourir. Je ne veux pas mourir », dit Roberto Zucco, dont le meurtre a fait un homme sans ombre, comme Peter Schlemihl, qui ne sait sur quelle terre marcher, rêve de rejoindre le soleil. La dernière scène - celle de l'évasion - est une des plus belles qui soient. Les gardiens regardent Zucco sur l'arête du toit. Lui regarde le soleil. Il veut l'approcher. Il tombe.

Publiée aux Éditions de Minuit en 1990, Roberto Zucco ne fut pas créée par Patrice Chéreau, comme presque toutes les pièces précédentes de Bernard-Marie Koltès, mais par Peter Stein à Berlin (et en allemand), en avril 1990. En France, c'est Bruno Boeglin, qui, le premier, a mis en scène la pièce, au TNP de Villeurbanne, en novembre 1991. Cette

création fit scandale à Chambéry - Zucco fut retirée de l'affiche du théâtre où la pièce devait être jouée début décembre, sous la pression de familles de victimes et de syndicats de policiers.

Aujourd'hui, Jean-Louis Martinelli espère qu'on ne parlera pas de ces aspects de Roberto Zucco. Le metteur en scène n'a d'ailleurs pas voulu lire l'excellent livre que Pascale Froment a consacré à l'histoire de Roberto Zucco (Gallimard, 1991). « Ce qui m'intéresse, dit-il, c'est la dimension mythique du personnage. Zucco pose des

diens, anonymes, gamine. A l'adolescente qui l'aime, Zucco dit qu'il mourrait s'il lui disait son nom. Dans la mise en scène de Jean-Louis Martinelli, Roberto Zucco est déjà mort. Ce sont les autres autour qui existent, décomposés comme la famille de la gamine, doux comme le vieil homme rencontré dans le métro. Pour eux, Zucco a parfois les gestes de la tendresse d'un ange de Wim Wenders. Il pose un regard sur le monde, il est absent. Trop. Jean-Louis Martinelli, à ne pas vouloir faire un héros de Ro-

Bernard-Marie Koltès, une œuvre au répertoire du siècle

Le 15 avril 1989, Bernard-Marie Koltès est mort à Paris. Mort annoncée : il avait le sida. Scandaleuse : il avait quarante et un ans. Violente, solaire, ancrée dans la révolte comme celle de Jean Genet, son œuvre, bien qu'inachevée, est à inscrire au répertoire du siècle. Après La Nuit juste avant les forêts, qui fut créée par Yves Ferry au festival off d'Avignon en 1977, toutes les pièces de Bernard-Marie Koltès ont été mises en scène par Patrice Chéreau. Avec une obstination magnifique, Patrice Chéreau a inscrit Bernard-Marie Koltès au programme du Théâtre de Nanterre-Amandiers, entre 1983 et 1989 : Combat de nègre et de chiens, Quai Ouest, Dans la solitude des champs de coton, Le Retour au désert. Seule sa dernière pièce, Roberto Zucco, a été créée par Bruno Boeglin. Bernard-Marie Koltès aimait les comédiens. C'est pour Jacqueline Maillan qu'il avait écrit Le Retour au désert. Il voulait écrire aussi pour Maria Casarès, en s'inspirant de la Bible, pour Roland Bertin, pour Michel Piccoli, et un Isaac de Bankolé, splendide dans la création de Dans la solitude des champs de coton, et qui, pour Bernard-Marie Koltès, restait « un fétiche ». L'œuvre de Bernard-Marie Koltès est publiée aux Éditions de Minuit.

questions essentielles. Comment se déclenche le passage à l'acte ? Quelle est la part d'ossassin que je porte en moi ?

Assassin, lame, couteau : le décor de René Caussanel est une arête qui zèbre le plateau, parfois comme une ombre, parfois comme un mur infranchissable. Ce rappel obsédant dit bien que Zucco ne sait pas où se mettre : toujours en déséquilibre, sur la pointe des pieds, corps transparent dans la foule de ceux qui l'entourent, mère, policiers, gar-

berto Zucco, oublie que le monde autour n'existe pas sans lui. Il traverse la pièce de Bernard-Marie Koltès, il ne la met pas en scène. Elle résiste parce qu'elle est jouée par certains comédiens remarquables (dont Charles Berling dans le rôle-titre, Maria Golovine - la gamine -, Martine Schambacher - la sœur -, et parce qu'elle est assez forte pour traverser le temps. Le temps du : « Je vais mourir. Je ne veux pas mourir. »

Brigitte Salino

Les ambitions européennes de Jean-Louis Martinelli

AU COURS des premiers mois qui ont suivi son arrivée à Strasbourg, en décembre 1993, Jean-Louis Martinelli s'est attelé principalement aux projets de rénovation du TNS. Prévu depuis bientôt dix ans, plusieurs fois remis, ces travaux vont débiter en mai. Ils concernent au premier chef le plateau du théâtre (à l'italienne), qui va être agrandi. Le TNS a une grande qualité - une très bonne relation scène-salle - et un gros défaut - les dimensions réduites du plateau (9 mètres d'ouverture). Jean-Louis Martinelli a ainsi dû renoncer à accueillir le Faust mis en scène par l'Allemand Christoph Marthaler, parce qu'il ne « rentrerait » pas. A l'inverse, le

Roberto Zucco qu'il a monté sera joué à Nanterre-Amandiers - la saison prochaine - dans un décor qui reconstitue le cadre de scène du TNS. La nouvelle salle du TNS aura une jauge de 600 places (au lieu des 750 actuelles) et il mettra d'ouverture de plateau.

HOMMAGE A PASSINGER

Par ailleurs, le théâtre sera doté d'une deuxième salle - de 200 à 220 places, flexible, adaptée aux scénographies qui s'accroissent mal du cadre du théâtre à l'italienne - et les lieux d'accueil du public seront réaménagés. « Si dans cette ville à vocation européenne on veut un théâtre à hauteur d'Europe, il faut que l'outil soit adapté », dit Jean-Louis Martinelli. Ce sera le cas fin 1996, ou début 1997, quand les travaux seront achevés.

D'ici là, l'équipe du TNS et l'école qui y est rattachée vont se replier dans une caserne désaffectée. Les spectacles seront donnés dans les halls d'exposition Wachen (qui accueillent déjà les grands concerts) et dans d'autres lieux de la ville, dont l'Opéra du Rhin.

L'été prochain, le TNS sortira de sa ville. Pendant toute la durée du Festival d'Avignon, Jean-Louis Martinelli, les comédiens et les élèves seront au lycée Saint-Joseph avec un vaste programme. D'abord, un hommage à Rainer Werner Fassbinder. Jean-Louis Martinelli va porter au théâtre le scénario de L'Année des treize lunes.

Il va également mettre en scène un spectacle « autour » de Fassbinder, qui pourrait s'appeler Voyage à l'intérieur de la tristesse - titre du roman que le cinéaste voulait écrire. Ce spectacle sera joué par les élèves de l'école, qui présenteront également des travaux dirigés par Joël Jouanneau (d'après L'Idiot de Dostoevski) et Enzo Cormann (d'après son Cabaret chaotique). Il y aura enfin, en avant-première, la projection de L'Âge des possibles, le film réalisé par Pascale Ferran (lire ci-contre).

A plus long terme, Jean-Louis Martinelli veut réaffirmer la vocation de l'école et créer une troupe permanente. Cette troupe existe

déjà de manière embryonnaire avec cinq comédiens qui ont été engagés en même temps et pour la même durée que le directeur du TNS : Charles Berling, Sylvie Milhaud, Jean-François Perrier, Jean-Claude Bolle-Reddat et Alain Fromager. En ce qui concerne l'école, qui comprend trois sections (jeu, régie, scénographie), Jean-Louis Martinelli veut qu'elle renforce encore ses liens avec le plateau. Lundi 27 mars auront lieu les auditions pour l'école : 800 candidats se présentent, 30 seront élus.

Strasbourg veut dire « la forteresse la route ». Pour inscrire le TNS dans cette histoire, Jean-Louis Martinelli entend augmenter le nombre de productions, engager des auteurs, ouvrir sur l'Europe en développant des liens avec des metteurs en scène comme Frank Castorf ou Christoph Marthaler, et se donner les moyens de faire du cinéma, pour « prendre la fiction par tous les bouts ».

Quand on lui demande quelle place, à terme, devrait selon lui occuper le TNS dans la géographie théâtrale, Jean-Louis Martinelli répond : « Je ne crois pas qu'on décide la place qu'on doit occuper. On occupe une ou on n'en occupe pas. »

B. S.

Pascale Ferran tourne un film avec les élèves de l'École du TNS

IL SEMBLE que, quand elle tourne, rien ne peut déconcentrer Pascale Ferran. Attablée dans une brasserie près de la cathédrale, à Strasbourg, le lendemain du jour du printemps, la réalisatrice des Petits arrangements avec les morts est dans cet entre-deux où seule compte la prochaine scène à tourner. Ce sera dans un appartement de la ville, l'après-midi, et dans une rue, la nuit. Ce sera un film, il s'appelle pour l'instant L'Âge des possibles - un titre provisoire, L'Usage de la parole eût été idéal, mais il est pris par Nathalie Sarraute.

La parole est donnée à une classe d'âge : le groupe 28, constitué des dix-sept élèves de troisième année de l'École du Théâtre national de Strasbourg. C'est en effet avec eux que Pascale Ferran a choisi de faire son deuxième film. Après le Festival de Cannes 1994 et la Caméra d'or qui l'a récompensée, Pascale Ferran s'est demandé ce qu'elle allait faire. « J'ai mis dix ans à faire mon premier film, dit-elle, et j'ai eu un des plus beaux prix du monde. Après Cannes, je me suis dit : soit j'attends que mes batteries se rechargent, et je vais mettre plusieurs années, soit je repars aussitôt avec un projet mains lourd

que les Petits arrangements. »

Et Charles Berling est arrivé. Pascale Ferran l'avait choisi, ainsi que d'autres comédiens de théâtre, comme Didier Sandre ou Catherine Ferran, sa sœur, sociétaire de la Comédie-Française, pour être un des personnages de ses Petits arrangements. Depuis décembre 1993, Charles Berling est comédien permanent au Théâtre national de Strasbourg, où il a suivi Jean-Louis Martinelli, qui a décidé d'inscrire le cinéma dans son programme strasbourgeois lire ci-contre. Ainsi est né le projet de L'Âge des possibles. Un projet très spécifique. Le film est une commande du TNS, et il sera diffusé sur France 3 Strasbourg.

Catherine Ferran a écrit le scénario entre novembre 1994 et février 1995. Le sujet ? « L'intimité, dit-elle. Qu'est-ce qui se passe quand on fait quelque chose de très quotidien, comme prendre un bain, et qu'on est seul ? Qu'est-ce qui se passe quand on fait la même chose et qu'on est regardé ? » Pascale Ferran veut que cette histoire s'écrive directement avec les élèves du TNS. « Ils ont entre vingt-cinq et vingt-sept ans. J'en ai dix de plus. En les rencontrant, je me suis rendu compte que cet écart est énorme. Le film doit parler d'eux. Je voudrais qu'il soit vraiment doté, presque ethnographique. Pour que, dans plusieurs années, on puisse se dire en le voyant : "C'était en 1995, à Strasbourg". »

L'avant-première aura lieu en 1995, au Festival d'Avignon.

B. S.

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
Alfred de Musset
Création
mise en scène
Philippe Sireuil/
Théâtre Varia
du 28 mars au 15 avril

LES GEMEAUX / SOEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67

ECOUTEZ

Des Arts et Métiers à la scène

● **Itinéraire.** Jean-Louis Martinelli est né en 1951, à Rodez. Il a fait l'école des arts et métiers « par hasard », puis a exercé son métier d'ingénieur pendant deux ans, avant de passer au théâtre. En 1977, à Lyon, il fonde le Théâtre du Réfectoire, compagnie avec laquelle il travaille pendant dix ans, montant notamment Büchner, Musset, Cormann et Tchekhov. En juillet 1987, il est nommé directeur du Théâtre de Lyon, où il reste jusqu'à sa nomination au Théâtre national de Strasbourg, le 2 décembre 1993.

● **Créations.** Entre 1990 et 1993, Jean-Louis Martinelli a mis en scène plusieurs spectacles marquants, comme La Maman et la Putain, d'après le scénario de Jean Eustache, Conversation chez les Stein chez Monsieur de Goethe absent, de Peter Hacks, ou les Variations Calderon, d'après Pasolini, et d'autres coréalisés - comme L'Église, de Céline, ou Le Jugement dernier, de Bernard-Henri Lévy. Il a également fait ressortir de l'oubli Les Marchands de gloire, de Marcel Pagnol et Paul Nivolet.

A dimanche !
mise en scène
Jean-Claude Penchenat
du 31 mars au 14 avril 1995
au Théâtre de Corbeil-Essonnes - Tél : 64 96 63 67

Schubert sanctifié

Carlo Maria Giulini retrouve l'Orchestre de Paris et ses chœurs dans l'ultime Messe de Schubert



QUATRE-VINGTS printemps et toujours la même force pour porter à bout de bras les œuvres monumentales, graves et sereines, les grandes masses chorales, les somptueux cousins orchestraux. Carlo Maria Giulini est moins heureux dans la *Quatrième symphonie* de Mozart inscrite au même programme. Mais il transforme la Messe en *mi bemol majeur*, l'une des ultimes œuvres de Schubert, en une vaste prière, un témoignage de foi très simple. Les quatre solistes (Donna Brown, Metra Malakova, Maurice Chauvel, Peter Mikul-

las) se fondent dans les chœurs d'Arthur Oldam, excellents dans ce style ancien, cette énonciation syllabique du texte sacré. L'écriture presque brahmsienne, dense, admirablement équilibrée, est coupée d'effets dramatiques et de rares mais bouleversantes audaces harmoniques, coups de tonnerre dans un ciel serein. Au total, l'un des grands concerts de l'année.

★ Salle Pleyel, 252, faubourg Saint-Honoré, Paris 17^e. M^e Ternes. 16 h 30, samedi 25. Tél. : 45-63-07-96. 90 F à 320 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Bob Dylan, Elvis Costello. La voix parfois n'est plus qu'un croassement, accompagnée par une guitare sciemment désaccordée, et la beauté intemporelle des chansons ne suffit pas à rendre supportable un personnage trop lunatique. A d'autres moments, Bob Dylan sait encore être à la hauteur de sa légende. En première partie, Elvis Costello jouera seul avec sa guitare. *Zénith*, 211, av. Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte de Pantin. Le 24, 20 heures. Tél. : 42-09-60-00. 220 F et 280 F.

Teca Calazans. Brésilienne, grande connaissance du répertoire populaire, de Villa-Lobos à la samba carioca en passant par les chansons du Nordeste, dont elle est originaire, Teca Calazans aborde les méandres musicaux de son pays. *Opus café*, 167, quai de Valmy, Paris 10^e. M^e Louis-Blanc. 21 h 30, les 24 et 25. Tél. : 40-38-09-57. 50 F.

Steve Coleman. Jusqu'au 29 mars, au Hot Brass, le saxophoniste Steve Coleman ra-

conte son parcours. Et d'abord sa nouvelle folie, la Mystic Rhythm Society, rythmes de l'Afrique et de l'Orient, voix et mélodies répétitives. *Hot Brass*, 211, av. Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte de Pantin. 20 h 30, les 24 et 25. Location Frac. 130 F. Douze heures pour la culture en Algérie.

A l'heure où des créateurs sont assassinés, l'Institut du monde arabe organise douze heures de spectacles et d'expositions pour « manifester la peine et la révolte ». Des comédiens lisent des nouvelles et des contes. Trois films, dont un sur Khaled, et un spectacle comique de Fellag sont proposés dans l'après-midi. Musique à partir de 21 heures : Belhja (chanteuse classique), Cheb Mami (réd), Djamel Allam (chanson kabyle), le couple Sabraoui-Fadhila (réd), etc. *Institut du monde arabe*, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^e Cardinal-Lemoine. Jusqu'à 21 h, le 25. Tél. : 40-51-38-38. Entrée libre.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine.

NOUVEAUX FILMS

L'ANNÉE JULIETTE

Film français de Philippe Le Guay, avec Fabrice Luchini, Valérie Stroh, Philippine Leroy-Beaulieu, Marline Delterme, Didier Flamand (1 h 25). Gaumont les Halles, 1^{er} (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, 2^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Haute-Fauche, 3^e (46-33-79-38; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 9^e (43-87-35-43; 36-65-71-88); Les Nations, 12^e (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Gobelins-Fauche, 13^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).

CALENDAR

Film canadien d'Atom Egoyan, avec Arsinée Khanjian, Ashot Adenian, Atom Egoyan (1 h 12). VO : Action Christine, 6^e (43-29-11-30; 36-65-70-62).

LE CHEVAL ASSASSINÉ

Film allemand d'Ulrich Rogalla, avec Mathias Fuchs, Rachel Thielbeer, Uwe Hecker (1 h 35). Reflet Médias 1, 5^e (43-54-42-34).

CHUNGKING EXPRESS

Film de Wong Kar-Wai, avec Brigitte Lin, Chin-Hsi, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie Chow (1 h 37). VO : Forum Orient Express, 10^e (36-65-70-67); UGC Denton, 6^e (36-

68-34-21); UGC Triomphe, 8^e (36-68-45-47); Mex Lindér Panorama, THX, 9^e (48-24-88-88; réservation : 40-30-20-10); La Bastille, 11^e (43-07-48-60); Eclair, 13^e (47-07-28-04).

LES MISÉRABLES

Film français de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michal Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clémentine Célarie, Philippe Léotard (2 h 50). Gaumont les Halles, 1^{er} (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Rex le Grand Rex, 2^e (36-68-70-23); 14-Juillet Odéon, 3^e (43-25-59-83; 36-68-68-12); Bretagne, 4^e (36-65-70-37; réservation : 40-30-20-10); Biarritz-Mestis, 5^e (36-68-48-56); Gaumont Marignan-Côcorde, 6^e (46-33-79-38; 36-68-68-12); Gaumont Opéra Français, 7^e (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 9^e (43-87-35-43; 36-65-71-88); Les Nations, 12^e (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Gobelins-Fauche, 13^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Majestic, 16^e (26-68-48-56); UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34); Pierre Wepler, 18^e (36-68-20-22); Le Gembeite, THX, 20^e (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation : 40-30-20-10).

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS

Film français d'Eric Rohmer, avec Clara Bellar, Antoine Basier, Mathias Meyer, Aurèle Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft (1 h 40). 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6^e (42-22-87-23); Le Balzac, 8^e (45-61-10-60); UGC Opéra, 9^e (36-68-21-24); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81; 36-68-69-27); Eclair, 13^e (47-07-28-04); Sept Permissifs, 14^e (43-20-32-20).

RÉGIONS

Une sélection musique, danse, théâtre, art et cinéma en région

MUSIQUE CLASSIQUE

DIJON

Hérodiade. De Massenet. Brigitte Antonelli (Hérodiade), Rima Makdissi-Tawil (Salomé), Thierry Migonin (Jean), Patrice Berger (Hérode), Eric Martin-Bonnet (Phanuel), Orchestre de l'Opéra de Dijon, Michel Lehmann (direction), Frédéric Luillier (mise en scène). Opéra, 2, rue Longepierre, 21 Dijon. 15 heures, le 26; 20 h 30, le 28. Tél. : 80-67-23-23. De 50 F à 230 F.

LILLE

L'Élève d'amour. De Donizetti. Carolyn Blackwell (Adina), Laurence Dale (Memorino), Jean-Luc Chaignaud (Belcore), Michel Tremont (Dulcamara), Brigitte Lafon (Giannetta), Ensemble vocal Michel Piquemal, Orchestre de Picardie, Lise Langrée (direction), Fabio Sparvoli (mise en scène). Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 20 h 30, les 25, 27 et 28. Tél. : 20-55-48-61. De 50 F à 270 F.

METZ

Orchestre du Théâtre Lillure de Barcelone. *La Traviata*, El Corregidor y la molinera. Concerto pour clavier et cinq instruments, L'Amour sorcier, El Amor brujo. Ginebra Ortega (soprano), Luis Vidal (clavier). Josp Pons (direction). Arsenal, avenue Ney, 57 Metz. 20 h 30, le 28. Tél. : 87-39-92-00. De 50 F à 195 F.

MULHOUSE

Rigoletto. De Verdi. Ballet du Rhin, Chœurs de l'Opéra du Rhin, Orchestre symphonique de Mulhouse. *La Finta, 20*, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 20 heures, les 28 et 30. Tél. : 89-36-28-28. De 45 F à 160 F.

NIMES

Parafal. De Wegner. Poul Elming (Parafal), Ruthild Eggert (Kundry), Jukka Rasilainen (Amfortas), Henk Smit (Klingsoor), Chœurs de l'Opéra de Montpellier. Orchestre philharmonique de Montpellier. Friedemann Layer (direction), Heinz Balches (mise en scène). Théâtre, 1, place Cadele, 30 Nîmes. 15 heures, le 26. Tél. : 66-36-02-04. De 90 F à 130 F.

ROURAX

Macbeth. De Verdi. Solistes, Chœurs et orchestre du Grand Théâtre de Varsovie, Opéra national de Pologne. *Colisée*, 33, rue de l'Épave, 59 Roubaix. 20 h 30, les 25 et 26. Tél. : 20-70-87-66. De 125 F à 250 F.

TOULOUSE

De Mozart. Josef Frekstein, Robert Gierlach, Adam Kruszczyk (Don Giovanni), Andrzej Kilimeczek, Jerzy Mehler (Leporello), Aleksandra Hofman, Agnieszka Kurowska, Gabriela Silva (Anna), Ewa Frakstein, Urszula Palonka, Zofia Witkowska (Elvira), Onuta Hajduk, Marzanna Rudnicka, Zofia Witkowska (Zerline), Andrzej Jaworski, Jacek Laszczkowski, Leszek Swidzinski (Ottavio), Zbigniew Graca (direction), Andrzej Sadowski (mise en scène). *Colisée*, 33, rue de l'Épave, 59 Roubaix. 20 h 30, les 30 et 31 mars et le 1^{er} avril. Tél. : 20-70-81-76. De 100 F à 200 F.

STRASBOURG

Orchestre du Kirov de Saint-Petersbourg. *Concerto pour piano* 30 orchestre 30. Brahms : *Symphonie n° 1*, Verdan Mamikonian (piano). Valery Gergiev (direction). *Palais de la musique et des congrès*, place de Bordeaux, 67 Strasbourg. 20 h 30, le 27. Tél. : 88-52-18-45. De 180 F à 360 F.

TOULOUSE

Don Giovanni. De Mozart. Nicolas Rivenc (don Giovanni), Nathan Berg (Leporello), Denielle Borst (Anna), Véronique Gens (Elvira), Sophie Marin Degor (Zerline), Simon Edwards (Ottavio), Patrick Donnelly (le comte Elvire), Chœur régional Nord-Pas-de-Calais, La Grande Écurie et la Chambre du roy, Jean-Claude Malgoire (direction), Pierre Constant (mise en scène). Théâtre municipal, place Leverrier, 59 Toulon. 15 h 30, le 26; 20 h 30, les 28 et 31. Tél. : 20-70-66-66. De 100 F à 190 F.

JAZZ

Jack DeJohnette Trio. La nef, rue Louis-Pergaud, centre de la nef, 10, place de la nef, 31. Tél. : 45-25-97-00. De 50 F à 80 F.

BREST

Georges Arvanitis. Cabaret Vauban, 17, avenue Clemenceau, 29 Brest. 21 heures, le 31. Tél. : 98-46-06-88. 50 F (location) et 70 F le soir du concert.

LILLE

Triot Kurt Crazy Saints. Biplan, 19, rue Colbert, 59 Lille. 22 heures, le 25 et 17 heures, le 26. Tél. : 20-40-10-90. 120 F.

LILLE

La Révolte. d'Auguste de Villiers de l'Isle-Adam, mise en scène d'Agathe Alexis, avec Agathe Alexis, Anne Feuille et Michel Oulmet. La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59 Lille. Les samedi, dimanche, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, à 18 h 30. Tél. : 20-40-10-20. Durée : 1 heure. 50 F et 130 F. Jusqu'au 9 avril.

LYON

Les Exclous. de Joël Jouanneau, d'après Elfriede Jelinek, mise en scène de Stéphane Loïk, avec Jenny Bellay, Heidi Brönnig, France Darry, Phil Deguy, Valérie Delengre, Eduardo Galhos, Christian Geuthier, Romain Lagarde et Christian Antoine, Denis Jarosinski et Daniel Rousseau.

wie, Abdullah Ibrahim, Linda Sharrock/Eric Watson, Stéphane Kochyan, le Rabin Brass Band et MC Solaar et Maceo Parker. Du 28 mars au 30 avril. Tél. : 66-36-02-04.

PONT-A-MOUSSE

Hiram Bullock Group. De Miles Davis à Gill Evans, de Carla Bley à Sting, un guitariste « hendi-drien » Jazz Club des Prémontrés, abbaye des Prémontrés, 54 Pont-a-Mousson. 20 heures, le 1^{er} avril. Tél. : 83-87-10-32. De 50 F à 75 F.

METZ

Joshua Redman Quartet. Sonorité généreuse, phrase passée par l'histoire du saxophone. L'Arsenal, avenue Ney, 57 Metz. 20 h 30, le 1^{er} avril. Tél. : 87-39-92-00 ou 87-39-16-16. De 110 F à 150 F.

DANSE

ALBERTVILLE. Compagnie Blanca Li. Mana et Ula. Le Dôme Théâtre, place de l'Europe, 73 Albertville. 20 h 30, le 28. Tél. : 79-37-70-88. De 80 F à 130 F.

Et le 25, à 21 heures, à Saint-Médard-en-Jalles, Théâtre de Gironde, place de la République. Tél. : 56-05-09-53. 120 F.

ANGOUËME. Compagnie les Clandestins. Odile Azagury : Résistance. Centre Saint-Martin, boulevard Berthelot, 16 Angoulême. 21 heures, le 28. Tél. : 65-39-61-62. 145 F.

CANNES

Compagnie Riout. Compagnie Dancemakers. Pascal Riout : Witten, Te Deum. Serge Benhabib : Chorégraphie. Théâtre, Palais-Croisette, hôtel Noga-Hilton, 06 Cannes. 18 h 30, le 25. Tél. : 92-88-62-77. De 60 F à 200 F.

CHALON-SUR-SAÛNE. Compagnie DCA. Philippe Decouffle : Petites Pièces mortelles. Chalon-sur-Saône. Espace des arts, 5, avenue Népce, 71 Chalon-sur-Saône. 20 h 30, le 25. Tél. : 85-42-52-00. 120 F.

Et les 25, 30, 31 mars et le 1^{er} avril, à 20 h 30, au Carré Saint-Vincent à Orléans. Tél. : 38-62-75-30. 125 F.

GRENOBLE

Béjart Ballet Lausanne. Maurice Béjart : Ballade de la rue Athina, Le Mendiant merveilleux. Le Cargo, 9, avenue Paul-Claudel, 38 Grenoble. 20 h 30, le 29. Tél. : 76-25-05-45. 170 F.

Au Cargo, le 30 mars, à 20 h 30, « Ce que l'Amour me dit » (l'Art du pas de deux), Maurice Béjart (chorégraphie), et le 31 mars, à 20 h 30, œuvres de Stravinsky chorégraphiées par Maurice Béjart.

LYON

Lyon Opéra Ballet. Susan Marshall : Central Figure. Stephen Petronio : Extravaganza. Bill T. Jones : I Want to Cross Over. De Mozart. L'opéra de la Comédie, 69 Lyon. 19 h 30, le 28; 20 h 30, les 29 et 31; 17 heures, le 2 avril. Tél. : 72-00-45-45. De 65 F à 160 F.

NARBONNE. Compagnie Bernard Glandier. Bernard Glandier : Azur. Théâtre, 2, place de la Comédie, 11 Narbonne. 20 h 30, les 28 et 30; 19 heures, le 29. Tél. : 68-90-90-00. De 70 F à 80 F.

THÉÂTRE

ALBI. Le Mort de Pompée, Cinnna de Pierre Corneille, mise en scène de Marc François, avec Paola Comis, Laurent Javaloyes, David Jeanne-Comello, Mélanie Leroy, Frédérique Lollé, Pierre Maillet, Philippe Mar-teau, Valérie Schwarz, Alain Subilla, Pascal Tokatlian et Elise Vigier.

Théâtre municipal, rue Saint-Antoine, 81 Albi. Le mardi 28, à 20 h 30. Tél. : 63-54-00-25. Durée : 2 h 30. 120 F.

ANGERS. La Pluie d'étoiles de Marguerite Duras, mise en scène d'Eric Vigner, avec Hélène Babu, Mari-lu Bisciglia, Anne Cessens, Thierry Collet, Philippe Métro et Jean-Baptiste Sastre.

Théâtre municipal, place du Ralliement, 49 Angers. Le samedi 25, à 20 h 30; 17 heures, le 27. Durée : 2 h 30. 75 F et 110 F.

ANGOUËME. La Fin des monstres de Jean-Paul Wenzel, mise en scène de l'auteur, avec Olige Abrego, Véronique Alain, Bertrand Binet, Eric Jacquet, Gérard Morel, Yann Nedelec, Olivier Parlier et Julie Turin.

Les Plateaux-Scène nationale, boulevard Berthelot, 16 Angoulême. Le samedi 25, à 21 heures. Tél. : 45-38-61-62. Durée : 1 h 45. 145 F.

GRENOBLE

Talking Heads. d'Alan Bennett, mise en scène de Laurent Pelly, avec Christine Brucher, Charlotte Clamens et Nathalie Krebs. Le Cargo-Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble. Les mercredi 29, vendredi 31, à 20 h 30; les samedi 25, mardi 28, jeudi 30, à 19 h 30. Tél. : 76-25-05-45. Durée : 1 h 50. 100 F et 115 F. Dernières.

LILLE. La Révolte. d'Auguste de Villiers de l'Isle-Adam, mise en scène d'Agathe Alexis, avec Agathe Alexis, Anne Feuille et Michel Oulmet.

La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59 Lille. Les samedi, dimanche, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, à 18 h 30. Tél. : 20-40-10-20. Durée : 1 heure. 50 F et 130 F. Jusqu'au 9 avril.

LYON. Les Exclous. de Joël Jouanneau, d'après Elfriede Jelinek, mise en scène de Stéphane Loïk, avec Jenny Bellay, Heidi Brönnig, France Darry, Phil Deguy, Valérie Delengre, Eduardo Galhos, Christian Geuthier, Romain Lagarde et Christian Antoine, Denis Jarosinski et Daniel Rousseau.

La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59 Lille. Les samedi 25, mardi 28, mercredi 29, jeudi 30, vendredi 31 mars, samedi 1^{er} avril, à 20 h 30; les dimanche 26 et dimanche 2, à 16 heures. Tél. : 20-40-10-20. Durée : 1 h 50. 50 F et 120 F. Dernières.

MARSEILLE. La Mort d'Auguste de Romain Weingarten, mise en scène de Gildas Bourdet, avec Dominique Pinon, Jacques Le Carpentier et Luce Mouchel.

La Crée, 30, quai de Rive-Neuve, 13 Marseille. Les samedi, mardi, jeudi, vendredi, à 20 h 30; le dimanche, à 15 heures; le mercredi, à 19 heures. Tél. : 91-54-70-54. Durée : 1 h 30. 100 F et 150 F. Jusqu'au 22 avril.

MONTLUÇON. Gilets du temps seconde époque : voir

de Didier-Georges Gabilly, mise en scène de l'auteur, avec Vincent Dissez, Bernard Ferreira, Catherine Baugé, Frédérique Duchêne, Elisabeth Doll, Ulla Baugé, Nicolas Bou-chaud, Hélène Corbi, Christelle Le-roux, Virginie Lacroix, Françoise Fé-raud, Nathalie Nambot, Denis Lebert, Xavier Tavera, Jean-Jacques Levesier et Maud Tréor.

Les Fédérés-Théâtre des îlets, rue des Fauchoux, 03 Montluçon. Le samedi 25, à 20 h 30. Tél. : 70-03-86-18. Durée : 3 heures. 70 F et 90 F.

ORLÉANS

de François Tanguy, d'après Kefke, mise en scène de François Tanguy, avec Frode Bjornstad, Brenlo, Laurence Chable, Jean-Louis Couloche, Yves-Noël Genod, Pierre Maunier, Ni-glo, Jean Rochereau et Nadia Von-derheyden.

Le Carré Saint-Vincent, boulevard Aristide-Briand, 45 Orléans. Le samedi 25, à 20 h 30; le dimanche 26, à 16 heures. Tél. : 38-62-75-30. Durée : 1 h 30. 90 F et 125 F.

RENNES. Orlando de Virginia Woolf, mise en scène de Bob Wilson, avec Isabelle Huppert.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Hélier, 35 Rennes. Les mardi 28, jeudi 30, vendredi 31 mars, samedi 1^{er}, mardi 4 avril, à 20 h 30; le mercredi 29, à 19 heures; le dimanche 2, à 16 heures. Tél. : 99-31-12-31. Durée : 2 h 05. 110 F. Jusqu'au 31 mars.

STRASBOURG

Roberto Zucco de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Charles Berling, Jean-Claude Bolle-Redden, Alain Fréjasse, Georges Mar-vros, Sylvie Milhaud, Jean-François Perrier, Armand Abplanalp, Alpha Atangana, Françoise Bette, Florence Bosson, Mathieu Delmonte, Laurent Dorey, Gilberto Gwersoni, Marine Golovine, Tobias Kempf, Charlotte Meury-Sentier, Jacques Michel et Ni-colas Mouton.

Théâtre national, 1, rue André-Mal-raux, 67 Strasbourg. Les samedi, lun-di, mardi, jeudi, vendredi, à 20 h 30; le mercredi, à 19 h 30. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 1 h 40. 50 F et 125 F. Jus-qu'au 28 mai.

Le Retable des damnées de Francisco Nieva, mise en scène d'Agathe Alexis, avec Gauthier Bail-lot, Guy-Pierre Couleau, Sylvie De-brun, Benjamin Knobil, Nathalie Or-tega et Patricia Pottier.

La Rose des vents, boulevard Van-gogh, 59 Villeneuve-d'Ascq. Les mar-di 28, mercredi 29, jeudi 30, vendredi 31 mars, samedi 1^{er}, mardi 4 avril, à 20 h 30. Tél. : 20-61-96-96. Durée : 2 h 40. 90 F et 110 F. Jusqu'au 8 avril.

ART

ALÈS-EN-CÉVENNES. Charles Marq-Brigitte Simon. Musée-bibliothèque Pierre-André-Re-noit, 52, montée des Lauriers, Roche-belle. Tél. : 66-36-98-69. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 17 juin.

AMÉENS. Personnalités en sites : Dubuffet, Fisher, Kiekol, Morris, Pagès, Tapis Musée de Picardie, 48, rue de la Ré-publique. Tél. : 22-91-36-44. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 20 F.

ARLES. Marino Marini. Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieur. Tél. : 90-49-37-58. De 10 heures à 19 heures et de 14 heures à 18 heures; samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jus-qu'au 18 juin.

BORDEAUX. Attitudes/sculptures, 1963-1970. Joseph Beuys et Robert Morris. Robert Morris. Plineck Sorin.

CAPC-Musée d'Art contemporain, 7, rue Ferrère, galerie Ouest, 2^e étage. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai. 30 F.

</

Les métiers des arts et des spectacles sortent de l'ombre

On estime à 377 000 le nombre de personnes qui travaillent dans le secteur artistique. Le ministère de la culture et de la francophonie organise une série de manifestations destinées à mieux faire connaître leurs professions

Longtemps les questions culturelles ont été abordées sous l'angle des œuvres et de leurs auteurs. Leur économie et leur droit font l'objet d'une attention plus récente. Mais

le travail effectué dans les coulisses par les ouvriers et les artisans sans lesquels un livre, une pièce de théâtre, un film ou un monument n'existeraient pas reste mal connu.

Sous l'intitulé des « Coulisses de la culture », le ministère de la culture et de la francophonie organise, samedi 25 et dimanche 26 mars, une série de manifestations à Paris et dans

l'ensemble des régions pour mieux faire connaître les sept cents métiers de la culture. Des débats et des rencontres avec ceux qui animent ces « coulisses » sont prévus, ainsi

qu'une série de portes ouvertes de grands édifices. Les artisans d'art ont également été mobilisés et présenteront leurs ateliers au public. Entre ces métiers de haute tradition

qui bénéficient d'une reconnaissance nouvelle et ceux qu'ont apportés les dernières technologies s'ouvrent aussi des perspectives pour l'emploi.

« OÙ COMMENCENT les métiers de la culture ? Où finissent-ils ? N'a-t-on pas inclus récemment dans ces métiers les activités liées à la qualité de vie - laquelle englobe une dimension esthétique -, au goût, au cirque, voire à la cuisine ? Tout ce qui touche et gravite autour de la culture est à ce point en extension que la frontière devient floue. »

Cette réflexion de Pierre-Michel Menger, directeur du Centre de sociologie des arts, témoigne de l'extraordinaire transformation qui s'est produite en moins de dix années. Les données quantitatives viennent corroborer cette analyse : de 1982 à 1990, selon l'Insee et le département des études et de la prospective du ministère de la culture, l'augmentation du nombre de professionnels - tous secteurs confondus - a été de 36 %. Un pourcentage dix fois supérieur à celui de l'ensemble des autres catégories sociales. Cela représente, à titre de comparaison, 1,7 % des emplois totaux, soit une part équivalente à celle du commerce automobile.

C'est ainsi que l'on estime aujourd'hui à 265 000 le nombre de personnes exerçant une profession artistique. Si l'on y rattache les professions techniques et administratives, l'« emploi culturel » est estimé à 377 000 personnes. Le spectacle vivant et les institutions culturelles sont les deux branches les plus importantes, avec 160 000 emplois chacune. Dernier constat : il s'agit de professions jeunes. Ainsi, dans les métiers du spectacle et de l'audiovisuel, les moins de trente-quatre ans représentent 48 % des effectifs.

CONTRADICTIONS

Comment expliquer un tel engouement pour une telle diversité de métiers - on en compte près de sept cents - alors qu'ils sont traversés par une triple contradiction ? Comme le dit Jean-Michel Djan, professeur à l'université Paris-VII et directeur du Centre d'études, de formation et de ressources sur l'art et la culture (Cefrac), « ces métiers doivent s'adapter sans cesse aux évolutions technologiques tout en protégeant un savoir-faire qui relève plus spécifiquement de l'artisanat. Ils doivent faire face à l'engouement des jeunes qui veulent y faire carrière tout en sachant que les critères d'accès au milieu restent autant sur les compétences que sur le talent. Comment, enfin, arriver à mieux protéger ces professions dont la caractéristique essentielle est d'avoir plusieurs employeurs sur des contrats dont la durée n'a d'égal que l'instabilité de leur durée ? »

En dépit de ces contradictions, l'emploi dans le secteur culturel n'a cessé de croître autour de quatre grands pôles : le pôle artistique qui regroupe les créateurs (compositeurs, metteurs en scène, auteurs, chorégraphes ou chefs d'orchestre) et à partir desquels les productions se mettent en

œuvre ; le pôle pédagogique, dont la fonction première est de transmettre du savoir-faire, des techniques artistiques ou des compétences spécialisées.

C'est le cas des professeurs de conservatoire, des bibliothécaires, des animateurs musicaux, des conservateurs de patrimoine ou des archéologues. Le pôle public, lui, répond à la fonction d'administrateur. Garant de l'intérêt général, ce dernier pilote un certain nombre d'initiatives culturelles. S'y rattachent les attachés culturels, les directeurs d'affaires culturelles, les chargés de mission et les conseillers techniques.

Le pôle économique, enfin, réunit ce qu'il convient d'appeler les managers, voire les ingénieurs culturels dont le rôle s'est considérablement accru ces dernières années sous la pression d'un marché devenu fort concurrentiel. Une gestion rigoureuse, de plus en

plus commerciale, des activités de production, de diffusion et de communication est devenue en effet un fait marquant. Il s'agit des directeurs ou administrateurs d'établissements culturels, des responsables de festival, des producteurs de spectacles, des éditeurs ou des directeurs de galeries d'art.

Pour Jean-Michel Djan, ces pôles obéissent tous à une constante, à savoir « la diversité toujours plus grande des métiers ».

Elle répond, estime-t-il, « à l'in-vraisemblable variété des « produits culturels » qui déterminent les métiers et non l'inverse ». Des « produits » - le mot fait encore grincer bieu des dents - qui requièrent toujours plus de professionnalisation. Surtout s'il s'agit de détecter des métiers émergents. Quels sont-ils ? En quoi les images de synthèse, le CD-ROM, l'industrie du multimédia contribuent-ils aux mutations professionnelles en cours ? Afin de clarifier une situa-

tion encore très floue, le ministère du travail vient de créer, avec les professionnels et la délégation à l'emploi, un contrat d'étude prévisionnelle (CEP).

Cette étude - la première du genre - devrait mieux définir les professions du spectacle, « toilettées » les intitulés des métiers, lesquels se répartissent, en gros, entre créateurs, interprètes, techniciens et organisateurs. Un monde atomisé et hétérogène, qui gravite autour de l'appareil d'État

(ministère de la culture et affaires étrangères principalement), des collectivités locales et territoriales dont la montée en puissance est récente, de l'industrie privée culturelle, composée pour l'essentiel du secteur musical, du cinéma, de l'audiovisuel et de l'édition. Se développe encore, amour des entreprises, les stratégies de mécénat et de communication.

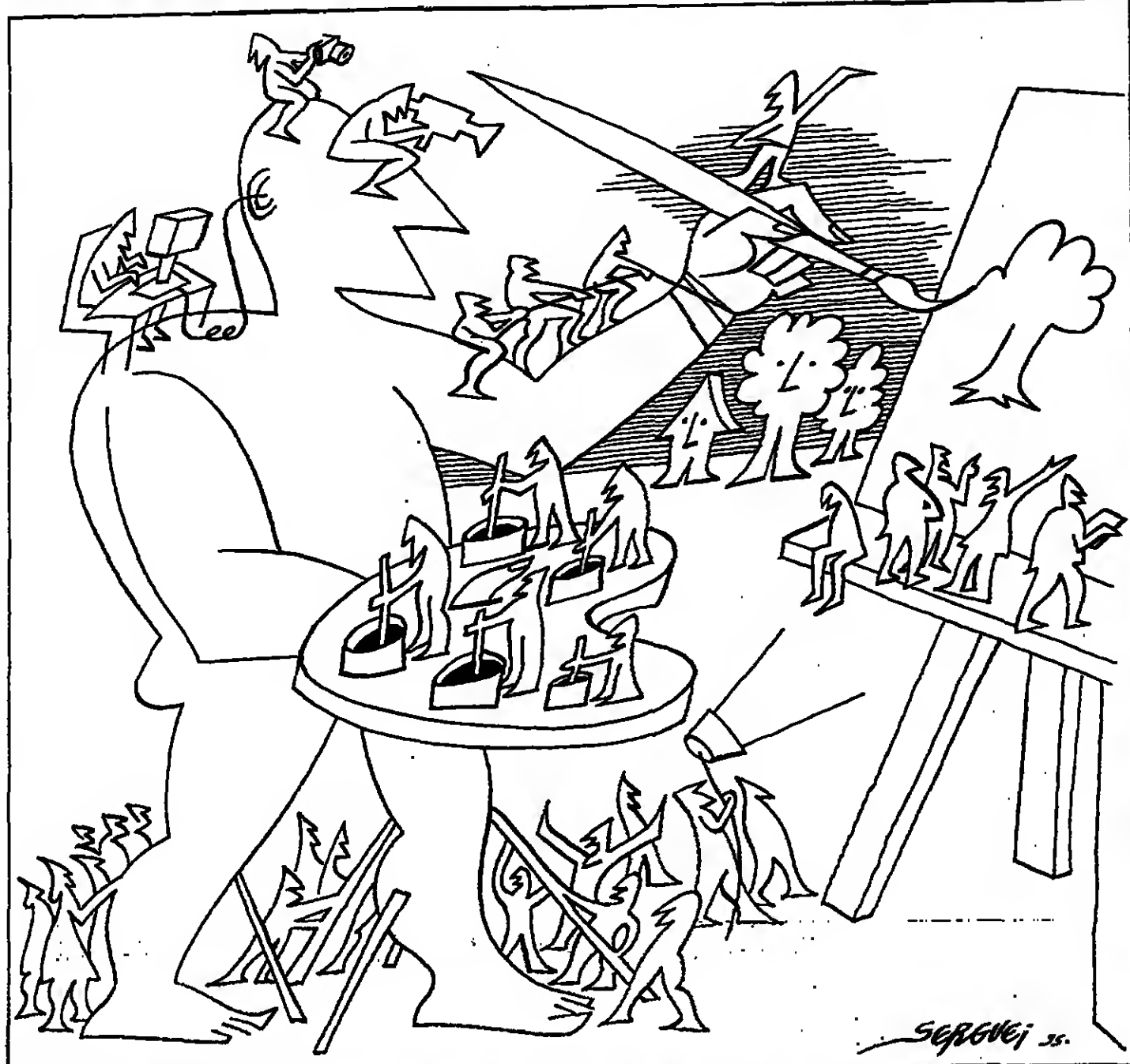
INTERNATIONALISATION

A ce foisonnement s'ajoute une nouvelle donne : l'internationalisation accrue du marché du spectacle et donc du champ professionnel. Optimiste, Jean-Michel Djan y voit une chance pour la France qui bénéficie à l'étranger d'une image de marque positive. « Il n'est pas rare, affirme-t-il, de voir les pouvoirs publics d'Europe centrale ou d'Asie du Sud-Est faire appel aux compétences françaises. Cela va de la conception et de la gestion de futures salles de spectacle à la mise en œuvre de projets réglementaires relatifs aux droits des artistes en passant par la création de filières de formation artistiques. » Mais qui dit internationalisation dit aussi concurrence internationale. « Pour mieux faire face », dit à ce propos Bernard Faivre d'Arce, directeur du Centre national du théâtre, les professionnels du spectacle doivent être de mieux en mieux formés et les formations doivent être sans cesse renouvelées. »

Globalement donc, les professions du spectacle, les métiers culturels dans leur sens large, sont créateurs d'emploi. A ce titre, l'impulsion donnée par les pouvoirs publics au début des années 80 a joué un rôle décisif. Encore faut-il apporter un bémol de taille. Exception faite, des 30 000 comédiens ou musiciens exerçant dans les théâtres publics ou orchestres nationaux, les artistes courront toujours davantage le cachet. Car de quelle nature sont ces emplois ? « L'emploi permanent a été cassé. La privatisation d'une partie de l'audiovisuel y a contribué. Aujourd'hui, l'emploi intermittent constitue le gros des effectifs », constate Pierre-Michel Menger, qui a réalisé, en 1993, une étude sur les intermittents du spectacle.

Jean Menanteau

★ Lire Les Métiers du spectacle, de Jean-Michel Djan. Guides Le Monde de l'éducation (Le Monde Éditions - Marabout, n° 8633, 126 p., 33 F.)



Une antenne pas comme les autres

Edgar Dana a d'autres projets. Pour l'heure, il réfléchit avec l'équipe de l'agence - chaque agent relève d'une spécialité - à la création d'un service de « spectacles disponibles » afin de rapprocher l'offre de la demande. Un théâtre municipal,

le maire d'une petite commune, une association, un comité des fêtes pourront, où qu'ils soient en France, connaître en temps réel l'état des spectacles en disponibilité. Une manière efficace de prolonger la vie de plus en plus brève des

créations et, pour l'agence, de diminuer d'autant les périodes de chômage des artistes. Le spectacle, dit-on, est chose éphémère. Leur travail le devient de plus en plus.

J. M.

INSTITUT SUPERIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL

ISMIC

fondé en 1986 par Claude Mollard.
Auteur de "L'ingénierie culturelle" - Ed. Que Sais-je? P.U.F. 1994.

Pour devenir : Administrateur, Programmeur d'une institution artistique, Producteur de festivals ou de films, Consultant en ingénierie culturelle, Responsable des affaires culturelles de l'Etat, des collectivités territoriales, des administrations internationales.

Un cycle supérieur d'1 an homologué au niveau I, admission filière 3ème cycle, concours d'entrée ouvert aux économistes, juristes, scientifiques et littéraires. Date limite de dépôt des dossiers de candidature : le 22 MAI 1995.

La promotion 1994 a obtenu dès juin 50% d'emplois.
Des modules de Formation Continue d'avril à juillet 1995, admission sur dossier, en cours.

RESEIGNEMENT :

3, rue Danville - 75014 PARIS
TEL (1) 43.20.73.73 - Fax (1) 44.10.74.01

ISMIC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé

L'ANPE SPECTACLE n'est pas une antenne comme les autres. Depuis sa création, en 1969, il s'agit des milliers de professionnels du spectacle, personnalités célèbres ou parfois inconnus, à avoir pris le chemin de la rue de Malte, à Paris, près de la République. Edgar Dana, le directeur de cette agence atypique - les intermittents du spectacle dérogent au régime interprofessionnel de solidarité géré par l'Unedic - est un peu le bon Samaritain et le père aubergiste de ces artistes.

Figure emblématique de ce lieu où cohabitent le cinéma, la télévision, la danse, la musique, le théâtre, le cirque et le music-hall, M. Dana est parti d'un constat simple : « Une troupe qui ne joue pas est une troupe au chômage. Un danseur qui ne danse pas est un danseur foulu. » Rien d'étonnant donc si sa tâche première fut de constituer, dans ce lieu de rencontre, un fichier impressionnant composé des 22 000 intermittents de Paris, des 15 000 en Ile-de-France et 30 000 en régions.

Depuis le 1^{er} janvier 1993, c'est un réseau national regroupant la quasi-totalité des compétences artistiques qui a été constitué. Un vivier dans lequel viennent puiser les créateurs de tout acabit, qu'ils s'appellent Roger Planchon, Didier Bezace ou Francis Ruffinot. Ou encore des institutions telles que l'Opéra de Lyon.

Le Monde

**LA DOCUMENTATION
DU MONDE SUR MINITEL**

Vous voulez retrouver ce que **Le Monde** a écrit sur telle ou telle œuvre culturelle : livre, film, pièce de théâtre, concert, exposition, etc. **Le Monde** met à votre disposition deux services Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne :

36 17 LMDOC

recherche sur le titre de l'œuvre et/ou le nom de son auteur, le titre et/ou l'auteur de la critique, la date, etc. ; affichage immédiat des références de l'article.

36 29 04 56

même recherche + affichage du texte intégral de l'article.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

Chapitre 155

Le programme des manifestations

A PARIS, l'essentiel des manifestations est concentré au Carrousel du Louvre (99, rue de Rivoli, métro Tuileries et Louvre-Palais-Royal) où douze ateliers-débats seront accompagnés de douze espaces-découvertes, consacrés chacun à un secteur culturel, et permettant de rencontrer des professionnels de ces secteurs.

Les ateliers-débats
Samedi 25 mars
De 9 h 30 à 12 heures :
Les coulisses de la conservation, avec Jean Pavier, président de la Bibliothèque nationale de France.
Les coulisses du livre, avec Régine Deforges, écrivain.
Les coulisses des métiers d'art, avec Jean Bergeron, président fondateur des Grands Ateliers de France.

De 14 heures à 16 heures :
Les coulisses du marché de l'art, avec Pierre Cornette de Saint-Cyr, commissaire-priseur.
Les coulisses de la musique, avec Jean-Michel Jarre, compositeur.
De 16 h 30 à 18 h 30 :
Les coulisses de la danse, avec Angelin Preljocaj, chorégraphe.
Les coulisses du cinéma, avec Jean-Jacques Annaud, réalisateur.

Gestion des entreprises culturelles, avec Michel Reilhac, directeur de la Vidéotheque de Paris.
Dimanche 26 mars
De 9 h 30 à 12 heures :
Les coulisses de la création industrielle, avec Philippe Starck, designer.
Les coulisses de la mode, avec Jean-Charles de Castelbajac, couturier.

Les coulisses des arts plastiques et appliqués, avec François Barré, président du Centre Pompidou.
De 14 heures à 17 heures, la séance de clôture, animée par *Le Monde*, sera consacrée aux *métiers de demain*, en présence de Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, avec Laurent Bayle, directeur de l'Ircam, Michel Menu, du Laboratoire de recherches des Musées de France, Ever Endt, directeur de l'Ecole nationale de création industrielle, Pierre-Michel Menges, directeur de recherches au CNRS, et Gilles-Claude François, scénographe.

Les portes ouvertes
Samedi 25 mars, quatre lieux ouvriront leurs portes au public : l'Opéra national de la Bastille, 120, rue de Lyoo (de 11 heures à 18 h 30), l'Odéon-Théâtre de l'Euro (place de l'Odéon - trois visites à 10 heures, 11 heures et 12 heures sur réservation au 44-41-36-33), le Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (Caran) (11, rue des Quatre-Fils - de 9 h 30 à 17 heures) et le chantier de restauration de Notre-Dame de Paris (entrée rue du Cloître-Notre-Dame - de 10 heures à 18 heures).
Dimanche 26 mars, la Manufacture des Gobelins sera ouverte de 10 heures à 17 heures ainsi qu'une centaine d'ateliers d'artisans d'art, organisés selon neuf « chemins » thématiques : chemins du livre, de la restauration d'art, du tissu et du textile, du bois, de la musique, des arts du feu, de la mode et de la pierre, et le chemin du Viaduc des arts.

En région, une trentaine d'ateliers-débats sont organisés le samedi 25 mars selon le même principe qu'à Paris : le théâtre à Strasbourg, Greobille, Saïot-Etienne, Rennes et au Creusot, les marionnettes à Charleville-Mézières, le livre à Nîmes, la tapisserie à Aubusson, le cinéma à Toulouse, Lyon et Marseille, les arts plastiques à Bourges et Nice, la musique à Lille, l'opéra à Lyon et Rouen, le musée à Nantes et Saint-Etienne, la bande dessinée à Angoulême, la mode à Marseille, la danse à Orléans. De très nombreuses portes ouvertes sur les métiers d'art sont prévues le dimanche 26 mars.

Le programme complet peut être consulté sur Minitel : 3615 Culture.

PORTRAITS

Joël Poix, concepteur de CD-Rom

JOËL POIX, quarante ans, est entré à la RMN (Réunion des musées nationaux) en 1993 pour occuper un poste « multimédias ». Mais comment définir précisément ses fonctions ? Il s'amuse de la question, dévie la réponse en se repliant derrière un loiotain BTS d'agriculture, renvoie à son curriculum vitae, lâche que son « parcours » s'est chaque fois « appuyé sur de nouveaux métiers », et que ce qui l'a emporté, « est une question de culture générale ». Puis il cède : « Je fais ce que j'ai toujours fait : je monte l'édition, la télévision, l'informatique. Des secteurs qui ne se comprennent pas, n'ont pas le même langage, pas le même vocabulaire, et ne savent pas bien travailler ensemble ».

A ses débuts, il mettait en scène des enfants et leurs jouets pour des catalogues et photographiait des bateaux. En 1983, ces dernières images le conduisent à intégrer le Défi français pour la

Coupe de l'America. Il conçoit un montage diapos sur écrans multiples, « une préfiguration du CD-Rom », qui parcourt la France et permet de collecter des fonds.

Il faut réunir les compétences pour le texte, le son, les images fixes ou animées, les graphiques et les cartes

La vidéo a commencé à se développer, ses compétences audiovisuelles et son intérêt pour les systèmes éducatifs le conduisent à travailler pour des éditeurs américains à l'élabora-

tion des premières méthodes multimédias (livre-cassette-videéo), notamment dans l'enseignement des langues.

Son chemin croise alors celui des éditions Hatier, présents dans les logiciels éducatifs, et qui souhaitent redéployer leur fonds dans la perspective des nouvelles technologies. En 1991, il crée *Les Incollables*, des fiches sur les programmes scolaires (un million d'exemplaires vendus par an), où il voit une préfiguration d'une télévision interactive, et réalise ses premiers CD-I avec Philips à partir de livres pour enfants. Il préside pendant quatre ans le groupe audiovisuel et multimédia au Syndicat national de l'édition, qu'il tentera d'imprimer à la chaîne éducative en cours de formation.

Le voilà à la RMN. Déjà présente dans l'édition et dans la vidéo (elle a coproduit une cinquantaine de titres), la très jeune et très vénérable maison veut in-

tervenir dans l'édition électronique « de façon significative ». Plutôt que de céder au plus offrant (Bill Gates est sur les rangs) le « trésor sur lequel elle est assise », la RMN a choisi d'être présente sur ces marchés. Elle s'est engagée dans une démarche industrielle et commerciale visant à « utiliser au maximum les compétences internes et les nouvelles technologies ». L'idée de faire travailler ensemble « une personne de vingt-cinq ans passionnée de jeux vidéo et un conservateur » enchantera et stimule Joël Poix.

Le CD-Rom est au programme. Il lui plaît d'en être le « chef d'orchestre ». Définir le parti pris éditorial : « Quand on achète un livre sur Versailles, on n'attend pas qu'il soit à la fois un guide et un roman ». Réunir les compétences pour le texte et le son, les images fixes et les images animées, les graphiques et les cartes et engager le développeur qui va gérer ces médias. Noo sans avoir réflé-

chi à l'impact technologique, à la question essentielle du matériel, ne serait-ce que pour évaluer la (brève) durée de vie d'un programme, et « être très fort en distribution ».

Premier grand succès, *Le Louvre* s'est vendu à 30 000 exemplaires. Mais Joël Poix ne fera pas que des ouvrages encyclopédiques. *Delacroix*, déjà, est conçu comme un voyage. Le CD-Rom, insiste-t-il, « doit raconter des histoires » et proposer des jeux. *Le Versailles* qu'il prépare ne sera pas un exposé sur la construction du château mais un jeu. Il a associé un réalisateur de soap operas à l'un des conservateurs pour traduire une journée de 1685 où le « joueur-lecteur » devra découvrir au travers des images, des textes et des conversations, celui ou celle qui est suffisamment en cour ce jour-là pour aller porter sa requête au roi le soir.

Jean-Louis Perrier

René Morel, tailleur de pierre

DEPUIS ses premiers pas d'apprenti marbrier à l'âge de quinze ans, cela fait trente-huit années que René Morel se mesure à la pierre. Tailleur de pierre : il ne veut être rien d'autre. De son expérience, qu'il estime loin d'être achevée, il a tiré quelques préceptes : « Pour travailler la pierre, il faut coucher avec elle », « Si on ne l'aime pas, elle ne sait pas vous aimer », « Il ne faut pas chercher à aller plus vite qu'elle ne l'autorise ». Trente-huit années durant lesquelles il a dû apprendre à forger ses propres outils, sous l'autorité du premier d'entre eux : l'œil. « Aspect, grain, couleur. Il ne trahit pas ».

Après deux années passées dans une carrière, il rencontre des compagnons du devoir. Il les suit, et s'intègre à la communauté lyonnaise. Il acquiert auprès de « ces pros qui ne cessent de se perfectionner » des « notions simples » comme l'assemblage d'une coupole ou d'un escalier hémicirculaire.

Après la cérémonie d'adoption, et l'engagement moral de transmettre le métier, il entreprend son tour de France avec une pointe outre-Manche, à Loodres et à Aberde-

en. Il passe par Strasbourg, Bordeaux (où il est reçu compagnon en 1967), Toulouse, Paris. A chaque étape il sera resté au moins le temps de quatre saisons, à chaque région il aura découvert une pierre nouvelle et ses outils spécifiques.

Il sait désormais « qu'il faut parfois forcer la main des autres, et dérober certaines choses » pour acquiescer le métier.

« La première pierre qu'on a taillée est celle qui reste », coostate-t-il. Pour lui, Lyonnais d'origine, ce sera un calcaire du Bugey, le villebois.

Mais il y en aura bleo d'autres sur son chemin, dont il ne saura parler qu'amoureusement. Et d'abord le grès rose, « motteux délicat », de la cathédrale de Strasbourg. Souvent, il est revenu voir les éléments qu'il a taillés il y a trente ans pour la tourelle cord-est, notamment ces meneaux hauts et étroits que son ennemie intime, la machine, aurait été incapable de réaliser avec grâce.

Il salue aussi la « rigueur » du granit, sa

résistance à l'outil, qui exige souplesse et puissance de frappe. Il se souvient des « patates » de granit jaune foccé, ramassées dans les champs bretons, d'où il a tiré, alors qu'il travaillait à Nanterre la rose de la cathédrale de Saïot-Malo.

« Quand on restaure un édifice, on tombe dedans à pieds joints. Il faut s'identifier au site. La taille doit se faire sur place »

Une pratique à éviter, insiste-t-il : « En atelier, on taille pour tailler. Quand on restaure un édifice, on tombe dedans à pieds joints. Il faut s'identifier au site. La taille

doit se faire sur place ». Son expérience la plus marquante reste la restauration du Saint-Sépulchre. Six années passées avec une trentaine d'ouvriers palestiniens, travaillant à l'occasion à deux ou trois sur le même bloc, alors qu'en France c'est chacun le sien, « pire que sa femme, à mains que le caillou presse ».

Soit idéal d'une restauration entièrement manuelle, où l'ou sort une colonne de dix tonnes à la main, est comblé. Le jeu complexe qui requiert de faire tailler et transporter chaque pierre au prorata d'une des communautés gardiennes de l'édifice le surpasse et l'amuse. A Jérusalem, il a retrouvé les outils des Croisés. Inchangés, il les utilise pour tenter de rapprocher le nouveau de l'ancien. Mais il sait combien le temps passé à la copie change tout. « Je suis monté en haut du transept. La différence de coupe et de taille éclipse. Les Croisés ont fait ça dans la précipitation, c'est une véritable envolée, une pulsion ».

J.-L. P.

Kimón Dimitriadis, directeur technique de théâtre

aujourd'hui. Ou alors on ne les connaît pas. Il vient donner des coups de main à Terzoeff, Serreau ou Blin. Un choix déjà : « Jamais on ne serait allés travailler sur les boulevards ».

« Nous sommes des artisans du théâtre. Les serveurs d'un projet artistique »

Boursseiller, qui monte *Axel* de Villiers de l'Isle-Adam, l'engage pour coller des bûches et du

charbon ple sur un décor de 1920. Il restera plus de deux années dans sa compagnie, découvrant la vie et l'esprit de troupe. L'époque laisse encore place à la polyvalence. Il assure la régie des lumières, aménage le plateau de toutes les ressources d'uo bricolage bien compris. Il apprend à se charger des problèmes matériels et techniques pour soulager le metteur en scène ou le directeur de théâtre. Boursseiller lui a fait découvrir l'amour du métier. Du Théâtre de Foche à la maison de la culture de Bobigny, mais d'autres y ajouteront leur marque : Vincent, les Deux-champs, Engel qui voit débiter, Joumeas et Vitez, « l'intelligence, la civilité », qu'il regrette de n'avoir pas mieux connus, et tant d'acteurs...

« A mes débuts, il n'y avait pas de directeurs techniques, sauf peut-être à la Comédie-Française ou à l'Opéra-Garnier. Avec l'évolution des techniques, les équipes se sont spécialisées, le travail divisé, il a fallu un centralisateur qui évalue le coût technique d'une pièce, qui prépare avec le décorateur la construction du décor, évalue le nombre de personnes nécessaires pour le monter et suivre sa construction. Un travail d'équipe. Le plus difficile pour lui sera peut-être de laisser le plateau lorsque les répétitions commencent et de passer la main au régisseur général. Car le directeur technique appartient généralement à une maison, pas à un spectacle. Avec, en servitude, la responsabilité de la sécurité ».

J.-L. P.

René Caussé, acousticien

C'EST dans une famille musicienne que René Caussé est né il y a quarante-quatre ans. Son père a chanté avec l'orchestre de chambre de Toulouse, son frère aîné sera un altiste renommé, lui-même étudie le piano au conservatoire. Lauréat, il ne s'estime pas assez doué pour devenir soliste. Michel Plasson lui conseille les percussions et l'engage comme vacataire. Il découvre l'orchestre symphonique, se passionne pour l'analyse des compositions et s'veille à la musique contemporaine, bien que ses professeurs lui aient enseigné que Bartok était « barbare » et qu'« après avoir joué du Stravinsky, on pouvait jeter son instrument ».

Des études universitaires et une thèse d'électronique appliquée à l'acoustique médicale le conduisent vers l'Ircam (Institut de recherche et de coordination acoustique/musique), à Paris, où il travaille depuis dix-sept ans. Il est aujourd'hui responsable de l'acoustique instrumentale dans la section recherche et développement. L'étude des structures physiques générant des sons est un domaine où il existe pas trente chercheurs au monde,

Avec quelques étudiants, René Caussé s'attache essentiellement à modéliser les instruments de musique et à travailler sur leur synthèse sonore. En ce moment, il s'intéresse au problème des bruits - dans le piano en particulier -, qui font toute la différence avec les sons de synthèse. « En fin de compte, cela peut être un choix musical. Le compositeur peut estimer que le bruit ne l'intéresse pas, ou souhaiter entendre

le bruit réintroduit dans la synthèse. A nous de comparer son réel et son de synthèse, et de retourner à l'instrument pour analyser ses composants ».

Nul instrument ne le passionne plus que le violon. « Cela peut paraître étrange, mais si vous parvenez à modéliser la coisse d'un violon, vous retrouvez les équations de modélisation d'un sous-marin. Pour l'un, il s'agit d'éviter qu'il soit entendu, alors qu'on essaiera ou contraindre de faire rayonner l'autre ». La modélisation de l'archet et celle de son interaction avec les cordes offre d'autres surprises. Les premières tentatives d'explication sur le frottement d'une corde datent de 1920, alors que la technique existe depuis l'Antiquité. « On a cru que c'étaient les écailles du crin de cheval qui étaient la cause, alors que c'est la différence de vitesse entre l'archet et la corde, exactement comme le mouvement de l'écorce terrestre dans un tremblement de terre ».

Les acousticiens de l'Ircam ont relevé d'autres modes de vibration que les instrumentistes n'utilisent pas. Une partie de leur apprentissage est précisément consacré à les éviter, sinon le vio-

lon aurait un autre son. « A la différence du pianiste, le violoniste fait partie de l'instrument », conclut René Caussé. Les résultats de ses analyses soulèvent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses. Mais ce n'est qu'ainsi qu'il estime parvenir un jour à « objectiver » la qualité d'un instrument. Dire si un Stradivarius vaut réellement mieux que la production de tel facteur contemporain.

Objectiver. René Caussé et son équipe ont commencé avec la trompette. « Là, nos mesures sont complètes et les courbes indiscutables. Notre travail consiste à relier d ce qu'en pensent les musiciens. Difficile, si l'on ne veut pas qu'ils identifient la morque : il faut leur boucher les yeux, leur mettre des gants ». Si les avancées sont loeates, les retombées le sont plus encore. Il en rend responsable l'immobilisme des facteurs d'instruments : « Ils ne se rendent pas compte que s'ils n'évoluent pas ils vont disparaître. Une bonne tradition ne suffit plus. Quand on présente nos travaux, les représentants des sociétés japonaises sont toujours là ».

J.-L. P.

adac - MAIRIE DE PARIS

+ DE 400 ATELIERS et STAGES (enfants et adultes) pour débutants ou confirmés - prise en charge possible par l'employeur

175 disciplines artistiques, artisanales, arts du spectacle... et nouvelles technologies : INFOGRAPHIE 2D - 3D (EXPLORE 4.0, SOFTIMAGE sur INDY), M.A.O., MUSIQUE FILM, A.O., LOGO, A.O., HOLOGRAPHIE, DESSIN D'ANIMATION, A.O., MULTIMEDIA, B.D.A.O., P.A.O. et PHOTOSHOP, ILLUSTRATOR (week-end).

CONTACT : 42 33 45 54 lundi au samedi 14h30 - 16h30
BROCHURE sur demande : 44 61 87 87 - 9h30 - 18h30

L'hebdomadaire « Réforme » fête son cinquantenaire

Créé à la fin de la guerre par deux pasteurs résistants
le journal protestant d'information générale poursuit le combat pour la justice et la vérité

Chaque semaine, au 53, avenue du Maine, dans le XIV^e arrondissement, Réforme affiche modestement sa « une » dans une petite vitrine. Résister, témoigner, comme les prisonniers de la tour de Constance, même si la communauté protestante est modeste - 800 000 en France -, même si le journal compte un peu moins de 7 000 abonnés. Cinq ans après sa naissance, le petit hebdomadaire protestant d'information générale continue à proposer, en belle indépendance, ses douze pages de format tabloïd. « Un défi, un miracle, au choix. La preuve, en tant que, que les parpaillots ont encore une petite différence », dit Marcel Reguilhem, rédacteur en chef pendant de longues années.

En 1942, dans le Paris occupé, deux pasteurs résistants, Jean Bosc et Albert Finet se mettent à parler d'un hebdomadaire protestant. Réforme naît le 24 mars 1945, porté par un double courant : l'idéologie de la Résistance - comme *Témoignage chrétien*, où de nombreux fondateurs du journal huguenot ont écrit - et une théologie. Réforme s'inspire de la prédication d'un théologien de Bâle, Karl Barth, qui s'était engagé dès 1933 contre l'idéologie nazie.

Dès les premiers mois, Réforme s'impose par sa réputation. « Rue d'Ulm, on se le disputait », se souvient Paul Viallaneix, catholique à l'époque, converti au protestan-

tisme et directeur du journal de 1984 à 1991. « Réforme faisait preuve d'une très grande liberté dans le choix des sujets, et de réflexions tout à fait inédites ». Autour d'Albert Finet, un gaulliste de gauche qui perpétue la tradition des grands « éditeurs » de la presse d'opinion, René Courtin, le protestant libéral, et André Philip, le ministre socialiste, Réforme, suit - ou précède - les grandes secousses du demi-siècle qui l'a porté.

UNE VOIX CONTRE LA TORTURE

L'hebdomadaire impose d'emblée sa passion européenne : « pas par anticommunisme, mais dans la crainte de l'émiettement des nationalismes », raconte An-

dré Dumas, professeur de philosophie et d'éthique et ancien président de Réforme. Pendant la guerre d'Algérie, Réforme, creuset de sensibilités politiques différentes, sait trouver une seule voix pour protester, bruyamment, contre la torture. Le journal se laisse porter par mal 68, qu'il vit « ou chois, comme une réédition moderne de la Pentecôte, ou plus simplement comme un mélange de liberté et de fête », s'amuse André Dumas.

En mai 1981, ce dernier salue l'alternance politique dans un éditorial, « Enfin ! ». Réforme, qui doit sans cesse ménager les minorités de ses lecteurs - « ou centre-droit, contre une rédaction au centre-gauche », luthériens, à

côté des calvinistes ; évangéliques, contre sa tradition réformée - perd, d'un coup, 600 abonnés.

Que peut encore dire Réforme aujourd'hui, si les valeurs protestantes, comme le soutient l'éditorialiste Alain Duhamel, se sont diffusées dans la société ? « Quelque chose qui soit entre les extrêmes, mais qui ne soit pas tiède », réfléchit le journaliste Séverine Boudier. « Dans la tradition de liberté responsable et engagée du protestantisme, nous devons combattre pour la justice et la vérité », répond l'actuel directeur, Michel Leleup.

Port de l'enseignement de l'éthologie Maurice Leenhardt, Réforme a ainsi soutenu la Kanak protestante et la politique de conciliation menée par le premier ministre Michel Rocard en 1988 en Nouvelle-Calédonie. Quand le pape se manifeste en sanctionnant, le courrier des lecteurs s'enhardit : « Je tiens à redire notre reconnaissance à Jean Paul II de nous avoir montré, dans l'affaire Gaillot, le vrai visage de l'institution papale, et d'avoir ainsi « justifié » Luther et tant d'autres », écrit le pasteur Alphonse Maillet (Réforme du 4 mars 1995). Marcel Reguilhem sourit : « Non possumus, nous ne pouvons pas faire autrement, dit-il un monsieur nommé Luther ». Contre l'air du temps et les lois économiques, Réforme s'indigne, et vit.

Ariane Chemin

« Le Journal du dimanche » change de formule

A LA DIFFÉRENCE des pays anglo-saxons, la France ne possède pas de « quotidien du septième jour » de dimension nationale.

Certes, la plupart des grands quotidiens régionaux possèdent une édition dominicale mais celle-ci reste circonscrite à leur zone de diffusion. Seul *Le Journal du dimanche* (JDD), véritable institution de la presse dominicale française, pourrait revendiquer ce statut de « quotidien du septième jour ».

Ce titre du groupe Hachette Filipacchi Presse jouit d'une situation de quasi-monopole. Celui-ci pourrait toutefois être entamé par le projet de magazine du *Parisien*, et celui d'un hebdomadaire dominical à 10 francs que projette de lancer, à l'automne, Jacques Rosselin, le directeur-fondateur de *Courrier international*.

Est-ce la raison secrète du lancement, dimanche 26 mars, d'une nouvelle formule du JDD ? Alain Genestier, directeur de la rédaction, s'en défend en précisant que cette rénovation a été décidée en juillet. Mais il sait aussi qu'il y aura forcément un concurrent un jour, ce qui est sain, et que cette nouvelle formule nous met en position de lui répondre.

Il sait aussi que le marché dominical est difficile : 18 000 à 20 000 points de vente de presse sont ouverts le dimanche (au lieu de 36 000 en semaine) et 25 % de ces lieux de vente - épiceries, cafés, petits commerces - ont été créés par le JDD et quelques autres journaux. Essentiellement distribué en kiosques - il compte tout

au plus 200 abonnements -, le JDD vendait 315 000 exemplaires il y a dix ans et en diffuse plus de 340 000 exemplaires aujourd'hui, avec une progression de l'ordre de 3,5 % depuis janvier. Son prix - 6,50 francs - n'a pas bougé depuis cinq ans. Sa rédaction (40 journalistes permanents et une myriade de chroniqueurs et de pigistes) s'est transformée, son lectorat est désormais plutôt haut de gamme, notamment en Ile-de-France où le journal réalise 55 % de ses ventes. La nouvelle formule du JDD prend acte de ces changements.

Le format a perdu deux centimètres en largeur. Cette perte de format bénéficie à la pagination, qui pourra augmenter selon l'actualité. La maquette, renouée par Jean Schallit et Jacques Corcin, rédacteur en chef technique, généralise la couleur ; la « une » offre une vitrine de sujets, avec un espace propre aux sports. Les parties « actualité » et « magazine » sont plus marquées. La première section comprend la politique, l'étranger, les faits divers et se clot sur les chroniques (Jorge Semprun, Bernard Pivot, Michèle Stouvenot, et un entretien). Après la deuxième section, consacrée aux sports, l'espace « Voir » comprend la culture, le cinéma, les expositions, une nouvelle page « styles », qui parle de mode et de consommation, et la rubrique télévisio-médias. La dernière page accueille un reportage ou une enquête.

Y.-M.-L.

VENDREDI 24 MARS

TF 1

FRANCE 2

FRANCE 3

M 6

CANAL +

LA CINQUIÈME

<p>13.40 Feuilletton : Les Feux de l'amour.</p> <p>14.30 Série : Médecin à Honolulū.</p> <p>16.15 Jeu : Une famille en or.</p> <p>16.45 Club Dorothée.</p> <p>Arnold et Willy ; Clip ; Jeux.</p> <p>17.30 Série : Les Garçons de la plage.</p> <p>18.00 Série : Premiers baisers.</p> <p>18.30 Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p>19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.00).</p> <p>19.50 Le Bébé Show (et 1.50).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.20 Face à la Une.</p> <p>Invités : Arlette Laguiller, Dominique Voynet.</p> <p>20.40 La Minute hippique, Météo.</p>	<p>13.45 Série : Inspecteur Derrick.</p> <p>14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.</p> <p>15.45 Variétés : La Chanson aux chansons (et 5.10).</p> <p>16.40 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Seconde B.</p> <p>17.35 Série : Code Lib.</p> <p>18.05 Série : La Fête à la maison.</p> <p>18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.25).</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel (et 1.30).</p> <p>19.55 America Cup.</p> <p>19.59 Journal, Météo, Point route.</p>	<p>13.35 Magazine : Vincent à l'honneur.</p> <p>14.45 Série : La croisière s'amuse.</p> <p>15.35 Série : Magnum.</p> <p>16.30 Les Minikoums.</p> <p>Téini : Coke en stock (4) ; Denver ; Lucky Luke.</p> <p>17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Question pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Le Tableau de feu, de François Thibault.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>19.09. Journal de la région.</p> <p>20.10 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 INC.</p>	<p>13.25 Série : L'Homme de fer.</p> <p>14.20 Série : Jim Bergerac.</p> <p>17.00 Variétés : NR Machine.</p> <p>17.30 Série : Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série : Nick Mancuso.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Portrait de campagne.</p> <p>Robert Hue.</p> <p>20.05 Série : Madame et sa fille.</p> <p>20.35 Magazine : Capital.</p> <p>Présenté par Emmanuel Chain.</p>	<p>13.35 Cinéma : Made in America. II</p> <p>Film américain de Richard Benjamin (1992).</p> <p>15.20 Documentaire : Les Tortues.</p> <p>Cinéma : Tango à Shanghai. II</p> <p>16.25 Cinéma : Les Évadés de l'Alcatraz (1979).</p> <p>18.05 Cinéma : Les Évadés de l'Alcatraz (1979).</p> <p>18.30 Cinéma : Les Évadés de l'Alcatraz (1979).</p> <p>18.50 Cinéma : Les Évadés de l'Alcatraz (1979).</p> <p>— EN CLAIR JUSQU'À 20.35 —</p> <p>18.30 Jeu : Pizzarollo.</p> <p>18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.</p> <p>Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.</p> <p>19.20 Magazine : Zérovrama.</p> <p>19.55 Les Gulgolts.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p>	<p>13.30 Magazine : Daili.</p> <p>14.00 Découvertes.</p> <p>Les signeurs mayas (rediff.).</p> <p>15.45 Les Écrans du monde.</p> <p>An ti des sans : Infratér domin ; Alo ! la terre, les grandes inventions ; Question d'he temps ; Langues : espagnol et anglais (rediff.).</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Guerriers des temps anciens.</p> <p>Les Temples. 1/13.</p> <p>Les Chevaliers du Temple, ordre militaire et religieux composé essentiellement de moines guerriers, avaient pour mission de protéger la terre Sainte des musulmans.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>La vie dans les extrêmes : les lacs de soude.</p>
<p>20.45 ► Téléfilm : Le Collège Saint-Vincent.</p> <p>De John N. Smith, avec Johnny Morris (1/2).</p>	<p>20.50 Téléfilm : L'Homme de mes rêves.</p> <p>De Georges Guitier, avec Michel Galabru, Julien Gosselin.</p> <p>Un instituteur, auteur de pièces de boulevard, voit son heure de chance arrivée le jour où un célèbre acteur du Théâtre-Français tombe en panne dans son village.</p>	<p>20.50 Magazine : Thalassa.</p> <p>En direct du fort Saint-Jean à Marseille. Trou de mémoire.</p> <p>La gratta Costes, la plus importante découverte préhistorique depuis Lascaux.</p>	<p>20.45 Téléfilm : Qui a tué Vicky Gilmore ?</p> <p>De Charles Corré, avec Charlotte Ross.</p> <p>Une jeune fille est retrouvée morte après une dispute avec une amie, rivale en amour.</p>	<p>20.35 Téléfilm : La Femme dangereuse.</p> <p>De Gilles Béhat, avec Christine Boisson, Bernard Yslaire.</p> <p>Une femme amoureuse et sensuelle surprend un cambrioleur et s'en éprend. Il sera l'outil de sa libération d'un mari, avocat véreux, et d'un amant, mercenaire sans foi ni loi.</p>	<p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>Le festival des cerfs-volants de Dieppe.</p>
<p>22.30 Magazine : Combien ça coûte ?</p> <p>Invité : Alain-Dominique Perrin, PDG de Cartier.</p>	<p>22.30 Magazine : Bouillon de culture.</p> <p>Présenté par Bernard Pivot. De la croûte au chef-d'œuvre.</p>	<p>21.50 Magazine : Faut pas rêver.</p> <p>Invité : Alexandre Arcady. Pakistan : la cité de Lahore ; France : la Monnaie de Paris ; Russie : les fustes du corail polaire.</p>	<p>22.30 Série : Les Contes de la crypte.</p> <p>0.00 Magazine : Secrets de femmes.</p> <p>Un voyage peut en cacher un autre ; Excuses ;</p>	<p>22.15 Magazine : Couverts d'airs.</p> <p>Estée Hayday à San Francisco.</p>	<p>19.30 Documentaire : Paysages.</p> <p>3. Bière-Isle-Sumur, de Jean-Louis Porton et Pierre Zucca.</p>
<p>23.55 Magazine : On n'est pas couché.</p> <p>Avec Minnie Mathy et Dominique Farguila.</p>	<p>23.45 Variétés : Taratata.</p> <p>Emission présentée par Nagui. Spécial du Natif. Avec Liane Foly, de Palmas, Rachel des Bois, Silences.</p>	<p>22.55 Météo et 6 Journal.</p> <p>23.20 Magazine : Sixième-Bease.</p> <p>Le Club des enfants gâtés : La Princesse Mina ; Mais que fait la police ? ; Une belle histoire d'amour.</p>	<p>0.30 Musique : Danco Machine Club</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Fréquentar ; 3.25, Harley Davidson ; 4.20, Coup de griffes (Marité et François Girbaud) ; 4.45, La tête de l'emploi ; 5.10, Fidé 1992, Chill.</p>	<p>23.00 Les Temps d'un week-end.</p> <p>Film américain de Martin Brest (1992).</p>	<p>19.55 Documentaire : Les Enfants de Shiva.</p> <p>De Robert Gardner et Alzo Ostor.</p>
<p>1.55 Journal et Météo.</p> <p>2.05 Programmes de nuit.</p> <p>Millionnaire : 2.35, 7/11 nuit (et 4.10, 4.50) ; 2.45, Le Chinois ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 5.00, Musique ; 5.10, L'Équipe Costeau en Amazonie.</p>	<p>1.00 Journal, Météo, Journal des courses.</p> <p>1.55 Programmes de nuit.</p> <p>Track ; 2.55, Trail Blazers : sous la mer en photostop ; 3.55, 24 heures d'info ; 6.00, Dessin animé.</p>	<p>0.10 Court métrage : Livre court.</p> <p>Marcelle, parole, de Patrick Cazals.</p> <p>0.20 Musique : Graffiti.</p> <p>Les Divines (15 mn).</p>	<p>0.30 Musique : Danco Machine Club</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Fréquentar ; 3.25, Harley Davidson ; 4.20, Coup de griffes (Marité et François Girbaud) ; 4.45, La tête de l'emploi ; 5.10, Fidé 1992, Chill.</p>	<p>23.05 Cinéma : Les Temps d'un week-end.</p> <p>Film américain de Martin Brest (1992).</p>	<p>20.30 6/12 Journal.</p>

<p>CÂBLE</p> <p>TV 5 19.00 Paris lumières. 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Montagne. 20.30 Évasion. 21.00 Studio 104. Rediff. de la RTBF du 14 mars. 21.55 Météo internationale.</p> <p>CANAL 1 19.00 France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 17 mars. 0.00 Sortie libre. 0.45 Journal de France 3. Édition 301 (30 min).</p> <p>PLANÉTÉ 3 19.40 La Beauté du monde. De Guy Baddon (6/6). Tasmanie : vers le sud. 20.25 Visa pour les USA. De Jean-Marie Monardo. 21.20 Une vie sans frontière. De Brian Henning. 21.45 Force brute. De Robert Kirk (4/52). Forces amphibies. 22.35 Compagnons et compagnes. De Katrine Doupilly. 23.20 ► Retour vers l'oubli. De Christophe Naigéon. 0.25 USA. La loi des armes. De Fokke Ryden (55 min).</p> <p>PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.40). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.02 Musiques en scènes. 22.30 Un bal masqué. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi. Enregistré au Royal Opera House de Covent Garden en 1975 (130 mn).</p>	<p>CANAL 1 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. Émission en direct. C'est comme moi ; 18.00, Les P'tits Lardons ; 18.20, Futé-nusé ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Tip top tip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top tip ; 19.20, Sébus. 19.30 Série : Zorro.</p> <p>CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Roger Miller. 20.30 Série : Les Éva-hisseurs. 21.00 Série : Au nom de la loi. 21.50 Destination séries. Star trek (1/2). 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.30 Série : Seinfeld. La Sourde. 23.15 Country Box. 23.40 La Semaine sur Jimmy. 23.50 Série : New York Police Blues. 0.40 Série : Les Chevaliers du ciel. (25 min).</p> <p>SÉRIE CLUB 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Alain Fontaines, magistrat (et 20.45 Série : La Fête à la maison. 22.40, 0.10). 22.30 Série : Code Quantum. 22.50 Série : Nick Mancuso les dossiers secrets du FBI. Secret défense (50 min).</p> <p>MCM 19.30 Blah-Blah Grove. 20.10 MCM mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'Infini de marque. Invité : Robert Tarite-hau. 21.20 Autour du Groove. 22.00 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 mn).</p> <p>MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The</p>	<p>Report. 23.15 CineMétéo. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 mn).</p> <p>EUROSPORT 19.00 Course de camions. 19.30 Football. En direct. Championnat de France de D2, 33^e journée : Marseille-Guingamp. 20.00, début du match. 22.00 For-mule 1. Championnat du monde. Grand Prix du Brésil à Interlagos : essais. 23.00 Na-tion. Championnats de France d'hiver. 2^e journée. 0.00 Motocyclisme. Champion-nat du monde de vitesse : présentation de la saison 95. 1.00 Tennis. En direct de Key Bi-scanne (Floride) : demi-finales messieurs.</p> <p>CINE CINÉFIL 18.40 Le Don Dieusans confusion. ■ Film français de Claude Autant-Lara (1953, N.). 20.30 Le Major-domo. ■ Film français de Jean Delannoy (1965, N.). 22.00 L'Homme d'Arán. ■ Film brésilien de Robert L. Flaherty (1934, N.). 23.30 L'Homme du Sud. ■ Film américain de Jean Renoir (1945, N.). 0.50 Éducation de prince. ■ Film français d'Alexandre Esway (1938, N.). 85 min).</p> <p>CINE CINÉMAS 21.00 Faut-sembler. ■ Film canadien de David Cronenberg (1988). 22.50 L'Homme à la chaussure rouge. ■ Film américain de Stan Dragoti (1985, v.o.). 0.25 Orca. ■ Film américain de Michael Anderson (1976, 90 min).</p>	<p>RADIO</p> <p>FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Jean Basteira (Civisme, mode d'emploi). 19.30 Perspectives scientifiques, Biologie et médecine. Nouvelle appréhension de la douleur (2). 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La Cité de la musique : suivez le guide. 5. Pros-pectives. 20.30 Radio archives. L'œuvre d'art est un crime parfait. 21.32 Musique : Black and Blue. L'Orchestre national de jazz et le blues. Avec Laurent Cugny. 22.40 Les Nuits magnétiques. Nanastyle, de l'Indo-chine au Viêt-nam. 4. Les mystères de la France jeune. 0.05 Du jour au lendemain. Michel Chailou, écrivain. 0.50 Oud. Nuits de printemps (5).</p> <p>FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courcheille, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (transmis simultané-ment sur Mitteldeutscher Rundfunk et</p>	<p>Saarländischer Rundfunk). Hommage à Maurice Le Roux. Donné le 23 mars au Théâtre des Champs-Élysées, dir. Victor Pithul : Vinyl Records sur l'Enfant Jésus (extraît, de Messiaen ; Concerto pour piano et orchestre nr 24, de Mozart, Michel Ballez, piano ; Le Cerce de métamor-phose, de Le Roux ; Chants et Danses de la mort, de Moussorgski, Boris Martinovic, basse ; Suite symphonique pour orchestre op. 20, de Prokofiev. 22.00 Musique pluriel. Hom-mage à TS Eliot, de Gouboukrouka ; Figure pour piano, de Reverdy, Jay Gottlieb, piano ; Sonate pour violoncelle op. 1, de Meyer, par Reimund Kortrup, violoncelle. 23.07 Ancel-nuit. Les Sept jours de la Pas-sion pour chœur a cappella (extraît, de Gretchaninov, par la Chapelle symphonique de l'État russe, dir. Valeri Polynski, 0.00 Jazz club. Concert donné le 21 mars au salon Musidora, par le big band, dir. Serge Adam ; Quoi de neuf docteur ?</p>	<p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>Le festival des cerfs-volants de Dieppe.</p>
<p>20.45 Téléfilm : Un professeur insolite.</p> <p>De Rolf Silber, avec Sébastien Koch.</p>	<p>22.15 Documentaire : Le Dossier R.</p> <p>Enquête de Claire Devillers. Réalisé par Wilburg Leblanc.</p>	<p>23.10 Cinéma : Voyage surprise. ■ Film français de Pierre Prévert (1946, N.).</p>	<p>0.55 Magazine : Velvet Jungle.</p> <p>Présenté par Valli. Brit Awards 1995 ; Top live (rediff.).</p>	<p>2.10 Série : Johnny Staccato.</p> <p>11. The Party's over, de Robert Par-nitz, avec John Cassavetes (22.40, rediff., 24 min).</p>	<p>19.30 Documentaire : Paysages.</p> <p>3. Bière-Isle-Sumur, de Jean-Louis Porton et Pierre Zucca.</p>
<p>20.35 Téléfilm : La Femme dangereuse.</p> <p>De Gilles Béhat, avec Christine Boisson, Bernard Yslaire.</p> <p>Une femme amoureuse et sensuelle surprend un cambrioleur et s'en éprend. Il sera l'outil de sa libération d'un mari, avocat véreux, et d'un amant, mercenaire sans foi ni loi.</p>	<p>22.15 Magazine : Couverts d'airs.</p> <p>Estée Hayday à San Francisco.</p>	<p>23.00 Les Temps d'un week-end.</p> <p>Film américain de Martin Brest (1992).</p>	<p>1.35 Cinéma : Peter Gabriel.</p> <p>2.25 Cinéma : Gueularis.</p> <p>Film franco-sénégalais d'Ousmane Sembène (1991, v.o.).</p>	<p>20.40 Téléfilm : Un professeur insolite.</p> <p>De Rolf Silber, avec Sébastien Koch.</p>	<p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>Le festival des cerfs-volants de Dieppe.</p>
<p>22.30 Magazine : Bouillon de culture.</p> <p>Présenté par Bernard Pivot. De la croûte au chef-d'œuvre.</p>	<p>23.45 Variétés : Taratata.</p> <p>Emission présentée par Nagui. Spécial du Natif. Avec Liane Foly, de Palmas, Rachel des Bois, Silences.</p>	<p>22.55 Météo et 6 Journal.</p> <p>23.20 Magazine : Sixième-Bease.</p> <p>Le Club des enfants gâtés : La Princesse Mina ; Mais que fait la police ? ; Une belle histoire d'amour.</p>	<p>0.30 Musique : Danco Machine Club</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Fréquentar ; 3.25, Harley Davidson ; 4.20, Coup de griffes (Marité et François Girbaud) ; 4.45, La tête de l'emploi ; 5.10, Fidé 1992, Chill.</p>	<p>23.05 Cinéma : Les Temps d'un week-end.</p> <p>Film américain de Martin Brest (1992).</p>	<p>19.55 Documentaire : Les Enfants de Shiva.</p> <p>De Robert Gardner et Alzo Ostor.</p>
<p>1.55 Journal et Météo.</p> <p>2.05 Programmes de nuit.</p> <p>Millionnaire : 2.35, 7/11 nuit (et 4.10, 4.50) ; 2.45, Le Chinois ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 5.00, Musique ; 5.10, L'Équipe Costeau en Amazonie.</p>	<p>1.00 Journal, Météo, Journal des courses.</p> <p>1.55 Programmes de nuit.</p> <p>Track ; 2.55, Trail Blazers : sous la mer en photostop ; 3.55, 24 heures d'info ; 6.00, Dessin animé.</p>	<p>0.10 Court métrage : Livre court.</p> <p>Marcelle, parole, de Patrick Cazals.</p> <p>0.20 Musique : Graffiti.</p> <p>Les Divines (15 mn).</p>	<p>0.30 Musique : Danco Machine Club</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Fréquentar ; 3.25, Harley Davidson ; 4.20, Coup de griffes (Marité et François Girbaud) ; 4.45, La tête de l'emploi ; 5.10, Fidé 1992, Chill.</p>	<p>23.05 Cinéma : Les Temps d'un week-end.</p> <p>Film américain de Martin Brest (1992).</p>	<p>20.30 6/12 Journal.</p>

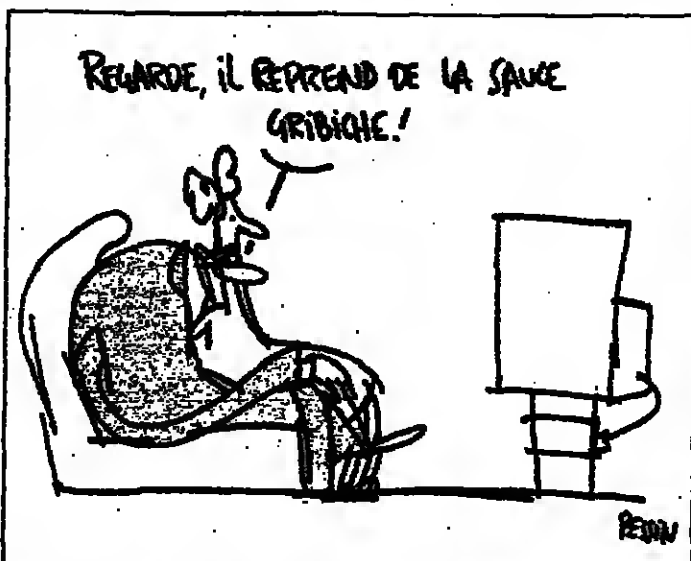
M 6 brosse le portrait de candidats à la présidentielle

Pour se distinguer de ses concurrentes, habituées aux débats politiques, la chaîne a choisi d'explorer la personnalité de trois postulants à l'Elysée

ON CROYAIT complète l'affiche du grand spectacle télévisuel de la présidentielle. Et voilà qu'elle n'en finit plus de s'allonger. Canal Plus, qui annonce le retour à l'antenne des Guignols lundi 27 mars, consacre à l'échéance électorale une édition de son magazine hebdomadaire « 24 heures » (diffusée en clair, samedi 25 mars à 12 h 35). Quant à M 6, elle diffuse dimanche 26 juin la seconde édition de « Zone interdite », un magazine consacré à l'événement, en recevant Édouard Balladur, après Jacques Chirac et avant Lionel Jospin.

« Il nous a semblé important de mettre l'accent sur la personnalité des candidats », dit dimanche 19 mars, Patrick de Carolis, directeur de l'information de M 6, annonçant à l'antenne la « couverture » réservée à la campagne présidentielle. L'innovation permet à celle qui se présente il y a peu comme « la petite chaîne qui monte » de se démarquer de ses concurrentes, plus expérimentées. « On n'a pas leur puissance », reconnaît Patrick de Carolis.

Le choix de sujets sur la personnalité des candidats survient à point nommé. Comme le soulignait le directeur de l'information, « tous les candidats ont, à ce jour, publié leur projet, défini leurs objectifs, souligné leurs priorités. La presse écrite et audiovisuelle s'en fait l'écho quotidiennement ». Une façon de mettre en relief le nouveau, en prenant les candidats par rapport à d'éventuelles critiques sur la facilité de l'émission...



« Toute campagne électorale est aussi une compétition entre des hommes », soulignait dans un éditorial Le Monde du jeudi 23 mars. La remarque, qui semblait venir à l'appui de la démarche suivie par M 6, concernait toutefois les révélations portant sur les revenus des deux candidats de la majorité, des sujets que s'approche pas « Zone interdite ». S'il s'attache aux « hommes » plus qu'à leurs programmes, le principe de l'émission est en effet consensuel.

Confiée au journaliste et réalisateur indépendant Michel Parbot, la partie reportage n'a pas l'ambition d'être contradictoire. « Un portrait polémique aurait demandé beau-

coup plus de temps, explique-t-il. Il aurait fallu être exhaustif et effectuer un dosage extrêmement compliqué. » Pour vingt-six minutes d'antenne, chacun des trois portraits aura nécessité une dizaine d'heures d'entretiens. Une première liste de témoins potentiels a été établie à partir d'articles publiés dans la presse, puis complétée par des « investigations » menées dans les lieux fréquentés par les candidats : la Corbière pour Jacques Chirac, Deauville et Chambray pour Édouard Balladur, la Haute-Garonne pour Lionel Jospin. Outre quelques journalistes, les intervenants sont des proches ou des membres de la famille des

trois candidats. Premier invité, Jacques Chirac pouvait noter, après la diffusion de son « portrait » en images : « J'ai été jugé, il faut bien le dire, avec une certaine indulgence, par des gens qui m'aiment bien. » Si l'apreté de la campagne a habitué à davantage de polémiques, il reste que l'équipe de « Zone interdite » promet une égalité de traitement entre les trois candidats.

FONDUE SAVOYARDE Le 19 mars, il n'aura pas été question de plus-value immobilière, mais d'une jeune fille vietnamienne adoptée en 1979 par le maire de Paris. Pas d'Europe non plus au menu, mais de la tête de veau et quelques chopes de bière. Futilité ? Sans doute, mais souvent savoureuse, et parfois instructif, grâce au débat organisé en plateau et en direct.

Dimanche viendra le tour d'Édouard Balladur et de la fondue savoyarde. On devrait quitter ce « terroir » mis en exergue la semaine précédente, pour gagner, selon le journaliste Michel Dumont, auteur d'une partie des entretiens, « le monde de l'entreprise, de la haute finance et de la grande bourgeoisie ». Quant au portrait de Lionel Jospin, diffusé samedi 2 avril, il devrait concerner « son cercle familial ». « Ce sont trois êtres humains très différents », conclut Michel Dumont.

Jean-Baptiste de Montvalon

★ M 6 : « Zone interdite », dimanche 26 mars à 20 h 45.

Pasquagate

par Agathe Logezart

CE QU'IL Y A de réjouissant avec Charles Pasqua, c'est que si on veut lui chercher des poux dans la tête, on débute toujours des éléphants. Roses peut-être, fruits des délires paranoïaques de journalistes à l'imagination fiévreuse ou manipulés par des forces occultes, c'est possible. Mais en tout cas, on n'est jamais déçu. Avec M. Pasqua, on a déjà eu droit à de savoureux feuilletons : le vrai-faux passeport d'Yves Chaler, la guerre des ambassadeurs autour de l'émigré Wahid Ghorji, la saga Schuller-Marchiani (qui, soit dit en passant, vaut bien dans son genre romanesque l'affaire OM-VA), les espions américains. Voici maintenant venu le temps des missiles chypriotes-iraniens. Et franchement, plus c'est gros, mieux cela va au teint du ministre de l'Intérieur.

L'histoire, révélée par L'Express, a été racontée par toutes les chaînes de télévision. On a vu de gros Excels, des plans de la Méditerranée assortis de flèches dans tous les sens Paris-Algérie-Chypre-Téhéran, des images d'archives du procès des assassins de Chapour Bakhtiar, le visage du mystérieux Jean-Charles Marchiani, un tout proche de Charles Pasqua, les unes jaunies de vieux journaux, des pistes d'aéroport... On n'a sûrement pas tout compris, mais cela sentait l'histoire hénarquée. Pasquinate ou affaire d'Etat, rossignol ou scoop béton : rien de ce qui nous a été montré tout au long de la soirée n'a pu nous influencer dans un sens ou dans un autre. On sentait quand même que c'était une histoire que les commentateurs préfé-

raient prendre avec des pincettes, comme s'il s'agissait de détourner par avance les foudres de M. Pasqua. Pas question de risquer à son tour de passer en cour martiale, pour crime de désinformation...

Prudence, prudence, donc : plutôt que d'interroger les confrères de L'Express sur leur sulfureuse découverte, on préfère s'étendre sur les démentis. Pour M. Séguin, toute cette histoire n'était qu'une « bulle », destinée à vite s'évaporer. François Léotard, lui, avait retrouvé les missiles à Chypre, où ils devaient être exhibés dès samedi, irrefutable preuve que nos engins ne se sont pas fourvoyés du côté de Téhéran. M. Balladur, qui décidément choisit toujours bien ses jours pour intervenir à la télévision, prit son air le plus présidentiel pour nous dire que tout ce qu'on racontait était « absolument faux ». « Je veux espérer que la bonne foi du journaliste a été surprise », laissait-il tomber avec dédain. Sinon, on sentait bien que les confrères seraient bientôt accusés de rouler pour une puissance étrangère.

Mais tout cela vous avait un goût de trop peu. Au bout du compte, le seul que l'on aurait aimé entendre et voir en chair et en os, c'était Charles Pasqua. Mais il nous fit faux bond. Rien, pas un mot en direct : pas même un entretien dans son bureau, ou vite fait sur le pouce au détour d'une réunion électorale. Que se passait-il ? Que nous couvait-il ? Sans mot d'excuse, on ne pouvait que traîner une Pasquagate, maladie à rechutes multiples...

SAMEDI 25 MARS

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Toxicos, vivre sans héroïne, de Jane Lagier et Jean-Michel Chappes. La méthadone comme produit de substitution à l'héroïne.
- 13.50 Séries : L'homme qui tombe à pic. 14.00 Séries : Casanova.
- 14.45 Séries : Les Aventures du jeune Indiana Jones.
- 16.35 Séries : Valérie.
- 16.55 Spécial sport : Football. Coupe de la Ligue : SC Bastia-SC Montpellier, en direct du stade de Furiani ; 17.00, coup d'envoi ; 17.45, mi-temps (et à 18.00).
- 19.05 Séries : Beverly Hills.
- 20.00 Journal, Formula 1, Têtu, La Minute hippique, Météor.

20.45 Divertissement : Super mecs. Avec Paul Belmondo, Michel Boujenah, Pierre Palmade, Catherine Lachens, Annie Gregorio, Muriel Robin, Catherine Lara.

22.45 Sport : Patinage artistique. Les Étoiles de la glace à Lyon, au palais des sports de Gerland. Gala du Contre-Classe.

0.20 Magazine : Formula F1. Grand Prix de F1 du Brésil à Sao Paulo.

0.55 Journal et Météor.

1.05 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 1.25, TF 1 nuit (et 4.25, 4.55) ; 1.35, Le Chinois ; 4.35, L'Aventure des plantes ; 5.15, Musique ; 5.25, Histoires naturelles.

FRANCE 2

Samedi 13 h 35
SAVOIR PLUS
SANTÉ
La médecine à l'heure d'été

13.40 Magazine : Savoir plus santé. Présenté par François de Closets. La médecine à l'heure d'été.

14.35 Documentaire : Histoires sauvages. Le grand rift africain (2/3). Le feu de la vie, d'Adrian Warren.

15.35 Magazine : Samedi sport. 15.40, Tiercé, en direct de Longchamp ; 15.55, Athlétisme : Championnat du monde de cross à Durham ; 16.40, Cyclisme : Critérium international de la route à Abil.

18.05 Séries : Hartley cours à vit. 18.55 Magazine : J'ai un problème.

19.45 America's Cup. 19.50 Tirage du Loto (et 20.40).

19.59 Journal et Météor.

20.45 Divertissement : Éclats de rire. Présenté par Yves Jacq et Chantal Ladesou.

22.50 Magazine : Les Enfants de la télé. Présenté par Arthur. Invités : Renaud, Claire Nadeau, Martin Lamotte.

0.00 Les Films Lumière.

0.05 Journal, Météor.

0.20 La Nuit du Camétron.

0.20 La Nuit du Camétron.

FRANCE 3

13.00 Samedi chez vous (et 15.05, 16.45).

14.05 Séries : Les Brigades du Tigre.

17.45 Magazine : Montagne. Vies de famille.

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-20 de l'information. Invité : Robert Huz.

20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport.

20.50 Téléfilm : Légendes du Grand Nord. De René Marzor, avec Georges Corraface, Randy Quaid.

22.30 Magazine : Ah ! Quels titres. Existe-t-il encore une droite et une gauche ? Invités : Jean Balthazard (Un si jeune président), Eric Zemmour (Balladur, immobile à grand pas), André Glucksmann (De Gaulle ou est-ce tu ?), Thierry Desjardins (L'homme qui n'aime pas les diners en ville), Claude Imbert et Jacques Julliard (La Droite et la Gauche), Robert Schmedder (Les Dernières Années), Philippe Solers.

23.35 Météor et Journal.

0.00 Magazine : Musique et compagnie. L'Est écoute... la Suisse (2^e partie). Œuvres de Honneger, Martin.

1.00 Musique : Musique Graffiti. « Visions fugitives », de Prokofiev, par Abdel Raham El-Bacha, piano.

EUROSPORT 14.00 Athlétisme. En direct de Durham (Angleterre) : championnats du monde de cross-country. 19.00 Tennis. En direct de Key Biscayne (Floride) : finale dames. 21.00 Catch. 22.00 Formule 1. Championnat du monde : Grand Prix du Brésil à Interlagos, essais. 23.00 Natation. Championnats de France d'hiver : 3^e journée. 0.00 Football. Au Palais omnisports de Paris-Bercy. 4.00 Motocyclisme. En direct d'Eastern Creek. Championnat du monde de vitesse : Grand Prix d'Australie.

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

M 6

13.00 Séries : Les Rues de San Francisco.

14.10 Séries : Supercopier.

15.10 Séries : Les Champions.

16.20 Séries : Airport unité spéciale.

17.25 Séries : Chapeau melon et bottes de cuir.

18.20 Séries : Agence Acajou.

19.10 Magazine : Turbo. Le coup de cœur : l'arythmie. L'enquête : les voitures de luxe ont-elles un avenir ? L'express info ; L'essai comparatif : trois 4 x 4 ; Le dossier technologique ; La rubrique téléspectateurs ; Génération auto.

19.54 Six minutes d'informations, Météor.

20.00 Portraits de campagne. Jean-Marie Le Pen.

20.05 Séries : Filles à papa.

20.35 Magazine : Stars et couronnes. La deuxième vie de Tony Curtis.

20.45 Téléfilm : Seulement par amour : Jo. De Philippe Monnier, avec Corinne Touzet.

Une top-model fragile et vulnérable épouse un avocat réputé. Le couple est bientôt menacé par l'onde du mari, riche homme d'affaires de la haute société romaine, avec qui elle avait eu une liaison.

0.50 Musique : Boulevard des clips (et à 6.05).

3.00 Rediffusions. La 7^e de l'emploi ; 3.25, Portraits des passions françaises (l'amié) ; 3.50, Culture pub ; 4.15, Qu'est-ce qui fait courir les fans ? ; 5.10, Frequenstar.

CANAL +

14.00 Sport : Hand-ball. En direct. Montpellier-Vitrolles. Match de championnat de France.

15.30 Sport : Football. Demi-finale de la Coupe de la Ligue : Le Havre-PSG.

En clair jusqu'à 20.30

17.30 Décade pas Bunny.

18.30 ► Dessin animé. Profession critique.

18.55 Flash d'informations.

19.00 L'Hélio de Michel Field.

20.00 C'est pas le 20 heures.

20.30 Téléfilm : La Mort en vente libre. De John David Coles, avec Christine Lahti, Terry O'Quinn.

Après son divorce, une ancienne avocate décide de reprendre les plaidoiries. Elle se trouve confrontée au puissant lobby du tabac - et à son armada d'avocats - qui va multiplier les manœuvres pour l'intimider.

22.00 Documentaire : National Geographic. Plantes d'Afrique.

22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Critters 3. 0 Film américain de Kristine Peterson (1991).

0.23 Cinéma : Lorenzo. 0 Film américain de George Miller (1992, v.o.).

2.30 Cinéma : Le Grand Silence. 0 Film italien de Sergio Corbucci (1968).

4.10 Documentaire : Miami-La Havane, l'impossible retour (44 min).

LA CINQUIÈME

13.30 L'Aventure polaire. Aventures dans l'Arctique, de Paul-Emile Victor.

14.30 Documentaire : Découvertes. Le cerveau. Images de synthèse à couper le souffle.

15.30 Documentaire : Arts musicaux. Vingt-cinq siècles d'art européen : l'art roman (rediff.).

16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. Carcassonne (rediff.).

17.00 ► Les Grands Séducteurs. Clark Gable (rediff.).

18.00 Magazine : Arrêt sur images. Présenté par Pascale Clark et Daniel Schneidermann.

19.00 Séries : Black Adder. 12. Châles, de Martin Shallow et Maudie Fletcher, avec Rowan Atkinson.

Dernier épisode, sur fond d'hémoglobine.

19.30 Le Dessous des cartes. Nock (2). États des lieux (rediff.).

19.40 Histoire parallèle. Actualités françaises et allemandes de la semaine du 25 mars 1945, commentées par Marc Ferro et Pierre Messmer.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : L'Hôpital et ses fantômes. De Lars von Trier, avec Ernst-Hugo Järegård, Kirsten Roloffes (3/5). Écoute et tu entendras. L'angoisse se distille au goutte à goutte...

21.35 Documentaire : Somalie, le prix du sang versé. De Gonzalo Arjón et Marcel Djama. Voyage à travers la Somalie, en suivant le peuple d'un petit marchand de bétail. Une réflexion de l'intérieur sur un pays abandonné après le retrait des « casques bleus ».

22.50 Court métrage : Le Voyageur noir. De Pepe Danquart.

23.05 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Vali Méganix spécial funk ; Top Live. Les Negresses vertes.

0.20 Séries : Johnny Staccato. 12. Le Casse du Père Noël, de Robert Sinder, avec John Cassavetes (v.o.). Un honnête homme est sollicité par son frère pour commettre un cambriolage le soir de Noël. Série-culte.

0.55 Téléfilm : Anna. De Pierre Koralnik, avec Anna Karina, Jean-Claude Brialy (rediff.).

2.10 Rencontre. Avec Jane Birkin et Shen Kong (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Vacances au purgatoire. De Marc Simonon (1991), avec Marie-Anne Chazel. 21.30 Les Francophiles Montréal. 21.55 Météor internationale. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Spécial questions pour un champion. Rediff. de France 3 du 17 janvier. 0.00 Bon week-end. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.35 Le Pays du bout du temps. De Bernard Gillain. 20.30 Les Altes de la légende. De Barry Caldwell (20/50). Le 8/5 Mitchell. 21.25 La Beauté du monde. De Guy Baskin (6/6). Tazmanie : vers le sud.

22.10 Vies pour les USA. De Jean-Marie Mondo. 23.05 BD : Silence. De Christophe Heil. 23.30 Force brute. De Robert Kirk (4/52). Forces armées. 0.20 Compagnons et compagnes. De Karine Douplizy (50 min).

PARIS PRÉSENTÉ 19.00 Écran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Funboard. Au Palais omnisports de Paris-Bercy. 23.45 Embouteillage. 0.50 Luis Mariano. De Jacques Rouhaud (60 min).

CANAL J 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 Séries : Un bon petit diable. 18.30 Séries : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Séries : Sours noire. 19.30 Zazou U. 20.00 Dessins animés.

CANAL JIMMY 21.00 Séries : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Istanbul, septembre 1918. 21.50 Séries : Les monstres-nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 Nonante. 23.15 Séries : Sinatra. 23.50 Road Test. 0.15 Séries : Sainfield. La Source. 0.40 La Semaine sur Jimmy. 0.50 Séries : Dream On (25 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Le Club. 19.10 Séries : Force de frappe. 19.55 Séries : Miami Vice (et 0.00). 20.45 Séries : Au plaisir de Vico. 22.15 Séries : Cosmos 1999. 23.10 Séries : O'Hara. 0.50 Séries : Julien Fontanes, magistrat (85 min).

MCM 19.00 Autour du Groove. 19.30 L'invité de marque. 20.00 Rolling Stones. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. 22.00 Best of Player One. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 MTV Unplugged : The Rock and Roll Hall of Fame Edition. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Yo ! MTV Raps (120 min).

EUROSPORT 14.00 Athlétisme. En direct de Durham (Angleterre) : championnats du monde de cross-country. 19.00 Tennis. En direct de Key Biscayne (Floride) : finale dames. 21.00 Catch. 22.00 Formule 1. Championnat du monde : Grand Prix du Brésil à Interlagos, essais. 23.00 Natation. Championnats de France d'hiver : 3^e journée. 0.00 Football. Au Palais omnisports de Paris-Bercy. 4.00 Motocyclisme. En direct d'Eastern Creek. Championnat du monde de vitesse : Grand Prix d'Australie.

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

CINÉ CINÉ 18.10 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Classic Hollywood. 23.00 Ça commence à Vera Cruz. 0.10 En avant la musique. 0. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963 N. 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la danse. Festival de danse d'avril à la ferme du Buisson. 20.30 Photo-portrait. René Bonré, maquetteuse aux éditions Maeght. 20.45 Fiction. En direct du studio Charles Trenet de la maison de Radio-France. Nouveau répertoire dramatique : Trangles, de Claude Pim. 22.35 Musique : L'Air du temps. Yvette Guilbert, le retour. 0.05 Clair de nuit. La 7^e nuit culturelle de Nancy.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-fundi.

Signalisation des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à évaluer ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

FRANCE-MUSIQUE 20.05 Sonree Lynque. Donnée en 1953, au Théâtre de la Scala de Milan. La Tosca, de Puccini, par le chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Victor de Sabaria, sol. Maria Callas, Angelo Marconi, Tito Gobbi, Dario Caselli, Alvaro Cordova. 23.00 Musique pluriel. Les compositeurs de la Villa Médica. Concerts données les 24 janvier au Centre Pompidou et le 14 février à la Bibliothèque nationale : Uiolela, de Gervasoni (création), par l'Ensemble intercontemporain, dir. Markus Sterz ; Eolia pour flûte seule, Opér pour clarinette seule, de Hurel. An quasi una serenata con la complicità di Schubert (création française), de Gervasoni. Pour Luigi (création mondiale), de Hurel, par l'Ensemble Court-Circuit, dir. Pierre-André Valade. 0.00 Auto-portrait. Marc-André Dalbavie, compositeur en résidence à la Villa Médica.

Les interventions à la radio

Radio-Classique 101.1 FM. 12 heures : Gilles Menage, président d'EDF-GDF (« Questions orales »).

Sud-Radio, 12 h 10 : Michel Barner (« La Tribune-Sud Radio/Le Point »).

Pour l'exemple

par Pierre Georges

LA PRÉSIDENTE du tribunal de Croydon est un magistrat amateur. Comme il est des footballeurs professionnels. M^{me} Jean Pearch, à la ville, est professeure de musique, donc pédagogue. A la cour, elle s'est voulue pédagogue aussi, de cette pédagogie de la punition, de la mise au pain sec et à l'eau.

Le tribunal de Croydon a condamné Eric Cantona à deux semaines de prison. Moins pour ce qu'il a fait, répondre par la violence à l'insulte d'un voyou, que pour ce qu'il est. Dans une inversion de la fable - selon que vous serez puissant ou misérable... - la présidente a estimé que c'était surtout parce que Cantona était Cantona qu'il se devait de se tenir plus qu'un autre. Elle l'a dit d'ailleurs : « Les faits qui vous sont reprochés sont graves. Nous avons compris ce que vous regrettez profondément et ce que vous avez fait. Nous en tenons compte. (...) Vous êtes une personnalité importante, vous possédez un talent indéniable, vous êtes un personnage public. Vous êtes regardé par la jeunesse comme un exemple. Pour toutes ces raisons nous vous condamnons à... »

On ne saurait mieux qualifier la circonstance aggravante de talent et de célébrité. Un jour de prison pour les tentatives de coups, quatorze jours pour la gloire. La punition est sévère, excessive au regard des lourdes sanctions sportives et financières déjà subies par l'idole ténébreuse de Manchester. Elle est surtout stupide, dans la mesure où elle n'aboutit qu'à une mesure coercitive, privative de liberté. Si Eric Cantona est bien ce que dit et semble souhaiter Jean Pearch, que ne l'a-t-elle condamné à une peine d'intérêt général, d'intérêt footballistique,

une action en faveur des jeunes ?

C'est été incontestablement plus « exemplaire » et autrement utile. Mais une chose est de penser que la peine est inadéquante, une autre de s'indigner en affirmant que ce que fit, dans un instant d'égarement, Eric Cantona était chose bénigne, voire réflexe salutaire sous l'outrage.

Eric Cantona n'est pas simplement (mal) condamné parce qu'il est Cantona. Il n'est pas ce simple exemple fait, pour l'édification des masses anglaises, sur le dos d'un Français. Il a violé un tabou. Il a franchi cette ligne invisible et pourtant bien réelle qui, sur les stades britanniques, sépare désormais le public des joueurs.

C'est ici le plus étrange des paradoxes. Le football anglais, longtemps et encore malade de ses hooligans, de drames répétés, dans l'île comme sur le continent, a choisi de ne plus mettre ses spectateurs en cage, de ne plus les emprisonner préventivement. Il l'a fait, sous Margaret Thatcher, dans un souci sécuritaire après de graves accidents. Mais il l'a fait, aussi, dans un pari éducatif pour que le jeu redevienne une fête sur le terrain et une fête familiale dans les tribunes.

Le football anglais a arraché ses grilles, comblé ses fossés, enlevé ses barbelés. Il a choisi de mettre les joueurs au contact direct des supporters, les spectateurs à 3 mètres des joueurs. Sans herse, ni pont-levis. Sans barrière autre que l'éducation et le respect mutuel. En répondant aux provocations, la faute majeure d'Eric Cantona fut une faute d'éducation, ce passage en rase-mottes de la fragile ligne de démarcation. Cela valait suspension et remontrances. Mais certainement pas prison.

Un virus serait à l'origine du sarcome de Kaposi

Des chercheurs sont sur le point de découvrir la cause de ce cancer souvent diagnostiqué chez les sidéens

GRÂCE AUX NOUVELLES

TECHNIQUES de la biologie moléculaire, une série de découvertes laissent raisonnablement penser, depuis quelques semaines, que le sarcome de Kaposi, une affection cancéreuse touchant fréquemment (mais pas seulement) les malades du sida, est d'origine virale. De nouveaux travaux conduits de manière indépendante par deux équipes, l'une américaine, l'autre française, fournissent aujourd'hui des résultats - publiés dans *The Lancet* daté du 25 mars - qui viennent soutenir cette hypothèse.

On crut alors pouvoir en conclure que cette lésion cancéreuse était l'une des conséquences cliniques de l'infection de l'organisme par le VIH. Cette hypothèse devait se révéler sans fondement.

Une nouvelle piste s'est ouverte fin 1994 avec la publication, dans l'hépatomadaire américain *Science*, d'un travail conduit par un groupe de la Columbia University. Ces chercheurs, dirigés par Patrick S. Moore et par Yvan Chang, mettaient en évidence un lien entre le sarcome de Kaposi et la présence de fragments d'ADN, a priori in-

domadaire britannique a été menée par un groupe de chercheurs de différents instituts oew-yorkais et ougandais dirigé par le docteur Alvin Friedman-Kien. Cette équipe explique avoir retrouvé les séquences virales suspectées chez des sarcomes de Kaposi et malades du sida, mais aussi dans les lésions de Kaposi « endémiques » (Afrique) ou encore de Kaposi plus « classiques » (Bassin méditerranéen). Ces mêmes séquences virales ont été retrouvées dans la peau, à priori normale, de sidéens atteints de Kaposi, ce qui laisse penser que ce nouveau virus pourrait être largement disséminé dans les organismes qu'il infecte.

L'équipe française, composée de chercheurs du laboratoire de virologie du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière et du département de dermatologie de l'hôpital Tarnier (Paris), et animée par le docteur Nicolas Dupin, révèle pour sa part avoir identifié les mêmes structures virales suspectées dans des sarcomes de Kaposi « méditerranéens », la présence de ces structures étant, selon ces chercheurs, beaucoup plus élevée chez les malades dont la peau est indemne de lésion.

Il semble acquis que ce virus, encore inconnu, fait partie de la grande famille des « herpès virus ». Les derniers résultats obtenus ne permettent toutefois pas de répondre à l'ensemble des questions soulevées. Ils laissent cependant entrevoir des perspectives diagnostiques et thérapeutiques dans un nouveau modèle associant une infection virale au développement d'un processus cancéreux. Après plus d'une décennie de suppositions et d'hypothèses, ils permettent aussi de penser que la recherche sur le sida pourra entrer plus avant dans des zones frontalières de la recherche médicale, aux confins de la virologie et de la cancérologie.

Jean-Yves Nau

Transmission par voie sanguine et sexuelle

Selon le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), les publications du *Lancet* viennent de force confirmer une hypothèse avancée dès 1970 par Pitalen Giraldo. « Des informations nouvelles et complémentaires seront prochainement publiées concernant la présence de ce nouveau virus dans l'organisme de personnes atteintes de Kaposi mais également de personnes indemnes de cette affection », a déclaré au *Monde* le professeur Montagnier. On saura ainsi prochainement si ce virus est, comme on peut le craindre, transmissible par les voies sanguine et sexuelle ce qui imposerait, après son isolement, la mise en place de dépistages systématiques similaires au virus du sida ou des hépatites B et C.

Décrite en 1872 par le dermatologue Moritz Kaposi, cette maladie cancéreuse se manifeste cliniquement par des lésions cutanées d'un rouge sombre, des nodules violacés et un oedème diffus et douloureux. Elle se caractérise aussi par des anomalies tissulaires spécifiques qui permettent de confirmer le diagnostic. Jusqu'alors rare et d'évolution progressive, ce cancer avait d'abord été identifié en Europe de l'Est, puis dans le pourtour du Bassin méditerranéen et enfin en Afrique, où l'on parlait de « Kaposi endémique ».

L'épidémie de sida a brutalement relancé les interrogations concernant cette maladie. Au début des années 80, on retrouvait le sarcome de Kaposi avec une fréquence très élevée chez les homosexuels masculins atteints du sida.

connus, détectés grâce à de nouvelles technologies biomoléculaires. Ces « morceaux » de matériels génétiques avaient été mis en évidence dans vingt-cinq des vingt-sept biopsies cutanées de sarcomes de Kaposi provenant de malades morts du sida. A l'inverse, ces structures ne furent pas retrouvées chez des personnes indemnes de sida et de Kaposi.

PERSPECTIVES THÉRAPEUTIQUES

Suscitant un très grand intérêt dans la communauté scientifique, ces résultats étaient, de l'avis même de leurs auteurs, préliminaires. Ils soulevaient une série de questions fondamentales auxquelles répondent, pour une bonne part, les publications françaises et américaines du *Lancet*. La première étude publiée dans l'hé-

Des élections au Cachemire pourraient avoir lieu en juillet

LE CHEF de la puissante commission électorale indienne, M. Seshan, a annoncé jeudi 23 mars que des élections pourraient être organisées avant le 18 juillet au Cachemire indien. Cet Etat est en proie, depuis plus de cinq ans, à une insurrection séparatiste qui a fait au moins 10 000 morts selon Delhi, et plus de 30 000 selon les rebelles. Seul Etat indien à majorité musulmane, le Cachemire est administré depuis le début de 1990, déjà, le premier ministre Narasimha Rao avait évoqué, début mars, la possibilité de

teoir des élections cet été dans ce territoire himalayen, où il n'y a pas eu de scrutin régional depuis 1987.

Pourtant, les mouvements séparatistes cachemiris sont opposés à une consultation et ont annoncé leur intention de la boycotter. « Les élections n'ont produit aucun résultat depuis 1947 », date de la partition de l'Inde, a expliqué vendredi 24 mars Shabir Shah, un des leaders séparatistes les plus populaires. M. Shah, qui a été emprisonné durant vingt ans, a cependant ajouté qu'il accepterait des élections sous supervision de

l'ONU afin que des Cachemiris puissent « participer à un dialogue entre l'Inde et le Pakistan ».

Delhi a indiqué, jeudi 23 mars, que près de 3 000 personnes avaient trouvé la mort en 1994 dans des incidents liés à l'insurrection : 1596 civils musulmans, 1069 civils et 196 membres des forces de l'ordre.

Le Cachemire, divisé entre Inde et Pakistan, a été à l'origine de deux des guerres que se sont livrées les deux pays depuis 1948. Delhi accuse Islamabad de soutenir et d'armer la rébellion ce qu'Is-lamabad dément. - (AFP)

DANS LA PRESSE

Le congrès de la CFTD

LA TRIBUNE-DESFOSSÉS. Gommée du vocabulaire politique et syndical, la lutte des classes survit dans les esprits. (...) Le message des militants est clair : la CFTD n'est pas dans son rôle en cherchant à s'imposer comme interlocuteur privilégié du pouvoir patronal et politique. Les instances dirigeantes ont mal mesuré l'écart qui les sépare d'une base évoluant quotidiennement dans les entreprises dans un environnement classique. Même si elle y voit la survivance d'une vision désespérée du monde, Nicole Notat ne peut plus ignorer que

cette vision-là est celle d'une fraction majoritaire de ses troupes. Pascal Aubert

LE FIGARO

La position de la CFTD ressortira forcément momentanément affaiblie de ce congrès. Le poids de l'aile gauche y reste toujours beaucoup plus fort que ne le laissait envisager l'approche pragmatique des problèmes de la nouvelle direction. Ce n'est pas à Montpellier que la pierre philosophale de l'équilibre entre le « syndicalisme d'accompagnement » et la « volonté de transformation sociale » aura été trouvée. Jean-Louis Valdiré

ciales qui bourgeoient dans les entreprises depuis quelques semaines, à l'approche de l'élection présidentielle. Aline Richard

LA CHAÎNE INFO (LCI)

De ses racines chrétiennes, la confédération a conservé une culture de l'utopie, fût-elle pleinement sécularisée (...). Le réalisme froid et technocratique de Nicole Notat a contredit cette culture assumée jadis par Eugène Descamps puis par Edmond Maire. Défaillance d'analyse ensuite. (...) (Nicole Notat) s'est attachée à négocier raisonnablement et au mieux la pénurie d'emploi quand la reprise remettrait au premier plan les revendications salariales de ses mandants. Pierre-Luc Séguillon

L'HUMANITÉ

La forte condamnation de la politique « droitiste » de Nicole Notat va-t-elle se traduire par l'élection d'une nouvelle direction au sein de la CFTD ? Le vote de l'amendement 100 aura en tout cas des conséquences importantes dans la vie du syndicat. France Bertioz

INFORMATIN

On reproche généralement à Nicole Notat sa trop grande compréhension vis-à-vis du patronat et du gouvernement, ainsi qu'une timidité devant l'action. La salle, d'ailleurs, ne le lui a pas envoyé dire avec des fleurs, certains s'amusant à la brocarder du célèbre « Osons ! » Des « Guignols de l'Info ». De même, sa définition du projet de société de la CFTD (...) n'a pas convaincu : pas un mot sur les salaires ni sur les luttes so-

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Turquie : l'Union européenne s'inquiète de l'ampleur de l'opération au Kurdistan irakien 3
Europe : les contrôles aux frontières disparaissent dans l'espace Schengen 4
Commerce : la France et l'Algérie démentent les ventes d'armes à l'Iran 5
Japon : le gourou de la secte Aum Shinri-kyo se défend sur une chaîne de télévision 6

FRANCE

Présidentielle : les candidats s'opposent sur la maîtrise des dépenses de santé ; Lionel Jospin retrouve le « peuple de gauche » à Marseille 7-8
Syndicat : Nicole Notat, réélue, sort affaibli du congrès de Montpellier 9
Régions : l'île-de-France cède à l'économie et à l'environnement 10

SOCIÉTÉ

Santé : l'exclusion exige une évolution de la prise en charge des maladies mentales 11
Loxte : la Française des jeux tente de relancer le Loto 12

HORIZONS

Enquête : les Japonais face à leur histoire 16
Débats : Climats : nous sommes chaque jour responsables, par Robert

BOURSE

Cours relevés le vendredi 24 mars, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE
OES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 15813,40 -0,58 -20,14
Hong Kong Index 8467,67 -0,49 -3,37



ENTREPRISES

Résultats : de lourds risques financiers menacent la santé d'Eurotunnel 21
Monnaie : la défense du franc s'avère coûteuse 22

AUJOURD'HUI

Sciences : les Etats utilisent souvent l'archéologie à leur profit 26

CULTURE

Théâtre : le Roberto Zucco de Jean-Louis Martinelli à Strasbourg 29
Disques : les murmures de P.J. Harvey 30
Les coulisses de la culture : les métiers des arts et des spectacles sortent de l'ombre 32-33

SERVICES

Abonnements 28
Agenda 28
Annonces classées 10
Cartes 14
Finances et marchés 23-24
Météorologie 25
Jeux 27
Radio-Télévision 34-35

DEMAIN dans « Le Monde »

LES ETATS-UNIS ANNEXENT LE TEXAS : Il y a cent cinquante ans, le Mexique était dépossédé de ce territoire, première étape d'un dépeçage qui aboutit à l'amputation de la moitié de sa superficie. Un traumatisme dont il ne s'est toujours pas remis.

Tirage du Monde daté vendredi 24 mars : 507 845 exemplaires

Un excédent commercial

de 9,5 milliards en janvier

POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR, l'année 1995 commence comme l'année 1994 avait terminé : sur une excellente tendance. Après un excédent de 86,6 milliards de francs (chiffre révisé) l'an passé, la balance commerciale a de nouveau dégagé un solde positif de 9,5 milliards de francs en janvier, après 10 milliards en décembre (en données corrigées des variations saisonnières). Ce bon résultat s'explique par un très fort courant d'exportations (115,3 milliards de francs en janvier) et un courant beaucoup moins dynamique d'importations (105,8 milliards). La faiblesse de la consommation au cours de janvier a pesé dans la balance, comme vraisemblablement des phénomènes saisonniers. Le climat très doux a ainsi visiblement limité fortement les importations de produits énergétiques. Pour ce secteur, la balance mensuelle est ainsi négative de seulement 3,9 milliards de francs, ce qui constitue le meilleur résultat depuis dix ans. Les autres grands postes sont en ligne avec les évolutions antérieures. La balance agro-alimentaire est positive, de 4,8 milliards de francs et la balance industrielle de 4,7 milliards de francs.

ALLEMAGNE : une mosquée turque a été entièrement détruite par un incendie criminel à Essen (ouest) dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 mars. Un suspect a été arrêté, a indiqué la police locale. D'autre part, des inconnus ont lancé un cocktail molotov par une fenêtre d'un immeuble abritant les locaux d'une autre mosquée turque à Rottenbourg sur Tauber (sud). Selon le ministre allemand de l'Intérieur, Manfred Kanther, ces actes sont pour la plupart imputables aux séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) intervenant en Allemagne. - (AFP)

ETATS-UNIS : Danielle Mitterrand s'est vu interdire, jeudi 23 mars, l'entrée du Sénat américain après avoir refusé de passer sous un portique détecteur de métal en raison du port d'un stimulateur cardiaque, rapporte vendredi 24 mars le *Washington Post*. Selon un membre de son entourage, aucun autre choix n'a été offert à M^{me} Mitterrand qui a été « grossièrement repoussée ». - (AFP)

OPERA DE PARIS : Pierre Bergé a été condamné à 5 000 francs de dommages et intérêts pour entrave au fonctionnement du comité d'entreprise. L'ancien président de l'Opéra de Paris était poursuivi par Jean-Paul Costa, secrétaire du comité d'entreprise, qui lui reprochait de ne pas avoir soumis chaque année au comité, comme l'impose le code du travail, un bilan social permettant aux représentants des salariés de donner leur avis.

CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation

STAGES DE QUALITE



Comment progresser en :
♦ parole en public
♦ confiance en soi
♦ qualité de contact
♦ capacité à motiver
♦ mémorisation
♦ enthousiasme
♦ maîtrise du stress

Venez voir :

CONFÉRENCES GRATUITES
L'Art de Communiquer

les 28, 29, 30 et 31 Mars
de 19h précises à 20h45
33 Av de Wagram, PARIS 17
Immeuble "Habitat"
1er Etage, RER Etoile

Entraînements DALE CARNEGIE®
Stages dans 30 villes en France pour
Sociétés, Administrations, Particuliers
Stg 34 Weyss, 2 r de Marly 75130 La Chaux
Fax : 1.39 54 61 25 Tél : 1.39 54 61 06

440001320